

هناك احداث اخرى

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12663 — 4,50 F      Fondateur : Hubert Beuve-Méry      Directeur : André Fontaine      — MERCREDI 16 OCTOBRE 1985

## L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE

### Genève n'est plus dans Genève

S'il vivait encore, Jean-Jacques Rousseau, citoyen de Genève, aurait trouvé une raison supplémentaire d'abandonner la ville de Calvin. Son contemporain Voltaire n'aurait pas, lui, manqué d'exercer, en voisin, son ironie grinçante depuis Ferney tout proche. Le résultat des élections au grand conseil du canton de Genève laisse atterré tout ce que Genève compte de fidèles de la démocratie et de l'humanisme.

Pius qu'une victoire, c'est un raz de marée en faveur du parti d'extrême droite Vigilance qui ressort du décompte définitif des bulletins : compte tenu des panachages, ce parti vient en effet en tête de toutes les formations politiques du canton. Avec 19 sièges sur les 100 que compte l'Assemblée, il est à égalité avec le Parti libéral (droite modérée) et devance les socialistes, qui regroupent de 26 à 18 sièges.

Le programme de Vigilance est sans équivoque. Il ressemble à s'y méprendre à celui défendu de l'autre côté de la frontière par les amis de M. Le Pen : « Trop de réfugiés, trop d'étrangers, de criminalité. Pas assez de logements, de sécurité, d'aide sociale... La législation suisse sur l'immigration est pourtant l'une des plus draconiennes. Les permis de travail sont distribués uniquement pour des emplois qui ne trouvent pas preneurs par des nationaux, et de plus, en priorité à des frontaliers quittant chaque jour le territoire helvétique une fois leur tâche achevée... Maçons italiens, techniciens français, manœuvres yougoslaves et maghrébines ont été pendant de longues années les « soutiers » d'une ville qui dresse fièrement ses banques et ses palais le long du lac Léman. Provinciale à l'extrême, la métropole internationale a choisi dimanche de se replier sur ses coffres, oubliant ce que sa richesse et sa prospérité doivent à la réputation d'accueil et d'ouverture à tous.

Les plus optimistes mettront sur le compte d'une grogne passagère ce « dérapage » et rappelleront que Genève a toujours eu un comportement électoral atypique dans une Confédération helvétique peu portée vers les extrêmes. Le grand conseil — le Parlement du canton — s'était-il pas présidé à la fin des années 70 par un communiste ? D'autres stigmatiseront la résurgence d'un égoïsme national qui peut aller très loin dans l'aveuglement aux malheurs des autres. Combien de juifs fuyant ne se sont-ils pas heurtés pendant les années noires aux portes fermées du paradis helvétique ? Il est vrai que celui-ci ne détenait pas là un monopole.

Les plus inquiets, enfin, mettront en regard le résultat genevois avec celui d'une élection cantonale française qui se déroulait le même jour dans le voisinage, à Scionzier, en Haute-Savoie, où le candidat du Front national a fait mieux que les « vigiliants » : plus de 22 % des suffrages. La xenophobie, ce cancer des temps incertains, frappe indifféremment les riches et les pauvres.

Le Monde publiera demain (numéro daté jeudi 17 octobre) les résultats d'un sondage de la SOFRES pour Le Monde et Antenne 2 sur l'image du Front national et de son président.

### Une fronde se développe dans le parti de M. Le Pen

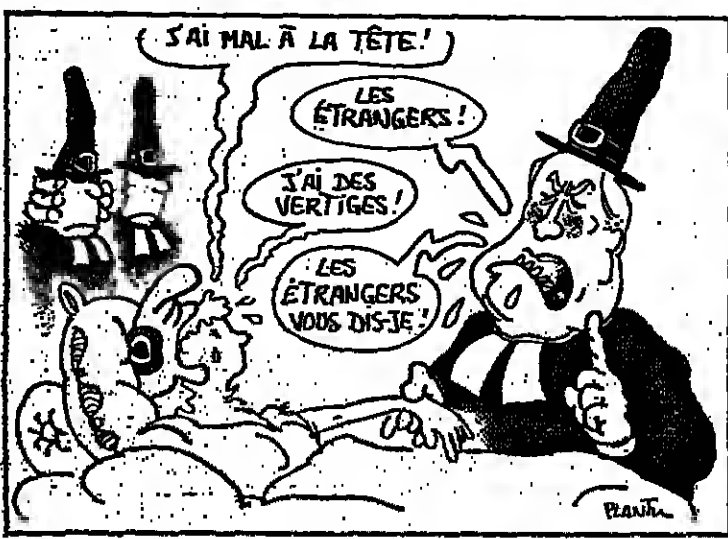
M. Jean-Marie Le Pen est, le mercredi 16 octobre, l'invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2. La prestation télévisée du chef de file de l'extrême droite survient au moment où, pour la première fois depuis sa spectaculaire percée des élections européennes, en 1984, le Front national est agité par de vives querelles intestines.

Le Front national connaît actuellement de gros remous internes nés presque simultanément en Corse et dans le Valais, mais cette crise s'est étendue à trente-sept départements, provoquée par les tractations en cours pour la constitution des listes de l'extrême droite.

Mobilisés en particulier contre le numéro deux du parti, M. Jean-Pierre Stirbois, qu'ils accusent de « sectarisme », et d'« autoritarisme », une centaine de militants contestataires envisagent de prendre la tête, ici ou là, de listes dissidentes en signe de protestation contre certains « parachutages ».

Cette fronde allie dans la contestation des militants de longue date — c'est le cas notamment dans certaines sections des Bouches-du-Rhône, des Pyrénées-Orientales, du Var — et des nouveaux venus, transfuges du RPR ou du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), comme c'est le cas dans la région d'Orange.

ALAIN ROLLAT.  
(Lire la suite page 8.)



## LES GRÈVES CHEZ RENAULT

### La CGT cherche l'épreuve de force

A l'appel de la CGT, les grévistes de l'usine du Mans, au nombre de 300 à 400, ont voté à main levée, le mardi 15 octobre au matin, la poursuite de la grève avec occupation.

La CGT avait qualifié de « globalement négatif » le résultat des dernières négociations avec la direction.

L'occupation se poursuit également à Billancourt et à Choisy, tandis que les usines de Flins, de Sandouville et de Douai sont en chômage économique.

La CGT a visiblement décidé d'aller jusqu'au bout de sa confrontation avec la direction de la région Renault et les pouvoirs publics.

L'épreuve de force apparaît difficilement évitable à l'usine du Mans. La direction y a épuisé ses dernières munitions, lors des négociations de la nuit, en acceptant de ne pas sanctionner les onze piquets de grève si le travail reprenait, et en proposant une prime déjà refusée il y a un an et appliquée dans d'autres usines de la Régie. « En cas de refus, disaient-ils à la Régie, il n'y aura pas de nouvelle négociation. » Et les pouvoirs publics devront prendre leurs responsabilités.

La direction de Renault refusait d'aller au-delà, en considérant que les grèves actuelles sont très minoritaires, les usines du Mans et de Billancourt ne touchant, en tout état de cause, que 20 % de l'effectif total de Renault-France.

En même temps, elle souhaitait éviter une intervention des forces de l'ordre : « Une usine, ce n'est pas un champ de bataille. Les salariés devront ensuite retravailler ensemble. »

M. N.  
(Lire nos Informations page 31.)

### M. Arafat interdit d'ONU

Le chef de l'OLP n'a pas été invité pour le 40<sup>e</sup> anniversaire.

PAGE 6

### Japon : relance de la demande

Vers un nouveau mode de croissance ?

PAGE 32

### La curie réorganisée

Nouvelles structures pour le gouvernement de l'Eglise.

PAGE 11

### Nouveau patron pour le Gosplan

M. Baïbakov, soixante-quatre ans, cède la place à M. Talyzine, cinquante-six ans.

PAGE 5

### Les loyers 1986 seront fixés par le gouvernement

Faute d'accord entre bailleurs et locataires.

PAGE 32

## Le Monde

### SCIENCES

- Fouilles à l'électricité
- La nausée de l'astronaute
- Les granges d'Eurêka (Pages 13 et 14)

Débats : société (2) • Etranger (3 à 6) • Politique (8 et 9) • Société (10 à 12) • Culture (15) • Communication (17) • Economie (31 à 35)

Echecs (12) • Programmes des spectacles (16 et 17) • Radio-télévision (18) • Carnet (12) • Informations Services (29) • Annonces classées (20 à 28)

## LA CÔTE-D'IVOIRE, ISRAËL ET LES PAYS ARABES

### Le parler franc de M. Houphouët-Boigny

Dans une conférence de presse de plus de cinq heures et demie, lundi 14 octobre, le président Houphouët-Boigny, tout en rabaissant les Arabes pour leurs « divisions », a laissé entendre que son pays allait renouer avec Israël.

De notre envoyé spécial

Abidjan. — « Houphouët veut parler ! », s'exclame le président ivoirien au cours de sa conférence de presse, lundi 14 octobre. Et sans interruption, sans signe de fatigue, sans lapsus ni redites, manifestant l'humour, l'ironie mordante, parfois le pathétique, Houphouët parle... pendant cinq heures et demie. Il aurait pu, sans doute, continuer encore longtemps.

Le « Vieux », c'était visible, jubilait de faire ainsi le tour des

problèmes mondiaux. Sur le fond, en effet, le chef de l'Etat ivoirien a scandiqué le droit de dire haut et fort qu'il n'a plus, à quarante-cinq ans, de leçons à recevoir de personne.

« Petit homme à la tête d'un petit pays », comme il se définit lui-même, il se libère du silence qu'il s'est jusqu'à présent imposé pour parler le langage décomplexé des Grands de la scène internationale. Doyen des chefs d'Etat d'Afrique noire, « sage » du continent, il se livre avec une douce violence à une dénonciation de la prétendue solidarité arabo-africaine au nom de laquelle l'Etat d'Israël devrait toujours rester infréquentable.

Certes, il n'est pas dans sa manière de réserver à la presse une décision telle que l'annonce la reprise des relations diplomatiques entre son pays et Israël,

interrompues le 8 novembre 1973. Mais sur le principe, on peut considérer que la Côte-d'Ivoire a rejoint les deux pays du continent noir qui ont déjà renoué avec l'Etat hébreu : le Zaïre et le Libéria.

La présence depuis trois jours à Abidjan d'un envoyé spécial du ministère israélien des affaires étrangères, porteur d'une demande en bonne et due forme, laisse supposer que cette reconnaissance est proche. Jérusalem espère vivement que la Côte-d'Ivoire entraînera d'autres pays africains à faire de même. Dans les pays arabes, les propos de M. Houphouët-Boigny risquent d'être ressentis comme une trahison. D'autant que le président ivoirien ne s'est guère embarrassé de litotes...

D'abord, pourquoi ceux qui se disent les défenseurs de la cause

palestinienne o'ont-ils rien fait pour restituer la bande de Gaza et la Cisjordanie aux Palestiniens ? Ensuite, qu'est-ce que la rupture avec Israël a apporté à la solution du problème ? L'Egypte n'a-t-elle pas de relations diplomatiques avec l'Etat hébreu ?

S'adressant aux pays arabes, M. Houphouët-Boigny a lancé : « Est-ce que vous, Arabes, vous avez une politique palestinienne ? Commencez par vous entendre entre vous ! ». Le conflit Iran-Irak ? « Qu'est-ce que vous faites ? Une partie soutient l'Iran, l'autre l'Irak. Où allez-vous ? Où voulez-vous que l'on vous suive ? Je veux être libre de parler aux Arabes. Je peux parler aux Israéliens puisqu'ils viennent me rendre visite. »

LAURENT ZECCHINI.  
(Lire la suite page 4.)

## LA TRENTE-SEPTIÈME FOIRE DU LIVRE

### Faut-il encore aller à Francfort ?

De notre envoyée spéciale

Francfort. — Comme chaque année depuis 1948, l'édition du monde entier est venue en pèlerinage à Francfort pour cette Buchmesse, foire et « messe » du livre, qui a fermé ses portes lundi 14 octobre, après six journées d'intense activité, et qui, traditionnellement, succède, dans les mêmes locaux du Parc des expositions à la Foire de l'automobile.

Une exposition géante qui fait de cette manifestation professionnelle la plus belle, la plus grande, la plus riche, librairie du monde, du moins pour la production récente — car les éditeurs n'apportent à Francfort que leurs nouveautés et leurs projets, six mille cinq cents éditeurs venus de soixante-dix-neuf pays, répartis dans quatre pavillons immenses, qui exposent quelque trois cent

vingt mille livres (dont près d'un tiers de nouveautés). Mais les livres ne sont pas à vendre.

A la Foire, on ne négocie que des droits : droits de traduction, d'adaptation (pour le cinéma, le radio, la télévision), droits dérivés (jeux, tee-shirts, serviettes de bain ou figurines), droits de publication en édition de poche ou de club, prépublications, postpublications, etc. Surtout, puisque tous les partenaires possibles sont là, il est possible de traiter de vive voix des contrats qui nécessitent la présence de plusieurs éditeurs (répartition de la charge de traduction, par exemple, entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, le Brésil et le Portugal, l'Espagne et l'Amérique latine), ou bien de mettre sur pied des coéditions.

Pourtant, si tous se montrent satisfaits de se rencontrer ainsi cha-

que année, comme dans un club de leur corporation, certains en viennent, chaque année un peu plus, à se demander si le voyage à Francfort est vraiment indispensable...

Le prix de location du stand et celui du déplacement dans une des villes les plus chères d'Europe, qu'il faut payer dans cette monnaie forte qu'est le deutschemark, pourraient jouer un rôle dissuasif.

L'autre raison, plus importante, c'est que le « grand jeu », les « grands coups » ne se jouent plus à la Foire depuis une dizaine d'années, depuis que des contrats mirifiques se sont révélés n'être que de la pacotille (comme l'Autobiographie de Greta Garbo, par exemple, dont on ne parle plus depuis 1977 et pour laquelle les plus grandes maisons d'édition avaient payé des à-valoir considérables...).

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 18.)

**Force 10.**  
Des nœuds forts comme la mer.

Avec du câble marin d'acier et de l'acier, Fred crée des nœuds plats pour ses nouveaux bixoux Force 10.

**FRED**  
JAILLER

4, rue Royale, Paris. Tél. 260.30.65 - Le Clézio, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mandin, Paris.  
2, rue de la Croixette, Cannes - Hotel Lomas, Monte-Carlo - Le Royal d'Orly.  
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - Dallas - New York.



# débats

## Quel Etat pour après-demain ?

Ni le dirigisme ni le néo-libéralisme ne peuvent préparer le vingt et unième siècle

Par JACQUES ROZNER (\*)

### SOCIÉTÉ

Les mutations que connaît notre société vont bien au-delà des effets de « crise ». Jacques Rozner se demande si l'Etat futur, tel que le conçoit Jean-Pierre Chevènement, peut être une réponse aux attentes des prochaines décennies. Pour Jacques Antoine, les outils d'observation et d'analyse de la réalité sociale doivent élargir notre vision.

## Pour une nouvelle statistique sociale

Derrière les comportements, les attitudes, déceler les besoins fondamentaux et les valeurs de société

Par JACQUES ANTOINE (\*)

TOUTE société repose sur un consensus relatif à des valeurs communément partagées. La crise des valeurs est plus essentielle que la crise économique : on ne se fait pas tuer pour un taux de croissance, alors qu'on peut se faire tuer pour des valeurs patriotiques, religieuses, ou pour ce que le bon sens populaire appelle « des idées ». La crise des valeurs entraîne donc inévitablement une crise de société.

A cet égard, deux images, pour ne pas dire deux modèles, sont communément employées. La première est celle de la peau de chagrin. Le tronc commun des valeurs partagées par tous les Français - ou par tous les membres de la civilisation occidentale actuelle - se réduirait inexorablement comme la célèbre peau de chagrin. A la limite, la tolérance serait peut-être la seule et dernière valeur démocratique permettant encore à notre édifice social de tenir debout tant bien que mal.

C'est ici qu'intervient la deuxième image, celle de la mosaïque, ou de la société « éclatée ». Selon cette image, qui va bien au-delà de celle de la société « bloquée » qu'avait naguère diagnostiquée notre ami Michel Crozier, la société est faite d'une juxtaposition de personnes et de groupes très différents, à la limite tous différents. Selon ce schéma, la cohésion d'une société serait en gros directement liée au degré d'hétérogénéité de la mosaïque et, inversement, ses risques de rupture seraient fonction de son degré d'hétérogénéité, c'est-à-dire du nombre de différences, de nuances et de nuances, ainsi que de l'intensité respective des potentiels antagonistes.

Mais il faut aller au-delà. Derrière les comportements (voter, acheter...) il y a les opinions et les attitudes, que saisissent plus ou moins bien les sondages. Et derrière les opinions et les attitudes individuelles, comme derrière les courants socio-culturels qui en sont souvent la dimension collective, il y a au niveau individuel des besoins fondamentaux et motivations de base, et au niveau collectif des valeurs de société. Ce niveau d'analyse est plus difficile à atteindre par des outils d'observation et de mesure. On peut l'aborder par des enquêtes qualitatives en profondeur, ou par une analyse secondaire convenable des sondages et autres enquêtes disponibles. Une telle analyse, effectuée notamment dans le cadre du Club d'observation de la conjoncture de l'opinion (1), fait surgir un schéma bien différent de celui de la segmentation des publics.

En effet, chacun de nous est concerné par les besoins primaires et par les valeurs fondamentales. Nous avons tous à la fois besoin de stabilité et de permanence, d'une part, de changement et d'évolution, d'autre part, de sécurité et d'autonomie, etc. Il n'y a donc pas séparation nette entre les tenants de la perma-

nence et les champions du changement : il y a tension dialectique en chacun de nous entre ces deux pôles. Certes il y a aussi, selon des individus, une pondération différente de ces deux pôles. Mais ce qui apparaît au niveau global de la société comme un ensemble de contradictions ne doit pas s'analyser seulement comme le résultat d'une opposition entre individus et groupes de sensibilités différentes ; c'est aussi et sans doute d'abord le résultat des contradictions et tensions internes à chaque individu.

### L'implosion

Société éclatée, certes, mais c'est d'une société « implosée » qu'il s'agit.

Ainsi, par exemple, dans le domaine de la consommation et des achats, les études de l'Institut du commerce et de la consommation et d'Alain Lancelot (2) ont mis en évidence l'existence de trois modèles de base : le modèle traditionnel, qui repose sur la relation au commerçant et privilégie les valeurs d'intégration sociale et de recherche de qualité ; le modèle de la société de consommation fondé sur la liberté de choix et sur la recherche du plaisir ; le modèle rationnel qui vise l'économie des prix et du temps.

Il est clair, comme le soulignent les auteurs, que ces trois modèles coexistent non seulement entre les individus, mais en chacun de nous : selon les produits, selon les circonstances, je me réfère à l'un ou l'autre de ces trois modèles. Ce que certains appellent la versatilité du consommateur n'est sans doute pas une sorte de défaut passager par rapport à un système commode de classification des gens une bonne fois pour toutes, mais une réalité fondamentale qu'il faut traiter comme telle.

Il en est de même dans le domaine politique. Alain Minc faisait récemment observer (3) que le débat public évolue, après le partage du gâteau, puis des problèmes collectifs tels que le pacifisme ou l'écologie, vers un débat d'un troisième type portant le plus souvent sur des problèmes mettant en jeu des valeurs individuelles et sociales profondes : la peine de mort, l'avortement ou l'euthanasie, les mœurs perverses, tout ce qui relève du domaine de l'éthique de la genèse, en sont des exemples flagrants. Lorsque le Parlement est amené à débattre et à décider sur de tels problèmes, il arrive que chaque parti laisse à ses membres la liberté de voter selon sa conscience personnelle. Mais même lorsqu'il y a discipline des votes par partis, les moti-

(\*) Professeur au Conservatoire national des arts et métiers, Directeur du Centre d'études socio-économiques et de management. Directeur général du Centre d'études des supports de publi-

AU-DELA des agitations devant résulter des chocs et controverses de la période pré-électorale dans laquelle nous sommes entrés, ce qui compte et qui transparaît dès aujourd'hui, ce sont deux conceptions de la société, l'une se définissant libérale, l'autre privilégiant le rôle de l'Etat.

Pour la première, il faut proposer une analyse nuancée ; sous le vocable « libéral », il y a, en effet, des

approches différenciées dès qu'on s'éloigne des partisans du « libéralisme », selon le mot de Milton Friedman, et que l'on se rapproche de la tendance prudente de Raymond Barre.

Le réalisme exige assurément pour tous que la dose de libéralisme à injecter dans la société française reste compatible avec les impératifs d'un Etat moderne et tienne compte d'une propension française à l'assistance. Seule diffère entre les uns et les autres l'appréciation de ladite dose. C'est pourquoi, ceux qui, écoutant certaines professions de foi ultra-libérales, escompteraient une évolution à l'inspiration libérale de la dimension de l'Etat, iraient au-devant de graves déceptions.

Il n'en apparaît pas moins que, de tous côtés, on fourbit actuellement ses armes pour faire assaut de « libéralisme ».

Qui oserait, en effet, en cette veille de campagne électorale, à droite comme à gauche, proposer l'extension du rôle de l'Etat, l'accroissement du pouvoir administratif ? Personne.

Personne ? Si, un homme. Il est au gouvernement. Il se nomme Jean-Pierre Chevènement.

A l'occasion du congrès mondial de l'Association internationale de science politique, le 15 juillet dernier, il a, en effet, prononcé l'éloge de l'Etat, « premier protecteur des libertés, qui garantit la sécurité collective de la nation et est l'indispensable de la démocratie ». Il a exposé que l'Etat peut seul, de façon générale et systématique, garantir les plus modestes de ses membres contre ces fléaux que sont la maladie, la misère des chômeurs, la violence sans ressources.

Il a fustigé ceux qui, de leur côté, dénoncent le « trop d'Etat ». Qui sont-ils ? « Ce sont les maîtres du marché mondial qui s'épuisent à l'internationalisme sans considération de l'intérêt propre des Etats nationaux ».

Cette prise de position est importante. D'abord, parce qu'elle énonce plus en plus à mesure qu'elle avance. Ensuite, parce qu'elle se situe à contre-courant d'une tendance qui s'affirme. Chevènement acquiesce de ce fait un relief politique exceptionnel. Même si ce relief ne lui est pas favorable aujourd'hui, il

peut penser, comme les marins de la marine à voile, qu'il vait mieux du mauvais vent que pas de vent du tout.

Enfin, le fait est surtout notable parce qu'il souligne, malgré lui peut-être et en finissant encore, l'authenticité du problème de notre fin de siècle.

Soyons clairs. Un pays comme la France, enclavé dans un dirigisme d'Etat sans cohérence, dans un étatisme qui sévit sans trop oser s'avouer tel, par à-coups, cumulant les effets pervers de la confusion de régimes économiques antinomiques, ce pays ne sait plus très bien ce qu'il est, où il en est et vers quoi il va. Soumis pendant quatre ans à une dose renforcée d'étatisme administratif, il se détourne aujourd'hui de cette politique même atténuée, pour rechercher la voie la plus libérale qui puisse lui être proposée.

### « L'imagination est plus importante que la connaissance »

Mais tous ces constats et toutes ces perspectives se situent à l'intérieur d'un même hypothèse économique-sociale, au sein d'un système inimmuablement fondé sur le droit au travail.

Or l'événement historique que nous commençons à vivre remet précisément en question les fondements de ce droit et donc tout le système : c'est l'événement, c'est la révolution technologique en cours qui va pulvériser le droit au travail.

Une expérience néolibérale comme celle qui s'annonce peut-elle répondre à un tel problème ? Ce qui est sûr, c'est que la réorganisation libérale des circuits économiques ne peut être que précaire dès lors que les données fondamentales du problème restent inchangées.

Ce qui veut dire que si on entreprend la mutation globale de l'économie exigée par la technologie, on va être en mesure de produire de plus en plus à moindre coût mais avec de moins en moins de main-d'œuvre humaine. Il faudra, dès lors, reconsidérer le profil social de la société, donc le régime.

Conseiller financier.

Mais si cette mutation ne se fait pas, ce sera l'amorce d'un processus de sous-développement du seul fait que nous cesserons d'être compétitifs sur les marchés mondiaux et que notre chômage deviendra explosif par son ampleur.

On invoquera que la politique libérale a relancé la machine économique américaine. Pourquoi pas la nôtre ? Tout simplement parce que la France n'est pas l'Amérique.

Au reste, dans les années à venir, l'Amérique sera confrontée avec ce problème que nous commençons en France : la fin du droit au travail excluant l'apparition d'une nouvelle classe sociale, celle des « exclus du travail », dont le nombre ne peut que croître et la pression sociale s'accroître.

C'est ici qu'un effort d'imagination est plus importante que la connaissance, qui est plus importante que la connaissance, dis-je maintenant - sera requise des hommes disposant de moyens d'action, publics et privés, pour concevoir des structures économiques et des relations sociales d'un type inédit.

Le pari que paraît faire Chevènement sans précédent - cette imagination qui est plus importante que la connaissance, dis-je maintenant - sera requis des hommes disposant de moyens d'action, publics et privés, pour concevoir des structures économiques et des relations sociales d'un type inédit.

Chevènement se positionne dès lors comme un homme d'après-demain. Et il annonce la couleur en filigrane en conférant à un Etat futur et puissant vocation pour « mesurer » la configuration de la société.

Est-ce la meilleure réponse à une bonne analyse ? Tel semble être, en tout cas, le schéma élaboré par lui et observable en d'autres termes pour des événements déjà perceptibles au sein d'un monde qui se situe entre un achèvement assuré et un renouveau incertain.

Tout cela annonce, à tout le moins, les agitations révolutionnaires qui vont nous mener vers un vingt et unième siècle qui pourra aussi bien être un siècle de lumières que son contraire, selon ce que seront l'esprit créatif et l'éthique politique des hommes responsables.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. MONDOPAR 650572 F Télécopieur : (1) 523-06-81 Tél. : 246-72-23	ABONNEMENTS BP 587 09 75422 PARIS CEDEX 09
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois	FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 280 F
Édité par la S.A.R.L. Le Monde	TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 932 F 2 530 F
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication	ÉTRANGER (par mandat)
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Favre (1969-1982) André Laurens (1982-1985)	L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAIS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F
Directeur de la société : Claude Salas	IL - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 404 F 1 880 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.	Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Administrateur : Bernard Woutas	Veillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres journaux en capitales d'imprimerie.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet	PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Correspondant en chef : Claude Salas	Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte-d'Ivoire, 515 F CFA ; Danemark, 750 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$ ; Grèce, 80 p. ; Italie, 300 l. ; Liban, 0,350 \$ ; Lettonie, 20 L. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2,5 f. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 238 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Yougoslavie, 110 ml.
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration	
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437 ISSN : 0395-2037	

## COURRIER DES LECTEURS

### L'agrégation : mythe et réalité

Le Monde du 9 octobre ouvre largement ses colonnes à une « diatribe » de M. Guérard, contre l'agrégation et les agrégés. (...)

1) Il est parfaitement exact que l'agrégation n'est pas un « grade » universitaire comme le doctorat. Elle est statutairement un concours de recrutement de professeurs de lycée, comme le CAPES, d'ailleurs. Mais, à la différence du doctorat, qui est un examen, elle est un concours. Pour fixer les idées, en 1983 on comptait cinquante mille candidats contre deux mille docteurs et cinq cents agrégés scientifiques contre quatre mille docteurs. Dans ces conditions, il n'est pas anormal qu'un agrégé estime injuste qu'il ne puisse plus depuis juin 1984 être nommé dans une université, alors qu'un docteur le peut ;

2) La documentation de R. H. Guérard semble dater un peu : depuis plus d'une décennie, les élèves de l'Ecole normale supérieure (Ulm-Sèvres) ne signent plus un engagement pour servir dans l'enseignement, mais dans le service public. Et il y a deux mois, cette disposition n'est étendue aux autres ENS. Il y aurait beaucoup à dire sur cette réforme due à M. Laurent Fabius. (...) Ainsi ai-je protesté contre les places réservées à l'ENEA à quatre élèves de l'ENS. Mais peut-on blâmer des normaliens ou des

agrégés de réussir aux concours normaux d'entrée à l'ENEA ?

3) Enfin, il ne faut jamais perdre de vue que l'immense majorité des agrégés exercent dans l'enseignement et y font toute leur carrière. (...) Alors que, statistiquement, ils devraient exercer normalement au lycée, cinq mille d'entre eux sur vingt mille exercent en collège.

Alors que des dizaines de milliers de maîtres auxiliaires ont été recrutés dans l'académie de leur choix, puis rapidement titularisés, sans aucun contrôle et le plus souvent sur place, les agrégés - comme les certifiés d'ailleurs - doivent rejoindre tout poste sur l'ensemble du territoire national. (...) Il est faux de dire qu'ils seraient aujourd'hui plus nombreux qu'autrefois dans les lycées les plus « bourgeois ». La réalité est exactement inverse. (...)

GUY BAYET,  
président de la société des agrégés.

### Le cardinal Ratzinger et Vatican II

Dans son article du 3 octobre, intitulé « Les évêques français entendent défendre les acquis de Vatican II », M. Henri Tincq écrit : « ... Faut-il imputer toutes ces crises au concile ? Non, répond majoritairement l'épiscopat français, se distinguant ainsi des théologues du cardinal Ratzinger. »

Le livre du cardinal Ratzinger, « Entretien sur la foi, interview de V. Méheunier », paru en juin dernier, soutient la thèse inverse : c'est la mise en œuvre du concile, en France en l'occurrence, qui a été l'élément déclencheur, et c'est au concile lui-même qu'il faut revenir pour redonner la bonté. Certes le cardinal mélange pour la simplicité des responsables de cette mise en œuvre, qui ont souvent porté le poids du jour et de la chaleur. Mais il bilan est aujourd'hui absolument nécessaire, non pour juger et condamner les personnes, mais pour redresser une situation devenue très préoccupante pour l'Eglise de France.

Père HENRI COSSUREL,  
aumônier adjoint  
des lycées jésuites et Ruzin  
(Paris).



## Des livres, des livres, des livres, et encore des livres pour tous ceux qui étudient.

Histoire. Géographie. Beaux-Arts. Littérature. Linguistique. Droit. Philosophie. Sciences Humaines et Politiques. Sciences et techniques.

Librairie Générale des PUF  
49, boulevard Saint-Michel  
75005 PARIS. Tél. : 43.25.83.40

La Pochothèque  
17, rue Soufflot  
75005 PARIS. Tél. : 43.26.77.41

الكتاب هو الحياة



# étranger

## LA VISITE DE M. MITTERRAND AU BRÉSIL

### Un dialogue bien engagé

De nos envoyés spéciaux

Brasilia. — « Qu'attendez-vous de la France ? Qu'attendez-vous de la Communauté économique européenne ? » C'est ainsi que M. Mitterrand s'est adressé à M. Sarney, le président brésilien, au début de l'entretien qu'ils ont eu, le lundi 14 octobre, au Planalto, le palais présidentiel de Brasilia. M. Sarney n'a pas caché ce qu'il attendait : que la France renoue le dialogue avec le Brésil, après une période de « points de vue, des aspirations et des revendications du tiers-monde ».

Le dialogue était donc bien engagé. Il reflétait l'état d'esprit du pays à la veille de l'arrivée du président français. Anticipant quelque peu sur les résultats de la rencontre, certains journaux de Brasilia affirmaient, dès lundi matin, que la France venait, en la personne de M. Mitterrand, donner son appui « économique, politique et culturel » à leur pays. M. Sarney et son gouvernement, cependant, n'ont pas attendu la fin de la visite pour se prononcer. Au cours du dîner d'adieu, M. Sarney a prononcé à l'attention de M. Mitterrand, le ministre

des affaires étrangères, correspondant à ses positions habituelles sur les grands problèmes économiques internationaux. Il les a réaffirmées, lundi soir, avec une particulière netteté.

Ce qu'a dit M. Mitterrand n'a pu que satisfaire les Brésiliens plongés dans la crise depuis plusieurs années et qui doivent affronter les pressions du FMI et des banquiers étrangers. Il a dit en effet que la France, créancière du Brésil, ne défendrait pas ses intérêts « au-delà de ce qui pourrait compromettre ceux de son partenaire ».

Le dialogue était donc bien engagé. Il reflétait l'état d'esprit du pays à la veille de l'arrivée du président français. Anticipant quelque peu sur les résultats de la rencontre, certains journaux de Brasilia affirmaient, dès lundi matin, que la France venait, en la personne de M. Mitterrand, donner son appui « économique, politique et culturel » à leur pays. M. Sarney et son gouvernement, cependant, n'ont pas attendu la fin de la visite pour se prononcer. Au cours du dîner d'adieu, M. Sarney a prononcé à l'attention de M. Mitterrand, le ministre

des affaires étrangères, correspondant à ses positions habituelles sur les grands problèmes économiques internationaux. Il les a réaffirmées, lundi soir, avec une particulière netteté.

que M. Sarney et d'autres gouvernements latino-américains ne cessent d'adresser aux organismes financiers internationaux. Démocratie et récession sont des mots brûlants au Brésil qui vient de mettre fin à vingt et un ans de régime militaire et où une crise sociale trop brutale risquerait de remettre en cause la « nouvelle république ».

#### « Ouvrir une fenêtre »

M. Sarney s'en est expliqué à plusieurs reprises après son départ. En affirmant que le Brésil n'acceptait « ni tutelle ni récession » et que sa « formule » était la croissance, il s'est référé clairement à la ligne de résistance contre le FMI adoptée par son gouvernement, laquelle a empêché tout accord avec le Fonds cette année et permet d'espérer un taux de croissance de 3 à 6 % en 1985. Dans l'esprit de M. Sarney, il ne s'agit pas d'un combat idéologique mais d'une simple défense — pragmatique — des intérêts de son pays. Il se dit prêt néanmoins à « ouvrir une fenêtre » pour négocier et trouver, le moment venu, des solutions « rationnelles ». Ce que le Brésil souhaite, comme beaucoup de pays endettés, c'est un dialogue politique sur la dette extérieure, et M. Sarney estime que M. Mitterrand a été un « pionnier » dans cette voie.

Voilà un titre que M. Mitterrand revendique avec fausse modestie. Ses thèses, remarque-t-il, commencent à prospérer parmi les pays industrialisés, et singulièrement aux États-Unis. « Les esprits évoluent » et les États-Unis aussi depuis trois ans. Nul ne prétend plus, affirme M. Mitterrand, que la crise des pays du tiers-monde puisse être réglée « de façon mécanique par un allègement à court terme de la dette » et par la baisse du niveau de vie des pays endettés.

Les deux hommes n'ont pas seulement parlé d'économie. L'un et l'autre ont évoqué des thèmes — M. Sarney porte même l'habit vert. Dans leurs allocutions, ils ont accumulé les références littéraires, manifestant ainsi une connivence de plume entre les deux pays. Les quelques mots échangés ont été le grand salon d'un beau et un peu austère de l'Itamaraty sur le droit à une litane de poètes, de romanciers, de philosophes choisis parmi les valeurs sûres de la littérature française, concours de citations remportés haut la main par le président Sarney ainsi à l'aise dans le Cid que dans le Chant des partisans.

JEAN-YVES L'HOMEAU  
et CHARLES VANHECKE.

### Le plus grand et le plus endetté des pays d'Amérique latine

Le Brésil est, avec ses 8511985 kilomètres carrés, presque aussi grand que l'Europe, et le plus vaste État d'Amérique latine. Il compte parmi les dix premières puissances industrielles du monde, mais est aussi le pays le plus endetté avec 104 milliards de dollars de dette.

Peuple de cent trente millions d'habitants, dont la moitié est moins de vingt ans, le Brésil est très composite. Blancs et métis, mais aussi minorités africaines (pour la plupart descendants d'esclaves), indiennes et même asiatiques. La langue officielle est le portugais. Si les Brésiliens sont catholiques à 90 %, de nombreuses sectes se développent, et la macumba a toujours ses adeptes.

Cette population est inégalement répartie : aux concentrations urbaines du centre, du sud et de la zone côtière s'opposent le Nordeste, terre de famine et de sécheresse, et l'immense

Amazonie (quatre fois la superficie de la France), dont la mise en valeur ne fait que commencer.

Le Brésil dispose d'immenses ressources naturelles (bois, nickel, fer, charbon, uranium, métaux précieux) et, sur le plan agricole, de grandes potentialités (café, céréales, canne à sucre, soja). La monoculture et le déboisement rapide risquent cependant de créer des déséquilibres et d'aggraver les « conflits de terre » entre grands exploitants agricoles et petits paysans.

Depuis 1960, Brasilia est la capitale de cette République fédérale qui comprend vingt-trois États, trois territoires fédérés et un district fédéral (le siège de la capitale). Elle le 15 janvier dernier, après vingt et un ans de pouvoir militaire, le président Tancred Neves est mort le 21 avril, sans avoir pu réaliser sa tâche de « père de la Nouvelle République ». Le vice-président Sarney lui a succédé, conformément à la Constitution.

### Le voyage du général de Gaulle en 1964

L'intendance n'a pas suivi...

Caracas, Bogota, Quito, Lima, Cochabamba, Santiago-du-Chili, Buenos-Aires, Asuncion, Montevideo, Rio-de-Janeiro : dix villes, dix escalades, dix triomphes pour le général de Gaulle lors de sa mémorable tournée sud-américaine de septembre-octobre 1964. Il y a tout juste vingt et un ans.

Des foules innombrables, attentives, scorchées ou passionnées, silencieuses ou exultantes, mais partout admiratives et ferventes attendaient l'homme, la personnalité historique, le monument, le symbole d'une France alors à son zénith et vraiment respectée. A Bogota, dans l'odeur d'herbe fraîche des hautes terres du Boyaca, sous le soleil ségnolet du printemps austral chilien ou sous la pluie torrennelle de Montevideo.

Difficile de comparer, de dire si l'accueil de la Colombie était plus émouvant dans sa sobriété que celui, enthousiaste, de l'Uruguay où l'on avait pleuré de joie dans les rues le jour de la libération de Paris. Si les foules couraient de l'Équateur étaient plus bruyantes que celles de la litane et tria européenne Buenos-Aires qui hurlait à pleins poumons : « De Gaulle, Peron, un solo corazón ! » (De Gaulle, Peron, un seul cœur !).

Ce voyage mené tambour battant mais si riche et haut en couleur fut une réussite exemplaire du début à la fin. Un spectacle bien sûr, une leçon de diplomatie et de relations publiques donnée par un maître en la matière. Enfin une source d'étonnements multiples pour ceux qui avaient le sentiment, comment d'abord ne pas donner un coup de chapeau à un homme qui venait de subir une opération, et qui passait, sans broncher et sans manifester le moindre signe de fatigue, de la côte caribée de l'Amérique à son versant étatique des hauts plateaux andins, à la façade pacifique et aux plaines du cône sud ?

Une seule précaution : on avait préféré éviter les 4 000 mètres d'altitude de La Paz, capitale de la Bolivie, et choisi la ville de Cochabamba, située tout de même à 2 500 mètres. A la pré-

fecture, de Gaulle avait rencontré le président Paz Estenssoro, méditatif, mais ignorant encore qu'il était à la veille d'être renversé par un coup d'État. Son « tombant », le général Barrientos, était à ses côtés. Par courtoisie à l'égard de de Gaulle, il avait différé l'heure de son putsch...

Le plus stupéfiant était d'entendre de Gaulle. Trois ou quatre discours chaque jour, dont certains à Quito, à Caracas, à la

**La France des affaires n'a pas su exploiter la percée diplomatique de grande classe effectuée il y a vingt et un ans...**

faculté de droit de Buenos-Aires ou devant l'école de guerre de Rio, la « Sorbonne » brésilienne, étaient des morceaux de bravoure et de style. Des discours non pas lus, mais dits, et fidèles à la virgule près au texte distribué.

#### La « troisième voie »

Le plus surprenant était de suivre de Gaulle dans ces réceptions à répétition qui punctuaient le voyage. Deux ou trois chaque jour. Et pourtant, un mot aimable pour chaque dirigeant, chaque notable, une attention constante et courtoise de grand seigneur disposant d'une mémoire exceptionnelle.

Le thème central des allocutions était la « troisième voie » : ce que l'Amérique du Sud attendait précisément. De Gaulle encourageait les peuples et les dirigeants de cette partie de la planète à se protéger autant que possible des « deux impérialismes », à choisir et à mettre en pratique leurs propres solutions.

Des « conseils » qui ne plaisaient guère à l'époque aux États-Unis, vœux de défendre leurs privilèges sur ce qu'ils considé-

raient de plus en plus comme leur chasse gardée. Dans toutes les capitales visitées, les dirigeants avaient été très fermement mis en garde par les ambassadeurs de Washington. Mieux vaut prévenir...

Pourtant, les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'événement. Une trajectoire brillante, un accueil spectaculaire ? Sans aucun doute. Mais autant en emporte le vent des Andes ou de la pampa. L'intendance n'a pas suivi.

La France des affaires, de l'industrie ou des universités n'a pas su, ou pas pu, exploiter cette percée diplomatique de grande classe. Après 1964, l'influence française a plutôt reculé en Amérique du Sud. Non pas à cause bien sûr, mais malgré ce voyage brillant de de Gaulle. Dans les années qui ont suivi, des positions qui auraient pu être aisément conquises — en particulier au Brésil, qui allait amorcer son développement industriel — ont été perdues par manque d'imagination et surtout d'audace.

Hommes d'affaires et banquiers français n'ont pas compris — sauf notables exceptions — qu'il fallait d'abord être « présent » sur le terrain, et qu'il convenait ensuite de partager les risques. Il y a deux décennies, ils s'engageaient dans cette bataille mal préparée, mal informée et sans une véritable stratégie. Un mois exactement après l'arrivée de de Gaulle à Caracas, une délégation de haut niveau d'hommes d'affaires français débarquait au Venezuela, tentant aussitôt ces faibles avances.

Des correctifs, des progrès certains, ont permis un certain rattrapage. Dans beaucoup de secteurs, il est bien tard. Les États-Unis, mais aussi la République fédérale, le Japon, et d'autres sont solidement installés. Le voyage de M. François Mitterrand au Brésil et en Colombie n'a de toute façon pas les ambitions de celui de 1964. Et il ne saurait remettre les pendules sud-américaines à l'heure de la France.

MARCEL NIEDERGAU.

### Pékin s'inquiète du rapprochement entre Pyongyang et Moscou

De notre correspondant

Pékin. — Les relations longtemps étroites entre la Chine et la Corée du Nord semblent traverser une phase délicate. Pékin s'inquiète des signes de rapprochement entre Pyongyang et Moscou, de même que Pyongyang s'inquiète de ceux — officiels — qui se développent entre Pékin et Séoul. Récemment, M. Qian Qichen, vice-ministre des affaires étrangères spécialement chargé des négociations avec l'URSS, nous déclarait que la question coréenne n'était « pas encore » devenue un quatrième « obstacle » dans les relations sino-soviétiques (1). C'était, néanmoins, la première fois qu'un responsable chinois reconnaissait ouvertement la préoccupation de son gouvernement à l'égard du rapprochement soviéto-nord-coréen.

Pékin accorde beaucoup d'importance à la normalisation de la situation héritée de la guerre dans la péninsule coréenne. Tout en soutenant formellement la position du président Kim Il Sung sur la réunification du pays et le retrait des forces armées américaines basées au Sud, la Chine pousse son allié communiste du Nord à faire des gestes de conciliation en direction du Sud. Elle multiplie aussi les contacts indirects avec Séoul, ce qui lui a permis, une nouvelle fois au printemps dernier, de récupérer des mitrailleuses qui avaient cherché refuge en Corée du Sud après avoir tué le capitaine de leur bateau.

La partie la plus visible de ces contacts est commerciale. Depuis l'an dernier, les échanges sino-sud-coréens — qui passent presque exclusivement par Hongkong — ont connu une progression spectaculaire. Au cours du premier semestre, les exportations sud-coréennes ont dépassé 220 millions de dollars, soit une augmentation de 400 % par rapport à 1984. Il s'agit essentiellement de matériel électronique ou de téléviseurs, mais aussi de véhicules et autres biens de consommation. En échange, la Chine vend des céréales (450 000 tonnes de maïs l'an dernier) et du coton. Ses exportations

ont dépassé 300 millions de dollars en 1984 et devraient progresser cette année.

#### La stratégie d'ouverture

Cette politique entre dans la stratégie chinoise d'ouverture. Elle vise aussi à promouvoir plus de stabilité dans cette région explosive qui se trouve à sa frontière. En outre, certains Chinois estiment que tout le monde a intérêt à la solution du problème coréen, sauf les Soviétiques. Ils craignent que le Kremlin ne tente de détacher Pyongyang de Pékin. Ces craintes se sont concrétisées avec la visite, en août dernier à Pyongyang, de M. Geydar Aliyev, premier vice-premier ministre soviétique, accompagné du premier ministre de la défense, le maréchal Petrov. En même temps, avait lieu la vente, longtemps repoussée par l'URSS, d'avions Mig-23 et, pour la première fois, la visite de navires de

guerre soviétiques dans le port de Wonsan.

Les Chinois affectent de trouver normale cette vente d'appareils qu'ils ne sont d'ailleurs pas en mesure de fournir à leurs voisins coréens. En fait, ils craignent que, en échange, la Corée du Nord ne cède des droits de survol sur leur territoire pour les appareils se rendant à la base de Danang (Vietnam), mais aussi un droit d'escorte pour la flotte soviétique du Pacifique dans le port de Nampo, face à la Chine, à quelque 180 miles marins de sa base navale de Luda et non loin de ses gisements pétroliers du Bohai.

PATRICE DE BEER.

(1) Les « trois obstacles » avancés par Pékin sont le retrait des troupes soviétiques sur la frontière commune, de celles qui occupent l'Afghanistan et celui des troupes vietnamiennes au Cambodge.

### Les tensions entre la Chine et le Japon semblent s'apaiser

De notre correspondant

Pékin. — La tension survenue, ces derniers mois, entre la Chine et le Japon paraît en voie de résorption à l'issue de la visite à Pékin du ministre nippon des affaires étrangères. En réponse à son homologue chinois, M. Wu Xueqian qui invitait une nouvelle fois les dirigeants de Tokyo à « prendre note des sentiments chinois » et à ne pas « reprendre la voie du militarisme », M. Shintaro Abe a, une fois de plus, fait amende honorable pour les crimes commis par l'armée impériale pendant la seconde guerre mondiale. Il a également promis des efforts pour réduire le déséquilibre commercial qui se gonfle à l'avantage du Japon.

Pour sa part, le premier ministre japonais a fait une concession symbolique en annulant une nouvelle visite prévue cette semaine au temple de Yasukuni de Tokyo, sanctuaire national où sont vénérés les

soldats nippons morts au service de l'empereur — y compris les « criminels de guerre ». Sa première visite — sans précédent pour un chef de gouvernement dans ses capacités officielles — en août dernier avait suscité un vif mécontentement à Pékin tant au sein du gouvernement que chez les étudiants (*Le Monde* du 20 septembre). L'arrivée de M. Abe avait été précédée de mises en garde des dirigeants chinois, non seulement inquiets d'une possible résurgence du militarisme nippon, mais aussi irrités par ce qu'ils percevaient, en matière économique et commerciale bilatérale, comme une attitude mercantile des Japonais.

Parlant affaires, M. Deng Xiaoping aurait dit crûment à M. Abe, selon des sources japonaises : « Si votre déficit commercial dure un an ou deux, ce n'est pas grave. Mais s'il se répète une troisième année, la Chine sentira le poids de sa dette extérieure, tout comme les

pays d'Amérique latine ». Le déficit avec Tokyo, qui était de 1,2 milliard de dollars, est passé à 4 milliards au cours des huit premiers mois de cette année.

Pour remédier à cet état de choses, Pékin entend contrôler strictement les importations d'électronique et de voitures du Japon et souhaite que Tokyo maintienne ses importations de charbon et de pétrole, se décide à investir en Chine et accepte d'effectuer des transferts de technologie. Enfin, les Chinois se plaignent de la mauvaise qualité de certains produits. Ils viennent d'obtenir de Mitsubishi le remboursement de 3824 camions, dont le châssis était fêlé et la boîte de vitesses défectueuse.

Les Japonais se sont efforcés de calmer leurs interlocuteurs sans toutefois prendre d'engagements trop précis. Pour M. Abe, des efforts doivent être faits de part et d'autre.

P. de B.

### Les entretiens de M. Gandhi à Londres ont notamment porté sur des commandes d'armements

M. Rajiv Gandhi quitte Londres, ce mardi 15 octobre en fin de journée, pour les Bahamas, où il participera à la conférence de Commonwealth. Au cours de sa visite officielle de quarante-huit heures en Grande-Bretagne, il a eu des entretiens qualifiés de « satisfaisants et chaleureux » avec M<sup>me</sup> Thatcher, qui ont porté notamment sur des

De notre correspondant

New-Delhi. — L'Afrique du Sud, le Proche-Orient, l'Afghanistan, le Pakistan, la « guerre des étoiles », les relations Est-Ouest et Nord-Sud, l'aide multilatérale, etc., sur tous ces grands sujets qui ont été abordés à Londres et le seront aux Bahamas, où ils se retrouveront, mercredi, pour la réunion du Commonwealth, Britanniques et Indiens diffèrent fortement. Ils l'ont constaté encore une fois. On tente donc, de part et d'autre, de se concentrer sur les relations bilatérales, qu'il faut, chacun en

convient, « améliorer et développer (1) ».

Quand on l'interroge sur les mesures prises par Londres pour contrôler les extrémistes sikhs, M. Gandhi répond : « Nous pensons qu'un pays démocratique devrait en faire davantage ». Cependant, ce problème (2), qui est directement à l'origine du refroidissement indo-britannique de ces derniers mois — la visite d'un ministre britannique doit même être annulée, en février, à la demande de Delhi — est en voie de règlement.

Les nombreuses arrestations d'extrémistes sikhs et cashmiris, ces dernières heures en Grande-Bretagne, ont été accueillies avec une satisfaction non dissimulée dans la capitale indienne. Reste à savoir si ce brusque accès de sévérité britannique à l'égard de dissidents indiens jusqu'ici libres de leurs mouvements sera suffisant pour effacer les amertumes. L'enjeu pour Londres est élevé : 1 milliard de livres sterling, pas moins. Un milliard de commandes couvrant l'acquisition par New-Delhi de quatre cents canons antitank de 155 mm, des missiles Sea Eagle, de nouveaux avions à décollage vertical Sea Harriers, trois hélicoptères Sea King supplémentaires, un porte-avions (la *Hermes*, trente-quatre ans d'âge, réformé par le marine britannique après la guerre des Malouines) et vingt-sept hélicoptères civils pour l'Office indien des pétroles (ONGC). Un milliard de commandes qui permettraient aux industries d'armement britanniques de tourner plus sereinement, et à une certaine firme d'hélicoptères civils, Westland, de ne pas fermer boutique.

commandes d'armements. M. Gandhi a cependant relevé, dans un discours prononcé lundi soir, deux sujets de désaccord entre les deux pays : l'opposition de Londres à des sanctions contre l'apartheid sud-africain et l'attitude britannique à l'égard des extrémistes indiens vivant au Royaume-Uni, qu'il a jugée trop indulgente.

Aux dernières nouvelles, l'aéroport français, qui offre, à la place des Westland, des Dauphin, est également presque sûr de son affaire. M. Rajiv Gandhi, lui, s'est contenté de déclarer que les problèmes posés par le Westland — il y a deux mois, il avait lui-même dit que cet appareil n'était « pas adapté aux besoins de l'ONGC » — ont été « presque tous réglés ». Et quand on le presse plus avant, il dit : « On verra bien ».

De toute façon, ledit contrat, qui représente environ 700 millions de francs, ne serait pas signé avant six à huit semaines. L'avantage évident de l'offre anglaise est qu'il s'agit pratiquement d'un don — dit-on du côté français, un don intéressé, bien sûr, dans la mesure où l'Inde devrait ensuite acheter des dizaines de nouveaux appareils. « Le nôtre, c'est tout simplement la supériorité technique, les moindres coûts d'entretien et de fonctionnement ». Qui l'emportera ? « Les deux peuvent », répond-on laconiquement dans les milieux de l'aviation civile indienne, où il est maintenant question d'accepter « le cadeau anglais » et d'acheter un nombre égal d'appareils français. En tout état de cause, rien ne semble joué.

PATRICE CLAUDE.

(1) Les échanges entre Delhi et Londres ont atteint 1 352 millions de livres en 1984-1985 et sont fortement déséquilibrés en faveur de Londres (1781 millions de livres d'exportations). New-Delhi reste cependant le premier bénéficiaire de l'aide britannique, avec 110 millions de livres pendant la même période.

(2) Il y a environ 500 000 Indiens en Grande-Bretagne, dont une majorité de sikhs. A la mort d'Indira Gandhi, les plus extrémistes d'entre eux avaient dansé dans les rues de Londres pour célébrer la nouvelle.



## DIPLOMATIE

LA VINGT-TROISIÈME CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'UNESCO

### La Grande-Bretagne confirmera son intention de quitter l'Organisation

Sofia (AFP). — La Grande-Bretagne a l'intention de quitter l'UNESCO, et elle confirmera cette intention, si les réformes entreprises ne sont pas « fondamentales », a déclaré lundi 14 octobre, devant la vingt-troisième session de la conférence générale de l'Organisation, réunie à Sofia, M. Timothy Raison, ministre britannique de la coopération. Ce dernier a dénoncé, péle-mêle, la politisation excessive, les doctrines idéologiques « inacceptables », le manque d'objectivité, d'efficacité, la gestion désastreuse, les activités faisant double emploi avec celles d'autres organisations des Nations unies (notamment en faveur du désarmement et des droits de l'homme), la dispersion des programmes, les réunions abstraites.

M. Raison s'en est pris, en particulier, au Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC). « Nous rejetons toute action qui implique l'élaboration d'un code de conduite, de directives limitant notre liberté d'expression », a-t-il déclaré. Il a également dénoncé ceux qui cherchent à prescrire à leurs moyens de communi-

tion de masse « ce qui doit ou ne doit pas être diffusé ou écrit, ou à imposer des conditions à l'exercice de la liberté de la presse ».

La « politisation » ainsi dénoncée a trouvé lundi de nouvelles occasions de s'exercer. Le ministre turc de l'éducation, M. Metin Emiroglu, a ainsi profité de la tribune qui lui était offerte à Sofia pour s'en prendre à l'« oppression » culturelle, linguistique et religieuse, — la « slavisation forcée » — dont est victime, selon le gouvernement d'Ankara, la minorité turque en Bulgarie. En fin de journée, le représentant bulgare, demandant à bénéficier de son droit de réponse, a catégoriquement rejeté les « allégations » turques, et a accusé à son tour le gouvernement d'Ankara d'opprimer Kurdes et Arméniens, ainsi que d'occuper illégalement Chypre.

Le ton est également resté éminemment politique quand l'observateur de l'OLP auprès de l'UNESCO est monté à la tribune pour condamner Israël et, avec moins de virulence, les États-Unis.

### Bonn est hostile au déploiement « automatique » d'armes spatiales

Confirmant les indications données par M. Kohl dans son entretien au *Welt am Sonntag* (le dimanche 13 octobre), un porte-parole du gouvernement ouest-allemand a précisé lundi 14 octobre les quatre assurances « particulièrement importantes » que Bonn affirme avoir reçues des États-Unis en ce qui concerne l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan. Selon ce porte-parole :

- 1) La recherche sur l'IDS se développera exclusivement dans le cadre du traité ABM conclu en 1972 par l'URSS et les États-Unis et gelant le développement des missiles antissiles balistiques ;
  - 2) « Toute décision sur le développement et le stationnement de systèmes IDS sera précédée de consultations avec les alliés » ;
  - 3) Elle sera également précédée de négociations avec l'URSS ;
  - 4) « Aucun système IDS ne sera stationné si cela devait mettre l'Union soviétique en position de le neutraliser à moindre frais par un accroissement de son potentiel offensif ».
- Le porte-parole a précisé que le gouvernement de Bonn est « strictement opposé » à ce que la recherche

sur l'IDS débouche « automatiquement sur le développement et le stationnement d'un système de défense stratégique », ajoutant : « Le gouvernement américain connaît notre position, la respecte et l'a de son côté confortée ».

#### Progrès à Stockholm

A Stockholm, on rapporte dans les milieux proches de la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE), qui réunit les représentants de trente-cinq pays (Européens, États-Unis et Canada), que des concessions réciproques ont permis d'amorcer l'ultime phase exploratoire avant la négociation proprement dite d'un éventuel accord.

Les concessions les plus substantielles semblent avoir été faites par le pacte de Varsovie qui aurait renoncé à discuter à Stockholm de thèmes politiques tels que le non-recours au premier à l'arme nucléaire, la création de zones démilitarisées ou libres d'armes chimiques, le gel des budgets militaires, pour s'attacher à la recherche de mesures pratiques génératrices de confiance.

Aux termes d'un accord conclu sur une structure informelle de travail, la liste de sujets susceptibles de figurer dans le document de clôture de la première phase de la CDE inclurait le non-recours à la force (question politique tenant à cœur à l'URSS), l'échange d'informations militaires et de calendriers annuels de « certaines activités militaires » (manœuvres et mouvements), la notification et l'observation de ces dernières. — (AFP.)

### QUAND MALTE SE VEUT RASSURANT...

M. Carmelo Mifsud Bonnici, premier ministre travailliste de Malte depuis décembre 1984, a dû chercher fort loin dans les archives de son pays pour retrouver la trace d'une visite d'un dirigeant français dans l'île : la dernière en date remonte à 1798, avec la venue du premier consul, Napoléon Bonaparte, accompagné de quelques canonniers.

« Si tu ne vas pas à Malte, Malte viendra à toi », c'est ainsi que M. Bonnici est venu pour trois jours en France pour une « visite de travail ». Il a rencontré M. Laurent Fabius lundi 14 octobre. L'objet des entretiens était essentiellement d'ordre économique — Malte cherche à rééquilibrer ses échanges, — mais également politique.

Depuis 1971, en effet, la République de Malte entretient des rapports privilégiés avec les pays du pacte de Varsovie et les pays arabes, se voulant un pont entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud. Mais certains pays occidentaux se sont inquiétés du traité d'amitié conclu entre Malte et la Libye du colonel Kadhafi, que ce dernier présentait un peu trop bruyamment comme une machine de guerre anti-OTAN.

M. Bonnici, lors d'une conférence de presse tenue lundi 14 octobre à Paris, a voulu être rassurant : « Malte veut rester un pays démocratique », a-t-il affirmé, et notre politique étrangère se fonde sur la neutralité, le non-alignement, l'équidistance entre les deux blocs ».

« Nos relations avec la Libye, notre plus proche voisin après l'Italie, ne sont pas dirigées contre l'OTAN, mais visant à diminuer les tensions dans la région », a-t-il poursuivi. Aucun des pays membres de l'alliance atlantique n'en a d'ailleurs pris ombrage.

L. R.

## AFRIQUE

### Le parler franc de M. Houphouët-Boigny

(Suite de la première page.)

« La coopération arabo-africaine doit être positive, elle ne doit pas être à sens unique. Vous n'êtes d'accord que sur vos désaccords ! »

A propos du Tchad, dont la moitié du territoire est occupée par la Libye, « combien de nos frères arabes ont condamné cette action ? ».

S'agissant du Sahara occidental, la Côte-d'Ivoire adopte une position de « neutralité absolue » en attendant les résultats d'un référendum (mais « quels sont les électeurs qui vont voter ? »). « Je ne suis pas contre le Polisario, je suis pour les principes ». De toute façon, « les condamnations ne règlent pas les problèmes ».

L'Afrique du Sud ? D'accord pour des sanctions économiques, mais « nous interdisons de vendre aux Blancs des matériels qu'ils fabriquent eux-mêmes ! ». Il faut dialoguer encore. Ne pas faire comme Oliver Tambo (l'un des fondateurs du Congrès national africain, ANC), qui « reste dans les palaces de Zambie ». Parier avec l'Union soviétique ? (tous les diplomates soviétiques ont été expulsés de Côte-d'Ivoire en juin 1969). « Ils reviendront, s'ils acceptent de ne pas s'immis-

cer dans les affaires intérieures ». Lorsqu'ils étaient là, M. Houphouët-Boigny a « dormi comme les crocodiles de Yamoussoukro, les yeux ouverts ».

#### « Je ne crois pas au non-alignement »

Le président sait être, tout à tour, mordant et patelin : Senghor, cet « agrégé de grammaire très intelligent ? ». « Il est revenu à quarante ans en Afrique. Nous, nous avons attendu quarante ans pour nous rendre en France ». Il se présente en homme de paix parfois un peu amer de n'avoir pas été écouté davantage. « Soyez médiateurs à la tête d'un pays puissant, alors on vous écoute... ».

Mais les faits sont têtus : « L'Afrique représente 2 % dans les échanges internationaux, dont 1 % pour l'Afrique du Sud ». Mais pas de découragement ! La Côte-d'Ivoire, par exemple, n'est pas la « chassée gardée » de la France : « C'est une insulte pour la France et davantage pour nous ! ». Dans ces conditions, la proposition faite par le président Mobutu de créer une ligue des États noirs est

« une très bonne et belle idée qui mérite d'être creusée ». A quoi servent les organisations, les regroupements factices ? « Où sont les pays non alignés ? Il n'y a pas de neutralité. Il n'y a pas de non-alignement. Il ne faut pas jouer avec les mots. Je ne décourage personne. Je ne me retire pas du non-alignement. Je n'y crois pas, c'est tout ».

Ce ton, cette fermeté, cette bonhomie alliant les anecdotes et les proverbes africains, M. Houphouët-Boigny les a gardés tout au long d'une conférence de presse à laquelle étaient invités près de deux cents journalistes (entièrement pris en charge par l'Etat ivoirien). S'il en était besoin, cette performance physique aura, d'autre part, convaincu les Ivoiriens que le « vieux » est encore assez alerte pour se succéder à lui-même.

M. Houphouët-Boigny considère que le débat à propos de sa succession est « définitivement

clos ». Pas de vice-président, parce que les « anciens ne veulent pas d'un « nom » pendant que je suis au pouvoir », mais un président de l'Assemblée nationale qui assumera l'intérim, et qui peut... ultime précision — être lui-même candidat. Et puis, histoire de brouiller les cartes, cette phrase paradoxale : « Je ferais ce qu'il faut pour choisir en toute quiétude le profil de celui qui assurera la continuité ».

Dans le groupe ethnique des Akan, a rappelé M. Houphouët-Boigny, « la mort n'a pas le droit à la parole ». Alors, celui qui « n'a pas de place pour la haine dans [son] petit cœur », qui ne voit, au bout du compte, qu'une « solution spirituelle » au conflit entre Israéliens et Arabes, mais qui a aussi son « franc-parler », va « essayer » d'inscrire ses Mémoires. N'a-t-il pas déjà commencé ?

LAURENT ZECCHINI.

## A TRAVERS LE MONDE

### CHINE

#### M. Bush parle défense et affaires à Pékin.

Pékin. — Le vice-président américain George Bush, en visite officielle en Chine depuis dimanche dernier, a remis au premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang un document, récemment rendu public aux États-Unis, qui décrit les efforts soviétiques pour développer un système de défenses spatiales, ont révélé lundi 14 octobre des officiers de sa délégation. Pékin est officiellement opposé à l'extension de la course aux armements dans l'espace.

Par ailleurs, M. Bush poursuit avec les responsables chinois des entretiens destinés à renforcer les relations bilatérales, tout particulièrement dans les domaines économique et commercial. Plusieurs obstacles freinent, dans divers domaines cette évolution : difficultés de pénétration et d'implantation sur le marché chinois, menaces protectionnistes du Congrès, réticences américaines en matière de transferts technologiques et, surtout, poursuite des relations — et des livraisons d'armements — de Washington à Taiwan. — (AFP, UPI.)

### CHILI

#### Une commission rogatoire adressée à la France.

Santiago. — La justice chilienne a adressé une commission rogatoire à Paris, pour demander qu'un ancien soldat déserter de la force aérienne chilienne (FACH), Antonio Valenzuela, réponde à des questions concernant la disparition en 1976 de treize dirigeants du Parti communiste chilien (interdit). Avant son départ en exil en décembre, Antonio Valenzuela avait révélé l'existence d'un commando, responsable de l'enlèvement de dirigeants communistes, et dirigé par le commandant Roberto Fuentes Morrison. Ce dernier a été rappelé d'Afrique du Sud où il effectuait un stage de formation et a regagné samedi le Chili. — (AFP.)

### EL SALVADOR

#### Une partie de la famille du président Duarte quitte le pays.

San-Salvador. — Le président salvadorien, M. José Napoleón Duarte, dont l'une des filles a été enlevée le 10 septembre par la guérilla, a annoncé lundi 14 octobre, qu'il avait trois autres filles et quatre de ses petits-enfants ont quitté San-Salvador pour Washington à la suite de menaces d'enlèvement. Par ailleurs, l'église salvadorienne a annoncé dimanche des contacts avec la guérilla afin d'obtenir la libération d'Ines Guadalupe Duarte Duran, trente-cinq ans, et de son amie Cecilia Villeda, enlevées par un commando du Front Farabundo-Martí de libération nationale (FMLN). L'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas a rencontré des dirigeants de la guérilla dans le département de Chalatenango (85 kilomètres au nord de San-Salvador). — (AFP.)

### PÉROU

#### Le maire de Cuzco pour une République andine indépendante.

Lima. — Le maire de la ville de Cuzco, M. Daniel Estrada (gauche marxiste), a proposé la création d'une « République andine » indépendante qui regrouperait six des vingt-cinq départements péruviens actuels. Un député de l'APRA (le parti gouvernemental), M. Jose Carrasco Tavera, a qualifié de « charlatanisme » la proposition de M. Estrada, qui conduirait à une « désintégration » du pays, impensable, souligne-t-il, au regard de la Constitution. — (AFP.)




**PICARD**

**LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !**

3 gammes de assurances PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Étoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. 233.44.85 +



## Abonnez-vous à la Chine !

**OFFRE SPÉCIALE :**  
envoi gratuit d'un calendrier mural « jeux d'enfants dans l'antiquité chinoise » pour tout abonnement avant le 28/02/86.

**INFORMEZ-VOUS RÉGULIÈREMENT SUR LA CHINE EN VOUS ABONNANT À L'UNE DE CES REVUES.**

**LA CHINE**  
revue mensuelle grand format de connaissances générales très illustrée de photos en couleur. Existe aussi en chinois, et de nombreuses autres langues.  
Abonnement : 1 an : 125,00 F  
2 ans : 205,00 F  
3 ans : 291,00 F

**CHINE EN CONSTRUCTION**  
revue mensuelle illustrée, articles en enquêtes sur l'actualité, la culture, la géographie, les sports, etc. Existe aussi en chinois.  
Abonnement : 1 an : 94,00 F  
2 ans : 156,00 F  
3 ans : 218,00 F

**LITTÉRATURE CHINOISE**  
revue littéraire et artistique, trimestrielle  
Abonnement : 1 an : 52,00 F  
2 ans : 94,00 F  
3 ans : 130,00 F

**COMMERCE EXTÉRIEUR DE CHINE**  
présentation mensuelle très illustrée en couleur des produits d'exportation, et des principes du commerce extérieur.  
Abonnement : 1 an : 238,00 F  
2 ans : 405,00 F  
3 ans : 572,00 F

**BEIJING INFORMATION**  
hebdomadaire politique, économique et culturel, envoyé par avion. Le point de vue de la Chine sur la situation dans le monde.  
Abonnement : 1 an : 155,00 F  
2 ans : 260,00 F  
3 ans : 384,00 F

**CHINA PHILATELY**  
paraît tous les deux mois en anglais, présente les nouvelles émissions et des articles de fond sur la philatélie chinoise.  
Abonnement : 1 an : 68,00 F  
2 ans : 114,00 F  
3 ans : 161,00 F

Envoyez votre demande d'abonnement accompagnée du règlement à l'un des dépositaires suivants :

Librairie LE PHENIX 72, bd de Sébastopol 75003 Paris Tél. : (1) 272.70.31	Librairie YOU-FENG 45, rue M.-Le-Prince 75006 Paris Tél. : (1) 325.98.98	Librairie LES HERBES SAUVAGES 12, résidence Belleville 5, rue de Belleville 75019 Paris Tél. : (1) 241.46.40
--	---	--

**E.G.P.**

**Ecole de Gestion de Paris**

**ADMISSION OCTOBRE 1985**

Optim M.B.A. reconnue par l'Etat de Californie en 3<sup>e</sup> année

INFORMATIONS - INSCRIPTIONS ET CENTRE DE CONCOURS

Mme BEN BAH E.G.P.

3, Impasse Royer Collard, 75005 Paris (Paris Intra Muros)

Tél. : (1) 325.63.91

Association d'Education à l'art et à l'écrit - Equipement U.S. d'Enseignement Supérieur



# EUROPE

## URSS

### La mise à la retraite de M. Baïbakov, président du Gosplan

#### La fin d'une époque

De notre correspondant

Moscou. — Il ne restera bientôt plus beaucoup de ces septuagénaires et octogénaires qui peuplaient les rangs des organes dirigeants de l'URSS. Un nouveau mouvement de personnel est en effet attendu à la réunion plénière du comité central qui s'est ouverte ce mardi 15 octobre. M. Gorbatchev devait en outre y présenter le projet du futur programme du parti qui a été adopté lundi sous sa direction par une commission spécialisée. Le précédent programme date de 1961 et annonçait imprudemment le dépassement du niveau de vie américain pour 1981... Enfin, indique l'agence Tass, les membres du comité central doivent adopter une nouvelle version des statuts du parti et entendre un rapport préliminaire sur les objectifs économiques pendant le prochain plan quinquennal (1986-90) et jusqu'à la fin du siècle.

Un avant-goût du renouvellement a été donné dès lundi avec le départ à la retraite de M. Nikolas Baïbakov, âgé de soixante-quatorze ans, qui régnait depuis vingt ans sur le comité d'Etat au plan (Gosplan). Il est remplacé par M. Nikolai Talyzine, un spécialiste des télécommunications, de dix-huit ans son cadet. Le nouveau « patron » du Gosplan a donc le même âge (cinquante-six ans) que le chef du gouvernement, M. Ryjkov. Il a en outre le même « profil » d'ingénieur que ce dernier. Une nouvelle génération, plus instruite, plus technocrate, moins férue d'idéologie mais aussi plus sûre d'elle, prend ainsi les commandes de l'économie soviétique.

M. Talyzine est diplômé de l'Institut moscovite de radio-électronique et de sciences techniques. Il n'a jugé bon d'entrer au parti qu'à trente et un ans, ce qui est bien tard, et il n'est membre du comité central que depuis 1981. Sa branche est une de ces techniques modernes que M. Gorbatchev veut développer, de préférence aux industries plus lourdes. Ses fonctions successives de ministre des télécommunications et de vice-président du gouvernement de même que sa tâche de représentant permanent de l'URSS auprès du COMECON lui ont donné l'occasion de voyager, surtout dans les pays de l'Est. Il est en outre chef adjoint d'un des départements du COMECON chargé de l'innovation technologique. Ajoutons que ses talents en matière de télécommunications lui ont valu d'être présent à Kaboul au moment de l'invasion soviétique. Son rôle était certes technique mais probablement essentiel.

#### Un désaveu de M. Baïbakov

La mise à la retraite de M. Baïbakov marque la fin d'une époque. L'intéressé n'a eu droit aux remerciements ni du gouvernement ni du comité central, ce qui constitue un désaveu pour ce gestionnaire ultra-orthodoxe, planificateur méditerranéen, qu'on disait hostile à toute innovation. Déjà le 11 juin dernier, l'ensemble du projet de plan quinquennal (1986-1990) avait été renvoyé à son auteur, fait sans précédent, pour qu'il soit amélioré.

On peut remarquer d'autre part que M. Talyzine, en même temps qu'il entre à la tête de l'économie machine soviétique de planification, devient un des trois premiers vice-

présidents du conseil des ministres. M. Baïbakov, au cours de ses vingt années de bons et loyaux services, était resté seulement un des dix vice-présidents du conseil. Le prestige de la fonction de président du Gosplan est donc rehaussé au moment même où son ancien titulaire s'en va dans une disgrâce qu'on dit paisible.

**Le renouvellement des générations se poursuit dans les organes de gestion de l'économie. La planification centrale conserve son rôle, mais elle doit être encore plus « scientifique ».**

Une des nouveautés introduites par M. Gorbatchev est ainsi de modifier le style des départs. Il y a le limogeage abrupt, tel qu'il a été par exemple victime, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, son ancien rival au bureau politique, M. Romanov. Il y a la mise à la retraite pour d'authentiques raisons de santé, telle celle, le 27 septembre, de l'ancien président du conseil, M. Tikhonov, dont on continue à percevoir la fragile silhouette à certaines cérémonies. Le départ de M. Baïbakov se situe entre ces deux extrêmes, et il sera intéressant de vérifier si le désaveu est total quand sera renouvelé le comité central en février prochain, lors du vingt-septième congrès. Si M. Baïbakov n'y conserve pas son siège, on pourra estimer que le jugement global porté sur son action pendant vingt ans à la tête du Gosplan est négatif.

L'évolution est intéressante dans la mesure où M. Baïbakov était la figure la plus marquante de la planification rigide, « à la soviétique ». La particularité de celle-ci consistait, en effet, à décider, plusieurs années à l'avance, combien le pays produira de broches à dents, de locomotives et de sous-marins nucléaires. On sait peu de chose des réajustements en cours d'exécution du plan dans la sphère militaire. Une chose est sûre cependant : « en bas », au niveau des entreprises civiles, on se livre à des tours de passe-passe et on s'efforce de faire modifier en cours de route les chiffres établis « en haut ». Le plan est donc en réalité une nébuleuse agitée de mouvements permanents. Les directeurs d'usine ne cessent d'exploiter les bureaux de Moscou pour qu'on revise en baisse leurs objectifs de production et qu'on réduise en hausse leurs allocations en matières premières ou en pièces détachées venant d'autres entreprises. Le « centre » se laisse fléchir plus souvent qu'on ne le croit.

Le résultat est un système où l'on ne sait pratiquement jamais où l'on en est, mais où il importe avant tout, « en bas » comme « en haut », de faire croire qu'on a respecté ou mieux encore dépassé le plan. Le grand prêtre de ce rituel était M. Baïbakov. Le président du Gosplan était la « mémoire » de ces innombrables décisions prises, au jour le jour, en même temps que le gardien du dogme officiel d'une planification préalable totale toujours juste et toujours respectée...

Son prestige avait beaucoup décliné, ces derniers temps. Les

diplomates en poste à Moscou avaient remarqué que leurs interlocuteurs soviétiques suggéraient d'autres noms que le sien pour des réunions de travail qui le concernaient pourtant directement. La nomination à la mi-juillet, comme vice-président du Gosplan, de M. Gvichiani, un Géorgien de cinquante-sept ans, gendre d'Alexis Kossyguine, avait été interprétée comme un premier effort de renouveau et de rénovation de cette institution. Le pouvoir du Gosplan n'est donc pas en cause.

#### Les « Sibériens »

La doctrine de M. Gorbatchev semble être de renforcer encore la planification centrale, de la rendre plus « scientifique », surtout pour le long terme, tout en élargissant un peu « en bas » l'autonomie relative des entreprises. C'est l'échelon intermédiaire, formé par les ministères locaux (dans chaque république fédérée), qui devrait voir son rôle diminué. Il ne s'agit donc nullement d'une révolution. Il est symbolique en tout cas qu'un spécialiste d'une technique moderne comme les télécommunications succède à la tête du Gosplan à un expert pétrolier, qui avait commencé sa carrière sur le gisement de Bakou actuellement en voie d'épuisement. D'autres nominations à caractère économique pourraient avoir lieu en ce sens. Un des promus pourrait être M. Sitnikov, actuellement premier secrétaire du parti à Irkoutsk, en Sibirie, qui est âgé de cinquante-huit ans.

L'ascension politique de M. Sitnikov, si elle se confirmait, serait vraisemblablement due à un homme dont le prestige et l'influence ne cessent de grandir, puisqu'il apparaît de plus en plus comme le numéro deux du parti, M. Ligatchev. M. Sitnikov a été, au début des années 70, deuxième secrétaire de la région de Kemerovo, en Sibirie. Il était donc le « voisin » de M. Ligatchev, lui-même premier secrétaire de 1965 à 1983, de la région de Tomsk. M. Sitnikov est en outre diplômé de l'Institut polytechnique de Tomsk. Il faudra de toute façon suivre de très près les « Sibériens » dans les mois qui viennent, autant sans doute que les « anciens de l'Oural », sortis de l'Institut polytechnique de Sverdlovsk ou qui sont passés par l'immense usine Ouralmash, et dont le chef de file est le président du conseil des ministres, M. Ryjkov.

DOMINIQUE DHOMBRES.



Pour l'homme très-très long CAPEL est une révélation

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3<sup>e</sup>  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>  
• 13, rue de la République 69001 LYON

## Suède

### Le remaniement du gouvernement de M. Palme

#### Les affaires étrangères et la défense changent de mains

De notre correspondant

Stockholm. — Un mois après les élections législatives, le premier ministre social-démocrate suédois, M. Olof Palme, a procédé, le 14 octobre, à un remaniement important de son gouvernement. Le changement le plus spectaculaire est le remplacement, au poste de ministre des affaires étrangères, de M. Lennart Bodström par M. Sten Andersson, âgé de soixante-deux ans. La nomination de ce dernier n'est pas véritablement une surprise. Elle est conforme à une tradition, dans la gauche suédoise, qui veut que les anciens secrétaires du parti accèdent tôt ou tard à la direction de la diplomatie. Avant de devenir ministre des affaires étrangères en 1982, M. Andersson, homme de parti, habile stratège et organisateur, démagogue s'il le faut, avait occupé ces fonctions pendant vingt ans. La politique extérieure n'est pas sa spécialité, mais ces questions sont traitées, de toute façon, par M. Palme en personne.

Le chef du gouvernement s'est donc séparé d'un ministre des affaires étrangères qui, au cours de la précédente législature, a figuré dans presque toutes les disputes politiques au Parlement. Une série de déclarations imprudentes ou ambiguës sur les projets de zone démilitarisée nordique, la conception de la neutralité, les incursions de submersibles étrangers dans les archipels de la Baltique, ont fait de M. Bodström la cible préférée de la presse d'opposition. L'hiver dernier, lors d'un dîner désormais célèbre avec des journalistes, il aurait émis des doutes sur certaines conclusions de la « commission Andersson » qui avait établi la présence de six sous-marins soviétiques au large de

Stockholm en 1982. La motion de censure déposée ensuite contre lui par l'opposition fut rejetée par les députés mais le chef du gouvernement s'était vu de nouveau dans l'obligation de voler à la rescousse de son ministre, en accusant notamment la presse de malbouhonnété.

A la suite de ces « affaires », M. Bodström s'était vu offrir, à différentes reprises, semble-t-il, un poste de gouverneur de province qui ne l'intéressait apparemment pas. Finalement, il a accepté de devenir ministre de l'enseignement. Dans l'opposition, le porte-parole du Parti conservateur pour les questions de politique étrangère, M. Carl Bildt, a déclaré que la nomination d'un nouveau chef de la diplomatie est « une bénédiction pour le pays ».

Par ailleurs, à la défense nationale, M. Roine Carlsson (quarante-sept ans), qui s'est employé avec succès ces trois dernières années à restructurer les entreprises publiques — sans hésiter parfois à céder certaines de ces firmes au secteur privé — remplace M. Anders Thunberg. Celui-ci, dont l'autorité et les compétences étaient très appréciées dans les milieux militaires, avait, il y a déjà quelques mois, annoncé son départ après les élections. Il dirige la succession de M. Paul Hartling à la tête du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

M. Palme a aussi nommé au poste de ministre adjoint des affaires sociales chargé des handicapés et de la politique familiale, M. Bengt Lindqvist, qui est lui-même avoué et président du comité central de la Fédération des handicapés. Le nouveau gouvernement social-démocrate minoritaire comprend également un nouveau ministre délégué responsable des salaires dans la fonction publique, tandis que

M. Ingvar Carlsson, vice-premier ministre, en plus des dossiers de la recherche et de l'avenir, s'occupera dorénavant de l'environnement.

ALAIN DEBOVE.

#### Le nouveau cabinet

Voici la composition du nouveau gouvernement suédois : Premier ministre : M. Olof Palme ; vice-premier ministre (recherche, avenir, environnement) : M. Ingvar Carlsson ; affaires étrangères : M. Sten Andersson (1) ; coopération : M<sup>me</sup> Lena Hjelm-Wallen (1) ; justice : M. Sten Wickbom ; défense nationale : M. Roine Carlsson (1) ; finances : M. Kjell-Olof Feldt ; adjoint aux finances (salaires) : M. Bengt K. A. Johansson (2) ; emploi : M<sup>me</sup> Anna-Greta Leijon ; industrie : M. Thage G. Peterson ; commerce extérieur : M. Mats Hellström ; énergie : M<sup>me</sup> Birgitta Dahl ; affaires sociales : M<sup>me</sup> Gertrud Sigurdson (1) ; adjoint aux affaires sociales : M. Bengt Lindqvist (2) ; logement : M. Hans Gustafsson ; agriculture : M. Svante Lundkvist ; fonction publique : M. Bo Holmberg ; communications : M. Sven Hultström (2) ; immigration : M<sup>me</sup> Anita Gradin ; enseignement : M. Lennart Bodström (1) ; culture et école de base : M. Bengt Göransson.

(1) Change de portefeuille.  
(2) Nouveau membre du gouvernement.



CAPEL habille comme en large

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3<sup>e</sup>  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>  
• 13, rue de la République 69001 LYON

### Francis Javitt -10%

#### Exposition Joaillerie

Profitez de notre exposition joaillerie pour réserver vos cadeaux de fin d'année à des prix très doux tout en bénéficiant du Crédit Cétélem.

Francis Javitt

Centre Commercial Maine-Montparnasse 75015 PARIS Tél. 45.38.66.52  
Compteur d'hab. 13, rue de Fontaine-Henri 94270 Le Kremlin-Bicêtre Tél. 46.58.81.55  
Centre Commercial Cretel Soleil Niveau 2-94000 Cretel Tél. 42.07.51.00

Pour fêter la sortie de son 400<sup>e</sup> volume

### LES ÉDITIONS JEAN DE BONNOT offrent EN CADEAU

- 1<sup>re</sup> La plus ancienne carte de France (1578), format 44 x 62 cm
- 2<sup>e</sup> Le plus ancien plan de Paris (1550), format 44 x 62 cm
- 3<sup>e</sup> La fameuse dictée de Mémère, format 30 x 42 cm
- 4<sup>e</sup> Des images anciennes à découper pour les enfants,

à tous les bibliophiles amateurs de beaux livres qui voudront bien lui communiquer leur nom et leur adresse, afin de recevoir par la suite, en priorité, une documentation gracieuse sur les nouveaux ouvrages d'art à paraître sous sa signature.

Pour prendre ou faire prendre ce cadeau offert gratuitement, sans la moindre obligation d'achat, il suffit de présenter, après l'avoir complété, le bulletin ci-dessous à la librairie Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup> (à l'angle de la rue Royale).

La boutique est ouverte tous les jours sans interruption de 9 heures à 18 heures 30, sauf le dimanche.

Pour que nos amis de Province ne se sentent pas lésés, nous pouvons leur expédier ce même cadeau contre 16 francs, correspondant aux frais d'emballage et d'affranchissement.

*Jean de Bonnot*

#### BON POUR UN CADEAU

A découper et à présenter, après l'avoir complété, à la boutique Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>

Nom (en majuscules).....

Prénoms .....

Adresse complète.....

Code postal ..... ville .....



cette semaine  
**SUPER PACTOLE**

**LOTO** SPORTIF



# EUROPE

## Belgique

### La coalition sortante disposera de 115 sièges sur 212 dans la nouvelle Chambre

Bruxelles (AFP, AP, Reuters). - Le gouvernement belge a démissionné lundi 14 octobre, et le roi a aussitôt entamé les consultations destinées à préparer la formation d'un nouveau cabinet. Selon l'usage en vigueur à Bruxelles, il doit nommer un « formateur » qui sera chargé de constituer le ministère. Compte tenu du succès remporté dimanche par la coalition sortante aux élections générales, qui lui ont donné une majorité de 115 sièges sur 212 à la Chambre, soit deux de plus que dans l'ancienne Assemblée, c'est selon toute vraisemblance M. Wilfried

Martens qui sera à nouveau appelé à constituer et à diriger le gouvernement. A Bruxelles, la Bourse a réagi très favorablement à la victoire de la coalition chrétienne-démocratique-libérale, et le franc belge s'est raffermi.

Nous publions ci-dessous les résultats officiels et définitifs des élections de dimanche, en pourcentage des suffrages exprimés et en nombre de sièges (croc, dans ce dernier cas, le nombre de sièges détenus dans l'Assemblée sortante indiqué entre parenthèses).

Votants : 6 552 351 ; suffrages exprimés : 6 054 416

PARTIS	SUFFRAGES EXPRIMÉS %	SIÈGES
CVP (social-chrétiens flamands) ...	21,3	49 (43)
PSB (socialistes flamands) ...	2,8	29 (18)
PVV (libéraux flamands) ...	10,7	22 (28)
PLF (libéraux francophones) ...	10,2	24 (24)
BSP (socialistes flamands) ...	14,6	32 (26)
PSB (socialistes francophones) ...	13,8	35 (35)
Volkscamp (nationalistes flamands) ...	7,9	16 (20)
Vlaams blok (nationalistes flamands) ...	1,4	1 (1)
FDFF (Front démocratique des francophones) ...	1,2	3 (6)
AGALEV (écologistes flamands) ...	3,7	4 (2)
ECOLO (écologistes francophones) ...	2,5	3 (2)
Parti communiste ...	1,2	3 (2)
UDRT (socialistes) ...	1,2	1 (3)
Divers (dont Rassemblement wallon) ...	0	0 (2)

## Turquie

### IMPLIQUÉ DANS L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE Le « parrain » Bechir Celenk est mort d'un accident cardiaque

De notre correspondant

Ankara. - Le « parrain » turc Bechir Celenk, l'un des personnages dont le nom était lié à l'attentat contre le pape en 1981, et qui était accusé, en outre, par la justice de son pays de trafic de stupéfiants, de contrebande d'armes et d'association de malfaiteurs, est décédé, lundi 14 octobre, d'un accident cardiaque. Il était détenu à la prison militaire d'Ankara depuis son retour sur scène en Turquie en juillet dernier. Il venait alors de Sofia, où il avait été astreint à résidence depuis plusieurs années par les autorités bulgares. En décembre dernier, Celenk avait énergiquement nié toute participation à l'attentat contre le pape, déclarant qu'il était la « victime des calomnies d'un menteur », désignant ainsi Ali Ağsa, actuellement jugé à Rome pour avoir tiré contre Jean-Paul II, et qu'il n'avait « rien à voir dans cette sale affaire » (le Monde daté 16-17 décembre 1984).

Avec la disparition soudaine de Celenk, qui figurait au nombre des « accusés absents » du procès de Rome, on estime ici que « bien des secrets seront enterrés à jamais avec lui ». Le représentant du ministère public dans le procès de Rome, qui s'était déjà rendu à plusieurs reprises en Turquie, poursuivait des démarches auprès d'Ankara pour obtenir l'organisation d'une confrontation entre

Ağsa et Celenk. Une démarche à laquelle ce dernier s'était toujours déclaré opposé.

Ayant reconnu s'être livré à la contrebande internationale d'armes pendant la période antérieure à 1974, Celenk servait certainement beaucoup de choses, en outre, sur les activités et les grands noms de la mafia turque en liaison avec la pègre internationale voire, selon certains, avec différents services secrets. Le procureur militaire n'avait-il pas déclaré en conclusion de son acte d'accusation, en septembre dernier, que « tout ce qu'on sait sur les activités de Celenk devrait être considéré seulement comme la partie visible de l'iceberg ».

ARTUR UNAL

## Yougoslavie

● Condamnation pour espionnage. Un employé du ministère des affaires étrangères a été condamné en appel, vendredi 11 octobre à Zagreb, par la Cour suprême de Croatie, à cinq ans et deux mois de prison pour collaboration avec des services secrets étrangers, rapporte samedi le quotidien croate Vjesnik. M. Damir Cretic (vingt-huit ans), entré au ministère en 1981, avait été envoyé peu de temps après en poste dans un pays étranger, qui n'a pas été nommé, et aurait rapidement accepté de travailler pour les services secrets locaux. - (AFP.)

**LIVRES**  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél : 326-51-09

**Rayonnages Bibliothèques**  
au prix de fabrication  
du lit au sur mesure  
**LEROY FABRICANT**  
équipe votre appartement  
bureaux, magasins, etc.  
25 années d'expérience  
Une visite s'impose  
208, avenue du Maine, Paris (14e)  
540-57-40 - 10e Arr.

**isth** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES  
ET TECHNIQUES HUMAINES  
Depuis 1953  
**POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :**  
**HEC-ESCP 2<sup>e</sup> Année**  
• ENTRETIENS INDIVIDUELS D'ADMISSION  
• ENSEIGNEMENTS COMPLETS NOV. à MAI ou JANVIER à MAI  
• PRÉPARATION INTENSIVE EN AOÛT  
**SUCCÈS IMPORTANTS CONFIRMÉS**  
TOLMAC : 83 av. d'Italie 75013 Paris  
Tél : 45.55.59.35+  
ARTISER : 6 av. Léon-Houssay 75016 Paris  
Tél : 42.24.30.72+

# PROCHE-ORIENT

## L'AFFAIRE DE L'ACHILLE-LAURO

### Deux échecs de l'OLP

- M. Arafat n'est pas invité au 40<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU
- La délégation palestinienne boycottée à Londres

L'OLP vient d'enregistrer un double échec : M. Arafat ne sera pas invité aux cérémonies prévues en octobre à New-York pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU, cependant qu'à Londres le gouvernement britannique a finalement refusé de reconnaître le principe de la rencontre. Et, samedi, le chef de la diplomatie britannique s'est empressé de dire : « Ce n'est certes pas la fin d'un processus de paix, mais étant donné notre profonde déception, ce n'est pas demain que nous allons faire un semblant de paix ».

La Grande-Bretagne se retire donc du jeu, tout au moins pour le moment. Cependant, dans l'entourage des deux représentants palestiniens, on se refuse, lundi soir, à considérer comme définitif l'échec de l'entrevue. « La porte n'est pas complètement fermée, a-t-on fait savoir. Il s'agit d'un malentendu. Le texte sur lequel la conversation a échoué est actuellement discuté par les dirigeants de l'OLP à Tunis, et bien qu'une nouvelle réunion avec Sir Geoffrey Howe pourrait avoir lieu, nous ne sommes pas prêts à nous résigner à l'idée que la paix ne soit pas dans les jours qui viennent ».

La veille, le bureau de l'OLP dans la capitale britannique avait publié un communiqué indiquant : « Bien que nous ayons renoncé au terrorisme international, nous ne pouvons pas abandonner le principe de la lutte pour libérer la Palestine. Nous entendons sur le territoire de celle-ci ».

Cette mise au point, on devait s'en apercevoir le lendemain, ne pouvait que limiter la marge de manœuvre des deux délégations. Au cours de l'entrevue avec Sir Geoffrey Howe, ce dernier avait tenu à préciser que le premier ministre britannique avait transmis le 10 octobre à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Amman, selon le Foreign Office, ce document - qui n'a pas été officiellement rendu public - soulignant sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, la nécessité d'une « détermination des Palestiniens, c'est-à-dire à l'existence dans des frontières « sûres et reconnues » et le rejet « de la violence et du terrorisme ».

La SWAPO, M. Sam Nujoma, à participer aux cérémonies commémoratives à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU, dont les modalités avaient été décidées par consensus au sein du comité préparatoire. M. Arafat et Nujoma peuvent, envisager-ils, venir plus tard s'ils le souhaitent en tant qu'observateurs auprès de l'ONU, mais sans invitation officielle et à l'occasion des débats que l'Assemblée commença au Proche-Orient ou à l'Afrique australe.

Condition sine qua non de la rencontre, il s'agissait d'une délégation « jordanienne-palestinienne ». Or, le malentendu semble résider dans le fait que le gouvernement jordanien avait présenté aux Britanniques un projet de texte sans avoir informé les Palestiniens de son contenu exact. Du côté jordanien, on a indiqué que c'est M. Milhem, et lui seul, qui a délégué à la dernière minute la formulation du document qui, selon une version publiée dans la presse britannique, était ainsi rédigé : « Un accord (de paix) devrait reconnaître les droits du peuple palestinien, y compris celui à l'autodétermination dans le contexte d'une confédération jordanienne-palestinienne, de même que la garantie de l'existence de tous les États de la région, y compris Israël dans ses frontières de 1967. Ils (les membres de la délégation) confirment leur opposition à toute forme de terrorisme et de violence quelle qu'elle soit ».

Quoi qu'il en soit, il est clair que les circonstances étaient tout à fait défavorables. La semaine dernière, après le détournement de l'achille, lauro et la dénonciation du rôle de l'OLP, Washington a fait comprendre, sans le dire explicitement, que la réception des deux délégations palestiniennes était suspendue.

## Double pression

Le premier ministre israélien, M. Shimon Peres, a déclaré lundi 14 octobre, ne pas avoir été surpris par la décision britannique : « Les deux Palestiniens, a-t-il dit, n'étaient évidemment pas prêts à accepter les préconditions fixées par M. Thatcher. Il est regrettable que le gouvernement britannique se soit laissé abuser par une organisation qui cherche à atteindre ses objectifs uniquement par la terreur ».

Dans un communiqué exprimant sa satisfaction, le ministère des affaires étrangères voit dans « les événements de Londres la preuve qu'il n'y avait aucune raison d'accorder de crédit aux représentants de l'OLP ». « Ce nouveau développement, ajoute-t-il, renforce la position d'Israël en faveur de négociations directes avec la Jordanie ».

Pour les dirigeants palestiniens des territoires occupés, le coup de théâtre de Londres est une déconvenue. Rédacteur en chef du quotidien de Jérusalem Al Fajr, M. Hanna Siniora s'est dit « profondément déçu ». « La décision britannique, a-t-il observé, ne pourra que provoquer un regain de tension dans la région ». Pour M. Abu Rahmah, avocat de Gaza, qui rentre d'un

sejour en Jordanie, « les autorités britanniques ont apparemment cédé aux pressions de l'Etat-Uni à la suite de l'affaire de l'achille-lauro ». M. Siniora et Rahmah sont les deux « Palestiniens de l'intérieur » proches de l'OLP présents, avec l'accord de M. Peres, pour participer aux côtés de délégués jordaniens à un hypothétique dialogue avec les Etats-Unis puis avec Israël.

« Il fallait s'y attendre, a déclaré de son côté M. Elias Freij, maître-projetant de Bethléem. Cela risque d'avoir des conséquences désastreuses pour le Proche-Orient. Plusieurs personnalités de l'opposition, dont M. Zahou Ghazal, ancien conseiller municipal de Naplouse, évoquent la nécessité pour l'OLP de « reconsidérer sa position envers Londres ».

Pour étayer ses protestations contre la rencontre manquée de Londres, Israël avait rappelé récemment que l'événement égyptien Elias Khoury fut expulsé en 1969, après avoir reconnu sa participation à une opération terroriste. Il avait introduit en Israël, pour le compte du FPLP de Georges Habbache, des explosifs utilisés lors d'un attentat qui fit deux morts dans un supermarché de Jérusalem. Une partie des explosifs, découverts à temps, avaient été placés en vue d'un autre attentat... dans l'immeuble du commandement général israélien à Jérusalem.

Israël a également accueilli lundi comme deux bonnes nouvelles l'annulation de la visite de M. Arafat à l'ONU et le report de la rencontre prévue mercredi à Luxembourg entre une délégation palestinienne et des représentants de la CEE. Mais on relève surtout ici la réaction jordanienne au faux pas de Londres. Faut-il voir le symptôme d'un désaccord stratégique plus profond entre Amman et la centrale palestinienne ? C'est la question-clé que l'on se pose en Israël.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

## LONDRES : La Grande-Bretagne se retire temporairement du jeu

De notre correspondant

Londres. - Selon le Foreign Office, les Palestiniens ont « perdu leur sang-froid ». Selon le bureau de l'OLP à Londres, « Les Britanniques ont introduit des changements de dernière minute à un texte au point d'en changer l'esprit ». C'est un « fiasco diplomatique », estime l'éditorialiste du Guardian, tandis que celui du Financial Times fait remarquer qu'en dehors du caractère spectaculaire de l'annulation de l'entrevue, l'échec de l'initiative jordanienne-palestinienne n'a rien de très surprenant dans la situation actuelle qui rendait cette tentative presque sans objet.

Le gouvernement britannique, manifestement embarrassé dès la veille de la rencontre, a-t-il saisi un prétexte pour l'annuler ? Les Palestiniens de l'OLP ont-ils, une fois de plus, fait un pas de clerc craignant de se compromettre et de provoquer trop de remous au sein de leur organisation alors que celle-ci paraît plus que jamais divisée ? Il semble qu'il faille retenir ces deux questions pour expliquer l'attitude de chacune des parties et comprendre les raisons de l'échec d'une démarche devenue très hypothétique après les événements récents : l'assassinat de trois Israéliens dans le port de Larne, le raid de représailles sur le quartier général de l'OLP à Tunis et le détournement de l'achille-lauro qui ne pouvaient qu'inciter chacun déjà hésitant à montrer encore plus de réticences ou de méfiance.

En amonçant lundi comment il avait pris la décision d'ajourner le rendez-vous avec les deux membres de l'OLP, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe a déclaré : « Nous pensons, pour faciliter l'entreprise du roi Hussein,

## AMMAN : par la faute d'un Palestinien

Correspondance

Amman. - Après le raid israélien contre le quartier général de l'OLP à Tunis, après l'affaire de l'achille-lauro, l'échec du rendez-vous de Londres entre une délégation jordanienne-palestinienne et le chef de la diplomatie britannique vient porter un coup sévère, et peut-être définitif, aux efforts entrepris ces derniers mois par le roi Hussein de Jordanie pour tenter de déboucher le processus de paix au Proche-Orient. Les Jordaniens se raccrochent à l'idée que tout n'est pas perdu, mais le dommage est fait et il faudra sans doute longtemps pour le réparer.

La déception à Amman est à la mesure des espoirs d'avant la rencontre. L'invitation de M. Thatcher de cette délégation, était la principale caractéristique était de compter deux membres du comité exécutif de l'OLP : le maire jordanien en exil, Mohamed Milhem, et l'évêque Elias Khoury.

L'annulation de cette rencontre, lundi, a donc causé les Jordaniens par surprise et les premières réactions « chaudes » étaient très critiques à l'égard de Londres. Mais c'est finalement sur la partie palestinienne que le gouvernement jordanien a fait porter sans équivoque la responsabilité de cette annulation dans un communiqué officiel publié en fin d'après-midi à Amman. Selon ce communiqué, Jordaniens, Palestiniens et Britanniques étaient parvenus à un accord, à une date non précisée, sur la déclaration que la délégation devait faire lundi à Londres. « Mais l'un des deux membres palestiniens de la délégation a, de façon regrettable, exprimé son refus d'avaliser le texte convenu. En conséquence, le secrétaire au Foreign Office a conclu qu'il était impossible de maintenir la réunion prévue », pour-on lire dans le communiqué.

## JÉRUSALEM : satisfaction en Israël, déception dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. - Vive satisfaction en Israël, amère déception dans les territoires occupés ; cette double réaction au rendez-vous manqué de Londres était dans la logique des choses.

Le premier ministre israélien, M. Shimon Peres, a déclaré lundi 14 octobre, ne pas avoir été surpris par la décision britannique : « Les deux Palestiniens, a-t-il dit, n'étaient évidemment pas prêts à accepter les préconditions fixées par M. Thatcher. Il est regrettable que le gouvernement britannique se soit laissé abuser par une organisation qui cherche à atteindre ses objectifs uniquement par la terreur ».

Dans un communiqué exprimant sa satisfaction, le ministère des affaires étrangères voit dans « les événements de Londres la preuve qu'il n'y avait aucune raison d'accorder de crédit aux représentants de l'OLP ». « Ce nouveau développement, ajoute-t-il, renforce la position d'Israël en faveur de négociations directes avec la Jordanie ».

Pour les dirigeants palestiniens des territoires occupés, le coup de théâtre de Londres est une déconvenue. Rédacteur en chef du quotidien de Jérusalem Al Fajr, M. Hanna Siniora s'est dit « profondément déçu ». « La décision britannique, a-t-il observé, ne pourra que provoquer un regain de tension dans la région ». Pour M. Abu Rahmah, avocat de Gaza, qui rentre d'un

## Liban

De notre correspondant

Le FSP surpris de n'avoir pas été invité au congrès du PS. - Le Parti socialiste progressiste (PSP) de M. Walid Jumblatt a exprimé, lundi 14 octobre, sa « surprise » de n'avoir pas reçu d'invitation pour assister au congrès du Parti socialiste à Toulouse.

Dans un communiqué publié à Beyrouth, le PSP estime que « la présidence d'honneur française à Beyrouth, prétexte fourni par le PS pour ne pas inviter les forces politi-

ques libanaises à son congrès, est totalement inacceptable car les socialistes français savent très bien que notre parti n'est d'aucune manière impliqué dans les actes d'extrémisme d'extrême gauche au Liban ».

Le communiqué affirme que « l'invitation de sept ambassadeurs du Liban en France, au congrès nous fait craindre une fausse compréhension de la part de nos amis du PS à l'égard de la cause libanaise ».

البيان



# Chez IKEA on rencontre du beau linge.



SINBA:  
Oreiller polyester  
56F

SIGMA:  
Store 100 % coton  
80 x 175  
jaune, bleu, rouge,  
macaron ou blanc

FIN T:  
Chin imprimé noir  
Largeur 150 cm  
25F

STELLA:  
100 % coton  
largeur 90 cm,  
jaune, bleu, rouge  
ou turquoise.  
18F

Housse de couette  
100 % coton  
150 x 210  
Ciel, marine,  
jaune, rouge,  
brun et blanc

ILEX:  
Housse de couette  
100 % coton  
150 x 210

PONA: Housse de couette  
100 % coton,  
motif jaune ou bleu  
150 x 210

AL:  
Couette polyester  
98F

ERDE:  
Lapis pure laine  
60 x 110  
85F

PATRONS IKEA:  
11 modèles  
15F

MIA:  
100 % coton  
largeur 90 cm  
beige ou gris  
18F

RIA:  
Housse  
de couette  
100 % coton  
150 x 210  
noir et blanc  
210F

38F

245F

155F

95F

95F

VITA:  
Serviette éponge  
50 x 100 5 coloris

38F



RANDIG BANAN:  
Housse de couette  
100 % coton,  
150 x 210  
impression noir et jaune

245F



On en voit du monde chez IKEA... des appartements qui viennent des beaux quartiers, des maisons de famille, des ateliers un peu artistes, des studios sous les toits... Il faut dire que pour le linge, les prix IKEA c'est le jour et la nuit...

Justement, puisqu'on en parle, la nuit avec IKEA on est tout de suite dans de beaux draps. En pur coton, 100 % doux, ils font les rêves effrénés, pleins de couleurs, de rayures, de dessins tendres ou très design. Avec les taies et les housses de couette assorties, votre lit est paré à un prix qui ne va pas vous empêcher de dormir. Même en

ajoutant celui, léger comme une plume, des oreillers et de la couette...

Chez IKEA, le réveil n'est pas mal non plus: draps de bains et serviettes éponge offrent tout un choix de coloris toniques, à des prix qui ont tout pour mettre de bonne humeur...

Et puis, il y a les tissus... Plus de 200 tissus exclusifs IKEA, unis, rayés, à motifs, tous plus beaux les uns que les autres. En coton, lavables en machine à 60° (il n'y a pas de petites économies), ils se font en 90 ou 150 cm de large et n'ont pour limite que votre imagination.

Demandez-leur une robe, un kimono, un sac, une nappe ou d'habiller un siège, ils savent tout faire pour pas cher...

Et si vous avez besoin de quelques directives, IKEA a prévu des patrons très sympa...

Pour faire une belle maison, IKEA est une bonne maison.



Ils sont fous ces Suédois

IKEA ÉVRY: 21 LE CLOS-AUX-POIS, LISSES, AUTOROUTE DU SUD, SORTIE ÉVRY-LISSES. TÉL. (6) 497.65.65. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20H - JEU: 11-22H - SAM: 10-20H - DIM: 10-19H. RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS  
IKEA BOBIGNY: CITE CHAL BOBIGNY 2. TÉL. (1) 882.92.95. LUN. MAR. MER: 11-20H - JEU. VEN: 11-22H - SAM: 9-20H. IKEA LYON: CITE CHAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN. TÉL. (7) 879.23.25. LUN. VEN: 10-20H - SAM: 9-20H  
IKEA VITROLLES: EN UN QUARTIER DU GRIFFON 13127 VITROLLES. TÉL. 42.89.96.16. LUN. MAR. MER. JEU: 11-19H - VEN: 11-22H - SAM. DIM: 10-19H. RESTAURANT PARADIS D'ENFANT.



# politique

## LE FRONT NATIONAL EN CRISE

### M. Demarquet explique sa rupture avec M. Le Pen

Le grand déballage ! Ou plutôt le grand épanchement. Dans son cabinet médical de Boulogne-Billancourt, où il nous reçoit, à sa demande, pendant plus de trois heures, l'ancien député parlementaire Demarquet s'explique, avec la volubilité d'un homme qui a brutalement décidé de rompre de lourds silences. Le Pen ? Il le connaît par cœur ! C'est à la fin de la guerre d'Indochine que les deux hommes se rencontrent, en 1955, au Bar du Panthéon. Ils fraternisent aussitôt parce que leur trajectoire, déjà, est identique.

Pendant que M. Le Pen présidait la « corpo » des étudiants en droit, M. Demarquet, de cinq ans son aîné, était l'un des vice-présidents de la « corpo » de médecine. Tous deux, sans finir leurs études, se sont portés volontaires pour l'Indochine. M. Demarquet a servi comme médecin auxiliaire au deuxième bataillon parachutiste. M. Le Pen a exercé ses talents dans les colonnes du Journal du corps expéditionnaire. De retour à Paris, ils fraterni-

saient, donc, et décidaient de s'enrôler contre la classe politique de la IV<sup>e</sup> République. C'est leur rencontre avec M. Pierre Poujade.

Promus sur-le-champ auteurs nationaux du mouvement poujadiste, ils sont élus à l'Assemblée nationale le 2 janvier 1956. M. Le Pen devient député de Paris, M. Demarquet député du Finistère, vice-président du groupe parlementaire de l'Union et fraternité française (UFF). En septembre de la même année, c'est à nouveau ensemble qu'ils se mettent en congé de l'Assemblée nationale, pendant six mois, pour se porter volontaires en Algérie. Tandis que M. Le Pen regagne les rangs du 1<sup>er</sup> régiment étranger de parachutistes et participe à la bataille d'Alger contre le FLN, M. Demarquet est affecté comme chef-adjoint de commandement au 8<sup>e</sup> régiment de chasseurs parachutistes, dans le sud du Constantinois, où il est blessé.

Agissant toujours de concert, les deux députés-soldats s'engagent alors dans le combat politique

pour l'Algérie française. Ils fondent le Front national des combattants (FNC) et conduisent sur les plages, au cours de l'été 1957, une « caravane pour l'Algérie française ». En janvier 1960, à Paris, M. Le Pen appelle la capitale à s'insurger contre le pouvoir pendant que à Alger, M. Demarquet participe, aux côtés de MM. Pierre Lagarde et Joseph Ortiz, à la semaine insurrectionnelle des barricades. En fuite en Espagne, l'ancien député poujadiste du Finistère est inculpé de complot contre la sécurité de l'État mais acquitté en 1961.

Quand M. Le Pen participe à la création du Front national, en 1972, pour essayer de construire le grand parti nationaliste dont il rêve, M. Demarquet préfère se consacrer à la fin de ses études médicales. Il prend du recul par rapport à l'action politique directe mais il continue de partager les convictions et l'enthousiasme de Le Pen.

Le 13 février 1984, quand le président du Front national connaît son heure de gloire télévisée en par-

ticipant pour la première fois à « L'heure de vérité » d'Antenne 2, M. Demarquet se trouve, dans le studio, au premier rang des invités personnels de son ami, auprès de M<sup>me</sup> Pierrette Le Pen. Il reprend un peu de service actif et sa carte au Front national, en 1984, en se joignant plusieurs fois à M. Le Pen pendant la campagne pour les élections européennes, mais il refuse une place de quatrième sur la liste du Front national en invoquant des raisons professionnelles. Il est alors surpris de lui demander de conduire, aux législatives de mars 1986, la liste du Front national dans les Bouches-du-Rhône, son département natal.

Six mois plus tard, c'est la rupture. Jean-Maurice Demarquet raconte dans des termes dont nous lui laissons l'entière responsabilité.

A. R.

### « La planète des singes, je n'en veux pas »

Jean-Maurice Demarquet indique que sa rupture avec Jean-Marie Le Pen remonte au 1<sup>er</sup> avril 1985, le jour où le *Matin de Paris* publie le début d'une enquête sur l'affaire Lambert. Le quotidien rappelle comment Hubert Lambert, héritier des Ciments Lambert, mort d'une cirrhose éthylique le 25 septembre 1976, à l'âge de quarante-deux ans, peu de temps après sa venue en France, avait fait de Jean-Marie Le Pen son légataire universel sans en informer l'héritier naturel.

C'est celui-ci, Philippe Lambert, cousin d'Hubert Lambert, qui réclame l'annulation du testament en faveur de l'ancien député en s'estimant « victime d'une escroquerie sans nom » et en affirmant que le défunt n'était pas sain d'esprit le jour où il avait rédigé son testament en faveur de Jean-Marie Le Pen. Mais, quelques semaines avant l'ouverture du procès, un arrangement intervient entre les deux parties : la famille Lambert s'engage à respecter les dernières volontés d'Hubert Lambert, et Jean-Marie Le Pen hérite d'une partie de sa fortune estimée à 35,5 millions de francs.

« Ce 1<sup>er</sup> avril 1985, quand le *Matin de Paris* publie le premier article de son enquête, raconte Jean-Maurice Demarquet, je déjeune avec Le Pen à Saint-Cloud. Il est décomposé. Il me dit : « Je suis obligé de partir à La Trinité-sur-Mer, il faut absolument que tu fasses contre-feu. Je lui demande : « à quel titre ? ». « Au titre de médecin », me répond-il. Je lui rappelle qu'au moment où il était question du procès je m'en étais tenu au secret professionnel qui m'interdisait toutes les thèses en présence. Il insiste, je refuse, et alors c'est un feu roulant d'interventions d'amis communs pour me faire changer d'avis... »

« Pourquoi Jean-Marie Le Pen insiste-t-il ? »

« Pour que je dise, en tant que médecin, que Hubert Lambert était bien sain d'esprit quand il a testé en sa faveur. »

« Pourquoi avez-vous refusé ? »

« Je veux bien qu'on fasse du folklore, mais à condition que je n'en fasse pas partie. »

« Hubert Lambert était-il sain d'esprit quand il a rédigé ce fameux testament ? »

« Le secret professionnel m'oblige à une totale discrétion, mais, si je le soignais, je ne soignais pas sa maman et je peux évoquer ce qu'elle me disait. Je connais bien le dossier Lambert pour une raison

simple : j'ai ouvert mon cabinet le 2 janvier 1976, et à la demande pressante de Jean-Marie Le Pen, j'ai examiné Hubert Lambert cinq jours plus tard. Je l'ai vu ensuite jusqu'à sa mort.

« Dès le début, je me suis aperçu que cet homme était dans un état lamentable — comme sa mère — et qu'il était entièrement manipulé par Le Pen. Cet homme de quarante-deux ans était un déséquilibré éthylique. Comme je veux être un médecin sérieux, honorable, je montre mon malade à un professeur de neurologie, et il confirme mon diagnostic. »

« C'est à ce moment-là que j'ai eu un petit déclic, parce que Le Pen était apparu au fait qu'on montre Hubert Lambert à qui que ce soit. J'ai montré Hubert Lambert à ce professeur pour que d'aucuns ne puissent penser par la suite que j'avais été complice de Le Pen dans cette affaire-là. Le Pen a essayé de se servir de moi en me claquant la porte au nez. C'est vrai, je suis l'homme en France qui peut parfaitement savoir dans quel état était mon malade le 20 janvier 1976, la veille du jour où il a rédigé son testament en faveur de Le Pen, mais je ne peux pas le dire à cause du secret professionnel. »

« En revanche, je peux rappeler ce que disait Denise de Castilla — l'expert graphologue auprès la cour d'appel de Paris qui avait été sollicitée par le cousin, Philippe Lambert — après avoir analysé le testament établi par Hubert le 21 janvier. Ce n'est qu'une analyse psychographologique, cela n'a pas valeur de preuve, ce n'est pas ce que je pourrais dire si le n'était pas le secret professionnel, mais Denise de Castilla écrivait à propos du scripteur du testament : « Effondrement du contrôle émotif. Perte de l'esprit critique. La dépression n'est plus surmontée. Escalade de l'impulsivité. L'émotivité a pris une totale suprématie sur la raison. Phobie dépressive. Anormalité du comportement. Incapacité de résistance à une influence extérieure — le maître mot dans le point qui nous occupe. Dissociation de la personnalité débordée par l'anxiété, perturbée par la maladie. Dépendance totale d'esprit, car moyens intellectuels abolis. »

« Après avoir étudié également les deux testaments antérieurs à celui du 21 janvier 1976 — car Hubert Lambert se mariait ses testaments, cet expert concluait : « Il est permis de douter que le sujet ait rédigé ce dernier document en pleine indépendance d'esprit et en pleine possession de ses moyens intellectuels. »

« La dernière fois que j'ai vu Hubert Lambert, c'était le 24 septembre 1976, la veille de sa mort. J'avais été alerté par Pierrette Le Pen, qui l'avait trouvé très mal. Pourquoi me fait-il prévenir ce soir-là ? Parce qu'il se sent très mal, et surtout parce qu'il ne veut plus entendre parler de Le Pen ! Immédiatement, je prends pour lui un rendez-vous pour le lendemain après-midi avec le même professeur de neurologie. Mais lui mourra dans la nuit. Bizarre ! Vous avez dit bizarre ? »

« Incussez-vous que Jean-Marie Le Pen aurait eu une responsabilité directe dans la mort d'Hubert Lambert ? »

« Ce que je veux dire, c'est que ce décès m'a surpris du point de vue de l'évolution du malade dans le temps. Je pense mes mots : tous les légistes vous le diront, il n'y a pas de crime plus parfait qu'un éthylique terminal que vous faites boire. Ça ne laisse strictement aucune trace, sauf si vous êtes pris en flagrant délit de sabotage éthylique. »

« Chaque fois que j'essayais de leur dire : voilà un malade gravement hospitalisé chez lui, qui ne peut pas aller faire son travail, moi-même, il m'envoie son chauffeur, qui ne peut pas désobéir, mais la voiture revient avec tout ce qu'il faut pour se saouler la gueule. Merde alors ! Ça s'appelle comment ? Ça c'est une forme de crime. »

« Je ne vise ni Le Pen ni Philippe Lambert, mais je sais que ce n'est pas moi qui lui apportais la moindre gouttelette d'alcool. Ne pas l'empêcher de boire ou l'aider à boire, c'était de toute façon le but premier dans le cercueil. »

#### Les tortures en Algérie et le racisme

« Et depuis votre refus du 1<sup>er</sup> avril, comment se comporte M. Le Pen à votre égard ? »

« Il m'évite comme un pendu, et il n'a, à ma connaissance, engagé aucune procédure contre le *Matin de Paris*. Il sent que je suis le danger potentiel en cas de procédure. »

« Avez-vous eu auparavant d'autres conflits personnels ? »

« Oui, quand il m'avait sollicité pour témoigner dans les procès sur les tortures en Algérie contre le *Canard enchaîné*. J'ai refusé, et cela a été le début de notre friction. »

« Pourquoi avez-vous refusé ? »

« Parce que je ne voulais pas mentir. Je lui ai même dit : tu vas le planter, tu vas le déconsidérer ; nous avons quelques frères d'armes qui ont parfaitement le souvenir de ce que nous avons fait avec eux. Et il fallait le faire, tu n'as pas à rougir. Mais cette attitude fait partie du côté imposteur permanent de Le Pen. »

« Il sait se faire mousser quand ça l'arrange de reconnaître qu'il a torturé, mais je n'accepte pas qu'on vienne se déguiser en officier irréprochable, ganté en blanc, quand ça devient gênant, parce qu'on veut jouer au rassembleur ayant un destin national et une ligne de téléphone directe avec Demarquet. »

« Jean-Marie Le Pen s'est-il personnellement livré à des actes de torture quand il participait à la bataille d'Alger ? »

« Il est absolument évident que Le Pen a fait partie lui-même des équipes qui torturaient personnellement. Personnellement ! C'est comme ça. Nous l'avons même dit publiquement, le 27 mai 1957, au cours d'un dîner-débat au Cercle républicain, à Paris, et le *Monde* avait d'ailleurs rapporté notre témoignage (1). »

« Mais votre régime était dans le Sud constantinois, alors que le lieu était à Alger. Il vous a raconté qu'il avait personnellement torturé ? »

« Absolument, dans le détail ! Personnellement, il a mis la main à la pâte, et même avec des détails qui ne trompent pas. Je dois dire que nous avons vécu les mêmes épisodes. Qu'on essaie de faire croire qu'on ne l'a pas fait quand le contexte change, je ne l'accepte pas. Vous voyez, c'est pour moi une faille dans la pâte humaine. C'est comme ses procès sur ses positions racistes. »

« Publiquement, il fait très attention, car il est fûté comme un bœuf, mais quand vous assistez à l'une de ces nuits où l'on refait le monde en toute liberté, à Saint-Cloud... il a une obsession raciale ! C'est permanent. Tous les gens qui le connaissent le savent. »

« Les juifs, pour lui, c'est les « yobacs », qui ont des « pinards » qui leur dégringolent jusqu'aux sabots ! Immédiatement, il a été le premier à proclamer : M<sup>me</sup> Toubon est juive ! Chez lui, c'est une obsession malade. Quand les procès tombent les uns après les autres, on vient vous dire : Le Pen n'est pas raciste ! Si lui n'est pas raciste, alors qui l'est ? A partir d'une certaine

ambiance, il serre ses poings et dit : mes potes, une fois que j'aurai un bout du manche, ils vont comprendre qui je suis vraiment ! Il y a trente ans qu'il est comme ça, mais ça s'est aggravé. C'est ça : c'est cette différence entre le personnage qu'il est vraiment et ce qu'il essaie de faire croire pour prendre le pouvoir. »

« Mais pourquoi dire tout cela aujourd'hui ? »

« Quand j'ai constaté son trouble du comportement à mon égard, je me suis dit : tu représentes un danger potentiel pour lui, il essaie de faire en sorte que tu n'aies rien à dire. Mais, après les cantonnements et pendant les vacances, au cours de mes déplacements, j'ai constaté que dans la France profonde des tas de gens étaient traités, pour d'autres raisons, de la même manière, comme de la sous-morue. A partir du moment où vous ne faites pas allégeance tous azimuts à Jean-Marie Le Pen, vous n'existez plus. »

« Le Front national est devenu la planète des singes. Le Pen est devenu un grand mamamouchi paranoïaque et il a comme représentants locaux les petits paranoïaques de la base, qui sont au garde-à-vous, sinistrement baveux. La planète des singes, je n'en veux pas. Je ne veux pas que cet immense virus plein d'attention que connaît le pays abaisse dans cette fausse route en forme de cul de sac fangeux. »

« Je le dis parce que je suis à peu près le seul à avoir fait, professionnellement, le diagnostic psychiatrique. Lisez la description clinique d'un malade atteint de la paranoïa de Krapelin (2), et vous reconnaîtrez le portrait de Le Pen : « Surimpression pathologique du mot de violence centre du monde par hypertrophie du narcissisme ; orgueil ; suffisance ; mégalomanie ; omnicience entraînant par contrepoint sous-estimation, dévalorisation et mépris d'autrui ; intrinsèque absolue ne supportant pas la moindre contradiction ; cette disposition de toute autorité confiante aux actes, aux pensées et aux discours une psychotriginité caractéristique, avec autoritarisme tyrannique et étonnante intolérance aux autres, faite de mauvaise foi, de susceptibilité malade et de méfiance systématique ; la moindre contestation devient un crime de lèse-majesté ; sinon une conjuration ; en fait, pratiquement, le paranoïaque n'a jamais tort », etc. »

« Le Pen, c'est une immense tumeur pathologique qui se développe sur un courant porteur. Je ne peux plus résister à la base, travailler, sans rien dire, d'autant que, divine surprise, ceux qui sont maintenant d'accord avec moi sont plus nombreux que je ne le pensais. »

A. R.

(1) Rendons compte de ce débat organisé par Les Amis du droit, dont Jean-Marie Le Pen et Jean-Maurice Demarquet étaient les invités. Pierre-Henri Simon écrivait à la première page du *Monde* du 30 mai 1957 : « Et voici en substance, ce qu'il a dit. « Nous avons reçu une mission de police et nous l'avons accomplie selon un impératif d'efficacité, qui exige les moyens légitimes. Il peut y avoir encore des sentiments humains dans la lutte contre le terrorisme, mais il n'y a plus de place pour les règles de la guerre classique, encore moins pour celles de la légalité civile. Si l'on veut user de violence pour détenir un nid de bombes, il faut torturer, une torture en soi-même, la torture est inévitable, et donc, dans les conditions normales où l'on nous demande d'agir, elle est juste. »

(2) *Krapelin*, psychiatre allemand (1858-1926), auteur de travaux sur la démence précoce et la psychose maniaco-dépressive.

#### Fronde

(Suite de la première page.)

Certains élus du CNIP et du RPR ne semblent d'ailleurs pas étrangers au développement de ce mouvement contestataire qui pourrait favoriser les listes de l'opposition parlementaire en divisant l'électorat potentiel du parti de M. Le Pen.

Le président du Front national, qui était, le lundi 14 octobre, l'invité de France-Inter, s'est employé à minimiser ce mouvement en affirmant qu'il s'agissait d'une « maladroite opération » menée par quelques « nafs » et autres « fêlés ».

En fait, la fronde est conduite, de Paris, par l'un des principaux figures du microcosme nationaliste, qui traite le président du Front national, entre autres, d'« imposteur », de « paranoïaque » : le Dr Jean-Maurice Demarquet, ancien parachutiste, ancien député poujadiste du Finistère, vieux complice, depuis trente ans, de tous les barons de M. Le Pen. Sa rupture avec le président du Front national est récente. Elle a été consommée en deux temps, au début de cette année.

La première friction entre les deux hommes a eu lieu en janvier, quand Jean-Maurice Demarquet a refusé de témoigner en faveur de Jean-Marie Le Pen dans le procès de l'affaire Lambert, après réouverture, par l'hebdomadaire satirique, du dossier impliquant le chef de file de l'extrême droite dans la pratique des tortures pendant la guerre d'Algérie.

Le divorce est devenu total quand le médecin a refusé d'opposer sa caution professionnelle aux insinuations, gémissements pour M. Jean-Marie Le Pen, contenues dans l'enquête consacrée le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> avril par le *Matin de Paris* à la ténébreuse affaire de l'héritage Lambert.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le Dr Demarquet assure que si, en ces deux circonstances il s'est interdit de soutenir les positions de Jean-Marie Le Pen, c'est que, en toute conscience, elles lui paraissent indéfendables.

L'ancien député poujadiste envisage de transformer le « comité de vigilance » constitué le vendredi 11 octobre près d'Orange par une trentaine de militants du Front national déçus en un Rassemblement national de salut public, ouvert aux membres du CNIP et aux autres élus « divers droite ». Son entrée en lice bricolerait les cartes de M. Le Pen, dont le parti a été rendu fragile, depuis ses succès électoraux, par l'hétérogénéité de son recrutement.

ALAIN ROLLAT.

## LES DEUX « TÊTES DE PONT » DE LA CONTESTATION

### CORSE : dissidence ouverte

De notre correspondant

Bestia. — C'est en Corse que tout a commencé, à cause... des Bouches-du-Rhône ! La crise du Front national a éclaté au grand jour quand le parti de M. Le Pen a confirmé que c'est M. Pascal Arrighi, vice-président de l'Assemblée régionale corse, qui conduira la liste de l'extrême droite dans les Bouches-du-Rhône. Il en est résulté des démissions en cascade, dont celle de l'un des doyens de l'Assemblée régionale, M. Roger Palmieri. Quatre démissionnaires, tous anciens candidats du Front national aux élections régionales ou cantonales dans la région d'Ajaccio, ont constitué leur propre structure, le Front d'opposition national, sous la présidence de M. Jean-Michel Luciani, qui était septième sur la liste régionale de M. Arrighi. Ce dernier n'a pu contenir la grogne de ses compagnons de route, qui s'est rapidement transformée en hostilité déclarée. Son départ est perçu par nombre de militants comme une défection et l'affirmation d'une stratégie personnelle au détriment de l'intérêt du mouvement.

L'autre élément du contentieux réside dans la stratégie que la direction du Front national veut imposer dans l'île, notamment lors des prochaines élections régionales. Eu Corse-du-Sud, M. Arrighi devrait céder sa place de tête de liste à une « personnalité nationale et corse », selon M. Michel Collinet, membre du bureau politique. Plusieurs noms ont circulé, notamment celui du fils de M. Jean-Marie Le Pen, le chevalier, chef du cabinet de M. Le Pen, adjoint par sa mère, mais aussi ceux du docteur Joseph Camilli et de M. Jean-Baptiste Biaggi, tous deux anciens députés.

Mais ces « parachutages » possibles ont accentué la méfiance et la déstabilisation de l'électorat, ce qui a conduit M. Arrighi à opérer, le 1<sup>er</sup> octobre, une volte-face. Il a, en effet, annoncé qu'il conduira lui-même la liste du Front national en Corse-du-Sud lors des prochaines régionales. En rendant publique sa décision sans le feu vert de Paris, le chef de file du parti d'extrême droite en Corse espère ainsi contourner la règle des investitures et convaincre directement M. Le Pen du bien-fondé de sa démarche.

DOMINIQUE ANTONI.

### VAUCLUSE : gracieusetés en tout genre

De notre correspondant

Avignon. — M. Jean-Maurice Demarquet n'assistait pas lui-même à la réunion qui s'est déroulée, tenue près d'Orange, vendredi 11 octobre, mais il y avait là une trentaine de personnes, disposant de mandats émanant de trente-sept départements, invités à cette séance de travail par un groupe de militants du nord et de l'est du département du Vaucluse en conflit avec le « patron » du Front national dans le département, M. Jacques Bompard, chirurgien-dentiste à Orange. Parmi les personnalités présentes venues des autres régions figuraient notamment M. Pierre-Jacques d'Orléans, médaillé d'or d'équitation aux Jeux olympiques de Tokyo en 1964, venu des Pyrénées-Orientales, et M. Jean de Thoul, écrivain d'Orgeix, artiste dramatique, lui aussi champion international d'équitation.

M. Jacques Bompard, membre du Front depuis deux ans, est accusé de vouloir écarter de son entourage les personnes susceptibles de lui faire de l'ombre. Son autoritarisme n'est pas du goût de tout le monde,

de certains de ses chefs de section notamment qu'il a menacés de la commission de discipline. « On fait beaucoup de bruit, explique-t-il, autour de deux personnes mises à l'écart pour leur attitude fractionniste. » Sont concernés, le colonel Grégoire, que le secrétaire fédéral estime « manipulé par un ex-député RPR d'Agg », et M. Hugues d'Alauzier, industriel et agriculteur, venu tardivement au Front national et que M. Bompard considère « télégué par le CNIP pour réaliser une OPA sur le Front ».

Le premier nommé rêve d'un parti propre, dans la ligne édictée par Jean-Marie Le Pen. Au rang des « agissements intolérables », qu'il a relevés dans l'attitude du secrétaire fédéral, une gifle qui aurait entrecoupé la rupture entre M. Bompard et la « récipiendaire », M<sup>me</sup> Dumas, qui, avec son mari, transfuges du RPR en 1984, sont accusés par le secrétariat de « provocations anti-immigrés ».

Le second nommé, M. Hugues d'Alauzier, ex-vice-président du CNIP, parlant de l'idée de Le Pen de « placer en tête de liste les candi-

dats les plus valables et plus précisément les plus anciens », avait, dès le 10 mai, fait acte de candidature. « Jacques Bompard ne me l'a pas pardonné, note-t-il. Depuis, j'ai été de sa part rejeté systématiquement. »

Autre militant sanctionné : M. Masselin, fondateur de la section de Bollène, qui vient d'être démis de ses fonctions pour « manque de confiance » de la part du comité de direction. « Je suis accusé, dit-il, de sabotage et de déstabilisation parce que j'ai estimé que M. d'Alauzier était notre meilleur candidat. » A Bollène, fief communiste, le Front a fait 14,39 % des voix. Je ne pense pas avoir mérité. Désormais, le tout est de savoir si Le Pen va remettre de l'ordre. »

« Jacques Bompard ne doit pas siéger à l'Assemblée nationale », menace-t-on dans le camp des exclus, en évoquant la possibilité d'une liste dissidente.

Au terme de la réunion de vendredi, M. Dumas a été désigné coordinateur du mouvement contestataire que présidera M. Demarquet, et son porte-parole sera M. d'Alauzier.

PAUL SIGNOUD.



## Le nouveau comité directeur du PS

Nous publions ci-dessous la composition du nouveau comité directeur du PS, qui reflète les proportions obtenues lors des congrès fédéraux (qui ont précédé le congrès national de Toulouse où s'est faite la synthèse) par la motion 1 (courant mitterrandiste, mauroyiste, CERES) et la motion 2 (rocardienne). La motion 1 a obtenu 71,49 % des mandats, et la motion 2, 28,51 %. Ce comité directeur se réunira pour la première fois mercredi 16 octobre, afin d'établir le nouveau bureau exécutif, le premier secrétaire et le nouveau secrétariat national du PS.

### MEMBRES TITULAIRES

#### MOTION 1: 84

MM. Jean-Marie Alexandre, Guy Allouche, Jean-Marie Ayrault, Jean-Paul Bachy, Jean-Pierre Baumier, Alain Barthe, Claude Barthelemy, Christian Bataille, Pierre Bérégovoy, Jean Bessac, Jean-Marcel Bichat, André Billardon, Yannick Bodin, Thierry Boudoux, Tony Briançon, M<sup>me</sup> Nicole Briot, Martine Buron, M<sup>me</sup> Pierre Carassus, Michel Charzat, Jean-Pierre Chevènement, Michel Cuffin, Pierre Cohen, M<sup>me</sup> Catherine Contard, Edith Crescen, M<sup>me</sup> Alain Davzac, Marcel Debarge, Gaston Deferre, Bertrand Delanoë, Gérard Delfan, Jacques Delors, M<sup>me</sup> Mario-Jo Denys, MM. Bernard Dorcier, Jean-Pierre Destrade, Jean-Louis Dieux, M<sup>me</sup> Geneviève Domenach-Chish, MM. Yves Durand, Henri Emmanuelli, Claude Estier, Laurent Fabius, Roger Fajardie, Georges Fillard, M<sup>me</sup> Françoise Gaspard, MM. Gérard Gaumé, Claude Germon, Christian Goux, Charles Hernu, Edmond Hervé, Jacques Hunzinger, Jean-Louis Joseph, Lionel Jospin, Pierre Joux, André Laguel, Yves Lebas, Bastien Leclerc, Jean Le Garrec, Guy Longuepue, Philippe Lentscheuer, M<sup>me</sup> Martine Lignères, MM. Charles-Emile Loo, Paul Lassaut, Philippe Madrelle, Pierre Mauroy, Louis Mermeas, Louis Mexandean, M<sup>me</sup> Christine Mora, M. Didier Morchane, M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Mutin, M. Jean Nègre, M<sup>me</sup> Véronique Nègre, Janine Parent, MM. Daniel Percheron, Michel Pezet, Christian Pierret, Jacques Piette, Jean-Paul Plichon, Robert Pontillon, Jean Popere, Jean-Jack Queyranne, Paul Quilès, Jacques Roger-Machart, Bernard Roman, Frédéric Rosmini, M<sup>me</sup> Yvette Roudy, MM. Michel Sainte-Marie, Georges Sarre, M<sup>me</sup> Françoise Seligmann, Anne Solo, M. Luc Soubre, M<sup>me</sup> Gisèle Stievenard, MM. Dominique Straus-Kahn, Eugène Teissière, Bernard Thureau, M<sup>me</sup> Ghislaine Toutain, Anne Trépoet.

#### MOTION 2: 37

M. Maurice Adevah-Pouf, M<sup>me</sup> Michèle André, MM. Jean-Pierre Balduyck, Roland Bein, Alain Bergounioux, Jean-Claude Boulard, Pierre Brune, Robert Chapuis, Jean-Pierre Cot, Michel de La Fourmière, Yves Dollo, René Dosières, Patrice Finel, Daniel Frachon, Gérard Fuchs, Gérard Gouzes, M<sup>me</sup> Claudette Grosse, MM. Pierre-Yves Heurtin, Serge Jaquin, Jean-Pierre Joseph, M<sup>me</sup> Françoise Laurant, Marie-France Lecour, M. Louis Le Pen, M<sup>me</sup> Ginette Leroux, Marie-Noëlle Lienemann, MM. Gérard Lindberg, Bernard Morin, Jacques Moreau, Jean-Claude Poudemango, M<sup>me</sup> Ger-

maine Pivasset, MM. Bernard Pognant, Alain Richard, Michel Rocard, Jean-Pierre Sœur, Yves Tavernier, M<sup>me</sup> Marie-Claude Vaysade, M. Jean-Pierre Worms.

### MEMBRES SUPPLÉANTS

#### MOTION 1: 50

M<sup>me</sup> Marie Basset, MM. Guy Bèche, Bernard Bioniac, M<sup>me</sup> Denise Cachaux, MM. Jacques Calmon, Jean-Marie Cambacérès, M<sup>me</sup> Françoise Carle, Marie-Arlette Carlot, M. Jean-Louis Carrière, M<sup>me</sup> Daniel Caudron, MM. Daniel Choley, Gérard Collomb, Jean-Yves Dalleau, Michel Debout, Henri Delisle, Charles Depoorter, Yvon Deschamps, Bernard Dupin, Lucien Dupuis, Patrice Durand, Philippe Farine, Michel François, Georges Garrot, Robert Gilly, Jean-Paul Giraud, Jean Guérard, François

#### MOTION 2: 20

M<sup>me</sup> Monique Bachelier, Madeleine Brun, MM. Robert de Camont, Jean-Jacques Dubouchaud, Bernard Farion, Stéphane Fouks, Jacques Granier, Daniel Héruault, Alain Hubert, M<sup>me</sup> Marie-Aurèle Janbert, MM. Norbert Metairie, Jean-Pierre Mignard, Francis Musard, Henri Neuville, Philippe Nouveau, Guy Poirier, Henri Prat, Jacques Salvator, André Vézinet, Pierre Zémec.

## Propos et débats

### M. Le Pen : la peine de mort pour un certain nombre de ministres

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, s'est déclaré, le lundi 14 octobre, au cours de l'émission « Face au public », sur France-Inter, partisan du rétablissement de la peine de mort. Il a ajouté : « Tous les crimes qui sont actuellement punis de la peine de mort doivent être punis de la peine de mort. Et, parmi ceux-là, il y a un certain nombre de cas d'atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat et de trahison. Si les tribunaux ont, un jour, à juger, comme je l'espère, après qu'ils aient été défaits en Haute Cour de justice, un certain nombre de ministres pour des faits criminels commis à l'occasion de leurs responsabilités ministérielles, ils devront subir la peine comme tous les citoyens. »

### M. Gaudin : menace sur l'identité culturelle

Pour M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, l'immigration menace l'identité culturelle des Français. Au micro de Radio-France-Marseille, le député des Bouches-du-Rhône a expliqué, le 14 octobre, qu'en rentrant à Marseille par le port d'Alc on a l'impression de rentrer à Alger. Il a ajouté : « Ici nous sommes en France, et nous sommes à Marseille. Et nous ne pouvons pas tolérer cette

immigration, d'autant plus que les immigrés veulent préserver leur identité culturelle. (...) Que les Français commencent, eux, par préserver leur identité culturelle. C'est ça mon objectif et c'est l'objectif de mes amis. »

### M. Doubin : bulldozer

M. François Doubin, président du MRG, s'est félicité de l'unité réalisée à Toulouse qui, selon lui, permet « une indiscutable mobilisation ». Interrogé, lundi 14 octobre sur RMC, M. Doubin a affirmé qu'un bulldozer s'est mis en route et qu'il illustre les possibilités de la gauche. Il a expliqué sa position favorable à la cohabitation, même s'il ne s'agit pas de se rallier à la droite, ou de soutenir une politique qui n'est pas la sienne.

### M. Fiterman : abandon

Pour M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du Parti communiste, le congrès du PS est un « événement » dans la mesure où il « marque l'abandon officiel des orientations » fixées en 1971 fixées au congrès d'Epiney. Invité de RMC, lundi 14 octobre, l'ancien ministre des transports estime que à Toulouse, a été confirmée « la poursuite d'une politique de gestion des intérêts du capitalisme » et ouverte « la possibilité d'alternance à droite après les élections législatives ». M. Fiterman a ajouté : « Epiney, c'est donc bien fini. Le PS a préféré céder aux exigences du capital, abandonner ses engagements et trahir les Français. »

**MESSIEURS**  
**ÉVITEZ LA CALVITIE**  
MÉTHODE UNIQUE EN FRANCE PROPOSÉE PAR  
DOMINIQUE LAVIGNE

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE 201 rue Saint-Hippolyte 75001 Paris - 260-69-02  
Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10 h 30 à 18 h 30 - Visite et contrôle gratuits

Nous le trouvons où qu'il soit.

LE PÉTROLE est notre principale source d'énergie. C'est lui qui fait tourner le monde et il en sera ainsi pendant bien des années. Encore faut-il être prêt à surmonter de hautes lames ou briser aux profondeurs les plus sombres de la terre, en recourant aux technologies les plus avancées, et oser s'aventurer dans des lieux hostiles et inaccessibles.

Agip, la société pétrolière nationale de l'Italie a relevé ce défi il y a 60 ans. Inlassablement elle sonde le cœur de la terre, explore de nouvelles techniques et mobilise pour ces activités des ressources humaines et économiques toujours à la mesure des difficultés à surmonter.

Partout où la moindre possibilité de trouver du pétrole existe, Agip est sur les lieux, avec son esprit d'initiative et ses données d'expérience. Les succès qu'Agip a remportés dans 30 pays et 5 continents, sont en sa collaboration avec d'autres compagnies pétrolières de premier plan, fruit de cette société un interlocuteur fiable dans tous les domaines de l'activité pétrolière.

Y compris ceux où nul autre ne s'est jamais aventuré.

**Agip**  
Eni Group  
Recherche en profondeur.  
Réussite au sommet.

## ULTIMES RÉSULTATS DES CONGRÈS FÉDÉRAUX

Nous publions ci-dessous les résultats des derniers congrès fédéraux du PS, qui ont précédé le congrès de Toulouse. (Nous avons publié dans le Monde du 2 octobre les résultats des quatre-vingt-huit premiers départements à avoir tenu leur congrès fédéral.)

Le chiffre entre parenthèses indique le score de la motion rocardienne au congrès de Metz de 1979.

#### Motion 1

02 Aisne, 66,52 % (11) ; Aude, 76,79 % (24) ; Dordogne, 70,58 % (27) ; Eure, 75 % (43) ; Haute-Loire, 76,13 % (53) ; Mayenne, 66 % (65) ; Hautes-Pyrénées, 61,46 % (97) ; Guadeloupe, 97,5 % (97) ; Martinique, 97 % (97) ; Réunion, 70,5 %.

#### Motion 2

02 Aisne, 31,15 % (41) ; Aude, 22,77 % (10) ; Dordogne, 29,41 % (14) ; Eure, 25 % (20,5) ; Haute-Loire, 21,81 % (16) ; Mayenne, 34 % (28,5) ; Hautes-Pyrénées, 38,77 % (22,5) ; Guadeloupe, 2,5 % (0) ; Martinique, 3 % (0) ; Réunion, 29,5 % (1 mandat).

Par ailleurs, quelques erreurs s'étaient glissées dans la première liste fournie par la direction du PS. Ainsi, le Loiret, où la motion 1 était créditée de 43 % et la motion 2 de 57 %, n'avait en fait pas encore tenu son congrès fédéral. Les résultats corrects sont : motion 1 : 38,21 % ; motion 2 : 61,79 %.

Dans le Val-d'Oise, les scores de la motion 1 et de la motion 2 sont respectivement 54,2 % et 44,8 % (au lieu de 52 % et 48 %).

En Corrèze, la motion 1 a obtenu 66,59 %, la motion 2 32,75 % (au lieu de 71 % et 29 %).



# société

## SCIENCES

### 1 600 milliards d'électronsvolts

L'accélérateur du laboratoire national Fermi, près de Chicago (Etats-Unis), vient de battre un record en permettant des collisions entre protons et antiprotons à l'énergie de 1 600 GeV (milliards d'électronsvolts). Ce résultat permet aux Etats-Unis de reprendre, en physique des hautes énergies, une primauté qu'ils avaient laissée à l'Europe. Celle-ci avait obtenu au début années 80 des collisions à des énergies de 400 GeV, qui ont conduit à deux grandes découvertes : celles des particules W et Z, dont l'existence était prévue depuis quinze ans par des théoriciens. Cela s'était fait grâce à la transformation d'un accélérateur du CERN, près de Genève, en un collisionneur où protons et antiprotons, accélérés en sens inverse, se percutent de front.

## ALCOOLISME

### Trois jours de sobriété à Brest

Les Brestois seront-ils capables de s'abstenir de boire toute boisson alcoolisée pendant trois jours ? On le saura lorsqu'auront été retournées à la mairie et au comité local de promotion de la santé les soixante-dix mille cartes postales déposées la semaine dernière dans les boîtes aux lettres des habitants de la communauté urbaine. « Afin de savoir si vous êtes - ou non - dépendant de l'alcool, conseillait en substance la carte, arrêtez-vous de boire pendant trois jours d'affilée. Une fois cette mise à l'épreuve accomplie, retournez-nous cette carte en certifiant que vous vous êtes abstenus pendant ce laps de temps. » Pendant toute la semaine, des expositions, des animations et des spectacles, tous consacrés au thème de l'alcool, aideront les Brestois à tenir la choc, à relever ce que la municipalité appelle la « défi brestois ».

## EN BREF

### Au large de la Floride : cent soixante tonnes de marijuana saisies

Cent soixante tonnes de marijuana, la plus grosse saisisse jamais réalisée par les autorités américaines, viennent d'être déchargées d'une barge arraisonnée, il y a deux semaines, par les garde-côtes, au large de la Floride.

Le bateau - qui battait pavillon hondurien, mais a été classé comme apatride, le Honduras ayant décliné sa propriété - avait été arraisonné à quelque 1 500 kilomètres au nord-est de la Floride : il a fallu deux semaines pour le remorquer, à l'indiqué à Jacksonville (Floride) un responsable des garde-côtes, M. Robert Payne.

Les garde-côtes de Portsmouth (Virginie) ont affirmé que sept Colombiens et un Américain avaient été arrêtés au cours de cette opération, qui s'est déroulée le 4 octobre. La valeur marchande des 4 100 ballots de marijuana saisis est estimée à plus de 132 millions de dollars.

● *Mort d'un toxicomane.* - Les gendarmes de Méru viennent d'élaborer les causes du décès de Philippe Douillet, vingt-quatre ans, de Champagne-sur-Oise (Val-d'Oise), dont le corps avait été retrouvé, le 6 octobre, à l'arrière d'une voiture stationnée non loin du dancing Le Galaxy, à Lormaison (Oise). Le jeune homme a succombé à une overdose. Deux jeunes filles amies de la victime ont été interpellées. Elles ont reconnu s'être injecté une dose et demie d'héroïne, et Philippe trois doses. - (Corr.)

## JUSTICE

### INSTITUANT UNE COLLÉGIALITÉ DANS LA PROCÉDURE

## La réforme de l'instruction pénale est adoptée

### L'opposition s'est abstenue

Une gauche unanime et une droite embarrassée : l'Assemblée nationale a adopté, le lundi 14 octobre, le projet de loi sur la réforme de l'instruction pénale de M. Robert Badinter. Projet de loi ou pétition de principe ? La question n'est pas vaine, tant il est apparu que le garde des sceaux voulait davantage faire valoir le principe de la collégialité dans la procédure d'instruction que faire passer dans les faits une réforme dont l'application est renvoyée au 1<sup>er</sup> mars 1988.

Cette réforme, annoncée le 5 septembre par le ministre de la justice, dans un article publié dans nos colonnes, met fin à la « solitude » du juge d'instruction en instituant une chambre d'instruction composée de trois magistrats. Elle manifeste symboliquement « la poursuite de l'œuvre de modernisation de la justice », ainsi que l'a rappelé M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), président de la commission des lois.

L'opposition, qui a longtemps hésité sur la conduite à tenir devant ce projet, s'est appuyée sur le refus de la plupart des organisations professionnelles de magistrats. Elle a notamment reproché au gouvernement d'avoir « agi dans des conditions de rapidité exceptionnelle ». Citation à l'appui, M. Badinter a pu montrer que cela faisait trois ans qu'il avait annoncé une réforme en la matière. Il a reconnu que la chancellerie avait d'abord essayé d'acclimater en France la procédure accusatoire en usage dans les pays anglo-saxons - procédure qui consiste à confier au parquet et à la police judiciaire le soin d'instruire le dossier à charge sans que la défense ait, dans un premier temps, accès aux pièces à

conviction. La prise de conscience qu'il était impossible, en l'état actuel de la structure du parquet, d'introduire un tel bouleversement a conduit à conserver la procédure inquisitoire, en vigueur dans notre pays. C'est dire que le projet de loi ne modifie en rien le statut des magistrats instructeurs.

Les décisions juridictionnelles les plus importantes, et notamment celles qui concernent la privation de liberté, relèveront dans la plupart des cas de la compétence du collège de trois magistrats, tandis que les actes d'instruction proprement dits seront confiés au juge d'instruction désigné en son sein par la chambre. Pour M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime), rapporteur de la commission des lois, « la salubrité du juge d'instruction (...) est devenue un anachronisme », à l'heure où partout se développe le travail en équipe.

### Soixante-quinze postes nouveaux de magistrats en 1986

Argument fort souligné aussi par le garde des sceaux, qui a profité du débat pour répondre aux critiques que l'Union syndicale des magistrats avait formulées la veille au cours de son congrès. Il s'est déclaré « surpris » que l'on trouve « ce projet contraire à l'esprit de la convention européenne des droits de l'homme », parce que « des magistrats ayant siégé dans la chambre d'instruction pourraient ensuite siéger dans la juridiction de jugement ». Il a remarqué que « tous les juges d'instruction qui aura eu à connaître au fond de l'affaire ne pourra siéger lors du jugement ».

Exemple à l'appui, il a montré qu'il n'y a pas « incompatibilité entre la participation à une formation collégiale soignée exclusivement d'un problème de détention provisoire et la participation ultérieure au jugement de l'affaire au fond », d'après la jurisprudence.

Répondant par avance à ce qui aurait dû être la critique essentielle des communistes, M. Badinter a annoncé que, dès le vote du budget pour 1986, soixante-quinze postes supplémentaires de magistrats et vingt-cinq postes de greffiers seraient créés, ce qui représente la moitié des besoins estimés pour que la réforme puisse entrer dans les faits.

L'opposition était visiblement embarrassée : M. Jacques Chirac ayant déclaré qu'il était favorable au principe de la collégialité, les orateurs du RPR, MM. Jean Foyer (Maine-et-Loire) et Emmanuel Anbert (Alpes-Maritimes) n'ont pu que critiquer le caractère « improvisé et incomplet » de la réforme et l'instauration d'une « collégialité à la carte ». Le premier avait prêté une autre solution « à ce problème réel », la seconde a rappelé que la loi « sécurité et liberté », abrogée par la gauche, y répondait en partie, instaurant des procédures accélérées de jugement des « petits délits » pour éviter l'engorgement de l'instruction. Mais, ils ont, tous deux, refusé de répondre de façon claire à la question précise que leur posait M. Badinter : « Êtes-vous pour ou contre la collégialité de l'instruction ? »

M. Pascal Clément (UDF, Loire) avait, pour sa part, dû mal à sortir de la contradiction entre son désir de voir améliorer les garanties du justiciable et sa conviction que « les décisions importantes sont de toute

manière prises de façon solitaire ».

Bien que tous les orateurs aient soulevé le délicat problème du secret de l'instruction, mais chacun ne souhaitait pas le voir évoluer dans le même sens, M. Badinter a affirmé qu'une telle affaire méritait une « réforme autonome ». Finalement, seuls les socialistes et les communistes ont approuvé le projet de loi gouvernemental, simplement amendé par la nécessité de le rendre cohérent avec la réforme de la procédure pénale en cours de discussion devant le Sénat. Les élus du RPR et de l'UDF n'ont pas été contre, mais ne voulant pas être pour, se sont abstenus. Le garde des sceaux n'a pas obtenu l'unanimité qu'il espérait - un moment - obtenir.

CHRISTOPHE CHANTEPY.

### Dans les prisons françaises

### LE NOMBRE DES DÉTENUS

### EST EN AUGMENTATION

Le nombre de détenus dans les prisons françaises était de 40 148 le 1<sup>er</sup> octobre contre 39 140 le 1<sup>er</sup> septembre, soit une augmentation de 2,57 %. Le nombre de prévenus, c'est-à-dire de personnes en attente d'un jugement définitif, était de 20 440 le 1<sup>er</sup> octobre, soit un pourcentage de 50,91 %. Par rapport au 1<sup>er</sup> octobre 1984, le nombre de détenus a baissé de 4,24 %. Cette baisse est due aux grâces décidées par le président de la République à l'occasion du 14 juillet.

Tous les renards vous le diront : CERGY est une ville bien placée, quand on aime respirer.

C'est une ville naturelle où l'herbe est de l'herbe et pas seulement un espace vert. Pour vos jogging, 500 ha de parc, des tennis et bientôt un golf.

Vous aimez les contacts.

CERGY est à 30' de Paris.

A quelques secondes de partout par la télématique, le câble et les satellites.

C'est aussi une ville chaleureuse, avec les boutiques de luxe et les terrasses de café de son nouveau centre ville.

Vous avez de l'ambition. CERGY est un carrefour dans le monde des affaires : déjà 800 entreprises, 9 banques, 8 grandes écoles commerciales et techniques. Et tous les services d'une capitale régionale.

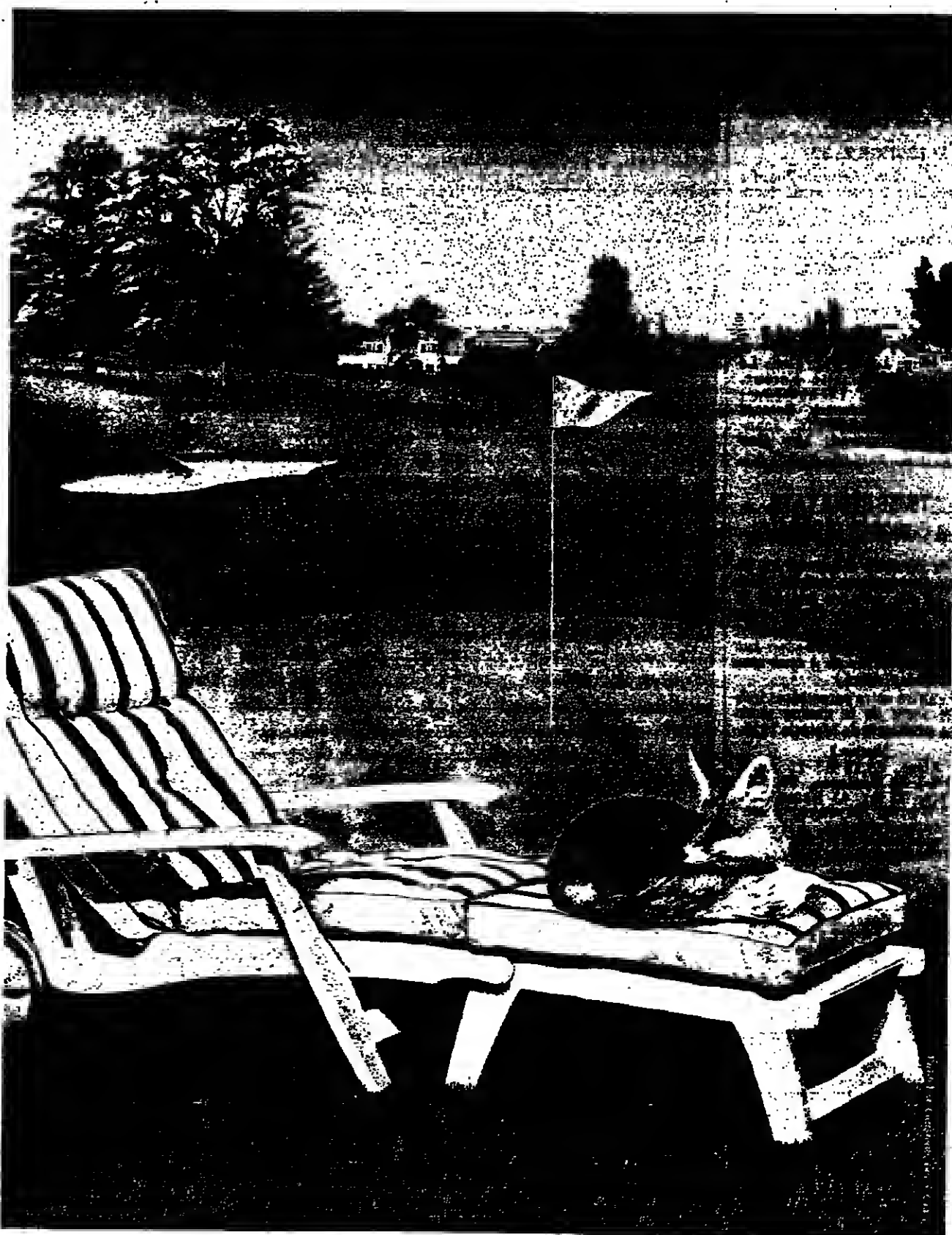
CERGY est à l'ouest symbole de réussite et de prestige et garant d'un placement sûr.

Maison individuelle ou appartement en petit immeuble de standing, votre place est à CERGY, parce que vous aimez être bien placé.



**CERGY-PONTOISE**  
UNE VIE BIEN PLACÉE

Informations : Établissement Public d'Aménagement Tél. 031.23.93



font

• PRIX RÉD  
• FORFAITS  
• PRIX SPÉ

• CARTES

QUI a p

LE S



## JUSTICE

### LE DROIT IGNORE LE CONCUBINAGE HOMOSEXUEL

Un couple d'homosexuels vivant en concubinage ne peut bénéficier des billets à tarif réduit (billets R) que la compagnie Air France accorde aux conjoints mariés ou non (union libre) de leurs agents.

Ainsi en a décidé, lundi 14 octobre, la première chambre, présidée par M<sup>me</sup> Noëlle Schoux, de la cour d'appel de Paris. Celle-ci a, en effet, débouté un stewart d'Air France qui réclamait le billet R pour son ami Serge, avec qui il vivait en concubinage.

En première instance, le conseil des prud'hommes, le 14 novembre 1984, avait donné gain de cause au stewart, estimant que le refus d'Air France était « une discrimination faite à un travailleur par rapport à sa vie sexuelle ».

Dans leurs attendus, les magistrats de la cour d'appel précisent que la concubinage « est une forme non officialisée du mariage entre deux individus de sexes différents qui vivent en commun comme mari et femme ». Autrement dit, la notion de concubinage (ou d'union libre) ne peut s'appliquer à des homosexuels. Les magistrats ajoutent que « l'intéressé, qui n'est privé de l'espèce d'aucun droit fondamental attaché à la personne humaine, ne fait que revendiquer l'octroi d'une prestation dans le cadre délimité d'une réglementation qui ne lui est pas applicable ».

## RELIGION

### La curie romaine va être réorganisée et simplifiée

De notre envoyé spécial

Consultés sur un projet de réorganisation de la curie romaine, les principaux responsables de l'Eglise catholique devaient remettre leurs observations, ce mardi 15 octobre, à une commission nommée par Jean-Paul II. Ce thème fera l'objet d'une réunion exceptionnelle du collège des cardinaux, à Rome, du 21 au 23 novembre prochain.

Cité du Vatican. — Ministre des affaires de Pie IX, Mgr de Mérode disait : « Parler réforme à Rome est aussi ridicule que de vouloir nettoyer une pyramide avec une brosse à dents ». Le propos risque de revenir une fois de plus avec la réorganisation de la curie qu'envisage Jean-Paul II : elle tient plus du réaménagement technique que de l'infusion de sang neuf, que beaucoup appellent de leurs vœux, insatisfaits qu'ils sont des pesanteurs du gouvernement central de l'Eglise. Derrière la toilette prévue de l'organisation, le changement n'est pourtant pas aussi mince qu'il y paraît à première vue.

Organe principal de la curie, la secrétairerie d'Etat va devenir « secrétairerie pontificale » ou plus simplement « secrétairerie apostolique ». Simple changement d'étiquette ? Voire. La Cité du Vatican reste un Etat, même s'il est le plus petit du monde, et n'entend renoncer à aucun de ses usages et prérogatives diplomatiques. Mais actuellement administrées par le Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, les relations avec les gouvernements le seront demain par une congrégation de plein droit. C'est l'aboutissement d'un processus amorcé par la réforme de Paul VI en 1967 et qui visait à séparer les « affaires ordi-

naires » — notamment les relations avec les Eglises particulières — et les « affaires extraordinaires » du Saint-Siège.

L'actuelle secrétairerie d'Etat que dirige le cardinal Agostino Casaroli, numéro deux de l'Eglise catholique, devrait voir ses pouvoirs renforcés et devenir le véritable cabinet particulier du pape ainsi qu'une sorte de secrétariat général de son « gouvernement ». Des audiences régulières, qui, jusqu'à présent avaient lieu entre le pape et les préfets de congrégation, seront organisées désormais par le nouveau « secrétaire apostolique » de Jean-Paul II.

Au nombre de dix, les congrégations romaines seront demain douze : outre celle, déjà évoquée, des relations avec les gouvernements civils, une congrégation chargée de l'apostolat des laïcs va être créée.

#### Une réforme timide

Plus importantes sont les modifications de compétences envisagées : la formation dans les séminaires serait confiée à la congrégation du clergé, appelée à devenir congrégation des prêtres et des diacres, et ainsi retirée à la congrégation de l'éducation catholique. Celle-ci, qui, dans le nouveau dispositif, s'appellerait congrégation des institutions catholiques, serait en revanche chargée de la catéchèse. La congrégation des évêques pourrait également voir accru son domaine d'intervention dans la nomination des évêques résidents, qu'elle partage actuellement avec d'autres organismes.

Une volonté de simplifier les structures et de bien séparer, au sein de la curie, les « organes de gouvernement » que sont les congrégations, et les « organes de promotion et d'animation » a conduit les experts

nommés par le pape à proposer un titre unique à des organismes actuellement connus sous les noms de secrétariat, de conseil ou de commission. Les trois secrétariats nés du conseil unitaire des chrétiens, non-chrétiens et non-croyants — vont être ainsi promus au rang de « conseils ». La commission pontificale Justice et Paix et l'Organisation caritative Cor unum vont fusionner sous la dénomination de Conseil de la promotion de la paix, de la justice et de la solidarité chrétienne. A noter que le futur Conseil de l'unité des chrétiens se verra doté d'un conseil de présidence dans lequel serait membre de droit le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi. Sur ce terrain sensible de l'écuménisme, la présence du cardinal Ratzinger soulève déjà à Rome des commentaires.

Après la consultation des cardinaux, cette réforme devrait devenir définitive l'an prochain. Même si certains transferts de noms ou d'attributions ne seront pas sans conséquences, ce projet de réorganisation de la curie romaine est considéré comme timide ou statique. Tout dépendra de la qualité des hommes qui seront choisis pour animer ces structures. Or les nominations faites à la curie par Jean-Paul II depuis le début de son pontificat traduisent un souci de continuité. Les mandats de certains de ses collaborateurs (limités à cinq ans par Paul VI) sont renouvelés, tandis que d'autres sont gardés en fonction malgré la limite d'âge de soixante-cinq ans (comme le cardinal Garrone). L'histoire est longue de tentatives menées pour adapter la curie au rythme de son temps, surtout lorsqu'il s'agit de concilier des impératifs aussi divers que ceux de la compétence et de la mobilité, de l'internationalisation et de l'unité.

HENRI TINCO.

### MGR HENRI DEROUET EST NOMMÉ EVÊQUE D'ARRAS

Jean-Paul II a nommé, mardi 15 octobre, évêque d'Arras Mgr Henri Derouet, qui était évêque de Sées depuis 1971. Il succède à Mgr Gérard Huyghe, atteint par la limite d'âge.

[Né le 28 novembre 1922 à Loiré (Maine-et-Loire), Henri Derouet fait ses études secondaires à l'Institut libre de Combray. Entré au grand séminaire d'Angers, ses études sont perturbées par la guerre. A son retour d'Allemagne, où il a été requis pour le Service du travail obligatoire, il achève sa formation théologique et est ordonné prêtre à Angers le 26 juin 1948. Professeur à l'Institut Saint-Julien d'Angers, Henri Derouet prépare une licence de philosophie à l'université catholique d'Angers. Professeur de philosophie et supérieur de collège de 1951 à 1970, il est nommé évêque de Sées en 1971. Membre du conseil permanent de 1978 à 1984, il est actuellement membre des commissions sociale, jeunesse, milieux indépendants de l'épiscopat français. Il a particulièrement collaboré à un texte important de l'épiscopat sur « les nouveaux modes de vie » face à la crise en 1982 et effectué, en juillet 1985, un voyage en Afrique du Sud au nom de l'épiscopat français.]

**DES CULOTTES BLEU FONCÉ ?**  
Et pour quoi pas ? Ou est la faute ? Allez le grâce à BESCHERELLE 3 La Grammaire Pour Tous HATIER

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

## DÉFENSE

### LA PROTECTION DES EAUX TERRITORIALES EN POLYNÉSIE

#### « Greenpeace sans passeport »

De notre envoyé spécial

Papeete. — C'est en principe au début de la matinée du mardi 15 octobre (soit mardi soir à Paris) que le *Greenpeace* arrive devant Tahiti. Dans la journée du lundi 14 octobre vers 14 heures (heure locale), l'avis-escorte *Exécuteur de vaisseau-Henry* a détaché une embarcation en direction du navire des écologistes durant son transit entre Mururoa et Tahiti. Le navire de guerre français a, à cette occasion, signifié au capitaine du *Greenpeace* que son remorqueur était interdit de séjour dans les eaux territoriales (12 nautiques, soit 22 kilomètres) dans les ports de la Polynésie française.

Quelques heures plus tard, Jonathan Castle faisait savoir par télégramme adressé à M. Bernard Gérard, haut commissaire de la République en Polynésie, qu'il était « consterné » par la décision que ce dernier avait prise, et il lui demandait de reconsidérer son interdiction. « Notre vaisseau », explique Jonathan Castle, « a un besoin urgent d'aide. La réparation du générateur déficient est impossible sans la possession de pièces détachées adéquates et du savoir-faire ». Le capitaine du *Greenpeace* rappelle qu'en cas de force majeure, la convention sur la mer territoriale de 1958 permet l'entrée dans un port et stipule que les lois interdisant ou pénalisant cette entrée sont caduques (1).

#### Vers un compromis

Toutefois, Jonathan Castle a ajouté dans son télégramme qu'il était disposé à permettre la vérification de la réalité de la panne du *Greenpeace* afin de lui faciliter l'accès à Papeete. Il s'agit là d'un premier pas de l'équipage écologiste en direction d'une solution de compromis puisque M. Gérard avait lui-même proposé à Jonathan Castle d'envoyer à bord du *Greenpeace* une équipe d'expertise chargée d'évaluer la gravité de la panne et l'urgence de la réparation, à la condition que le bateau des écologistes demeure dans les eaux internationales.

Pour sa part, le président du gouvernement de la Polynésie française, M. Gaston Flosse, a imaginé dans une note remise, lundi 14 octobre, au premier ministre, M. Laurent Fabius, que la France pourrait proposer au *Greenpeace* d'aller se faire réparer sur l'île de Hao, à 450 kilomètres au nord-ouest de Mururoa et à 900 kilomètres à l'est de Tahiti. Cette solution, outre qu'elle obligerait le haut commissaire de la République à revenir sur sa décision d'interdiction des eaux territoriales de l'ensemble de la Polynésie française, présente un autre inconvénient : depuis 1966, en effet, l'île de Hao abrite une base importante des armées françaises qui sert de dépôt arrière pour la logistique des essais nucléaires de Mururoa et de Fangataufa. On voit mal dans ces conditions les armées françaises accueillir à Hao des écologistes antimilitaristes que la marine nationale s'efforce d'écarter de Mururoa.

En revanche, une « solution de compromis » pour reprendre l'expression de M. Gérard, pourrait consister, après que l'expertise aura fourni l'occasion de mesurer la gravité de la panne et l'urgence à y apporter remède, à laisser transiter dans les eaux territoriales une embarcation venue de Papeete et transportant les matériels et les mécaniciens d'une société de dépannage vers le *Greenpeace*, qui demeurerait dans les eaux internationales à plus de douze nautiques de la côte de Tahiti. Chacun sauterait la face : expertise acceptée d'un côté et protection des eaux polynésiennes maintenue de l'autre côté.

Le résultat le plus cocasse de ce « compromis » qui est recherché à Papeete est que rien n'empêcherait le *Greenpeace*, qui a laissé sur place devant Mururoa deux voiliers contestataires, de revenir sur les lieux de son combat antimilitariste une fois la panne réparée, avec la bénédiction des autorités françaises.

JACQUES ISNARD.

(1) La France n'a pas signé la convention territoriale sur la mer de 1958. Elle reconnaît la seule Convention des Nations unies sur les droits de la mer de 1982.

## Pacotille

De notre envoyé spécial

A bord du *Greenpeace*. — Tout est dans la manière. En apportant en main propre le nouvel avis d'interdiction de toutes les eaux territoriales françaises au navire *Greenpeace* et à la flottille accompagnatrice, le commandant en second de l'avis-escorte *EV-Henry* a offert au capitaine Castle un cadeau en argent frappé aux armes du vaisseau français. Autrement dit, « non seulement vous êtes vous-mêmes persona non grata en Polynésie (et à ce propos vous nous devez toujours le prix du billet d'avion Papeete-Sydney pour votre expulsion de 1982) mais votre navire et tous ceux qui croisent dans son sillage peuvent aller jeter l'ancre ailleurs. Nous ne voulons plus les voir dans nos eaux. Ils les troublent (à) La Fontaine... ». Mais comme nous savons vivre, nous vous offrons ce présent en souvenir de notre rencontre dans les eaux internationales... ».

R. C.

## FAITS DIVERS

● **Fusillade à Marseille** : un mort, deux blessés. — Une fusillade a opposé, samedi 12 octobre, rue Thubaneau, en plein centre de Marseille, un ressortissant sénégalais, M. Mar Amoude, à un autre Africain qui a pris la fuite. M. Mar Amoude, cinquante et un ans, a été tué sur le coup tandis que deux autres personnes, un homme et une femme, des passants semble-t-il, ont été blessés par balle et admis à l'hôpital de la Concession.

● **Violent séisme au Tadjikistan**. — Un « fort séisme » s'est produit le 13 octobre à 17 heures (heure française) dans le Tadjikistan soviétique « faisant des morts et des blessés ». Il y a eu « des destructions importantes dans la ville de Katrakoum [située à une trentaine de kilomètres à l'est de Leninebad] et dans ses environs ». L'agence Tass, qui a donné ces informations, ce 14 octobre, n'a ajouté aucune autre précision. — (A.F.P.)

# Nos prix font la différence.

- PRIX RÉDUITS du kilomètre
- FORFAITS 5 jours, 15 jours, 30 jours en kilométrage illimité
- PRIX SPÉCIAUX - pour location de 3 mois et plus, - pour les sociétés et les utilisateurs importants
- CARTES "ÉLITE" ou "ABONNÉ" accordant une remise pouvant aller jusqu'à 15 %

Renseignez-vous...

A votre disposition dans les aéroports et dans 60 stations en France et à l'étranger

PARIS : 205, rue de Bercy - 75012 - (1) 346.11.50 Tél. 240026  
PARIS : 102, rue Ordener - 75018 - (1) 264.32.80 Tél. 260738  
MARSEILLE : 111/121, av. du Prado - 13008 - (91) 79.90.10 Tél. 440168  
LYON : 100, rue Pasteur - 69007 - (7) 672.63.65 Tél. 300129  
NICE : 5, rue Halsey - 06000 - (93) 67.14.30 Tél. 461714

CENTRAL RÉSERVATION (1) 346.11.50

Loué soit

**MATTEI**

LOCATION DE VÉHICULES

Le grand loueur économique  
TOURISME - UTILITAIRES

\* Sur prix journaliers - sans seulement. Les forfaits ne sont pas remboursables

## QUI a préparé ?

- la rentrée scolaire
- la rentrée universitaire

LE SDAU-FED vous le dira demain dans "Le Monde"

### DES GESTIONNAIRES POUR L'AUDIOVISUEL ? C'EST AUJOURD'HUI

ESEC

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE D'ÉTUDES CINÉMATOGRAPHIQUES

- Management des productions cinématographiques et audiovisuelles :
  - Management financier ;
  - Planification et gestion des moyens ;
  - Diffusion.
- Structures et économie du cinéma et de l'audiovisuel.
- Aspects juridiques.
- Études de cas professionnels.

Début du programme : janvier 1986 - Niveau bac + 2 - Documentation : ESEC (GS) 40, rue François-I<sup>er</sup>, 75006 Paris - Tél. : 753-04-73.



# SOCIÉTÉ

## Le prix Nobel de médecine est attribué à deux savants américains

Le prix Nobel de médecine et de physiologie (225 000 dollars) a été attribué, pour l'année 1985, à deux chercheurs américains de Dallas (Texas), Michael S. Brown et Joseph L. Goldstein, pour leurs travaux sur le contrôle du métabolisme du cholestérol.

Les travaux qu'ont poursuivis depuis dix ans à l'université de Dallas (Texas) Joseph Goldstein et Michael Brown, et leurs équipes, ont conduit à l'élucidation complète du cycle du cholestérol dans le sang, à l'identification de ses différentes formes (protéines ou lipides), à la découverte des causes d'une maladie héréditaire, l'hypercholestérolémie familiale, totalement élucidée au niveau de son mécanisme génétique et biochimique. Ils ont jeté des lumières nouvelles sur la façon dont l'organisme transporte les lipoprotéines et dont il équilibre leurs taux.

Toute la clinique des maladies cardio-vasculaires a été transformée par ces découvertes, de même que la conception d'un certain nombre de maladies héréditaires dues à une anomalie des récepteurs situés sur les membranes cellulaires et qui doivent capter les substances, vitales pour l'équilibre physiologique, qui leur sont offertes.

Il est probable que, outre les affections concernant le métabolisme du cholestérol, des maladies comme les myopathies, certaines formes de diabète résistant à l'insuline et certains troubles de la différenciation sexuelle obéissent au même schéma découvert par Goldstein et Brown en 1973 lorsqu'ils décrivaient pour la première fois le récepteur des LDL (low density lipoprotein) qui sont des éléments « transporteurs » délivrant le cholestérol aux cellules du corps, et en équilibrant la concentration.

Le schéma qu'ont décrit pour le

métabolisme du cholestérol les deux chercheurs peut être appliqué à une bonne douzaine d'autres protéines et d'hormones essentielles au fonctionnement équilibré de l'organisme. Il a donc une valeur générale qui transcende son intérêt clinique immédiat et ouvre, à ce titre, une voie nouvelle de recherches d'un intérêt considérable.

Dr. E.L.

[Le docteur Joseph L. Goldstein est né le 18 avril 1940 à Sumter (Etats-Unis). Après avoir fait ses études de médecine à l'université du Texas, il fait son internat au Massachusetts General Hospital de Boston. En 1977, il devient professeur de médecine à l'université du Texas à Dallas. Il est directeur du service de génétique métabolique et directeur des bases métaboliques des maladies héréditaires. Il a reçu le prix Heinrich-Wieland en 1974 et le prix Lounsbury en 1979.]

[Le docteur Michael S. Brown est né le 13 avril 1941. Après des études à l'université de Pennsylvanie, il est, de 1971 à 1974, professeur associé à l'université du Texas. Nommé en 1976 professeur de médecine de cette même université, il devient en 1977 professeur de génétique et directeur du centre des maladies génétiques de l'université du Texas (Dallas). Membre de nombreuses sociétés savantes, il a reçu plusieurs distinctions, dont, en 1974, le prix Heinrich-Wieland pour ses travaux sur le métabolisme des lipides.]

● Le concours de l'internat perturbé — Une panne de micro risque d'avoir de graves conséquences pour plusieurs dizaines d'étudiants en médecine qui, jeudi 10 octobre, passaient le concours de l'internat de Paris. En effet, lors de l'épreuve dite de « dossiers », le signal que donne le président du jury aux milliers de candidats répartis dans deux centres d'examen (Accueil et Le Bourget) n'a pas été entendu par tout le monde. Résultat : certains ont composé, d'autres pas. Finalement, l'épreuve a été annulée et reportée au lendemain matin. Et c'est ainsi que, vendredi dernier, les candidats ont planché quasiment sans interruption de 18 heures à 18 heures. On imagine l'état de fraîcheur de certains lors de la dernière épreuve. A la DRASS de Paris, organisatrice du concours, on se dit « désemparé » par ce qui s'est passé, mais on n'envisage pas, pour l'instant, d'annuler l'épreuve.

## LES OBSEQUES DU VICE-AMIRAL DE TOULOUSE-LAUTREC

Les obsèques du vice-amiral Guillaume de Toulouse-Lautrec, décédé le 9 octobre, ont été célébrées, mardi 15 octobre, aux Invalides.

[Né le 10 février 1902 à Paris, Guillaume de Toulouse-Lautrec a fait une longue carrière à la mer. Jeune officier, il commande en Chine une des canonnières françaises du Yang-Tse-Kiang. En 1940, le torpilleur Siroco qu'il commande lors de l'évacuation de Dunkerque est coulé par l'aviation allemande, il prend aussitôt après le commandement du Mistral. Il fait partie de 1942 à 1944 de la délégation française d'armistice de Wiesbaden, puis à la Libération, de l'état-major de l'Amiral Nord. De 1948 à 1950, il est à la tête, en Indochine, de la flottille du Mekong. Capitaine de vaisseau en 1949, il commande le croiseur-école Jeanne-d'Arc et l'école d'application des cadets de vaisseau. Après un passage dans les états-majors de l'OTAN, il est placé à la tête des forces maritimes du Pacifique de 1956 à 1958 et termine sa carrière en 1960 comme inspecteur général des réserves de l'armée de mer. Il était grand officier de la Légion d'honneur.]

**Le Monde**  
dossiers et documents  
NUMÉRO SPÉCIAL  
**L'ÉCOLE**  
DOSSIERS ET DOCUMENTS :  
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ  
OCTOBRE 1985 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10,50 F

**Décollez en anglais**  
allemand espagnol italien.  
EUROCENTRES  
13 G. PASSAGE DAUPHINE 75008 PARIS  
TELEPHONE 325.81.40

# LE CARNET DU Monde

## Décès

— M<sup>me</sup> Jean Asperia, son épouse.  
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean AUPÉRIN,  
survenu le 13 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La messe d'inhumation sera célébrée en l'église de La Mailleraie-sur-Seine (Seine-Maritime), ce mardi 15 octobre, à 15 heures.

76940 La Mailleraie-sur-Seine.

— M<sup>me</sup> Jean Baumann, M. et M<sup>me</sup> Fernand Chenot, Les docteurs Deniello et Mario Bonasson, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Baumann, Gilles et Dominique Chenot, Et ses arrière-petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Edmond BERNARD-LEVY, née Marguerite Ignace,

survenue à Paris le 14 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 octobre, à 9 heures, au cimetière du Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris.

— M<sup>me</sup> Pierre Burgelin, M. et M<sup>me</sup> Henri Burgelin, Etienne, Odile et Pierre, M. et M<sup>me</sup> Olivier Burgelin et Thomas,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Burgelin, Charles-Henri, Denis et Guillaume, M. et M<sup>me</sup> Claude Burgelin, et Arlette,  
M<sup>me</sup> René Burgelin, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Jeanne Cazamian, M<sup>me</sup> Marguerite Cazamian,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BURGELIN, professeur honoraire à la Faculté de théologie protestante de Strasbourg, docteur honoraire causa de l'université de Genève, chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Mussy-sur-Seine (Aube).

Une cérémonie religieuse aura lieu ultérieurement, à Paris.

« Ne crains point, crois seulement. » (Marc V-36).

54, boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris.

[Né à Paris en 1905, agrégé de philosophie (1929), Pierre Burgelin a enseigné dans les lycées de Thionville, Metz, Nancy et Bonaparte, avant d'être nommé à la Faculté de théologie protestante de l'université de Strasbourg. Docteur en lettres en 1956, avec une thèse sur le *Philosophe de l'existence* de Jean-Jacques Rousseau, il est, avec l'université de Genève (Autier 1948) titulaire du titre de professeur.

Il est, de 1969 à 1976, professeur d'histoire de la philosophie moderne à la Sorbonne, université Paris-1, dont il dirige l'UER de philosophie. Ses travaux ont essentiellement porté sur Rousseau, Hegel et la religion de Genève. (Commentaire du *Discours de métaphysique* de Rousseau paru dans la revue *l'Esprit* en 1962). Il a publié également dans la revue *l'Esprit* le *Revue de métaphysique* et la *Revue de théologie et de philosophie religieuse*.]

— M. et M<sup>me</sup> Gilbert Chavannes, M. Patrick Chavannes, M. Sylvie Chavannes, M<sup>me</sup> Françoise Chavannes, M. Rémi Langerin,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Fernand CHAVANNES, ingénieur civil aéronautique, commandeur de la Légion d'honneur, as de la guerre 1914-1918,

le 5 octobre 1985, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité familiale.

— Six-Fours-les-Plages (83), Tripoli (Libye).

M<sup>me</sup> Jean-Claude Duval Legros et sa fille, Sylvie,  
font part du décès de

M. Jean-Claude DUVAL LEGROS,

survenu de mort naturelle le 10 octobre 1985.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 17 octobre, à 16 heures, en l'église de Six-Fours-les-Plages.

104, chemin de Jougues, 83140 Six-Fours-les-Plages.

— On nous prie d'annoncer le décès du peintre marin

Pierre FLEURY, officier de la Légion d'honneur, 103, boulevard de la Marine, à Saint-Maur, sa paroisse.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— M<sup>me</sup> Henri Germain, son épouse,  
Et toute la famille,  
font part du décès de

M. Henri GERMAIN, inspecteur général honoraire de la Météorologie nationale, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur

de l'Ordre national méritage,

survenu le 11 octobre 1985, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 17 octobre, à 10 h 30, au temple réformé de l'Etoile, 56, avenue de la Grande-Armée, à Paris-17.

51, rue Pierre-Denis, 75017 Paris.

— M<sup>me</sup> George Guerre, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Gérard Guerre, M. et M<sup>me</sup> Alain Guerre, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Thierry Guerre et leur fils, M<sup>me</sup> Frédérique Guerre, M. Didier Guerre, ses petits-enfants et arrière-petit-enfant, Ainsi que toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Georges GUERRE,

survenu le 10 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité.

31, rue Bayen, 75017 Paris.

— On nous prie de faire part du décès de

M. Amateur GUÉGUEN, docteur d'Etat en sciences physiques,

survenu à l'âge de soixante-trois ans.

Ses obsèques sont célébrées le mardi 15 octobre 1985, à 15 heures, en l'église d'Ervy.

De la part de Sa sœur, M<sup>me</sup> Déguez, Son beau-frère, M. Meyer, Sa belle-sœur, M<sup>me</sup> Guiguen, Ses neveux et nièces, Et toute la famille.

Remerciements sincères aux personnes qui voudront bien y assister.

— M<sup>me</sup> Denise Thibault, sa fille,  
a le regret de faire part du décès de

Lucien SCHWARTZ, premier prix du Conservatoire national de musique de Paris, violoniste soliste,

survenu le 5 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

54, rue Lamarck, 75018 Paris.

**Anniversaires**

— Au-delà de sept ans de silence, nos cœurs restent reliés à

Marc AUTENZIO, qui célébrera si haut la vie.

7, rue Boissière, Villiers-sur-Loire, 41100 Vendôme.

**Communications diverses**

— La messe de rentrée universitaire de l'Institut catholique de Paris sera célébrée le mardi 15 octobre à 18 h, à l'église Saint-Joseph-des-Carmes.

Monsieur Joseph Duval, archévêque de Rouen, présidera la célébration et prononcera l'homélie. L'animation liturgique sera assurée par la faculté de droit canonique.

— Le 16 octobre 1985, à 20 h 30, à l'École de la Vierge, 47, boulevard Raspail, à Paris-6, conférence d'Armando Verdigne.

— A l'occasion du 8<sup>e</sup> anniversaire de l'Inhumation, à Notre-Dame-de-Lorette, du soldat inconnu mort pour la France en Afrique du Nord, les anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et de Maroc organiseront, le mercredi 16 octobre, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, une cérémonie au cours de laquelle l'Association des anciens combattants de l'Union française, la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, et l'Union nationale des combattants en Afrique du Nord raviveront la flamme.

— L'Alliance nationale Population et Avance organise le jeudi 17 octobre, à 17 heures, à la FNCA, 48, rue de la Boétie, salle Tardy, une rencontre-débat sur le thème : Travail et vie de famille : double journée à quel prix ? avec Françoise Euvrard économiste ; Françoise Chaudenay et Jean-François Bernardin. Annik Benachamps animera la séance. Renseignements : (1) 225-18-81.

— L'Institut français d'astrologie organise le jeudi 17 octobre, à 15 heures et 19 h 30, à l'École de la Vierge, 47, rue de la Vierge, Paris-6, une conférence-débat sur le thème : « Inconscience ? Fatalité ? Les accidents mortels de la circulation » avec Michel Louis, psychologue analyste.

— Jeudi 17 octobre, 20 h 15, Centre Rashi, 30 boulevard de Port-Royal, « Joli Askenazi » : Maimonide, grammairien et logicien.

— Université Paris-VII, tour 25, rue de la Chapelle, lundi 28 octobre, à 14 heures, M. Jean de Miribel : « L'administration provinciale et les fonctionnaires civils au temps de Ming (1368-1644). Etude de la province du Shanxi et de la préfecture de Xi'an ».

village cher à son cœur, suivie de l'inhumation dans le cimetière local.

De la part de André Mercier-Dammann, son épouse, François et Jeanne Mercier, Vincent et Odile Mercier, Claire Mercier, Catherine Noël-Mercier, Jean-Pierre Ség, René Pommerehne, Gino et Nicole Allegro, Benoit Mercier, ses enfants et beaux-enfants, Yann, Julie, Adrien, Hélène, Sylvain, Elodie, Maudie, Marie, Elise, ses petits-enfants, Yvonne La Broste, sa belle-sœur, Elisabeth Derory, sa filleule, Des familles Bracoff, Colenson, Mercier, Lemoine, Cousin, Quenelle, Tourrette, Pommerehne, Rizzoli, Feuille, Reims, ses tante et cousins, Ainsi que de ses nombreux amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, avenue de Bonouill, 94210 La Varenne-Saint-Hilaire, 23, rue des Vervains, 77340 Fontaine-Combalet.

— M<sup>me</sup> Henri Rouanet, M. et M<sup>me</sup> Michel Rouanet, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Rouanet, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Alain Rouanet et leurs enfants, Et toute sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri ROUANET, chef de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918,

survenu le 12 octobre 1985 en son domicile, 12, avenue Belinot, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Ses obsèques religieuses ont eu lieu à Saint-Cloud, en l'église Notre-Dame-des-Airs, dans la plus stricte intimité familiale.

— M<sup>me</sup> Denise Thibault, sa fille,  
a le regret de faire part du décès de

Lucien SCHWARTZ, premier prix du Conservatoire national de musique de Paris, violoniste soliste,

survenu le 5 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

54, rue Lamarck, 75018 Paris.

**Anniversaires**

— Au-delà de sept ans de silence, nos cœurs restent reliés à

Marc AUTENZIO, qui célébrera si haut la vie.

7, rue Boissière, Villiers-sur-Loire, 41100 Vendôme.

**Communications diverses**

— La messe de rentrée universitaire de l'Institut catholique de Paris sera célébrée le mardi 15 octobre à 18 h, à l'église Saint-Joseph-des-Carmes.

Monsieur Joseph Duval, archévêque de Rouen, présidera la célébration et prononcera l'homélie. L'animation liturgique sera assurée par la faculté de droit canonique.

— Le 16 octobre 1985, à 20 h 30, à l'École de la Vierge, 47, boulevard Raspail, à Paris-6, conférence d'Armando Verdigne.

— A l'occasion du 8<sup>e</sup> anniversaire de l'Inhumation, à Notre-Dame-de-Lorette, du soldat inconnu mort pour la France en Afrique du Nord, les anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et de Maroc organiseront, le mercredi 16 octobre, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, une cérémonie au cours de laquelle l'Association des anciens combattants de l'Union française, la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, et l'Union nationale des combattants en Afrique du Nord raviveront la flamme.

— L'Alliance nationale Population et Avance organise le jeudi 17 octobre, à 17 heures, à la FNCA, 48, rue de la Boétie, salle Tardy, une rencontre-débat sur le thème : Travail et vie de famille : double journée à quel prix ? avec Françoise Euvrard économiste ; Françoise Chaudenay et Jean-François Bernardin. Annik Benachamps animera la séance. Renseignements : (1) 225-18-81.

— L'Institut français d'astrologie organise le jeudi 17 octobre, à 15 heures et 19 h 30, à l'École de la Vierge, 47, rue de la Vierge, Paris-6, une conférence-débat sur le thème : « Inconscience ? Fatalité ? Les accidents mortels de la circulation » avec Michel Louis, psychologue analyste.

— Jeudi 17 octobre, 20 h 15, Centre Rashi, 30 boulevard de Port-Royal, « Joli Askenazi » : Maimonide, grammairien et logicien.

— Université Paris-VII, tour 25, rue de la Chapelle, lundi 28 octobre, à 14 heures, M. Jean de Miribel : « L'administration provinciale et les fonctionnaires civils au temps de Ming (1368-1644). Etude de la province du Shanxi et de la préfecture de Xi'an ».

Fouille

Le

P

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le



## Le Monde SCIENCES

# Fouilles à l'électricité

**EDF offre sa contribution à l'archéologie.  
L'épave du « Patriote »  
- naufragé en 1798 - sera soumise  
à un traitement par l'électrolyse.**

L'ÉLECTROLYSE mène à tout, mais à condition d'en sortir. Et ce n'est certainement pas la direction des études et recherches d'Électricité de France, embarquée par un étonnant concours de circonstances dans des affaires d'archéologie, qui le démentira. En effet, EDF, en liaison avec le groupe de recherche en archéologie navale et l'organisation des antiquités égyptiennes, poursuit actuellement son concours au sauvetage des objets et instruments scientifiques perdus en 1798 lors du naufrage du *Patriote*. En particulier, en renflouant le matériel des aérostiers de la République. Une campagne de repérage de l'épave pourrait être engagée dès le printemps prochain. Elle devrait être suivie de deux campagnes de fouilles. Coût de l'opération : 1 million de francs, dont 60 % pourraient être pris en charge par EDF.

Lors de la campagne d'Égypte, Bonaparte, souhaitant que cette opération ne serve pas seulement sa gloire militaire, mais lui donne aussi une image d'homme de progrès, avait décidé d'emmener avec lui une « armée de savants ». Le « général en chef de l'armée d'Orient » se met alors en rapport avec le mathématicien Gaspard Monge, créateur de la géométrie descriptive et l'un des fondateurs de l'école polytechnique, afin de charger de réunir une commission de savants et d'artistes - plus de cent cinquante - pour l'accompa-

gner. Tous les grands établissements de l'État furent mis à contribution : Polytechnique, Centrale, les Mines, Normale, les Ponts et chaussées, le Conservatoire des arts et métiers, l'Observatoire et le Muséum d'histoire naturelle (1).

C'est ainsi que, tout naturellement, le mécanicien Jacques Nicolas Conté, le père des célèbres crayons, est appelé en tant qu'artiste-inventeur mais aussi en tant que directeur du camp d'aérostiers de Chalais-Mendon. Le 9 mai 1798, la première compagnie d'aérostiers embarquée à Toulon avec son matériel : générateurs d'hydrogène par voie sèche ; tonneaux de vitriol (acide sulfurique) nécessaires au générateur par voie humide, etc. Sans compter l'ensemble du matériel scientifique nécessaire au reste de l'« armée de savants ». Hélas ! presque tout cela sera perdu à l'aube du 2 juillet 1798, bien avant la défaite de la flotte française devant Aboukir, lors du naufrage peu glorieux du *Patriote*.

Alors que Bonaparte fait donner l'ordre à l'armée d'Orient de débarquer à Alexandrie, le *Patriote* s'échoue par petite brise sur la bordure est de la passe du Marabout, en dépit des avertissements répétés de son capitaine, conscient du fait que son bâtiment est trop gros pour franchir cette passe pleine d'écueils. Mais les ordres sont les ordres, et le commandant en second tente l'aventure, avec la suite que l'on

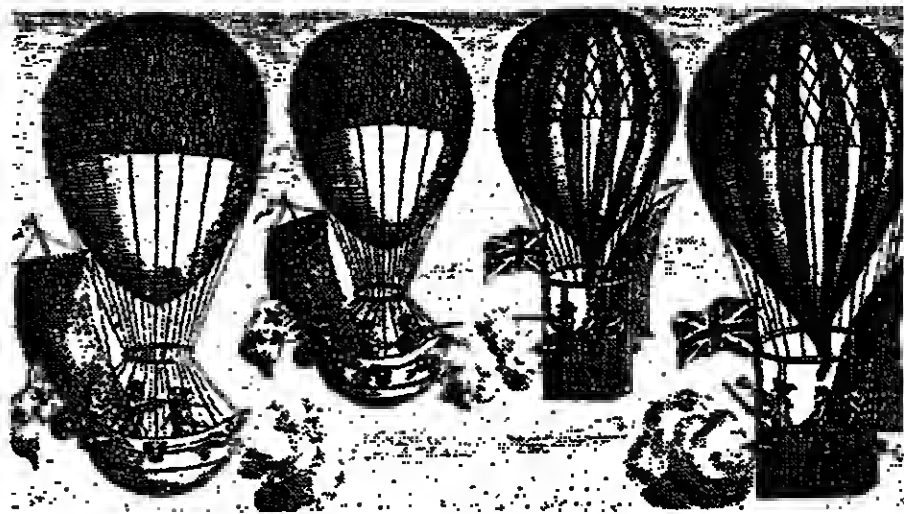
sait. L'arrière se brise, le bateau se couche et, malgré un déchargement partiel de la cargaison du navire, le *Patriote* sombre avec l'essentiel du matériel et des instruments scientifiques de l'expédition. C'est cela que Français et Égyptiens veulent récupérer, après avoir repéré la position de l'épave, dont une carte anglaise donnerait, pense-t-on, l'emplacement avec une relative précision.

A priori, on voit mal ce que la direction des études et recherches d'EDF vient faire dans une telle opération. Elle ne sait pas renflouer les épaves, encore moins les repérer. Quant à l'archéologie, ce n'est pas vraiment son domaine. A ceci près, toutefois, que ses laboratoires de recherche ont des moyens et un savoir-faire technologique que peu d'équipes d'archéologues possèdent. Un exemple : au sein de cette vaste direction a été développé, sous la responsabilité de Noël Lacoudre, d'EDF, et de Claude Volfovsky, de l'université de Paris-I, une méthode originale de traitement des vestiges archéologiques marins par électrolyse.

### Le boulet du « Slava-Rossii »

D'ordinaire, ces pièces sont emprisonnées dans une gangue dure comme du béton que l'on casse par des moyens manuels ou mécaniques. Désormais, avec le traitement électrolytique mis au point par les deux chercheurs, il suffit de plonger le bloc de gangue dans une cuve à électrolyse remplie de potasse caustique et d'attendre le temps nécessaire. Au bout de quelques centaines d'heures, cette masse prend une constitution pâteuse et permet ainsi d'extraire, comme d'un moule, les boulets, canons ou sculptures que l'on recherchait.

« The battle of the balloons », combat entre aérostiers anglais et français imaginé par un anonyme anglais de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (Cabinet des estampes de la BN).



C'est ainsi que de telles expériences ont permis de dégager un canon appartenant à un navire russe du dix-huitième siècle, le *Slava-Rossii*, échoué au large de l'île du Levant. La pièce est superbe, et pratiquement aucune précaution supplémentaire n'a été nécessaire pour assurer sa conservation.

En effet, contrairement à ce qui se passe souvent - comme, par exemple, avec ces boulets de canon que l'on arrache sans soin à leur gangue et qui, une fois exposés à l'atmosphère, se mettent à chauffer sous l'action de réactions chimiques internes et éclatent en morceaux - les pièces métalliques traitées par Noël Lacoudre restent stables. Cela tient à ce que la technique qu'il a contribué à mettre au point permet d'extraire tous les éléments formés par l'action de l'eau salée et présents au cœur du métal. Or ce sont eux qui sont responsables de la dégradation des objets issus des fouilles sous-marines dès qu'ils se trouvent au contact de l'air.

Fort des succès obtenus avec le canon du *Slava-Rossii*, les chercheurs d'EDF ne se sont pas arrêtés là et ont offert leur savoir-faire à nombre d'équipes pour que soient menées à bien de multiples opérations. C'est le cas du « renflouage » de lingots de plomb retrouvés, en Bretagne, au large de Ploumanac'h, dans une épave datée d'une période comprise entre le premier et le quatrième siècle. De même ont été dégagés de grandes pièces d'artillerie d'un navire du seizième siècle repéré en baie de Villefranche. Enfin, on a pu passer en vrac des morceaux de gangue qu'en temps ordinaire on délaisse faute de temps, au risque de passer à côté d'un bel objet, comme ce flacon en porcelaine qu'EDF a récupéré dans un magma de terre alors que rien ne pouvait laisser supposer sa présence.

Là, l'électrolyse peut être d'un grand secours pour découvrir de petites pièces dans la mesure où elle ne coûte que peu de chose en moyens techniques et humains. Il suffit de plonger les produits à traiter dans les bacs et de jeter un coup d'œil de temps en temps. Mais ce n'est pas tout. Soucieuse d'offrir sa technique à d'autres branches de l'archéologie, la petite équipe d'EDF a traité avec succès des pièces d'argent et de monnaie ordinaires d'Afrique du Nord, mais surtout a permis la restauration de porcelaines à motifs bleus retrouvées lors des fouilles du Grand Louvre, qui étaient « piquées » par des taches métalliques présentes sous le glaçage.

D'autres opérations sont prévues, ayant trait notamment au « nettoyage » des épaves d'avions de la première et de la deuxième guerre mondiale présentes dans les étangs de Biscarosse. La tâche n'est guère aisée, car il ne s'agit plus cette fois de travailler sur des allages de fer, ou des monnaies d'argent, mais sur des alliages légers. Peut-être des bains d'ammoniaque permettraient-ils d'y parvenir ?

A quand des traitements pour la conservation des bois ? L'électrochimie n'a sans doute pas dit son dernier mot sur ce point. Quoi qu'il en soit, le laboratoire d'EDF, affirme M. Jacques Monluçon, chef de cabinet à la direction des

études et recherches, « est submergé par la demande ». Or sa vocation n'est pas vraiment d'ordre archéologique. Que faire dans ces conditions ?

Créer une filiale ? Cela paraît absurde. « On voit mal, dit-il, comment on pourrait faire de la valorisation de notre recherche dans un milieu, l'archéologie, qui n'est pas soumis aux lois normales de l'économie ». C'est la raison pour laquelle M. Monluçon milite plutôt en faveur d'une espèce de mécénat technologique où EDF n'avance guère d'argent, mais fait bénéficier les autres de son savoir-faire, met à leur dispo-

sition des équipements et assure aux archéologues une certaine initiation à l'électrolyse. C'est un peu le cas de l'opération « aérostiers de la République », qui devrait servir d'expérience phare pour ce procédé électrolytique de dégagement des objets métalliques, qui n'est certainement pas la panacée mais un moyen technique de plus dans l'arsenal de ceux qui s'adonnent aux fouilles.

J.-F. AUGEREAU.

(1) D'après une synthèse réalisée par M. Christian Bailleux, du département systèmes énergétiques, division conversion électrochimique, d'EDF.

## Ramsès II rhumatisant

MALADE par la faute des hommes, la momie de Ramsès II est arrivée au Musée de l'Homme à Paris le 26 septembre 1976. Après un bref séjour à Saclay, elle est revenue au Caire le 10 mai 1977. Pendant les sept mois et demi de son séjour en France, elle a été « soignée » et étudiée par cent cinquante spécialistes de laboratoires publics ou privés, relevant de disciplines nombreuses et variées et placés sous la direction du doyen Lionel Balfour, du docteur S. Nakhla et de Mme C. Roubet.

L'opération Ramsès II à Paris a ainsi été l'occasion d'une étude pluridisciplinaire unique dans l'histoire des momies royales. Mais il faut insister sur le fait que toutes ces recherches ont été faites sans jamais porter atteinte à l'intégrité physique du feu pharaon. Cependant, les techniques modernes utilisées ont permis de comprendre de quels maux souffrait la momie et d'y porter remède. Et elles ont aussi permis d'apprendre diverses choses sur la vie et la personne d'un des plus illustres rois de l'Égypte ancienne.

Le livre *La Momie de Ramsès II*, à la fois superbe et très technique, qui vient d'être publié par les éditions Recherche sur les civilisations (ministère des relations extérieures) avec l'aide de l'Organisation des antiquités égyptiennes, du ministère français de la culture, du Centre national de la recherche

scientifique et de plusieurs sociétés mécènes, présente toutes les études qui ont été faites en expliquant le principe des méthodes employées. Le plus étonnant est sans nul doute le texte de conclusion où Mme Christiane Desroches-Noblecourt, inspecteur général honoraire des musées de France, résume ce que l'on sait maintenant sur Ramsès II. Ce grand pharaon, qui a régné probablement de 1280 à 1224 avant Jésus-Christ et qui apparaît toujours jeune et triomphant dans ses statues, a fini ses jours comme un vieillard courbé par les déformations dues à des rhumatismes chroniques ; en plus, il a sûrement souffert d'épouvantables maux de dents et d'athérosclérose.

Pourtant, la momie du pharaon, mort aux environs de ses quatre-vingts ans, a encore grande allure. Le nez bourbonien est fin, les doigts longs et effilés. Et surtout, la tête, dont le haut est déformé par une vaste calvitie, porte encore une couronne de cheveux souples et ondules teints, probablement au henné, mais vraisemblablement roux à l'origine.

Y.R.

\* Editions Recherche sur les civilisations : Association pour la diffusion de la pensée française, 9, rue Anatole-de-la-Forge, 75017 Paris. Un volume grand format, 562 pages ; textes en français, anglais et arabe ; très nombreuses illustrations en noir et en couleurs ; 379 F.

### BIBLIOGRAPHIE

« L'HOMME DE PAROLES », DE CLAUDE HAGEGE

## Le siège de Babel

POURQUOI la linguistique ? Telle paraît être la question essentielle, et l'indication, à laquelle le livre de Claude Hagege *L'homme de paroles* entend apporter des réponses argumentées. Il y a dix ans encore, pareille question aurait surpris, de même que le sous-titre : *Contribution linguistique aux sciences humaines*. Les temps heureux - vous en souvenez-il ? - où la linguistique, proclamée science-pilote, exerçait « une sorte de fascination sur les autres sciences humaines » sont bien révolus.

Naguère suffisante, la magie des formules définitives et des formalismes éphémères ne suffit plus. Il faut répondre ; et se justifier, thèses, hypothèses, faits et arguments à l'appui. Claude Hagege veut convaincre, et d'abord convaincre la public cultivée, que les développements tumultueux de la linguistique contemporaine ont fini par désorienter : à promesses imprudentes, questions imprudentes. Pour un peu, il s'agirait ici comme ailleurs de « reconquérir l'opinion », de redorer le blason. Sans donner la pillule. L'ouvrage de Claude Hagege est aussi une contribution à la critique de la linguistique contemporaine.

Aux excès des uns (les linguistiques structurales) et aux ambitions des autres (la grammaire générative de Noam Chomsky), Claude Hagege oppose la rigueur des plus grands : Saussure, Meillet, Benveniste, chez qui « le recours à des dichotomies savantes, la reconstruction comparative ou l'échafaudage d'un système de l'énonciation trouvent leur expression dans une ligne de prose aussi délicate que rigoureuse, aussi lisible que féconde ». Et, en bon dialecticien, Claude Hagege commence par circonscrire une manière de paradigme. Bien qu'elle relève « les spécialistes du langage dans une sorte de besogneuse errance », notre fin de siècle est vrai-

ment « le temps du langage, tout aussi bien que celui des découvertes sur le cosmos, les robots, l'atome ou la génétique ». Convenons donc que la linguistique, science du langage, de la langue et des langues, mérite une place.

Convenons aussi que Claude Hagege ne ménage pas sa peine. L'amour des langues l'a conduit sur le terrain, où se perçoit le bruissement des langues, où la parole des hommes s'entend, son et ses indissolublement liés : de l'Afrique à l'Océanie, de l'Europe au monde arabe et de la Chine aux réserves indiennes d'Amérique. Les voyages forment le linguiste, le préservant des conclusions hâtives tirées de sa seule langue maternelle. Dans sa quête le nombre des langues parlées dans le monde se situe entre quatre mille cinq cents et six mille, sans compter les belles inconnues, le linguiste, « épris d'abstrait », apprend que « la variation est inhérente au langage ».

### « L'homme diagonal »

Dans des pages toniques, où le fait linguistique soutient la raison, sont reprises une à une les difficiles questions qui agitent la science linguistique depuis ses débuts : problème de l'origine des langues ; débat de l'inné et de l'acquis ; rôle des facteurs sociaux ; question des « universaux de langue » ; possibilité de la traduction ; relations entre écriture et oralité ; réfutation, grâce à une étude argumentée de l'ordre sujet-verbe-objet, de la formule de Rivarol : « Ce qui n'est pas clair n'est pas français ».

On a compris que Claude Hagege voit grand, large, et lointain : si elles n'entraînent pas à tout coup l'adhésion, ses analyses, toujours, provoquant la réflexion.

D'autant plus que les derniers chapitres n'acquiescent pas les nécessités de la théorisation.

L'homme loquax, c'est là l'homme de paroles - ou encore, en d'autres termes, « l'homme dialogal » (dialogue étant à prendre au sens large d'interlocution). D'où cette interrogation qui domine la dernière partie : « Comment conceptualiser cet homme dialogal d'une manière qui permette à la linguistique d'apporter une contribution réelle aux sciences humaines ? » Il faut bien reprendre la question du sujet parlant, qu'on propose de « conceptualiser comme énonciateur psychosocial ». Dans cette perspective, la parole, pratique sociale, importe autant que la langue, système signifiant. Et un nouveau paradoxe surgit : le libéré de l'énonciateur se définit des contraintes que lui impose la langue, surtout la grammaire. L'objectif étant donc de faire jouer « la dialectique de contraintes et de liberté qui relie la langue à l'énonciateur », la théorie avancée articule trois points de vue. Malgré des remarques un peu incidentes sur le texte et le discours, la phrase reste l'unité linguistique de base.

Ainsi, le premier point de vue, morphosyntaxique, envisage la phrase comme forme dans ses relations avec le système. Le second point de vue, sémantico-référentiel, s'attache au sens et à la référence que transmet la phrase. Enfin, le point de vue énonciatif-hidrachique considère la phrase « dans ses rapports avec celui qui la profère, relié lui-même à un énonciateur ».

A ce stade, il convient d'inciter le lecteur, linguiste ou non, à poursuivre l'aventure : le livre de Claude Hagege est rude parfois, subtil souvent. Alors, que vive le linguistique !

DENIS SLAKTA.

\* *L'homme de paroles - Contribution linguistique aux sciences humaines*, de Claude Hagege. Fayard, collection « Le temps des sciences », 314 p., 95 F.

gauthier villars

**Bernard d'ESPAGNAT**  
**UNE INCERTAINE REALITE**

**Bernard d'Espagnat**  
**Une incertaine réalité**

Le monde quantique, la connaissance et la durée.

Une analyse des trois grands concepts fondamentaux pour l'homme, de réel, de cause et de temps.

98 F.

Le monde quantique, la connaissance



# La nausée de l'astronaute

**Vaincre le mal de l'espace pour que les vols de longue durée deviennent des vols de routine.**

**V**IVRE près de huit mois dans l'espace ; ce record, battu il y a tout juste un an par les Soviétiques et qui constitue aujourd'hui un exploit, fera sans doute sourire dans quel-

au point des équipements sûrs. Mais les techniciens auront beau faire : les missions habitées de longue durée et le travail dans les ateliers spatiaux où pourront devenir routiniers que si l'homme

et des nausées. Des phénomènes analogues pourraient se produire dans l'espace. La situation conflictuelle naîtrait, ici, du fait que les capteurs neurosensoriels ne sont pas tous pareillement affectés par l'absence quasi totale de gravité : la vision fonctionne normalement, cependant que l'activité des capteurs vestibulaires - notamment les otolithes, qui forment une véritable « centrale inertielle » du corps humain - est perturbée.

bre et vertige », les chercheurs ne sont pas partis les mains vides. Ils ont bénéficié des résultats d'études réalisées grâce à la présence du Français Jean-Loup Chrétien à bord de la station spatiale soviétique (programme « Posture »), en juin-juillet 1982, et celles menées à bord du laboratoire européen Spacelab en novembre 1983.

Ces expériences passées semblent prouver qu'au début des missions spatiales, lorsque l'homme n'est pas encore accoutumé à l'apesanteur, la vision se substitue aux capteurs vestibulaires et joue un rôle prépondérant dans le contrôle de la posture. Une nouvelle preuve en a été apportée par Patrick Baudry, qui, lui aussi, a perdu le sens de la verticale. Lorsqu'il avait les pieds attachés au plancher de la navette et la vision occultée par un visière, l'astronaute s'inclinait vers l'avant de dix à quinze degrés, alors qu'il croyait se tenir droit.

## La mémoire des muscles

Les scientifiques ont, d'autre part, observé une inversion du tonus musculaire des muscles extenseurs au profit des muscles fléchisseurs de la cheville. L'effet était coulé et il a pu être confirmé. Mais les chercheurs ont, en outre, constaté que, peu après son retour sur Terre, Patrick Baudry manifestait une hyperactivité de ses muscles extenseurs. Comme si ces muscles, lorsqu'ils retrouvent au sol leur tonus normal, n'oublieraient pas pour autant le surplus d'activité qu'ils avaient acquis dans l'espace, lors du processus d'adaptation à l'apesanteur. Cela fait dire à M. Berthoz que « le système nerveux est très conservateur ».

Une autre série d'expériences visait à mieux apprécier le rôle des otolithes dans le mécanisme réflexe qui permet à l'œil de suivre une scène en mouvement et de revenir ensuite rapidement à sa position initiale. Sur Terre, on suit plus aisément un objet bougeant de bas en haut. Les mesures réalisées à bord de Discovery ont révélé qu'en apesanteur cette asymétrie est inversée : l'astronaute français, lorsqu'il était équipé d'une visière dans laquelle défilait un damier, suivait plus facilement du regard la scène allant de haut en bas. Voilà qui apporte un nouvel argument à ceux qui soutiennent que la gravité joue un rôle fondamental dans la manière dont l'œil suit un spectacle en mouvement.

Autre constatation intéressante : cette inversion de l'asymétrie du réflexe visuel cesse au bout de deux ou trois jours, juste au moment - sans doute d'est-ce pas un hasard - où les astronautes malades de l'espace cessent de l'être.

Il ne s'agit là que de « résultats préliminaires », obtenus à l'issue d'un petit nombre d'expériences. Les tests ont, par ailleurs, été réalisés à l'aide de pilotes parfaitement entraînés et qui, de ce fait, n'ont sans doute pas les mêmes réactions que « Monsieur Tout-le-monde ». Une preuve en est que Patrick Baudry n'a ressenti aucun malaise au cours de sa mission spatiale. Il faut donc considérer les données récemment acquises avec une certaine prudence.

D'autant que les chercheurs devraient avoir, dans les années à venir, bien d'autres occasions de poursuivre leur étude. La première leur sera offerte par le prochain vol de la navette Challenger, qui devrait décoller le 30 octobre avec à son bord le

laboratoire Spacelab. Lors de cette mission dite « D1 », placée sous la responsabilité des scientifiques ouest-allemands, sera inauguré le « train spatial » (*le sled*), conçu par l'Agence spatiale européenne. Ce dernier est, selon M. Berthoz, un « stimulateur otolithique » dans la mesure où il créera, en apesanteur, des accélérations linéaires et stimulera spécifiquement les capteurs otolithiques des astronautes qui y prendront place.

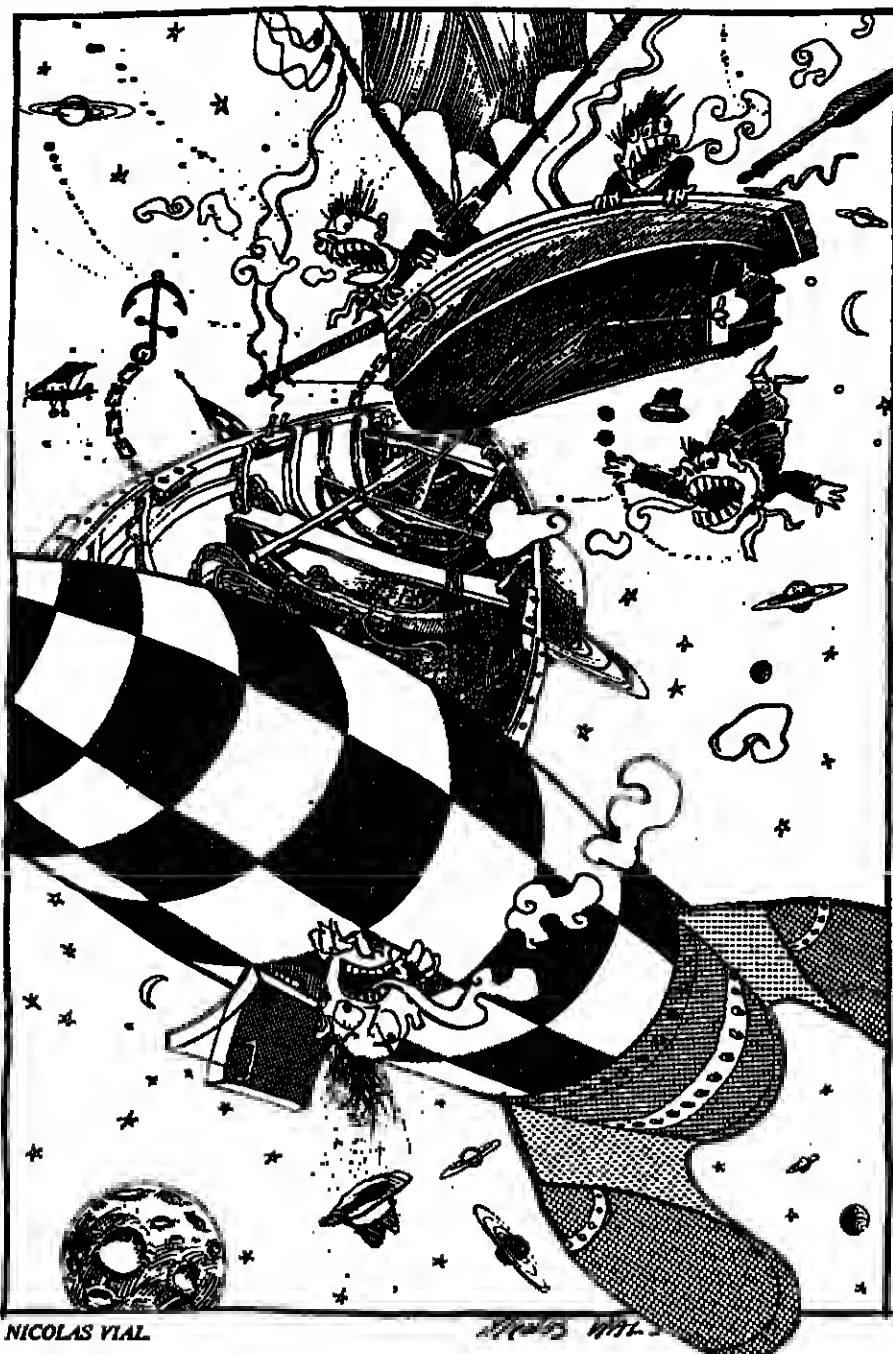
## Test pour une caméra

La mission D1 sera également l'occasion de tester une caméra originale de conception française (2), Emirat, qui mesurera en temps réel les mouvements oculaires des astronautes et enverra immédiatement les résultats aux scientifiques qui suivront, au sol, le déroulement du vol.

Sans doute les chercheurs européens, et notamment français, pourront-ils faire voler leurs équipements de mesure à bord de la navette américaine lors de futures missions, et - pourquoi pas ? - lors de vols programmés en 1987. Il leur reste également l'espoir d'embarquer leurs expériences à bord de la station spatiale soviétique si, comme l'a annoncé M. Gorbatchev lors de sa visite à Paris, un astronaute français devait participer à un vol franco-soviétique de plusieurs semaines.

ELISABETH GORDON.

(1) Ce programme d'expériences a été élaboré avec le soutien du Centre national d'études spatiales (CNES).  
(2) La caméra Emirat a été réalisée par le laboratoire d'électronique et de technologie de l'informatique (LETT) du Commissariat à l'énergie atomique, en collaboration avec le CNES et le laboratoire de physiologie neurosensorielle du CNRS.



NICOLAS VIAL

ques années. Alors seront certainement installés en orbite des usines et des laboratoires spatiaux, et des voyages seront organisés vers de lointaines planètes - vers Mars peut-être ? Les principales puissances spatiales préparent activement cette nouvelle ère. Les Soviétiques se sont déjà engagés dans cette voie avec les missions de longue durée à bord de Saliout. Les Américains ont décidé de mettre en service, en 1993, une station orbitale habitée en permanence par des astronautes. Quant aux Européens, ils envisagent la construction de l'aviation spatiale Hermes.

Cette présence de l'homme dans l'espace exige - et exigera de plus en plus - que soient mis

parvient à s'habituer aux conditions de vie que lui impose l'apesanteur et à vaincre notamment ce fameux « mal de l'espace » dont souffrent nombre d'astronautes et de cosmonautes.

Ces troubles, pense-t-on, s'apparentent au mal des transports, comparables à ceux qu'on éprouve quand on est enfermé dans la cabine d'un navire. La vision transmet alors les images d'un environnement immobile par rapport au regard, alors que les capteurs vestibulaires, qui sont au centre de l'équilibre de l'organisme, indiquent au sujet qu'il bouge. C'est ce conflit entre les différentes informations sensorielles qui provoque des malaises

Etudier ces perturbations, mieux comprendre les interactions entre la vision et le système vestibulaire a été l'objet des expériences du programme « équilibre et vertige » (1) auxquelles se sont livrés les astronautes français et saoudiens Patrick Baudry et Sultan El Saoud, lors de leur vol à bord de la navette américaine Discovery en juin dernier (*le Monde* du 20 juin). Les premiers résultats de ces tests, conçus sous la responsabilité de MM. Alain Berthoz et Francis Letienne, du laboratoire de physiologie neurosensorielle du CNRS à Paris, viennent d'être rendus publics.

Lorsqu'ils ont mis au point le protocole expérimental d'équi-

## Les granges d'Eurêka

**Des plantes naissent en laboratoire à partir de semences artificielles. Le développement de cette technique intéresse les chercheurs européens.**

**L**A fabrication de semences artificielles pourrait être un des projets retenus pour le programme technologique européen Eurêka. Des travaux récents ont ouvert une voie prometteuse. Les graines artificielles présenteraient des avantages sur les graines naturelles tels qu'ils pourraient compenser un coût élevé.

Pour diverses plantes cultivées, à commencer par le maïs, les bonnes variétés sont des hybrides stériles. Des établissements spécialisés maintiennent des lignées pures des deux parents et obtiennent par croisement les graines hybrides que planteront les agriculteurs. Les techniques de semences artificielles permettraient de régénérer les hybrides, évitant ainsi la culture et le croisement des lignées parentes.

Cette « vigueur hybride » bien connue du maïs est d'ailleurs un phénomène très général, vérifié sur bien d'autres plantes pour lesquelles elle n'est pas exploitée, car la fabrication des hybrides y est difficile. C'est le cas de la laitue, du pois, du soja, de l'orge, du riz, espèces à la fois mâles et femelles où l'autofécondation est la règle. D'autres espèces ne font simplement pas de graines (igname, bananier). Dans tous ces cas, les techniques de production de semences artificielles ouvrent la voie à d'énormes accroissements de production.

Comment obtenir ces semences. Au laboratoire d'amélioration des plantes de l'université de Paris-Sud, une quarantaine de chercheurs et techniciens travaillent sur la culture *in vitro* et la production de graines artificielles. La théorie est simple : il suffit de prélever sur une plante de petits

fragments et de les cultiver dans un milieu soigneusement choisi pour obtenir des embryons analogues à ceux qu'on trouve dans les graines.

La graine est un embryon, inclus dans un albumen nourricier et enfermé dans une enveloppe. Le tout est déshydraté et se conserve pendant plusieurs mois avant que la germination ne soit déclenchée par diverses causes parmi lesquelles une entrée d'eau. Prélever l'embryon cultivé *in vitro*, le dessécher et l'enfermer dans un milieu propre à assurer sa croissance future, enfermer le tout dans une enveloppe artificielle, sont des opérations aisément concevables, que les chercheurs ont appris à réaliser pour des plantes aussi variées que le blé, le riz, la luzerne, la vigne, le concombre, la carotte, le géranium, le camélia.

## La sélection bouleversée

Ces embryons artificiels sont actuellement hors de prix. Mais dans la mesure où ils reproduisent exactement la plante de départ, sans modification du potentiel génétique, dans celle aussi où une plante peut donner par ce moyen plus de cent mille descendants, leur emploi peut considérablement raccourcir le lent processus de sélection des variétés, qui demande en général plus de dix ans de travail. La méthodologie de la sélection en serait bouleversée.

Mais l'hypothèse d'une reproduction à l'identique n'est pas rigoureusement exacte, et, pour le directeur du laboratoire, M. Demarly, c'est un des principaux obstacles qui restent à sur-

monter. Suivant l'endroit de la plante où l'on prélève les cellules, suivant la composition du milieu de culture, l'homogénéité génétique des embryons artificiels est plus ou moins grande. Les chercheurs établissent des cartes des « bonnes » zones et tentent d'élucider les causes de la variabilité. Mais beaucoup reste à faire.

L'hétérogénéité n'est pas que génétique. Dans une même culture, on trouve des embryons plus ou moins avancés dans leur développement. La régularisation de ce développement ne paraît cependant pas très difficile à obtenir. C'est affaire de techniques de contrôle, de filtrations...

Génant aussi est le fait qu'on ne sait pas stabiliser ces semences artificielles. Il faut les utiliser dans les huit jours de leur fabrication. L'inconvénient n'est pas rédhibitoire pour des travaux de recherche ou même pour de petites productions très contrôlées. Il le serait en grande culture.

A côté de ces difficultés, les promesses sont nombreuses. Dans le milieu artificiel qui constitue la semence, on peut faire entrer des enzymes et des hormones qui activent le mécanisme de la germination ; on peut y fixer des bactéries qui se développeront en symbiose avec la plante ; on des pesticides qui la protégeront. Il est même envisageable d'opérer une sorte de vaccination pour éviter des attaques virales ultérieures.

Reste le problème du prix. Si l'on n'a tenu compte, certaines semences artificielles pourraient sans doute trouver des utilisations dans deux ans. Mais il faudra bien plus longtemps pour mettre au point les techniques qui permettront leur production dans des conditions économiques acceptables. Pour des plantes chères, comme le camélia, on peut envisager des utilisations dans les cinq à dix ans à venir. Pour les autres, il faudra attendre l'an 2000. L'an 2000, justement un des objectifs d'Eurêka.

MAURICE ARVONNY.

SEMINAIRE  
LES 12-13-14 NOVEMBRE 1985  
A MARSEILLE POUR LES

## INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT DE PROJETS SCIENTIFIQUES

### LES SYSTEMES DE CALCUL FORMEL

Ces outils de calcul symbolique mathématique sont maintenant disponibles sur tous les types de calculateurs, y compris les micro-ordinateurs.

Venez découvrir et manipuler les systèmes les plus utilisés dans le monde : REDUCE, MACSYMA, MUATH.

Anthony HEARN, fondateur du domaine et concepteur du système REDUCE, actuellement directeur scientifique à la RAND CORPORATION, animera le séminaire et vous fera partager son expérience.

Jacques CALMET, pionnier du Calcul Formel en France, et Marc BERGMAN vous présenteront le panorama des systèmes et des applications.

Un poste de travail pour deux participants. (VAX, machine USP, micros). Renseignements et inscriptions. Catherine Guyomard IRIAM (Institut International de Robotique et d'Intelligence Artificielle de Marseille). Domaine de l'army, case 920, 13288 Marseille Cedex 9, Tél. 91.26.92.70.



### PENSÉE SCIENTIFIQUE ET VIE QUOTIDIENNE

VIII<sup>e</sup> Journées internationales sur l'éducation scientifique 3-4-5 février 1986 Centre Jean-François, Chamonix. André GORDON, Jean-Louis MARTINAND Comité d'organisation UER didactiques, tour 45-46, 1<sup>er</sup> étage 2, place Jussieu, 75005 Paris Tél. 336-25-25, poste 5633

De l'hôpital au cabinet médical

**tonus**

c'est le compagnon de route du médecin

TONUS : deux fois par semaine - 45 000 exemplaires 29, rue du Roy-Poissonnière 75 009 Paris - Tél : 42-47-13, 17

CONNAISSANCE

LA MER



# culture

## DIGRESSIONS, par Bernard Frank

### 1 UN INCIDENT TECHNIQUE

VENDREDI dernier, j'avais bien mis la sonnerie de mon réveil à 5 heures du matin, mais le mécanisme n'a pas fonctionné, la pile devait être usée. Je n'ai donc eu que le temps d'un breakfast « continental » pour écrire sur Welles, et déjà le coursier du Monde était là. Le temps de vous confier dans un demi-sommeil qu'adolescent, Welles avait été ma seule jalousie. Comme nous ne nous connaissons que depuis peu - la littérature n'est plus ce qu'elle était, on plutôt, elle est toujours ce qu'elle a été, c'est-à-dire peu de chose par rapport aux grands événements, - la prétention de cet aveu vous a peut-être choqué, mais après tout, si Shakespeare était mort dans les années 50, Orson Welles, interrogé au sujet du lit, aurait pu dire quelque chose d'encore plus énorme.

A mon exception près, la presse a réagi avec promptitude et n'a pas écrit trop de bêtises. Samedi, par exemple, *Libération* a sorti un dossier qui ne manquait pas d'intérêt. Serge July, qui n'a pas, semble-t-il, d'atomes particulièrement crochus avec la littérature, s'est dérangé en personne pour le présenter, qualifiant Orson Welles d'« immense ». Qui sait, Serge July enfant s'est peut-être vu en « Citizen Kane » ? « Kanaillon ! », aurait chuchoté Mauriac en pouffant.

Dans sa précipitation, le même journal a emmêlé quelque peu les bobines, et la fameuse anecdote du scorpion et de la grenouille qui se trouve dans la *Dame de Shanghai* est racontée par M. Arkadin.

Dans les articles que j'ai lus, personne ne s'est posé la question du silence relatif de Welles. Somme toute, pendant quarante-cinq ans, il a surtout traîné une silhouette de plus en plus imposante dans les palaces du monde entier. Il a joué avec beaucoup d'efficacité son talent plus qu'il n'a relancé les dés. Tout ce qu'il a fait après *Citizen Kane* était certes intéressant, et c'est vrai qu'on pouvait reconnaître son style au bout de quelques images, même si l'on n'était pas un spécialiste, mais enfin si Welles n'avait filmé que la *Sol du mal*, sur lequel se penchent à juste titre les professionnels, aurions-nous songé à lui comme un modèle ?

*Ohello, Macbeth, Falstaff*, c'est bien, c'est superbe, mais pourquoi voulez-vous que Welles ne s'en tienne pas avec Shakespeare ? C'est de l'explication de texte, de l'exégèse comme elle devrait toujours être. Un peu comme Heidegger l'a pratiquée par exemple avec Kant dans son *Kant et le problème de la métaphysique* (Gallimard). D'avoir porté à l'écran *Le Procès* de Kafka ne m'avait pas semblé une idée très heureuse : à mettre dans le même panier que l'adaptation théâtrale d'un roman de Dostoevski par Camus. Et si beau que sera son *Don Quichotte*. Ce qu'il égalera pourtant jamais celui de Cervantes. Ce que nous aimerions en lui, c'est qu'Orson Welles l'ait traité de pays en pays comme une vieille couverture.

Entre écrivains « normaux », nous sommes un peu plus rudes. Dans son bref essai sur Baudelaire, Sartre n'hésite pas, dès les premières lignes, à se demander si finalement le poète n'avait pas eu la vie qu'il méritait. Au fond, constate Sartre sans grand ménagement, si Baudelaire était mort à vingt-trois ans au lieu de quarante-six, nous aurions eu tout de même l'essentiel de son œuvre. Avec quelque'un qui est passé par Hollywood, la presse est forcément plus respectueuse ! Nous ne lisons jamais qu'après *Citizen Kane* (auquel on peut ajouter pour l'aire bonne mesure la *Grandeur des Amberson* et la *Dame de Shanghai*, qui précise certains aspects du mythe) Welles n'a plus fait grand-chose. Nous préférons parler de malédiction, de dictature des studios, du poids de l'argent.

Nous ne posons jamais la vraie question : au fait, après *Citizen Kane*, Welles n'avait-il pas tout dit ? Ça n'a pourtant rien d'étonnant qu'il y ait quelques garçons qui, entre seize ans et vingt-cinq ans, savent exprimer avec maîtrise leur vision du monde dans une œuvre d'art. Après, si l'on ne meurt pas, il y a un problème d'intendance : il faut occuper d'une façon ou d'une autre les années qui vous restent à vivre.

Ce qu'il y avait d'admirable dans *Citizen Kane* et qui n'existe que dans quelques œuvres, c'est que Welles fondait sa comédie tout en la détruisant. Vous pouvez voir cela ailleurs. Par

exemple dans *Le Rouge et le Noir*. Peut-être à la fin de sa vie, Welles avait-il de nouveau quelque chose à dire. Les piles s'étaient rechargées en sens inverse comme un sablier. Mais avait-il les moyens de son expérience ? Je ne parle pas seulement d'argent, qui compte bien sûr. Je parle du physique. Cet immense corps gorgé d'alcool et de nourriture pouvait-il encore servir ? Entre éblouir des actrices, des présidents, des écrivains, des voisins de table par sa conversation et faire un chef-d'œuvre, qui est le métier de la bête, il y a une marge.

### 2 L'INVENTEUR

Je crois qu'il nous aime beaucoup. Tous. Et sincèrement. Bien sûr, il a ses préférences. Ce n'est pas exactement un « groupie ». Pas assez excité pour cela. Tout en nous accompagnant dans le moindre de nos déplacements, je ne dirais pas de lui que c'est un « compagnon de route ». Il prend trop de notes. C'est qu'il n'avait pas grand-chose à faire, alors, comme la littérature passait, enfin ce qu'il en restait, il l'a suivie. Il ne la quitte plus.

Je ne pourrais pas vous dire exactement depuis combien de temps il est avec nous : Depuis qu'il a passé son baccalauréat ? Depuis 1980 ? Pour se donner une contenance, il écrit aussi. Et puis *Madame Figaro*, qui est une mère poule pour lui, l'a engagé. Chez *Madame*, il fait office de jeune fille de la maison. Sylvie Genevoix avec son tempérament vicieux lui fait raconter, une fois par semaine, ses « battements de cœur ».

On pense en tirer un film : tout un bal de collégiennes, Deanna Durbin, Danielle Darrieux, avant son mariage avec Decoin (Henri, pas Didier).

Premiers rendez-vous, premiers baisers, premières confidences. Il vient de publier chez Orban son carnet de débutante sous le titre *Nos amies les lettres*. Du lundi au dimanche, tous ses jours remplis. Il ne manque pas un nom. Il nous a vraiment regardé, jour après jour. On sent qu'il accompagne de la voix et du

regard nos coups. C'est un commentateur intrépide des parties terminées. Il dit ce qu'il aurait fait à notre place. Il est même devenu critique à notre égard : « Peut-on jouer aussi mal un coup aussi facile ? Mieux ! » Je me demande comment nous avons pu vivre sans lui.

Dans notre groupe, il a choisi deux parrains : Jean D'Ormesson et moi. Pour la carrière, les vêtements, les voitures, l'argent, les voyages, l'apparence physique, c'est Jean D'Ormesson. Mais pour les articles, c'est moi ! Il les connaît par cœur. Je parle en connaissance de cause. Croyez-moi, un auteur se souvient de ce qu'il a écrit : il est même bien le seul.

Avec Eric Neuhoff, puisque c'est de lui qu'il s'agit, nous sommes deux. Je retrouve mes gravates, mes boutons de manchette d'articles dans tout ce qu'il écrit. Quand je me mets à table pour vous, il m'arrive de ne plus savoir où j'ai fourré mes phrases, mes idées. Je deviens comme feu Jean Constantin quand il chantait : *Où sont passées mes pantoufles ?* Je jogue une crise de rage épouvantable : « Eric, mes phrases, mes idées, tout de suite ! » Je le tancerai quand je le vois arriver avec son air échaloupé, sa nonchalance, sa façon de dire qu'il n'y a pas de quoi faire une maladie. Dieu merci pour lui, il est costaud.

Soyons justes, dans *Nos amies les lettres*, il y a un passage joliment pickwickien sur Pudelowski. Le style de Pudelowski, les goûts de Pudelowski, les amours de Pudelowski. C'est irrésistible. Vous rirez bien. Vous ne connaissez pas Pudelowski ? Ce vieux Pudel ? A l'évidence, c'est ennuyeux. C'est pourtant la critique littéraire de *Match*. Et dès qu'une porte s'ouvre, il entre. N'empêche, pour parler comme Pudel, c'est peut-être le bêt qui blesse le livre. Neuhoff nous a tellement entendu nous vanter, dire que nous étions les meilleurs pointeurs ou tireurs du monde qu'il s'est imaginé que la pétanque était universelle.

Dans cinquante ans, devant la persistance de Neuhoff sur le terrain, un jeune écrivain s'écriera peut-être à la cantonnade : « Mais cet Eric Neuhoff dont on parle tant, qu'a-t-il écrit, quel est le titre de son premier roman ? » Silence. Puis quelqu'un : « N'est-ce pas lui l'auteur de *Rats* ou de *Solde* ou de quelque chose comme ça ? » Silence. Puis quelqu'un d'encore plus fûté : « Eric Neuhoff ? C'est le plus grand. C'est lui qui a inventé la charrue avant les bœufs ! »

## DANSE

### AU FESTIVAL INTERNATIONAL DE MONTRÉAL

## La nouvelle danse, qu'est-ce que c'est ?

Des festivals de danse, il en existe bon nombre, mais celui de Montréal, dont c'était la première édition, fin septembre, ne rassemble pas aux côtés européens.

A l'origine du projet, quelques femmes décidées - dans la tradition du « refus global » des années 50 : Chantal Ponthier, directrice de la revue d'art *Parachute* ; Diane Boncher, animatrice du musée des Beaux-Arts ; Dena David, responsable de l'Espace danse tangente ; Michèle Fournier, professeur d'Unité variée de Québec ; Anne Valois, administratrice à Art Service (Paris) et Dance Ummella (Londres). Pendant trois ans, elles ont

grappillé ça et là des subventions qui, avec l'aide de sponsors et la vente des billets, leur permettent tout juste de couvrir les frais d'une opération estimée à 750 000 dollars.

Le choix du thème : la nouvelle danse, a intrigué, agacé même : « Figurez-vous que la danse moderne est dépassée, peut-on lire dans *Québec Rock*. Pour être dans le vent aujourd'hui, il faut encourager la « nouvelle » danse. D'accord, mais qu'est-ce que c'est ? »

Chantal Ponthier définit comme un mouvement général qui amène les chorégraphes à s'interroger sur des notions comme la virtuosité, les codes de la danse, ses rapports avec la musique et le théâtre.

C'est aussi une manière de l'intégrer à la culture vivante, de traiter un problème essentiel : le désir de communiquer, d'être aimé.

Konrad Hoff, de Pina Bausch, a été reçu à Montréal avec une franche bonne humeur qui a quelque peu dédramatisé l'appréhension du spectacle. On a vu également le groupe Second Stride, qui s'inspire de Hitchcock pour un *Notorious* hypersophisticated à l'humour noir très britannique, et Teresa de Keersmaeker (Belgique) qui, avec l'obstination des adolescents, détourne les gestes répétitifs du style américain vers un rituel de la banalité.

La France, pourtant très engagée dans le mouvement, était absente, la compagnie François Verret s'étant désistée. Absents aussi les jeunes Américains, mais Cunningham était là, qui n'était pas venu à Montréal depuis vingt ans. Sally Banes, critique new-yorkaise, affirmait au cours d'un forum que, là-bas, la nouvelle vague est axée sur l'expression directe, sur des thèmes autobiographiques, et qu'elle utilise largement la musique populaire, le rock surtout. Leonetta Bentivoglio, animatrice du Festival de Ravenna, explique l'absence italienne par la tradition lyrique d'un pays où la danse est tout juste un divertissement pour ballesomanes. Mais, paraît-il, des frémissements annonciateurs sont perçus à Rome et à Turin.

À Québec, la danse a longtemps été condamnée par l'Eglise catholique. Il a fallu attendre 1950 pour que soit créé une troupe classique, puis dix ans après, le Ballet contemporain de la place Royale - aujourd'hui installé à Ottawa - puis la Nouvelle Aire, et en 1981, l'Anglais.

Parmi les Canadiens présents, on a remarqué Edouard Lock, cascadeur en état d'urgence. La vitalité froide de Julie West. Le théâtre psychédélique de Robert Desrozières, Ginette Laurin survoltée... Michel Moutonaro, Américain vivant à Montréal, maître par excellence la musique, les lumières, la vidéo. Jean-Pierre Perrault a composé pour le festival une œuvre de dimension internationale, *Stella*, à qui certains ont trouvé des relents machistes, voire fascistes. En fait, sur l'espace très cinématographique modulé par des plans isolés, vingt danseuses se comportent et bécotent gris composent une foule angoissante mais du piétinement rythmé le spectacle...

D'où qu'ils viennent, quelles que soient leurs tendances, les chorégraphes canadiens manifestent une étonnante bruta, qui semble ignorer l'art de la métaphore, les jeux de l'ambiguïté, et qui les démarque des Européens.

MARCELLE MICHEL

## THÉÂTRE

### « L'INDIEN SOUS BABYLONE » de Jean-Claude Grumbert

#### La commande

Le ministre de la culture, ou le directeur des théâtres - mais précisément qu'il ne s'agit ni de Jack Lang ni de Robert Abirached, - mécontent de ne pas trouver de bonnes pièces de théâtre modernes, vivantes, pas idiotes et émouvantes, envoient deux gorilles musclés s'emparer *manu militari*, à l'aube, d'un « auteur » : ils l'amenent en pyjama dans une cave du ministère, rue de Valenciennes, ou de son annexe, rue Saint-Dominique.

Là, à coups de pieds aux fesses et de poings dans la figure, l'éminent fonctionnaire est sur le point de convaincre l'auteur d'accepter une commande, c'est-à-dire de bien vouloir écrire pour la Comédie-Française quelque chose de moins vaseux que *Félicité*, de Jean Audouren, quand débarque dans la cave, gesticulant, tonitruant, un « metteur en scène », qui vient chercher sa subvention.

Ca se terminerait dans le sang si la femme de ménage du ministère, une Antillaise très douce, qui raconte très bien les légendes caribéennes, ne prenait l'auteur sur ses genoux, ne calmait tous ces grands malades.

Jean-Claude Grumbert, auteur déjà de pièces excellentes et accessibles au grand nombre, comme *Dreyfus*, *En venant d'Expo*, *L'Atelier*, a écrit là une bonne petite farce, un peu longue vers la fin. Dans le rôle du metteur en scène, Jean-Pierre Bisson est magnifique, bachique, jupitérien, il est un acteur dans la lignée des Frédérick Lemaître, des Pierre Brasseur, Philippe Laudenbach (le grand comique de l'Etat), Jean-Paul Ruffillon (l'auteur aux abois), Jean Lescot et Patrick Bonnel (les deux appariteurs-bourreaux), sont très bien aussi.

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre La Bruyère, 21 h.

## CINÉMA

### « PORC ROYAL », de Malcolm Mowbray

#### L'Angleterre à genoux

*Porc Royal*, traduction pesante de l'anglais *A Private Function*, a autant irrité les uns qu'il a séduit les autres. Irritation, parce que Malcolm Mowbray et son scénariste Alan Bennett démolissent l'invulnérable « comédie anglaise » de l'après-guerre, cet humour de bonne compagnie qui critique en rasant. Les deux auteurs n'y vont pas de main morte, et font du traditionnel cochon d'autre-Manche le symbole de toutes les peccés « sepioleries », et d'abord le marché

noir, qui prospère au lendemain de 1945 dans la vertueuse Albion. Les Anglais n'étaient pas plus héroïques ni plus purs que leurs chers voisins français, spécifiquement dénoncés par les paroliers du film. *Porc Royal* retourne complaisamment les valeurs typiquement britanniques : nous proposons une charge que ne renierait pas le Coluche des bons jours. A voir, si vous ne redoutez pas trop l'odeur... du cochon.

L. M.

\* Voir les exclusivités.

### « THE SHOP AROUND THE CORNER », d'Ernst Lubitsch

#### Carrefour des vanités

Début avril 1947, quelques jours après avoir reçu un oscar spécial pour l'ensemble de son œuvre, Ernst Lubitsch s'apprêtait à déclarer à propos de *The Shop Around the Corner* : « C'est le meilleur film que j'aie jamais tourné ». Et le 10 juillet de la même année, quatre mois avant sa mort, dans une lettre-bilan sur sa carrière adressée à son ami Herman G. Weinberg, il ajoutait : « Je n'ai jamais réalisé de film à l'atmosphère et aux personnages plus authentiques. » Fait en vingt-huit jours, pour 500 000 dollars, fin 1940, *The Shop Around the Corner* connaît un modeste succès sur les écrans américains. Il arriva très brièvement en France après la guerre, sous le titre *Rendez-vous*. Il nous revient enfin, après une trop longue absence, « quintessenciel Lubitsch », quinquiescence de Lubitsch, comme on dit en Amérique. C'est un chef-d'œuvre.

Drôles de cœurs

« Le magasin au coin de la rue » du titre original - une parfumerie dans la pitte hongroise de Nikolaus Laszlo, qui a servi de point de départ, une maroquinerie dans l'adaptation de Samson Raphaelson, un des plus fidèles collaborateurs de Lubitsch (*Trouble in Paradise*, *Le ciel peut attendre*) - devient, l'espace d'un film, le carrefour de toutes les vanités, de toutes les ambitions. Un amour retors entre deux employés, Kralki (James Stewart) et Klara (Margaret Sullivan), y tisse ses malices sur toile de fond de chômage généralisé et de bonheur éphémère dans le Budapest de la fin des années 30. *The Shop Around the Corner* nous touche aujourd'hui à la fibre la plus sensible, et les passions n'y sont aussi

impétueuses, l'égoïsme si farouche, que parce que les temps sont si durs.

Face à ces amoureux qui se sont connus par correspondance, qui voient le temps d'un film leurs dans sans cesse contrariés, se joue une petite comédie humaine, inextricablement cocasse et cruelle. Avec le metron d'abord, M. Matusek (admirable, unique Frank Morgan), qui ne connaît que son négoce, aime l'argent par-dessus tout, mais aussi la bonne vieille morale bourgeoise, et souffre la mort que se femme le trompe. Puis avec le larbin par excellence, le Jésuite achevé, Vadas, autre employé (sublime Joseph Schildkraut) ; Papi, le garçon de courses, qui voit tout, sait tout, et sera primum lui-même employé (William Tracy) ; et avec le brave, le discret Pirotchik (Felix Bressart).

Décor principal, le magasin, accessoirement la rue juste à côté, un café pour le rendez-vous, une courtoisie à une chambre d'hôtel. Pas de musique, pratiquement, le générique achevé. On sourit ou permanence, on rit franchement, quelques fois. On s'arrête au bord des larmes, la gorge nouée. Pourquoi ? Parce qu'Ernst Lubitsch, sans jamais moraliser, sans vendre quelques bons sentiments ou quelque méchanceté gratuite, va droit au cœur de notre condition de pantins, perpétuellement ballottés par leurs émotions, leurs caprices.

Erich von Stroheim et Orson Welles considéraient Ernst Lubitsch, berlinois de naissance, comme un des trois ou quatre grands cinéastes américains. *The Shop Around the Corner* permettrait à ceux qui en doutaient encore de vérifier l'exactitude de ce jugement.

LOUIS MARCOTTE.

\* Mac-Mahon, Action-Christine (vo).

## A VOIR

### « CINÉMA-CINÉMAS », de Michel Boujut

#### Le jeune Marlon Brando

La qualité de l'émission de Michel Boujut repose sur quelques temps forts glissés dans le tourbillon de l'actualité. L'actualité, cette fois, elle consiste à rendre hommage à Orson Welles, revu lors de sa réception au Fouquet's, par la critique française en 1982, à Anthony Deion qui fait ses débuts en Italie derrière les caméras avec Alberto Sordi. Le premier temps fort nous veut de redécouvrir Louise Brooks, la Loulou de Pabst, à travers un voyage dans l'espace et le temps sur le lieu de tournage d'un film antérieur, *Les Mandarins* de la vie, de Wilhelm Wellman (1928).

Mais l'événement de ce nouveau « Cinéma-cinéma », réside dans l'élaboration d'un authentique document d'époque, une conférence de presse de Marlon

Brando en 1985 à New-York, à l'occasion de la sortie de *Moriturus*, que distribue la Fox. Michel Boujut a gardé quatorze des vingt-six minutes de l'original, assez pour nous permettre de découvrir un Brando encore jeune, provoquant, proche de son personnage de cinéma, qui s'arrête à faire du charme aux dames journalistes venues l'interviewer. Il n'occupé la plus belle scène, où une jeune marmite noire, hôte per Brando au milieu de la rue, vient lui parler. Les frères Mayoles ont réalisé ce merveilleux document. Ils étaient à Paris l'autre jour, sous la porte Neuf, pour filmer leur ami Christo et nous permettre à nouveau, vingt ans plus tard, de découvrir un autre moment du snobisme médiatique.

L. M.

\* Antenne 2, mardi 15 octobre.

## CONNAISSANCE DU MONDE

SALLES PLEYEL : lundi 21 octobre 1985 (18 h 30), mardi 22 (18 h 30 et 21 h), mercredi 23 (15 h), jeudi 24 (20 h 30), vendredi 25 (15 h, 18 h 30 et 21 h), dimanche 27 (14 h 30).

LA CROISIÈRE BLEUE

LES JOYAUX DE

LA MER DE CORAIL

Révisé et filmé de Cyril et Lionel ISY-SCHWARTZ

Sur les traces du Capitaine Cook. Film de corail de Nouvelle-Calédonie. Séquences planées, poissons et coquillages tropicaux. L'incompréhensible capture des serpents de mer.

## REOUVERTURE DU THÉÂTRE

TRISTAN BERNARD - A partir du

15 octobre Dominique Nohain présente

un nouveau spectacle de Gérard

Girardou et Jean-Luc Guillemin,

« ELISE, ISSERTEAUX PUY-DE-

DOMÈNE ». Location : 822-08-40.



CALENDRIER  
DES ADMINISTRATEURS  
DE CONCERTS

<b>INSTITUT MEYLANDER</b> 121, rue de Lille Jusq. 17 octobre à 20 h 30 (p.a. Valenciennes) Mél. 706-85-85	<b>HUGO WOLF</b> RUUD VAN DER MEER baryton CHRISTA PFELER mezzo RUDOLF JENSEN piano Spanisches Liedertuch Maria
<b>CENTRE CULTUREL PORTUGAIS</b> 51, av. Jean Jusq. 17 octobre à 20 h 45 (p.a. Valenciennes)	<b>FERREIRA</b> chant RUI VIEIRA DE ALMEIDA piano LIZET, BRAHMS RACHMANINOFF FRANCIS DE LACROIX THÈMES ET VARIATIONS RÉCITAL MOZART Jean-Philippe AUDOL, violon Catherine CORLIOT, piano François BORDENAVE, alto Philippe LENOIR, violoncelle
<b>TH. DELA SERRANVILLE</b> Vend. 18 oct. à 18 h 30 Lun. 20 oct. à 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	<b>ORCHESTRE DE PARIS BEETHOVEN MISSA SOLEMNIS</b> Direction Daniel Barenboim Soprano Margot Price David Rendall Mél. SALMINEN CHIEF ORCHESTRE DE PARIS Chef: Arthur OLDHAM
<b>SCÈNE DES BALLETTES</b> Dimanche 20 octobre à 17 heures (p.a. Valenciennes)	<b>FESTIVAL I.S. BACH</b> 4 <sup>e</sup> concert Intégrale des sonates et parties pour violon (première partie) REGIS PASQUER violin
<b>CAVEAU Dimanche 20 octobre à 17 h 30 (p.a. Valenciennes)</b>	<b>J.-S. BACH</b> Concertos 1 à 4 pour Laut et Madeline WRIGHT Laurance de CARBONNEL ORCHESTRE DE CHAMBRÉ DE VERSAILLES Direction Bernard WAHL
<b>SALLE PLEYEL</b> Dimanche 20 octobre à 17 h 45 (p.a. Valenciennes)	<b>CONCERTS LAMOUREUX Festival WAGNER</b> Dir.: ERI KLAS
<b>THEATRE MUSICAL DE PARIS CHATELET</b> Lun. 21 oct. à 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	<b>MESPLÉ</b> soprano Eric LE SAGE piano GOUNOD-CHOPIN-LISTZ ORCHESTRE COLONNE Philippe ENTREMONT Joue et dirige BRAHMS, BEETHOVEN TCHAIKOVSKI
<b>Théâtre de L'ATHÉNÉE</b> Lun. 21 oct. à 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	<b>MIRA ZAKAI</b> contralto Mikael Eliason piano BRAHMS, PURCELL WEBER, BERG, FALLA Au profit de l'Institut des Droits de l'Homme
<b>Tous les mardis d'OCTOBRE</b> à 20 h 30 Egise St-Etienne Lun. 3 <sup>e</sup> FNAC Tél. 01-47-66-15-20 (p.a. Valenciennes)	<b>Le 15 : J.-S. BACH</b> Huguette DREYFUS Jean MOULIERE Jeu 22 : Quatuor VIA NOVA NAYON, MENDELSSOHN BACH, BEETHOVEN CONCERTS PASDELOUP BEETHOVEN Léonore : Ouverture IX <sup>e</sup> SYMPHONIE Dir. GÉRARD DEVOS Orchestre Philharmonique Londres et Beethoven-Club Ludwigshafen Dir. WERNER KLOOR
<b>SALLE PLEYEL</b> Vendredi 25 octobre à 20 h 30 (p.a. Valenciennes) Salle Pleyel de 11 h à 18 h	<b>AUX DEUX ANES</b> DEMAIN PREMIÈRE Pierre-Jean VAILLARD Maurice HORGUES et les chansonniers dans la nouvelle revue LA FRANCE AU CLAIR DE L'URNE Location ouverte 606-10-26 et agences

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES  
NOUVEAUX

**LE TAMBOURIN DE SOIE** : Ecole de cirque (266-63-17), 21 h 30.  
**JE SOUSIGNÉ CARDIAQUE** : Châtel (727-81-10), 20 h 30.  
**FURBES** : Vélizy, Romains-Ballade (726-15-40), 20 h 30.  
**TOUSSAINT LOUVERGNE** : Théâtre de la Vierge (346-91-93), 20 h 30.  
**DU SANG SUR LE COU DU CHIAT** : Edem (356-64-37), 21 h.  
**LYSTRATA** : Théâtre de la Vierge (356-64-37), 21 h.  
**LE PAVILLON DES ENFANTS FOUS** : Cité internationale, Basse-Neuve (589-38-49), 20 h 30.  
**ON NE SAIT COMMENT** : Molière, petite salle (265-90-00), 20 h 30.  
**LE GRAND MEAL** : Palais des Glaces (607-49-93), 20 h 30.  
**L'ÉCOLE NOUVEAU** : Poche (548-92-97), 21 h.  
**MORTE SAISON** : Théâtre d'Or (542-71-16), 20 h 30.

Les spectacles sélectionnés par le club de « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

**OPÉRA** (742-57-30), 19 h 30 : La Vierge Marie.  
**COMÉDIE FRANÇAISE** (296-10-20), 20 h 30 : Le Médecin malgré lui.  
**CHATELAIN** (727-81-10), Théâtre de la Vierge : 20 h 30 : Je soussigné cardiaque.  
**ODÉON** (325-70-32), Théâtre de la Vierge : 20 h 30 : L'Écluse de la Vierge.  
**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (261-19-83), 20 h 30 : Gaspard et Colombine.  
**CARRÉ SILVIA MONFORT** (531-25-34), 20 h 30 : Bajazet.  
**Les autres salles**  
**AMANDIERS DE PARIS** (366-42-17), 20 h 45 : Kismet.  
**ANTOINETTE-SIMONE HERRIAU** (208-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.  
**ARTS HERBERTOT** (387-23-23), 21 h : Le Sexe faible.  
**BASTILLE** (357-42-14), 19 h 30 : Automne.  
**BOULEVARD-PARISIENS** (296-60-24), 21 h : Tête de femme.  
**BOURVILL** (373-47-44), 20 h : Droit d'apostrophe : 21 h : Pas deux comme elle : 22 h 30 : Y'en a mar... et vous ?  
**CARTOUCHE** : Agnès (374-99-61), 20 h 45 : Les Heures blanches.  
**CENTRE CULTUREL SUISSE** (271-44-00), 20 h 30 : Hommage au Théâtre.  
**CITÉ INTERNATIONALE** (389-38-49), Basse-Neuve, 20 h 30 : Le Papillon des enfants fous.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (742-43-41), 21 h : Revenez dormir à l'Élysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

(720-08-24), 21 h : L'Age de monsieur est avancé.  
**COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22), 20 h 30 : Les Intrigues d'Arléquin et Colombine.  
**COMÉDIE DE PARIS** (281-00-11), 20 h 30 : Balade de loi.  
**DAUNOU** (261-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.  
**DÉCHARGEURS** (236-00-02), 21 h : Les Fils du soleil.  
**DIX HEURES** (606-07-48), 20 h 30 : Femmes.  
**EDEN THÉÂTRE** (356-64-37), 21 h : Du sang sur le cou du chât.  
**EDOUARD VII** (742-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.  
**ESSAÏON** (278-46-42), 19 h : Une saison au Caïrol : 21 h : Journal de Katherine Mansfield.  
**FONTAINE** (874-74-40), 21 h : Rifi-fou dans les labours.  
**GATTE-MONTFARNASSE** (322-22-41), 20 h 30 : Balade au square.  
**LA BRUYÈRE** (874-76-99), 21 h : L'Indien sous le feu.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34), 19 h 30 : Simon Weil 1909-1943 : 20 h 30 : Organisme adulte échappé du zoo : 21 h 45 : La Poudre d'intelligence : 22 h 15 : Dodo-JL.  
**LYS-MONTFARNASSE** (327-88-61), 19 h 30 : Désir d'ère : 21 h : La Désirée.  
**MADELINE** (265-07-09), 21 h : Comme de mal entendu.  
**MARSAIS** (278-03-53), 20 h 30 : L'Éclaircie.  
**MARIE STUART** (508-17-80), 19 h 30 : Savage Love.  
**MARIGNY** (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.  
**MAISON DES CULTURES DU MONDE** (544-41-42), 20 h 30 : Halla.  
**MATHURINS** (265-90-00), Grande Salle, 20 h 45 : Le Balser de la vierge : Petite Salle, 20 h 30 : On ne sait comment.  
**MICHEL** (265-55-02), 21 h 15 : On dînait au lit.  
**MICHOUDIERE** (742-95-22), 20 h 30 : La Bouffonnerie.  
**MOGADOR** (285-45-30), 20 h 30 : La Femme du boulangier.  
**MONTFARNASSE** (320-89-90), Grande Salle, 20 h 45 : Les Gens d'un face : Petite Salle, 21 h : Paso Doble.  
**NOUVEAUTES** (770-52-76), 20 h 30 : Cig.  
**OUVRE** (744-42-52), 21 h : L'Éclaircie.  
**PALAIS DES GLACES** (607-49-93), 20 h 30 : Le Grand Meauland.  
**PALAIS-ROYAL** (297-59-81), 20 h 45 : Le Dindon.  
**PALAIS DES SPORTS** (828-40-90), 20 h 30 : Jules César.  
**PLAISANCE** (320-00-06), 20 h 30 : Liberté.  
**POCHE** (548-92-97), 21 h : L'Éclaircie.  
**PORT DE GENTILLY** (580-20-20), 20 h 30 : La Fête de la Vierge.  
**PORT SAINT-MARTIN** (607-37-53), 20 h 30 : D'ère, Shakespeare et moi.

Le Monde Informations Spectacles  
281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
Ile 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés  
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 15 octobre

**POTINIERE** (261-44-16), 21 h : Double Foyer.  
**QUAI DE LA GARE** (585-88-88), 19 h : Élophore.  
**RENAISSANCE** (208-18-50), 21 h : Les Voisins de dessus.  
**SAINT-GEORGES** (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Émilie.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (208-21-93), 21 h : Nuit d'été.  
**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-35-10), 21 h : La Bataille de Waterloo.  
**TAI THÉÂTRE** (278-10-79), 19 h 30 : L'Écluse de la Vierge : 20 h 30 : L'Écluse de la Vierge : 21 h 30 : L'Écluse de la Vierge.  
**TEMPLIERS** (877-04-64), 20 h 30 : La Vierge Marie.  
**THÉÂTRE DE L'ÉPIQUE** (272-22-41), 20 h 30 : Balade au square.  
**THÉÂTRE D'ÉDGAR** (322-11-02), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là : 20 h 15 : Les Babes-cahors : 22 h : Nous on fait ça on nous dit de faire.  
**THÉÂTRE GRÉVIN** (266-54-47), 20 h 45 : Sainte-Écroue ?  
**THÉÂTRE DU LYS** (327-88-61), 19 h 30 : Désir d'ère.  
**TH. DE PARIS** (280-09-30), Petite Salle, 21 h : Un couple dans le jardin.  
**TINTAMARRE** (887-33-42), 20 h 15 : Le Baron rouge : 21 h 30 : C'est encore loin la nuit : 22 h 30 : L'Inde caribéenne.  
**TH. 13** (588-16-30), 21 h : Morlaix.  
**TH. 14-15-16** (539-88-11), 20 h 45 : Je vous dirai d'un pays lointain.  
**TH. DU ROND-POINT** (256-70-80), Grande Salle, 20 h 30 : Les Oiseaux.  
**TH. DU TEMPS** (355-10-88), 20 h 30 : Lysistrata.  
**TOURTOUR** (887-82-48), 18 h 30 : Madame de Sévigné : 20 h 30 : Fragments : 22 h 30 : Clémentine.  
**VARIÉTÉS** (237-09-92), 20 h 45 : N'oubliez pas mesdames.

Les concerts

**Salle Pleyel**, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. : L. F. Foster (Bach, Beethoven, Ravel...)  
**Bras de Fer** (Fr.) : Gammont-Hallès, 1<sup>er</sup> (257-49-70) ; Berlioz, 2 (742-60-33) ; Chopin, 3 (354-07-76) ; Collette, 4 (359-29-46) ; Hertz, 5 (562-20-40) ; UGC Collette, 6 (326-33-44) ; Montparnasse, 7 (327-53-37) ; Gammont-Hallès, 8 (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 9 (522-46-01).  
**BEAUBOURG** (278-35-57) : Récital.

Les exclusivités

**ALAMO RAY** (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 1<sup>er</sup> (233-42-26) ; Hâteville, 2 (633-79-38) ; Monte-Carlo, 3 (225-09-83) ; Paris, 4 (320-30-19) ; V.F. : France, 5 (770-33-88) ; Montparnasse, 6 (320-12-06) ; UGC Collette, 7 (320-12-06) ; UGC Collette, 8 (320-12-06) ; UGC Collette, 9 (320-12-06) ; UGC Collette, 10 (320-12-06) ; UGC Collette, 11 (320-12-06) ; UGC Collette, 12 (320-12-06) ; UGC Collette, 13 (320-12-06) ; UGC Collette, 14 (320-12-06) ; UGC Collette, 15 (320-12-06) ; UGC Collette, 16 (320-12-06) ; UGC Collette, 17 (320-12-06) ; UGC Collette, 18 (320-12-06) ; UGC Collette, 19 (320-12-06) ; UGC Collette, 20 (320-12-06) ; UGC Collette, 21 (320-12-06) ; UGC Collette, 22 (320-12-06) ; UGC Collette, 23 (320-12-06) ; UGC Collette, 24 (320-12-06) ; UGC Collette, 25 (320-12-06) ; UGC Collette, 26 (320-12-06) ; UGC Collette, 27 (320-12-06) ; UGC Collette, 28 (320-12-06) ; UGC Collette, 29 (320-12-06) ; UGC Collette, 30 (320-12-06) ; UGC Collette, 31 (320-12-06) ; UGC Collette, 32 (320-12-06) ; UGC Collette, 33 (320-12-06) ; UGC Collette, 34 (320-12-06) ; UGC Collette, 35 (320-12-06) ; UGC Collette, 36 (320-12-06) ; UGC Collette, 37 (320-12-06) ; UGC Collette, 38 (320-12-06) ; UGC Collette, 39 (320-12-06) ; UGC Collette, 40 (320-12-06) ; UGC Collette, 41 (320-12-06) ; UGC Collette, 42 (320-12-06) ; UGC Collette, 43 (320-12-06) ; UGC Collette, 44 (320-12-06) ; UGC Collette, 45 (320-12-06) ; UGC Collette, 46 (320-12-06) ; UGC Collette, 47 (320-12-06) ; UGC Collette, 48 (320-12-06) ; UGC Collette, 49 (320-12-06) ; UGC Collette, 50 (320-12-06) ; UGC Collette, 51 (320-12-06) ; UGC Collette, 52 (320-12-06) ; UGC Collette, 53 (320-12-06) ; UGC Collette, 54 (320-12-06) ; UGC Collette, 55 (320-12-06) ; UGC Collette, 56 (320-12-06) ; UGC Collette, 57 (320-12-06) ; UGC Collette, 58 (320-12-06) ; UGC Collette, 59 (320-12-06) ; UGC Collette, 60 (320-12-06) ; UGC Collette, 61 (320-12-06) ; UGC Collette, 62 (320-12-06) ; UGC Collette, 63 (320-12-06) ; UGC Collette, 64 (320-12-06) ; UGC Collette, 65 (320-12-06) ; UGC Collette, 66 (320-12-06) ; UGC Collette, 67 (320-12-06) ; UGC Collette, 68 (320-12-06) ; UGC Collette, 69 (320-12-06) ; UGC Collette, 70 (320-12-06) ; UGC Collette, 71 (320-12-06) ; UGC Collette, 72 (320-12-06) ; UGC Collette, 73 (320-12-06) ; UGC Collette, 74 (320-12-06) ; UGC Collette, 75 (320-12-06) ; UGC Collette, 76 (320-12-06) ; UGC Collette, 77 (320-12-06) ; UGC Collette, 78 (320-12-06) ; UGC Collette, 79 (320-12-06) ; UGC Collette, 80 (320-12-06) ; UGC Collette, 81 (320-12-06) ; UGC Collette, 82 (320-12-06) ; UGC Collette, 83 (320-12-06) ; UGC Collette, 84 (320-12-06) ; UGC Collette, 85 (320-12-06) ; UGC Collette, 86 (320-12-06) ; UGC Collette, 87 (320-12-06) ; UGC Collette, 88 (320-12-06) ; UGC Collette, 89 (320-12-06) ; UGC Collette, 90 (320-12-06) ; UGC Collette, 91 (320-12-06) ; UGC Collette, 92 (320-12-06) ; UGC Collette, 93 (320-12-06) ; UGC Collette, 94 (320-12-06) ; UGC Collette, 95 (320-12-06) ; UGC Collette, 96 (320-12-06) ; UGC Collette, 97 (320-12-06) ; UGC Collette, 98 (320-12-06) ; UGC Collette, 99 (320-12-06) ; UGC Collette, 100 (320-12-06) ; UGC Collette, 101 (320-12-06) ; UGC Collette, 102 (320-12-06) ; UGC Collette, 103 (320-12-06) ; UGC Collette, 104 (320-12-06) ; UGC Collette, 105 (320-12-06) ; UGC Collette, 106 (320-12-06) ; UGC Collette, 107 (320-12-06) ; UGC Collette, 108 (320-12-06) ; UGC Collette, 109 (320-12-06) ; UGC Collette, 110 (320-12-06) ; UGC Collette, 111 (320-12-06) ; UGC Collette, 112 (320-12-06) ; UGC Collette, 113 (320-12-06) ; UGC Collette, 114 (320-12-06) ; UGC Collette, 115 (320-12-06) ; UGC Collette, 116 (320-12-06) ; UGC Collette, 117 (320-12-06) ; UGC Collette, 118 (320-12-06) ; UGC Collette, 119 (320-12-06) ; UGC Collette, 120 (320-12-06) ; UGC Collette, 121 (320-12-06) ; UGC Collette, 122 (320-12-06) ; UGC Collette, 123 (320-12-06) ; UGC Collette, 124 (320-12-06) ; UGC Collette, 125 (320-12-06) ; UGC Collette, 126 (320-12-06) ; UGC Collette, 127 (320-12-06) ; UGC Collette, 128 (320-12-06) ; UGC Collette, 129 (320-12-06) ; UGC Collette, 130 (320-12-06) ; UGC Collette, 131 (320-12-06) ; UGC Collette, 132 (320-12-06) ; UGC Collette, 133 (320-12-06) ; UGC Collette, 134 (320-12-06) ; UGC Collette, 135 (320-12-06) ; UGC Collette, 136 (320-12-06) ; UGC Collette, 137 (320-12-06) ; UGC Collette, 138 (320-12-06) ; UGC Collette, 139 (320-12-06) ; UGC Collette, 140 (320-12-06) ; UGC Collette, 141 (320-12-06) ; UGC Collette, 142 (320-12-06) ; UGC Collette, 143 (320-12-06) ; UGC Collette, 144 (320-12-06) ; UGC Collette, 145 (320-12-06) ; UGC Collette, 146 (320-12-06) ; UGC Collette, 147 (320-12-06) ; UGC Collette, 148 (320-12-06) ; UGC Collette, 149 (320-12-06) ; UGC Collette, 150 (320-12-06) ; UGC Collette, 151 (320-12-06) ; UGC Collette, 152 (320-12-06) ; UGC Collette, 153 (320-12-06) ; UGC Collette, 154 (320-12-06) ; UGC Collette, 155 (320-12-06) ; UGC Collette, 156 (320-12-06) ; UGC Collette, 157 (320-12-06) ; UGC Collette, 158 (320-12-06) ; UGC Collette, 159 (320-12-06) ; UGC Collette, 160 (320-12-06) ; UGC Collette, 161 (320-12-06) ; UGC Collette, 162 (320-12-06) ; UGC Collette, 163 (320-12-06) ; UGC Collette, 164 (320-12-06) ; UGC Collette, 165 (320-12-06) ; UGC Collette, 166 (320-12-06) ; UGC Collette, 167 (320-12-06) ; UGC Collette, 168 (320-12-06) ; UGC Collette, 169 (320-12-06) ; UGC Collette, 170 (320-12-06) ; UGC Collette, 171 (320-12-06) ; UGC Collette, 172 (320-12-06) ; UGC Collette, 173 (320-12-06) ; UGC Collette, 174 (320-12-06) ; UGC Collette, 175 (320-12-06) ; UGC Collette, 176 (320-12-06) ; UGC Collette, 177 (320-12-06) ; UGC Collette, 178 (320-12-06) ; UGC Collette, 179 (320-12-06) ; UGC Collette, 180 (320-12-06) ; UGC Collette, 181 (320-12-06) ; UGC Collette, 182 (320-12-06) ; UGC Collette, 183 (320-12-06) ; UGC Collette, 184 (320-12-06) ; UGC Collette, 185 (320-12-06) ; UGC Collette, 186 (320-12-06) ; UGC Collette, 187 (320-12-06) ; UGC Collette, 188 (320-12-06) ; UGC Collette, 189 (320-12-06) ; UGC Collette, 190 (320-12-06) ; UGC Collette, 191 (320-12-06) ; UGC Collette, 192 (320-12-06) ; UGC Collette, 193 (320-12-06) ; UGC Collette, 194 (320-12-06) ; UGC Collette, 195 (320-12-06) ; UGC Collette, 196 (320-12-06) ; UGC Collette, 197 (320-12-06) ; UGC Collette, 198 (320-12-06) ; UGC Collette, 199 (320-12-06) ; UGC Collette, 200 (320-12-06) ; UGC Collette, 201 (320-12-06) ; UGC Collette, 202 (320-12-06) ; UGC Collette, 203 (320-12-06) ; UGC Collette, 204 (320-12-06) ; UGC Collette, 205 (320-12-06) ; UGC Collette, 206 (320-12-06) ; UGC Collette, 207 (320-12-06) ; UGC Collette, 208 (320-12-06) ; UGC Collette, 209 (320-12-06) ; UGC Collette, 210 (320-12-06) ; UGC Collette, 211 (320-12-06) ; UGC Collette, 212 (320-12-06) ; UGC Collette, 213 (320-12-06) ; UGC Collette, 214 (320-12-06) ; UGC Collette, 215 (320-12-06) ; UGC Collette, 216 (320-12-06) ; UGC Collette, 217 (320-12-06) ; UGC Collette, 218 (320-12-06) ; UGC Collette, 219 (320-12-06) ; UGC Collette, 220 (320-12-06) ; UGC Collette, 221 (320-12-06) ; UGC Collette, 222 (320-12-06) ; UGC Collette, 223 (320-12-06) ; UGC Collette, 224 (320-12-06) ; UGC Collette, 225 (320-12-06) ; UGC Collette, 226 (320-12-06) ; UGC Collette, 227 (320-12-06) ; UGC Collette, 228 (320-12-06) ; UGC Collette, 229 (320-12-06) ; UGC Collette, 230 (320-12-06) ; UGC Collette, 231 (320-12-06) ; UGC Collette, 232 (320-12-06) ; UGC Collette, 233 (320-12-06) ; UGC Collette, 234 (320-12-06) ; UGC Collette, 235 (320-12-06) ; UGC Collette, 236 (320-12-06) ; UGC Collette, 237 (320-12-06) ; UGC Collette, 238 (320-12-06) ; UGC Collette, 239 (320-12-06) ; UGC Collette, 240 (320-12-06) ; UGC Collette, 241 (320-12-06) ; UGC Collette, 242 (320-12-06) ; UGC Collette, 243 (320-12-06) ; UGC Collette, 244 (320-12-06) ; UGC Collette, 245 (320-12-06) ; UGC Collette, 246 (320-12-06) ; UGC Collette, 247 (320-12-06) ; UGC Collette, 248 (320-12-06) ; UGC Collette, 249 (320-12-06) ; UGC Collette, 250 (320-12-06) ; UGC Collette, 251 (320-12-06) ; UGC Collette, 252 (320-12-06) ; UGC Collette, 253 (320-12-06) ; UGC Collette, 254 (320-12-06) ; UGC Collette, 255 (320-12-06) ; UGC Collette, 256 (320-12-06) ; UGC Collette, 257 (320-12-06) ; UGC Collette, 258 (320-12-06) ; UGC Collette, 259 (320-12-06) ; UGC Collette, 260 (320-12-06) ; UGC Collette, 261 (320-12-06) ; UGC Collette, 262 (320-12-06) ; UGC Collette, 263 (320-12-06) ; UGC Collette, 264 (320-12-06) ; UGC Collette, 265 (320-12-06) ; UGC Collette, 266 (320-12-06) ; UGC Collette, 267 (320-12-06) ; UGC Collette, 268 (320-12-06) ; UGC Collette, 269 (320-12-06) ; UGC Collette, 270 (320-12-06) ; UGC Collette, 271 (320-12-06) ; UGC Collette, 272 (320-12-06) ; UGC Collette, 273 (320-12-06) ; UGC Collette, 274 (320-12-06) ; UGC Collette, 275 (320-12-06) ; UGC Collette, 276 (320-12-06) ; UGC Collette, 277 (320-12-06) ; UGC Collette, 278 (320-12-06) ; UGC Collette, 279 (320-12-06) ; UGC Collette, 280 (320-12-06) ; UGC Collette, 281 (320-12-06) ; UGC Collette, 282 (320-12-06) ; UGC Collette, 283 (320-12-06) ; UGC Collette, 284 (320-12-06) ; UGC Collette, 285 (320-12-06) ; UGC Collette, 286 (320-12-06) ; UGC Collette, 287 (320-12-06) ; UGC Collette, 288 (320-12-06) ; UGC Collette, 289 (320-12-06) ; UGC Collette, 290 (320-12-06) ; UGC Collette, 291 (320-12-06) ; UGC Collette, 292 (320-12-06) ; UGC Collette, 293 (320-12-06) ; UGC Collette, 294 (320-12-06) ; UGC Collette, 295 (320-12-06) ; UGC Collette, 296 (320-12-06) ; UGC Collette, 297 (320-12-06) ; UGC Collette, 298 (320-12-06) ; UGC Collette, 299 (320-12-06) ; UGC Collette, 300 (320-12-06) ; UGC Collette, 301 (320-12-06) ; UGC Collette, 302 (320-12-06) ; UGC Collette, 303 (320-12-06) ; UGC Collette, 304 (320-12-06) ; UGC Collette, 305 (320-12-06) ; UGC Collette, 306 (320-12-06) ; UGC Collette, 307 (320-12-06) ; UGC Collette, 308 (320-12-06) ; UGC Collette, 309 (320-12-06) ; UGC Collette, 310 (320-12-06) ; UGC Collette, 311 (320-12-06) ; UGC Collette, 312 (320-12-06) ; UGC Collette, 313 (320-12-06) ; UGC Collette, 314 (320-12-06) ; UGC Collette, 315 (320-12-06) ; UGC Collette, 316 (320-



# SPECTACLES

**CONJES CLANDESTINS** (Fr.) : Républicain, 11 (805-51-33).

**COTTON CLUB** (A. v.) : Clichy, 6 (633-10-82) ; Boite à films, 17 (622-44-21).

**DANCE WITH A STRANGER** (Brit. v.) : Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Danton, 6 (225-10-30) ; UGC Marbeuf, 6 (561-94-95).

**DANGEREMENT VOTRE** (A. v.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Saint-Michel, 3 (325-79-17) ; Paramount-Oddon, 6 (325-59-83) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; UGC Boulevard, 6 (574-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44).

**MAD MAX AU-DELÀ DU DOME DU TONNERRE** (A. v.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; UGC Oddon, 6 (325-10-30) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; UGC Normandie, 8 (563-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; UGC Boulevard, 6 (574-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44).

**LA DÉCHIRURE** (A. v.) : Opéra, 2 (294-62-56).

**DUST** (Fr.-Belg.) : Forum Orient Express, 1 (232-67-47) ; UGC Danton, 6 (633-79-38) ; Paramount, 14 (335-21-21).

**EMMANUELLE IV** (Fr.) : George V, 6 (562-41-46).

**ESCALIER** (Fr.) : Clichy Saint-Germain, 6 (633-10-82) ; Ambassade, 6 (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).

**LEVILLÉ DU PONT DE L'ALMA** (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Juliette Parades, 6 (742-56-31) ; Les 3 Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Marbeuf, 6 (561-94-95).

**LA FEMME PERVERTIE** (Fr. v.) : Paramount City, 6 (562-45-76) ; Rastin, 6 (770-72-86) ; Paramount Opéra, 6 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).

**LA FORÊT D'EMERAUDE** (A. v.) : Clichy Saint-Germain, 6 (633-10-82) ; George V, 6 (562-41-46) ; V.F. : Capri, 2 (508-11-69) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).

**GREYSTOCK, LA LÉGENDE DE TAB-ZAN, SEIGNEUR DES SINGES** (Ang. v.) : Opéra, 2 (294-62-56).

**L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

**LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE** (A. v.) : Studio Galade, 6 (v.) : 354-72-71 ; UGC Marbeuf, 6 (561-94-95).

**LEGEND** (A. v.) : Marignan, 8 (359-92-82) ; Égérie Galade (321-95-84).

**LIFEFORCE** (A. v.) : Forum Orient Express, 1 (232-67-47) ; Cinéma, 3 (633-79-38) ; Émirats, 6 (563-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; UGC Boulevard, 6 (574-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44).

**MAD MAX AU-DELÀ DU DOME DU TONNERRE** (A. v.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; UGC Oddon, 6 (325-10-30) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; UGC Normandie, 8 (563-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; UGC Boulevard, 6 (574-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44).

**LA DÉCHIRURE** (A. v.) : Opéra, 2 (294-62-56).

**DUST** (Fr.-Belg.) : Forum Orient Express, 1 (232-67-47) ; UGC Danton, 6 (633-79-38) ; Paramount, 14 (335-21-21).

**EMMANUELLE IV** (Fr.) : George V, 6 (562-41-46).

**ESCALIER** (Fr.) : Clichy Saint-Germain, 6 (633-10-82) ; Ambassade, 6 (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).

**LEVILLÉ DU PONT DE L'ALMA** (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Juliette Parades, 6 (742-56-31) ; Les 3 Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Marbeuf, 6 (561-94-95).

**LA FEMME PERVERTIE** (Fr. v.) : Paramount City, 6 (562-45-76) ; Rastin, 6 (770-72-86) ; Paramount Opéra, 6 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).

**LA FORÊT D'EMERAUDE** (A. v.) : Clichy Saint-Germain, 6 (633-10-82) ; George V, 6 (562-41-46) ; V.F. : Capri, 2 (508-11-69) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).

**GREYSTOCK, LA LÉGENDE DE TAB-ZAN, SEIGNEUR DES SINGES** (Ang. v.) : Opéra, 2 (294-62-56).

**L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

**LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE** (A. v.) : Studio Galade, 6 (v.) : 354-72-71 ; UGC Marbeuf, 6 (561-94-95).

**LA POURSUITE DU DIAMANT VERT** (A. v.) : Lumière, 9 (246-49-07) ; République, 11 (805-51-33) ; Grand Palais, 15 (354-46-85).

**LA BELLE ET LE CLOCHARD** (A. v.) : Napoléon, 17 (267-63-42).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS** (v.) : Temples, 3 (272-94-56) ; Boite à films, 17 (622-44-21).

**LA CAGE AUX FOLLES** (Fr.) : Arcades, 2 (233-54-58) ; UGC Marbeuf, 6 (561-94-95).

**CARMEN SAURA** (v.) : Calypso, 17 (380-30-11).

**LE CHAT NOIR** (A. v.) : St-Germain Village, 6 (633-62-20).

**LES CHEFS-D'OEUVRE DE WALT DISNEY** (A. v.) : Napoléon, 17 (267-63-42).

**CINQ ET LA PEAU** (Fr.) : Les 3 Luxembourg, 6 (633-97-77).

**COUP DE CŒUR** (A. v.) : République, 11 (805-51-33).

**DEROUZOUZ** (v.) : St-Lambert, 15 (532-91-68).

**LA DIAGONALE DU FOU** (Fr.-v.) : Convention, 15 (325-79-79) ; Studio Galade, 6 (v.) : 354-72-71.

**LES DEUX ANGLAIS ET LE CONTINENT** (Fr.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**DEUX SUPER FILMS** (A. v.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**POUR L'AMOUR** (A. v.) : Action Rive gauche, 6 (329-44-40).

**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**EASY RIDER** (A. v.) : Temples, 3 (272-94-56).

**FALLING IN LOVE** (A. v.) : Calypso, 17 (380-30-11).

**FELLEN-ROMA** (A. v.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**LE FILIC DE NEVERLY HILLS** (A. v.) : Arcades, 2 (233-54-58).

**HELLFIRE** (A. v.) : Action Rive gauche, 6 (329-44-40).

**L'HOMME AUX BRAS D'OR** (A. v.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**HOTEL DU NORD** (Fr.) : Champo, 5 (354-51-60).

**LA HUITIÈME FEMME DE BARBETHE** (A. v.) : Action Rive gauche, 6 (329-44-40).

**JESUS DE NAZARETH** (A. v.) : Grand Palais, 15 (354-46-85).

**KING KONG** (A. v.) : Denfert, 14 (321-41-01).

**LOCAL HERO** (A. v.) : 14 Juillet Parades, 6 (742-56-31).

**LE LOUP GAROU** (Angl. v.) : Saint-Germain Village, 6 (633-62-20).

**LE MARIAGE DE MARIA BRAUN** (A. v.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**MARIA'S LOVERS** (A. v.) : Quintette, 5 (633-79-38) ; Temples, 3 (272-94-56) ; Boite à films, 17 (622-44-21).

**LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE** (A. v.) : Action Rive gauche, 6 (329-44-40).

**METROPOLIS** (A. v.) : Clichy, 6 (633-10-82) ; Grand Palais, 15 (354-46-85).

**MIDNIGHT EXPRESS** (A. v.) : Capri, 2 (508-11-69).

**ORANGE MÉCANIQUE** (A. v.) : Clichy Saint-Germain, 6 (633-10-82) ; Calédo Victoria, 1 (508-94-14).

**OSCAR NEGRON** (Fr.) : Grand Palais, 15 (354-46-85).

**OTHELLO** (A. v.) : Denfert, 14 (321-41-01).

**PINK FLOYD THE WALL** (A. v.) : Calypso, 17 (380-30-11).

**UN FAUTEUIL POUR DEUX** (A. v.) : George V, 6 (562-41-46).

**YEN** (A. v.) : Pantheon, 5 (354-15-04).

# COMMUNICATION

## A VOIR

### Le jour qui « fit » Klaus Barbie

La perspective du procès de Klaus Barbie, envisagé d'abord pour novembre, repoussé maintenant à 1986, ne pouvait manquer de retentir l'attention de la télévision. A preuve cette « Histoire d'un jour », de Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson, qui ouvre sur FR 3 - en attendant L'Affaire de Hoyos sur TF 1, Paul Laffitte et Betty Duret sur Antenne 2 - le temps des remises en mémoire.

Le jour retenu est celui du 21 juin 1943, date de l'arrestation de Barbie, dans la banlieue de Lyon, de Jean Moulin, alors président du Conseil national de la résistance, et de ses plus proches compagnons. Il y avait à cette tragédie majeure de la résistance ne peut-être juridique ment retenue à charge contre Barbie, c'est à elle, assurément, que l'ancien SS doit, en France du moins, sa sinistre renommée. Ensuite, la façon dont elle se nous, les circonstances mêmes de son déroulement demeurent un énigme en dépit de tous les éléments réunis depuis maintenant plus de quarante ans. Conséquence d'une trahison dérobée ? Résultat de trop d'imprudences accumulées par des clandestins peu formés aux exigences d'une lutte qui les opposait à des professionnels militaires ou policiers de l'appareil nazi ?

Le débat est ouvert depuis 1947 et 1950, dates des deux procès qui mirent successivement en accusation René Hardy pour se terminer, l'un et l'autre, par des acquittements. Les données n'en sont point aujourd'hui fondamentalement modifiées. Mais comme elles avaient été, à juste titre, oubliées, leur rappel a pu prendre aux yeux d'une jeune génération valeur de révélations. Du moins Philippe Alfonsi, en se donnant pour tâche de remettre chaque chose à sa place, parvient à présenter un dossier qui peut permettre à chacun de se faire une idée en même temps que les images, autant qu'elles le

peuvent, restituent ce qu'était le temps de l'occupation.

Bon faiseur, Alfonsi apporte même dans cette entreprise tout ce qu'il faut pour tenir en haleine un téléspectateur qui n'aurait pas le moindre idée de ce sujet cruel et des déchirements qu'il engendra et engendre encore. Les témoins qu'il fait paraître, de Raymond Aubrac à Christian Pineau, de Frédéric Dugoujon à Gaston Defferre, de Henri Fréney à Gottlieb Fuchs, l'interprète de Barbie à la Gestapo de Lyon, en y ajoutant M<sup>me</sup> Deletraz, accusatrice de Hardy (qui dépose au procès de ce dernier), pour avoir déjà été beaucoup sollicités n'en donneront pas moins essentielles. Au fur et à mesure de leur apparition, on appréhende les questions qui demeurent. Mais à toutes, Henri Nogueres, omniprésent, apporte en histoire des réponses aussi pertinentes que clarificatrices. Il est, dans les méandres de ce labyrinthe, celui qui, tel Ariane, déroule le fil salvateur.

Mais Barbie dans tout cela ? Il apparaît moins en maître d'œuvre qu'en fonctionnaire nazi, usant des faiblesses des uns et des autres, profitant des circonstances pour réussir un « coup » dont il ne mesure pas lui-même d'embûche toute l'importance. Dans l'affaire, M<sup>me</sup> Jacques Vergès, avocat de Barbie, n'est évidemment pas oublié. Le débat qui l'oppose en fin d'émission à son confrère Paul Bouchet, bâtonnier de Lyon, sur le sens à donner au procès qui nous attend, pour être bref, est l'un des temps forts de cette émission.

Quant à la question qui complète le titre de cette « Histoire d'un jour » : « Qui a peur de Klaus Barbie ? », on peut, sans risque d'erreur, y apporter une simple et tranquille réponse : personne.

**JEAN-MARC THÉOLLEYRE.**

\* Histoire d'un jour : 21 juin 1943. Qui a peur de Klaus Barbie ? : Jeudi 17 octobre, sur FR 3, à 20 h 30.

● **Affaire Polac (suite).** - Un préavis de grève a été déposé pour le samedi 19 octobre sur TF 1 et la Société française de production, de 22 heures à 24 heures (au moment de l'émission de Michel Polac « Droit de réponse », par les syndicats de journalistes et personnels de l'audiovisuel CFTC, FO et CGT. Ceux-ci protestent « contre les licenciements de quatre journalistes de « Droit de réponse », pour le respect du code du travail, la convention collective des journalistes et des lois Auroux » (Le Monde des 8 et 11 octobre).

**THÉÂTRE MONTPARNASSE**

**FRANÇOISE FABIAN**

**ROBERT RIMBAUD**

**GENEVIÈVE FONTANEL**

**MARCEL BOZZUFFI**

*Les gens d'en face*

UNE HISTOIRE SIMPLE, QUI VA AU-DELÀ D'UN EXCELLENT DIVERTISSEMENT.

FRANÇOISE FABIAN, ROBERT RIMBAUD, GENEVIÈVE FONTANEL, MARCEL BOZZUFFI, REMARQUABLES !

**PIERRE MARCABRU** (LE FIGARO)

**FOYER DU 1<sup>er</sup> ÉTAGE**

**« NOUVELLE FORMULE »**

**ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS**

Mardi à Vendredi : à partir de 19 h  
Samedi : de 20 h à 21 h 15  
Dimanche : « Thé-dîner » à partir de 18 h

**THE GOSPEL AT COLONUS**

**CHATELET**

du 3 au 27 octobre 1985

enseignements :  
au théâtre : 1, place du Chatelet, 75001 Paris de 11 h à 19 h - tel. 233.44.44  
par correspondance : 2, rue Edgar-Quignon, 75001 Paris  
par téléphone : 233.06.00

**ups**

UPS, la plus importante entreprise de livraison de colis aux Etats-Unis, a le plaisir d'annoncer l'ouverture de son service de livraison par avion entre la France et les USA.

Donnez à UPS (United Parcel Service®) une chance de vous montrer avec quelle rapidité et fiabilité vos colis et documents seront acheminés à travers l'Atlantique jusqu'à vos clients dans tous les Etats-Unis.

Pour de plus amples renseignements, téléphonez à notre associé en France, TTA Express, au 862-4243.

© Marque déposée et marque de service d'United Parcel Service of America Inc., USA. © United Parcel Service of America, 1985.



# RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 15 octobre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Les grands écrans de TF1 : Commissaire Moulin. Scénario, adapt. P. Andrieu. Réal. F. Dupont-Midy, avec Y. Renier, V. Jannet (rediff.). Meurtre dans un couloir de métro : un témoin identifie le commissaire.
- 22 h 15 Vértiges interdites. Scénario d'Anne Hébert. Le refus. Le 29 mai 1983, Geneviève meurt à la suite d'une ostéoporose, examen gynécologique à hauts risques... Le réalisateur Paul Séban a choisi, pour ce troisième numéro, la forme de long métrage documentaire. On peut regretter que la position des médecins accusés de dissimuler les raisons de leurs échecs ne soit pas davantage fouillée.
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 30 Vidéo roque. Championnats du monde d'échecs.
- 23 h 50 Tiffy. Comprendre l'infomatique.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Cinéma : Et Dieu créa la femme. Film français de R. Vautin (1956), avec B. Bardot, C. Jurgens, J.-L. Trintignant, C. Marquand. A Saint-Tropez, une adolescente amoureuse, vivant selon ses instincts, épouse le frère de l'homme qu'elle aime, afin de se rapprocher de celui-ci. Film à scandale par lequel un jeune homme français fit de Brigitte Bardot (alors sa femme) le symbole sexuel d'une nouvelle époque. Le style dit « moderne » ne tient pas le coup. Reste la valeur sociologique du mythe.
- 22 h 10 Magazine : Cinéma-cinéma. De A. Andrieu, M. Bonjot et C. Vennart. Les rendez-vous toujours attendus. Un document inédit sur Marlon Brando réalisé en 1965 à New-York par les frères Mayles (l'acteur magnétique) ; un pèlerinage au Jacques Hétu, où en 1920 Louis Brodeur tourne « Les Mendicants de la vie » (Souvenirs...), une interview de

Micky Rourke et une autre d'Anthony Delon, jeune comédien ; rediffusion du déjeuner offert par la critique à Orson Welles.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 La dernière séance : Solrène Glenn Ford. Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. Actualité de l'époque : Eddy Mitchell annonce le film : à 22 h, Réclames, Tom et Jerry, Tex Avery, Attractions, présentation du deuxième film.
- 20 h 40 Frontière film : la Vallée de la poudre. Film américain de G. Marshall (1958), avec G. Ford, S. Mac Laine, L. Nielsen, M. Shaughnessy. Un aventurier qui possède un troupeau de moutons refuse de se plier à la loi d'un éleveur. Thème fréquent dans le western. Celui-ci est humoristique et les acteurs font assaut de facéties.
- 22 h 35 Journal.
- 23 h 15 Deuxième film : les Quatre Cavaliers de l'apocalypse. Film américain de V. Minnelli (1961), avec G. Ford, I. Thulin, C. Boyer, L.-J. Cobb, P. Henreid, K. Boehm (v.o. sous-titrée, rediff.). Les membres d'une famille d'origine sud-américaine épousent une brèche en France et une en Allemagne se trouvent ballottés, opposés, au cours de la seconde guerre mondiale. D'après Blasco Ibañez (l'action est déplacée dans le temps), une fresque historique et puissamment dramatique où l'utilisation de la couleur s'accorde au choc violent de deux mondes.
- 1 h 30 Coup de cœur.

## FR 3-PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 19 h 15, La révolte des Haidouks ; 17 h 15, Dynamite ; 18 h, Enfraction ; 18 h 55, Hello monnaie ; 19 h 5, Aloup pic ; 19 h 15, Journal ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

## CANAL PLUS

- 20 h 15, Coluche ; 20 h 35, La garde du corps, film de F. Lettier ; 22 h 10, Jamais plus jamais, film de I. Kershner ; 23 h 20, Le Démon dans l'âme, film de F. Lerot ; 1 h 55, Pavillons lointains.

## FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Le Journal du corps.
- 21 h 30 Disjoncteurs.
- 22 h 30 Naïfs magiques. La nuit et le moment.
- 0 h 5 Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : Sin-fouï en si bémol majeur, de Bach ; Concerto pour piano et orchestre n° 4 en sol majeur, de Beethoven ; Ma mère l'Oye, de Ravel ; Baccus et Arlequin, de Roussel, par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. L. Foster, sol. M. Tjo, piano.
- 23 h 15 Les chefs de France-Musique : hommage à Franco Ferrara.

Mercredi 16 octobre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 30 ANTOPE 1.
- 10 h 15 La Une chez vous.
- 11 h 15 Vitamine (et à 13 h 40).
- 11 h 30 Les jours heureux.
- 12 h 2 Tournées... manéges.
- 13 h 10 Journal.
- 13 h 15 Série : Grand-père Viking.
- 13 h 15 Les trois premières minutes.
- 17 h 30 La chance aux chansons.
- 18 h 10 Salut les petits loups.
- 18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
- 18 h 45 Feuillet : Santa Barbara.
- 18 h 15 Jeu : Anagramm.
- 19 h 35 Loto sportif.
- 19 h 40 Cocorococococ.
- 19 h 55 Tirage du Téo-Tac.
- 20 h 10 Journal.
- 20 h 30 Tirage du Loto.
- 20 h 40 Feuillet : Le regard dans le miroir. Scénario et dialogues de J. Chapot et N. Kaplan. Réal. J. Chapot. Avec A. Clément, B. Cremer, M. Bouquet... Qui est Dora Stern ? Une célèbre photographe à qui la chance a toujours souri ? Une rescapée des camps de concentration ? ou un simple imposteur ? Une photo découverte par hasard chez un antiquaire contraint la jeune femme à partir à la recherche de sa propre identité. Un savant jeu de miroir où « je » est un autre. Un suspense façon Hitchcock, avec des victimes, mais où le chat et la souris, le chasseur et la proie, ne font qu'une seule et même personne.
- 21 h 40 Vértiges interdites. Scénario d'Anne Hébert. La mort de Jacques Mesrine. Quelques-uns des grands faits divers de ces dernières années, sortis de l'ombre et revus par quatre réalisateurs. Ici, la mort de Jacques Mesrine, l'« ennemi public numéro 1 » des années 70. Le réalisateur, Yves Lussat, nous fait découvrir un homme à la fois complexe et fascinant, l'ordre de tuer. Tous les témoignages retenus concourent à étayer cette thèse. Une démonstration qui n'est pas tout à fait satisfaisante.
- 22 h 35 Performances. Magazine d'actualité culturelle de M. Cardozo. Au Pays basque, les enfants apprennent leur langue par ordinateur ; les Blacks à Paris ; musique, pub, mode... 22 h 55 Journal.
- 23 h 10 C'est à lire.
- 23 h 25 Vidéo roque. Championnats du monde d'échecs.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 Télématin.
- 8 h 15 Récré A 2.
- 12 h 10 Journal et météo.
- 12 h 10 Jeu : L'accroche des neuf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Feuillet : Histoires à suivre.
- 14 h 10 Téléfilm : Les rescapés de Téhéran.
- 15 h 25 Récré A 2.
- 16 h 55 Magazine : Terre des bêtes.
- 17 h 25 Série : Les Brigades du Tigre.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord pas d'accord (INC).
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : La trappe.
- 20 h 10 Journal.
- 20 h 35 L'heure de vérité : Jean-Marie Le Pen. Magazine de F.-H. de Vieux. Le président du Front national sera l'invité de la 37<sup>e</sup> édition de l'émission politique d'Antenne 2. Il répondra aux questions de François-Henri de Vieux, Alain Duhamel, Albert du Roy et Jean-Louis Lescène, qui présenteront celles posées par les téléspectateurs.
- 21 h 55 Le dossier d'Alain Decaux : l'énigme du courrier de Lyon. Réal. J.-C. Dudrumet, enquête de J. Kautz et F. Renaudot. Le 8 floréal an IV (27 avril 1796), un peu avant 17 heures, la malle de Lyon quitte la cour de la poste avec des caisses contenant 7 millions destinés à l'armée d'Italie : elles seront dérobées avant Metz. Une des plus célèbres « affaires » criminelles. Les quelques innocents ou coupables ?

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14 h 55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.
- 17 h 10 Télévision régionale.
- 19 h 55 Dessins animés : les Entracheurs.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 35 Au nom de l'amour : Ce soir je ne serai plus chômeur. L'union de Pierre Bellemare, diffusée jusqu'à la fin de la semaine, devient mensuelle et se consacre dorénavant à un grand sujet. Partant de la lettre d'un chômeur qui ne voulait pas « renoncer », Pierre Bellemare a lancé un appel sur l'ensemble des lettres de chômeurs, leur prouvant qu'il fallait « qu'on pourrait » lutter. Suite à 22 h 50.
- 21 h 35 Thalassa.
- 22 h 10 Journal.
- 23 h 10 Série mini-polar : Un père anonyme. Scénario de M. Villard, réalisateur D. Monmoun. Deuxième film de cette série qui renouvelle l'écriture du « polar ». Très réussi. Convoqué pour « reconnaître » le corps d'un père qu'il n'a jamais vu, Jean Lortie apprend en même temps qu'il a un père, que celui-ci était clochard et qu'il vient d'être assassiné. C'est beaucoup pour un jeune homme, mais ce n'est pas fini... 0 h 15 Coup de cœur.
- 0 h 15 Prélude à la nuit.

## CANAL PLUS

- 7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Cabon Cadin (et à 8 h 5, 8 h 50 et 14 h) ; 8 h 30, Rue Carnot ; 9 h 40, la Rythme interprété, film de J. Chan ; 11 h 10, Hill Street Blues ; 12 h, Top 50 (et à 20 h) ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 14 h 50, La loi... c'est moi ; 15 h 5, Pavillons lointains ; 16 h, Le code Rebecq ; 17 h 45, 4C+ ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxidate (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout l'actualité ; 20 h 15, Coluche ; 21 h, Chans 1984, film de M. Lescat ; 22 h 40, P.A. 2000, film de D. Amar ; 23 h 5, Les Fous du stade, film de C. Zidi ; 1 h 30, Document : Dieu en Russie.

## FRANCE-CULTURE

- 6 h, Festilites : Un voyage en Vendée ou le royaume de Louis XVII ; 7 h, Culture media ; 8 h 15, Les enfants internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : les fruits de la culture ; (et à 10 h 50 : Restif de la Bretonne) ; 9 h 5, Mathématiques et les hommes : revue de la presse et des livres scientifiques ; 10 h 30, Musique : miroirs du Chiffre (et à 17 h) ; 11 h 10, La terre, couverture sur la vie : quelques livres d'auteurs étrangers ; 11 h 30, Festilites : « le Partisan de la dame en noir » ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Avant-première : portrait de Gilles Bourdin pour « Studio-service » ; 14 h, Un livre, des voix : « Petit Louis XIV », de Claude Dumont ; 14 h 30, Clair de nuit : l'utilisation des enfants dans la guerre Iran-Irak ; 15 h 30, Lettres ouvertes : magazine littéraire ; 17 h 10, Le pays d'ici : à Limoges ; 18 h, Saisissez ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : L'anthologie médicale ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Beethoven en chair et en notes ; 20 h 30, Pour ainsi dire ; 21 h 30, Festilites : « Trait d'union », quand les compositeurs actuels se penchent sur le passé ; 22 h 30, Naïfs magiques ; 0 h 5 Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUE

- 6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'Anglais ; 9 h 5, Le matin des musiciens : regard sur des musiciens français, « La recherche et le goût » (de 3 Marc Pincherie) ; œuvres de Tartini, Kreisler, Vivaldi, Corelli, Leclair, Roussel... ; 12 h 10, Le temps du jazz : les étonnantes boussonniers ; 12 h 30, Concert : œuvres de J.-C. Bach, Mozart, Telemann, Bach, par J.-P. Rampal, flûte, S. Kudo, flûte, O. Beaumont, clavier ; J.-M. Luisada, piano ; 13 h 40, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 14 h 2, Tempo primo ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : la musique magmatique du XVIII<sup>e</sup> à nos jours ; œuvres de Hummel, Mozart, Schubert, Beethoven ; à 17 h, Vladimir Horowitz : la conquête de l'Europe (1925-1927) ; 18 h 2, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : où j'en suis ; 19 h 10, Spirales : magazine de la musique contemporaine ; 20 h 4, Avant-concert : œuvres de M. de Falla ; 20 h 30, Concert : Gurre-Lieder, de Schoenberg, par les chœurs de la cathédrale Sainte-Hedwige, les chœurs de la Städtischer Musikverein de Düsseldorf, et l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, dir. R. Chailly, sol. S. Dunn, B. Fischer ; 21 h 40, Spectacles ; 22 h 15, Les soirées de France-Musique : aimez-vous Bach ? A 23 h Jazz-club.

# ÉDITION

LA 37<sup>e</sup> FOIRE DU LIVRE

## Faut-il encore aller à Francfort ?

(Suite de la première page.)

La fièvre est tombée : on ne lit plus, dans la nuit, le manuscrit que tout le monde va s'arracher et pour lequel il faut se décider sur-le-champ, il n'y a plus d'enchères ; on n'achète plus « blind » (à l'aveugle, sans avoir vu) ni sur le synopsis de dix pages d'un inconnu. On prend son temps pour choisir un titre dont on vous a parlé en mai à New-York ou en septembre à Londres, et on signe le contrat plus tard, par correspondance. A moins qu'on ne veuille justifier son voyage à Francfort et s'abriter l'accord au vin de Moselle avec son alter ego d'un autre continent au cours d'un de ces séjours, soit le prolongement direct de la Foire.

Pourtant, le vrai travail, le vrai « business », se fait ailleurs. Avant et après. Les vrais acteurs de Francfort, ce sont finalement les agents littéraires (qui contrôlent les droits de leurs clients-auteurs et touchent sur le contrat un pourcentage de 10 % en général) et les scouts les finiers qui ratissent des livres d'un pays vers un autre.

Dans l'édition américaine, britannique ou en langue espagnole, ils sont tout-puissants, ne mettent au courant d'une affaire que ceux avec qui ils souhaitent travailler, dirigent les livres vers l'éditeur le plus adéquat — celui dont l'image de marque correspond le mieux ou bien celui qui paiera le plus cher... Aujourd'hui, l'empire de ces derniers, surtout aux États-Unis, est tel que ce sont eux qui décident du sort d'un livre. Depuis cette année, ils ont un immense bureau à l'entrée du pavillon 4, le pavillon international, un bureau presque toujours vide parce qu'ils courent partout, profitant du temps limité de la Foire pour vendre au mieux leur stock.

### L'univers du pavillon 4

Curieux microcosme : le monde entier en quelques centaines de mètres carrés, regroupé sur trois étages du nouveau pavillon 4. A l'exception de l'Allemagne fédérale, qui occupe les deux étages du pavillon 5, le plus vivant, le plus bondé les samedis et les dimanches après-midi quand le grand public est admis, le RDA est ailleurs, chez les étrangers, il n'y a pas de nationalité... littéraire.

Pavillon 4, c'est vraiment une récréation de notre univers, avec une géographie quelque peu chamboulée. Des rues numérotées de A à Q, des maisons — numérotées de 501 à 952, — délimitant des sortes de quartiers avec leurs particularités locales. « Oubliez tout ce que vous avez appris en géographie », ordonne une affiche, « Le Caire-Londres, via l'Alps », le Rouman et le Nouveau-Zélande : 1 min. 45 ; New-York-Amsterdam, via l'URSS, le Danemark, la Suède : 1 min. 44 ; Tokyo-Stockholm, via la Finlande et la Grèce : 0 min. 41 ; New-Delhi-Pékin, via la Pologne, la Corée et Malte : 1 min. 32 ; etc. »

« Rome et Paris sont seulement à quelques pas, poursuit le texte de l'affiche. De New-York à Londres, prenez seulement l'escalier roulant. Amsterdam et Tokyo se touchent. Une petite marche vers des terres lointaines. Parce que notre globe a trois étages. »

Ces trois étages remplaçant l'énorme rez-de-chaussée de l'ancien pavillon qui avait servi pendant cinquante ans, cette répartition en couches superposées a demandé à la direction de la Foire des trésors de diplomatie et de tact et toutes les contestations de frontières n'ont pu être satisfaites : la Hollande, la Scandinavie et le Japon ont sur leur gauche les démocraties populaires et la Chine au rez-de-chaussée ; au premier, à l'étage noble (7), les États-Unis et l'Amérique latine voisinent avec la France mitoyenne avec Israël, tandis que dans l'Atlantique l'alle L est occupée par les dissidents de Pologne, d'URSS... et par l'Albanie, où le vidéo projette en continu le film des funérailles d'Enver Hoxha ; au second étage, les Anglais — avec le superbe stand du quinquagéniaire Penguin, — les Italiens, les Espagnols d'une extraordinaire vitalité. Au-dessus, sur le toit, un parking à voitures...

### Le phénomène Duras

Dans ce cadre gigantesque et surpeuplé, des alignements de livres. On trouverait ou ne trouverait pas d'acquéreurs étrangers. Les Français sont plutôt satisfaits. Le « phénomène Duras » se répand peu à peu dans le monde entier grâce aux traductions et semble avoir des retombées favorables pour l'imprimerie portée à notre littérature.

Pourtant, l'Amant est devenu un best-seller : 140 000 exemplaires chez Suhrkamp en Allemagne ; 65 000 exemplaires chez Pantheon aux États-Unis (où les droits ont été vendus 21 000 dollars pour l'édition révisée et 155 000 dollars pour les droits de poche chez Harper and Row), c'est le premier roman qui marche sérieusement depuis Les Mandarins, explique André Schiffrin, le directeur du Pantheon Book, qui avait déjà publié Le Ravisseur de Lol

V. Stein : 60 000 exemplaires chez Feltrin en Italie ; l'Amant va paraître bientôt en Argentine chez Collins, en Suède, aux Pays-Bas... Partout, on assiste à une relance de l'œuvre, comme chez John Calder, l'éditeur britannique de Duras jusqu'à l'Amant.

David Godine, un jeune éditeur de Boston, prend des risques : il a acheté par l'intermédiaire de François Sarrusson, qui dirige le Bureau du Livre français aux États-Unis, la Vie mode d'emploi de Georges Perec. « On assiste à un changement d'attitude des Américains à notre égard, explique François Sarrusson, qui, en quatre ans, a placé quatre-vingt titres, dont trente-cinq pour les trois premiers trimestres de 1985 : Le Douleur de Duras (pour 18 000 dollars), mais aussi Le Pierre Boulez de Domini, que J.-P. Chaillet et E. Vincent, le Gaston Gallimard de Pierre Assolène, Adèle Arnal de Paul Nizan, le Mort officielle de René Gravel, l'Histoire de son serviteur de Lincon, Moi, tu m'as de Christine Collinge, ainsi que les trois volumes de Régine Deforges pour 75 000 dollars (à Lyle Stuart).

En Espagne, chez Anagrama, Jorge Herralde a publié Le Rivage des Syrtis de Gracq et le Journal de ma mère de Cohen ; en Allemagne, Elmer Tophoven, qui a fondé l'institut de traduction de Straelen, accomplit un admirable travail éditorial : il a, par exemple, traduit et imprimé à deux exemplaires Diogenes de Robbe-Grillet, qui a été ensuite publié par la grande maison Suhrkamp et qui a été introduit dans les classes du français des lycées allemands.

Pour terminer, quelques livres-pharos, qui n'ont pas forcément été négociés à Francfort : une semaine avant la Foire, une avance d'un million de dollars par Bantam pour la publication de Desiré, premier livre d'une Anglaise inconnue, Sally Bayaman, avait surpris le monde de l'édition, tandis qu'un premier roman d'une Texane achetée en août par Random

House pour 350 000 dollars (pour l'édition révisée) était acquis par les Presses de la Renaissance.

On parlait aussi de Red Fox, acheté dans dix-huit pays (et par les Editions du Seuil) parce qu'un déjeuner était donné en présence de l'auteur, de Das Parfum le best-seller de l'Allemand Peter Süsskind (qui paraîtra chez Fayard), d'une biographie d'Hemingway (à paraître chez Belfond), et de Paric of 1989 de Paul Erdman, l'auteur du Crack de 1979, un livre de politique-fiction. Ce livre qui suppose le continent sud-américain en cessation de paiement a été acquis pour 250 000 dollars par Ulstein, 1 million de dollars (dit-on) par Doubleday, 400 000 F par Balland... et puis, on attend une Histoire de la famille Rothschild de Derek Wilson pour 1987, et un livre sur l'affaire The Death of Rainbow-Warrior par un écrivain néo-zélandais chez Penguin en 1988.

On évoquait aussi la biographie de Jean-Paul Sartre qui sort la semaine prochaine en français. Commandée à Annie Cohen-Solal par André Schiffrin pour Pantheon Books (où elle ne paraîtra que dans un an, elle a été payée par Gallimard 1 million de francs).

Il y a encore le prochain Günter Grass, le Rats, et le dernier Garcia Marquez : un gros roman de 450 pages intitulé L'Amour au temps du choléra que vont se disputer sans doute le Seuil et Grasset ; des romans persanastres affirmant que l'agent espagnol de Marquez, Camen Balcells, ne demandait pas moins d'un million de dollars pour la langue espagnole ! Mais elle n'est pas venue à Francfort, et rien n'est fait, encore.

Finalement, on apprend des choses à la Foire de Francfort, et c'est pour cela que c'est une fois obligé et qu'on y revient toujours.

Prochaine foire : du 1<sup>er</sup> au 6 octobre 1987. Le thème de l'année sera consacré à l'Inde : « L'Inde. Le changement dans la tradition ».

NICOLE ZAND.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Régulièrement O.S.P. 64, rue La Boétie - 563-12-06

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le JEUDI 24 OCTOBRE 1985 A 14 HEURES UN LOGEMENT de 2 pièces principal au rez-de-chaussée dans un immeuble rue de Créteil, n° 227 à PARIS 19<sup>e</sup> Mises à prix : 80 000 F S'adresser à la SCP COURTEAU, REBAUDEN-DUMAS, avocats 17, av. de Lamiboite, Paris-10<sup>e</sup> Téléphone : 624-46-40.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris, 31 Octobre 1985 à 14 heures PROPRIÉTÉ LIBRE - Cce 2209 m<sup>2</sup> 24 OCTOBRE 1985 à 14 heures M<sup>re</sup> Max NORET avocet à Meaux (77) Tél. : 434-00-27 BP 132 - 77107 MEAUX Cedex

Vente au Palais de Justice de Paris, 31 Octobre 1985 à 14 heures APPARTEMENT à PARIS (15) - 47, RUE BRANCON - M. à P. : 200 000 F 2 pièces, cuisine, wc, salle de bain, etc. S'adresser à : M<sup>re</sup> R. BOISSEL avocat 14, rue Sainte-Anne - PARIS-9<sup>e</sup> - Téléphone : 261-41-03.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY Le MARDI 29 OCTOBRE 1985, à 13 h 30 - EN UN LOT UN APPARTEMENT de 4 P. Pr. à CLICHY-SOUS-BOIS (93) 1<sup>er</sup> étage Victor-Hugo, immeuble 10, escalier D, en 5<sup>e</sup> étage avec cuisine, salle de bain, w.c., C.A.V.E. et PARKING M. à P. : 100 000 F M<sup>re</sup> J. PIERZUSZYNSKI, avocat, 22, rue Sandrine à PANTIN, Téléphone : 843-75-32 M<sup>re</sup> Maurice AYOUB, avocat, 124, bd Malesherbes, PARIS-17<sup>e</sup>, Téléphone : 622-47-02.

Vente au Palais de Justice de Paris - Jeudi 24 octobre 1985 à 14 h 1<sup>er</sup> Lot - PAVILLON à NOISY-LE-SEC (Seine-Saint-Denis) garage et petit jardin rue de Dancourt-Charvot, numéro 20 MISE A PRIX : 400 000 FRANCS LOT 2. LOGEMENT LOT 3. LOGEMENT 14, rue de Charvot et 13, rue de la Charbonnière PARIS 18<sup>e</sup> Mises à prix : 10 000 F et 5 000 F plus 2 500 F S'adresser à : M<sup>re</sup> Bernard de SARRAC, avocat, 70, avenue Marceau, Paris 8<sup>e</sup>, Tél. 47-30-82-38 - M<sup>re</sup> PERRARD, syndic - Au Greffe du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (91) le mardi 29 octobre 1985 à 14 heures à VILLEBON-SUR-YVETTE (91) IMMEUBLE à us. COMMERCIAL et HABITATION rue Henri-Dunant, numéro 3 MISE A PRIX : 450 000 FRANCS 2<sup>e</sup> DIFFÉRENTS LOCAUX dans un PAVILLON JUMELÉ et GARAGES rue Henri-Dunant, numéros 4 et 6 MISE A PRIX : 375 000 FRANCS Consign. préalable indisp. pr. enchères par chèque de banque ou en espèces. Renseign. : SCP AKOUN et TRUQUET, 4, bd de l'Europe à Evry (079-39-45).

et finances publiques



## SECTEURS DE POINTE

POINT DE VUE

### Des robots ou des bébés

par RUDOLPH KALMAN (\*)

COMMENÇONS par quelques banalités : nous sommes en crise économique — une crise que l'on a longtemps crue transitoire, mais dont la caractéristique structurelle commence à apparaître aux yeux de la plupart d'entre nous. Crise pourtant bizarre, pendant laquelle certaines industries de pointe, informatique et robotique par exemple, sont en pleine expansion, tandis que d'autres, telles les biotechnologies, sont au seuil d'un semblable déclin.

Ces activités, créatrices de fortes plus-values, ne fournissent par contre guère d'emplois, et requièrent plus le travail des hommes que leur nombre. Ces faits sont connus de tous, mais on n'est pas toujours enclin à tirer certaines conséquences, pourtant nécessaires.

Conséquence la plus immédiate : il existe une dissonance, si ce n'est une antinomie, entre les exigences de la croissance technologique et économique, et celles des politiques de « lutte contre le chômage ». Une politique industrielle axée sur le progrès technologique et la croissance, d'une part, une politique axée sur la défense de l'emploi, d'autre part,

exigent des choix d'investissements radicalement différents : il faut opter entre financer des industries de main-d'œuvre chroniquement déficitaires ou développer des technologies nouvelles...

Secteurs de pointe en expansion mais peu créateurs d'emplois, secteurs à forte composante de main-d'œuvre en perte de vitesse, voilà qui rend bien pessimistes les conclusions concernant l'évolution future de nos taux de chômage. Il ne semble guère

croissance, l'un et l'autre étant assurés par deux secteurs économiques distincts mais complémentaires. Cette solution implique une distribution des revenus basée sur le principe « à chacun selon ce qu'il produit », c'est-à-dire nettement plus inégalitaire que celle qui prévaut actuellement.

Chacun a le droit, bien sûr, de refuser un tel choix au nom de ses principes philosophiques, à condition toutefois d'en assumer les conséquences : l'égalité sociale à un coût.

*Les industries de pointe, informatique et robotique, en pleine expansion, créent peu d'emplois. Cela oblige à réviser quelques idées toutes faites sur l'évolution et la politique démographiques.*

exister de réponse au problème dans le cadre de nos conceptions politiques actuellement dominantes, même si elle apparaît évidente, dès lors que l'on accepte de briser ce cadre.

Si la solution à long terme est d'ordre démographique, celle à court terme et à moyen terme réside surtout dans la politique des salaires. Ainsi, Paul Fabre écrit dans le Monde du 7 mai 1985 : « (...) Si l'on a cessé de créer des emplois, c'est parce que les salaires sont trop élevés par rapport au rendement du travail... Aux États-Unis, les salaires ont, entre 1970 et 1980, diminué et de ce fait « le nombre des emplois a augmenté de quelque 25 % ». Bien sûr, cela ne concerne que les industries de main-d'œuvre à faible niveau de qualification. Dans les activités de haute technologie, la pratique de salaires élevés, peu coûteuse car

et ce coût est élevé. Il se chiffre aussi bien en termes de chômage qu'en termes financiers, du manque à investir dans les secteurs de pointe, et, en fin de compte, de perte de croissance, de perte globale de revenus, et à plus longue échéance, de retard de technologie.

Si la solution la plus immédiate en vue de sortir de la crise semble bien du domaine de la politique salariale, la solution à long terme est d'ordre démographique. Nous nous trouvons, en effet, confrontés à deux phénomènes, tous deux structurels :

1) le rythme de croissance de la productivité, obtenu essentiellement grâce aux secteurs de pointe, est supérieur au rythme possible de la croissance économique globale ;

2) la croissance de nos consommations en énergie et en biens primaires devra bientôt plafonner, cela pour des motifs écologiques tout à fait impératifs.

Croissance illimitée de la production, croissance limitée de la consommation, les conséquences démographiques de ces faits s'écrivent immédiatement : croissance limitée ou nulle du niveau de vie moyen à population constante ou croissance,

croissance nettement plus forte du niveau de vie à population décroissante, et aussi inutilité de maintenir une population active nombreuse, le facteur limitant la croissance n'étant pas la disponibilité globale en main-d'œuvre.

Le choix rationnel est donc celui de la décroissance démographique. C'est celui que l'ensemble de la classe politique refuse avec force, mais que les femmes et les couples mettent déjà en pratique suivant les meilleurs principes de la démocratie directe et de la planification familiale autogérée : les indices de fécondité européens sont en baisse généralisée. Il existe donc ce qu'on appelle une véritable dichotomie entre la réalité d'une adaptation spontanée de la population aux nouvelles conditions de la croissance, et une politique officielle inutile et coûteuse d'encouragement de la natalité, un discours vient, notamment par le biais de la presse féminine, à culpabiliser les femmes qui ne veulent pas — ou peu — d'enfants, et à présenter les différentes mesures d'aide à la mère au foyer comme des mesures... féministes !

#### Débat contre monologue

Qui osera enfin, parmi les écologistes ou même les féministes, dire ouvertement qu'une forte décroissance démographique est le seul moyen à long terme de sortir de la crise actuelle et de parvenir à une société combinant un progrès scientifique et technologique continu avec un état d'équilibre économique et écologique ?

Quand serons-nous enfin assez adultes pour substituer à l'actuel monologue de la propagande nataliste un débat contradictoire et honnête ? Et ne voit-on pas se dessiner en filigrane à travers notre crise économique, une autre crise, intellectuelle celle-ci, qui nous empêche d'aborder rationnellement nos problèmes, fût-ce aux dépens de quelques tabous religieux ou politiques ?

(\*) Géographe et biochimiste.

## Demain

### L'Aquitaine et la recherche

La région Aquitaine a signé avec le CNRS et l'Etat un contrat de plan valable jusqu'à la fin de 1988, qui porte sur les recherches dont le développement est souhaitable dans les années à venir :

1) Des recherches notoirement bien installées en Aquitaine : matériaux nouveaux, chimie fine, photochimie, hydrophysique, neurosciences, médicaments, biochimie solaire et tiers-monde ;

2) Des recherches insuffisamment développées par rapport à l'environnement industriel : microélectronique, filière bois, chimie appliquée, énergie, valorisation du sous-sol, études théoriques et techniques, sociétés et aménagement mécanique du solide et thermique ;

3) Des recherches d'intérêt stratégique pour la région : agro-alimentaire, aquaculture, océanographie, génie biotechnologique, optoélectronique, cosmologie, production et robotique, analyse sociale du développement technique et régional.

Le conseil régional consacrerait chaque année 3 millions de francs et le CNRS 2,5 millions au soutien de ces recherches.

### Les progrès de l'intelligence artificielle

L'intelligence artificielle est à la mode. Diverses sociétés proposent des produits intelligents, systèmes experts en général, parfois outils de communication en langage naturel. Même IBM, qui n'a pas la réputation d'être une firme aventureuse, et préfère en général laisser à d'autres le défrichage des champs nouveaux, a récemment annoncé sa propre version du langage de programmation Prolog, qui est, avec Lisp, un des deux outils de base de l'intelligence artificielle, et celui sur lequel les Japonais ont fondé le développement de leur cinquième génération.

Bien entendu, de nombreux livres et articles sont venus ces derniers mois éclairer ce domaine en évolution rapide. Le mensuel scientifique *la Recherche* vient d'ajouter sa pierre à l'édifice en publiant un numéro spécial sur l'intelligence artificielle. Ecrits par des spécialistes, mais revus par des rédacteurs qui connaissent bien les pièges de la communication scientifique, treize articles décrivent diverses facettes de ce qui est encore une discipline scientifique, mais a déjà des utilisations industrielles, et sous-tend dans quelques années toute l'évolution de l'informatique.

\* *La Recherche*, numéro spécial d'octobre 1985, 32 francs.

### Des cassettes bien gérées

Une PME grenobloise spécialisée dans la robotique, International Automat Systems (IAS), a mis au point et commercialise depuis un mois un « automate de gestion » de cassettes vidéo unique au monde.

Le Vidéopraticien, applicatif poussé d'électronique, d'informatique, de robotique et de monétique, permet de localiser, distribuer et restituer automatiquement, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des cassettes vidéo à l'aide d'une simple carte magnétique.

Déjà plus de dix appareils sont en cours d'installation en France, et des contrats ont été signés en Suisse et en Belgique.

### Un Minitel plus intelligent

Les PTT ont communiqué au groupe Maitra un nouveau modèle de Minitel, le M 20, appelé à devenir l'outil du cadre des années 90.

Principalement destiné aux entreprises, ce Minitel très élaboré permettra l'accès à des banques de données, et on pourra lui adjoindre des progiciels, tels que tableur, gestion de fichiers ou traitement de textes.

Les 50 000 premiers exemplaires seront livrés en 1987.

### « Informatique et finances publiques »

L'informatique n'a fait au cours de ces dernières années une entrée massive dans l'administration, et notamment dans les services financiers qui ont constitué un terrain d'élection pour cette automatisation. Le dernier numéro de la *Revue française de finances publiques* dresse un état de cette informatisation en France, la compare avec ce qu'elle est dans un certain nombre de pays occidentaux et surtout analyse les problèmes techniques, humains, politiques que pose sa mise en œuvre. Comme l'écrit Lucien Mehl, président de l'Association pour le développement de l'informatique juridique, « les apparences, notamment arithmétique (des finances publiques), offrent l'illusion d'une automatisation facile, quasi évidente » ; pourtant le terrain est « miné, piégé ».

L'administration financière est, au vu de l'actualité, par ses exigences comme la bureaucratie par excellence. Or l'informatique non seulement ne compense pas les carences de l'organisation, mais risque, en introduisant de nouvelles rigidités, de les aggraver. La mise en œuvre implique que l'on s'interroge au préalable sur « le comment et surtout sur le pourquoi des procédures ».

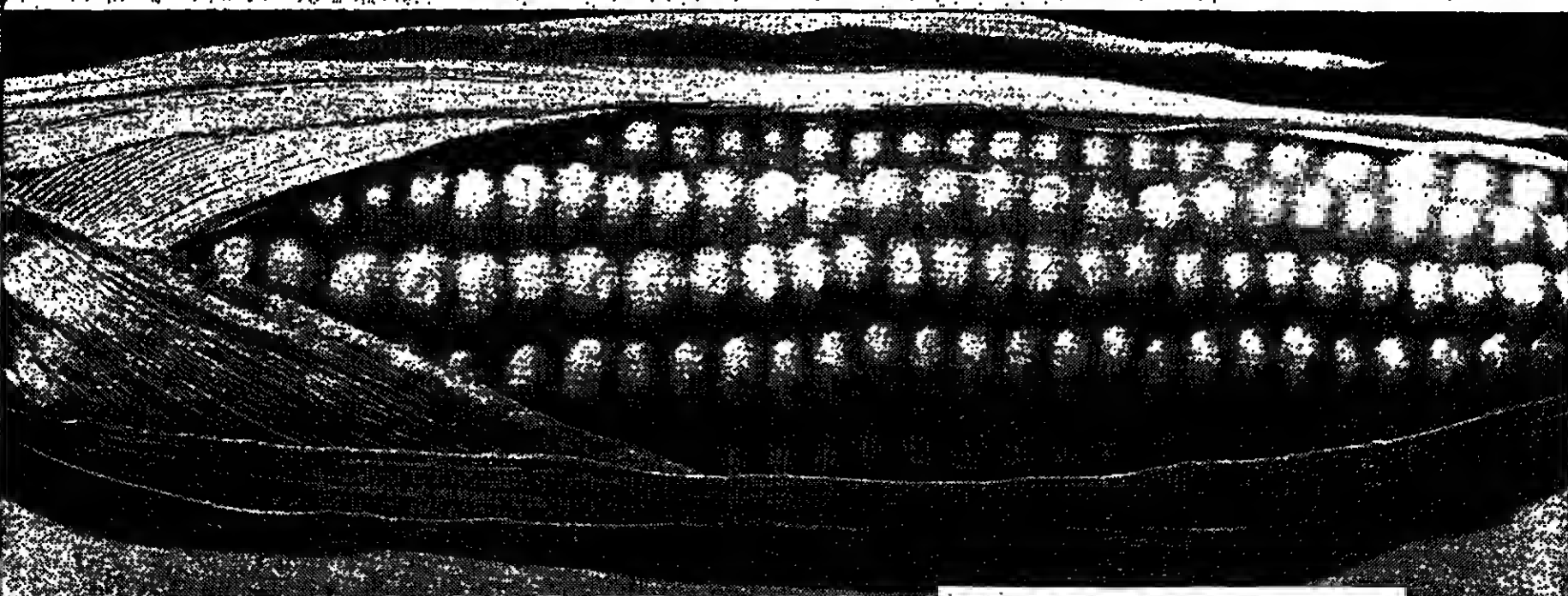
A lire les différents articles qui traitent de l'informatique aussi bien à la direction générale des impôts, au Trésor, dans les armées ou dans la gestion d'un département — en l'occurrence celui de l'Hérault, où le conseil général qui préside Gérard Saumade a joué un rôle pilote, — on constate que, un quart de siècle après la mise en place des premiers ordinateurs électroniques dans les services financiers de l'administration, aucune véritable révolution n'a été accomplie. Mais on commence enfin à se poser les bonnes questions.

\* « INFORMATIQUE ET FINANCES PUBLIQUES » : *Revue française de finances publiques* n° 11, 1985, 72 F. Librairie générale de Droit et de Jurisprudence (L.G.D.J.), 20, rue Soufflot, 75005 Paris.

« Micro-informatique à Nantes » : La région des Pays de la Loire, le département de Loire-Atlantique, la Ville de Nantes et le Carrefour international de la communication ont co-organisé au Centre de communication de l'Onex la réalisation et l'animation d'un « espace micro-informatique régional » ouvert au rez-de-chaussée de la tour de Nantes depuis le 1<sup>er</sup> octobre.

L'espace sera animé par une équipe de spécialistes, aussi bien pour l'initiation grand public à l'utilisation des micro-ordinateurs que pour les stages assurés par les organismes de formation compétents.

## ENGRAIS AZF: L'INVESTISSEMENT FERTILE



DIVISION ENGRAIS CDF CHIMIE AZF



Toulouse. Unité de production d'urée

Des céréales épanouies, gorgées de soleil qui nous rappellent l'essentiel : les progrès de l'agriculture sont directement liés au développement des techniques de fertilisation des sols.

Mais la fertilité s'applique aussi aux investissements auxquels a procédé depuis de nombreuses années Cdf Chimie AZF, premier producteur français d'engrais.

— Investissements pour produire mieux en assurant la protection de l'environnement et en économisant l'énergie.

— Investissements pour garantir l'indépendance de l'approvisionnement du marché agricole français en engrais de haute qualité, toujours mieux adaptés aux cultures et aux sols.

— Investissements dans la qualification des hommes, en menant une politique active de recherche et de formation pour un meilleur service à la clientèle.

— Investissements, enfin, pour que l'industrie des engrais apporte sa contribution au développement de l'agriculture française et de l'industrie agro-alimentaire nationale. A Toulouse, la rénovation de l'unité d'ammoniac de 330 000 t/an, la construction d'un nouvel atelier d'urée de 270 000 t/an, la modernisation de l'atelier d'ammonitrates de 300 000 t/an, sont les illustrations les plus actuelles de l'investissement fertile de Cdf Chimie AZF. Celui-ci se poursuivra notamment sur Grand-Quevilly, près de Rouen, le plus grand complexe européen d'engrais, par un programme de modernisation et de développement dont la première réalisation est la mise en service d'un stockage écologique du gypse.

**Cdf Chimie**

Spécialités Chimiques - Procéduriers - Engrais - Plastiques - Caoutchoucs - Huiles - Lubrifiants et Lèvres - Activités Internationales.

**© AU CŒUR DE LA COMPÉTITION**

Division Engrais : Tour Aurore, Cedex 5, 92080 PARIS - LA DEFENSE 2, Tél. : (1) 47.78.51.51.

IMAGES ET MÉTIERS S.A. Photos Gilles BUI GET - IMA SERVICE.



# Le Monde

## SECTEURS DE POINTE

### Le monde a besoin de notre technologie... Nous avons besoin de votre compétence.

SESA est le leader mondialement reconnu dans le domaine des réseaux de commutation de paquets : TRANSPAC (1<sup>er</sup> réseau par sa taille et le volume d'informations transporté), les réseaux publics en Australie, Brésil, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Taïwan, Corée du Sud, ainsi que de nombreux réseaux privés.

Par ailleurs, SESA participe de façon très active au développement des technologies de pointe : Télématique, Espace, Nucléaire, Défense, Productique.

Avec ses 1 200 collaborateurs, SESA poursuit son expansion avec un rythme de croissance de plus de 30%. Elle a réalisé en 1984 un tiers de son activité à l'étranger, se classant 5<sup>ème</sup> SSII exportatrice.



Réseaux de commutation de messages et de paquets.

Dans le cadre du développement de sa division des Systèmes de Communication, SESA recherche

### 10 INGENIEURS RESEAU

De formation Grande Ecole avec option Informatique, débutant ou ayant une première expérience de développement de systèmes.

Vous souhaitez acquérir ou renforcer la maîtrise des techniques de réalisation au sein d'équipes de haut niveau.

Nos produits et notre technologie vous intéressent. Alors n'hésitez pas à nous rejoindre. Notre activité en très forte croissance offre de nombreuses opportunités de progression et de prise de responsabilités.

Si vous vous sentez motivés par ce challenge, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 40 LM à

## SESA

Direction des Ressources Humaines  
30, quai de Dion Bouton  
92086 PUTEAUX Cedex

### Laser Systèmes

pour l'activité la conception, la réalisation et la commercialisation de systèmes automatisés utilisant le laser (trous, perforations, usinage 3 axes, systèmes de marquage).

Nous recherchons un

### ingénieur commercial

Sa mission consistera à commercialiser nos produits robot, portique et centre d'usinage LASER en France.

Pour ce poste, nous souhaitons recruter des candidats de formation ingénieur, ayant une expérience confirmée de 5 ans environ dans la vente de machines-outils et/ou de systèmes automatisés de découpe.

Anglais indispensable. Prière d'adresser votre dossier de cand. (lettre + C.V. + résumés, souhaités) à réf. DC/08 à LASER SYSTEMES 3, rue Denis Papin - 95250 Beauchamp.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



### LA CONQUETE DES NOUVEAUX MARCHES DE L'ELECTRONIQUE AVEC UN DES LEADERS MONDIAUX DE LA CHIMIE

### RESPONSABLE R & D MICROCONNECTIQUE

Vous serez chargé du développement de nouveaux produits d'interconnexion et de leurs procédés de fabrication. Vous assurerez également le soutien chimie de la production. Vous vous appuierez pour cela sur une équipe en place et ses moyens d'analyse orientés principalement vers les matériaux et la gravure chimique. Vous ferez en outre appel à d'autres centres spécialisés du Groupe et participerez à des programmes communs avec des entreprises extérieures.

Ingénieur chimiste, vous êtes doté d'une première expérience de recherche appliquée de préférence dans les domaines de l'électrochimie ou des traitements de surfaces (circuits imprimés...). Familiarisé bien sûr avec l'électronique, vous conduirez votre mission avec rigueur et pragmatisme. Meneur d'hommes, vous vous montrerez un « battant », prêt à relever les défis. Disponible, mobile, vous accepterez de résider dans une agréable région : la Haute Normandie. Enfin la rémunération doit être de nature à vous motiver. Anglais courant.

Adressez votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 753 M à notre Conseil. ALPHA CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI



### LA MAINTENANCE ET LE DEVELOPPEMENT TECHNIQUE DE L'OUTIL DE PRODUCTION

Pour l'une de ses usines assurant la fabrication de disques et de bandes pour l'informatique, Rhône-Poulenc Systèmes recherche son **Chef de Service Entretien**.

A la tête d'une équipe de 35 personnes, ce Responsable sera chargé : - d'assurer la maintenance de l'outil de production ; le parc machines fait intervenir des technologies diversifiées : électromécanique, asservissements et automatismes, - de définir et de mettre en oeuvre la politique d'entretien préventif, - et en collaboration avec le BE, de poursuivre et développer l'innovation dans l'outil industriel.

Ingénieur diplômé de type AM, INSA, IDN... une première expérience de la fonction et la pratique de l'anglais sont nécessaires. Le Groupe auquel nous appartenons assure, à un candidat de valeur, de réelles perspectives de carrière.

Adressez votre candidature complète (CV, lettre manuscrite) sous réf. 752 M à notre Conseil. ALPHA CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

### Un bon moyen de devenir manager chez DEC pour des ingénieurs commerciaux en informatique...

Nous recherchons des spécialistes en formation pour renforcer notre équipe «Sales Training».

Vous diagnostiquerez les besoins en formation des districts VENTES, MARKETING, SUPPORT A LA VENTE.

Vous concevrez, réaliserez, animerez ou lerez animer des stages

portant sur les domaines techniques tels que les applications, les produits, les marchés.

A terme, ce poste peut être une étape vers des responsabilités de Ventes, Marketing, etc.

Vous avez 4 à 8 ans d'expérience de la vente de systèmes informatiques chez un constructeur

ou dans une SSC, l'expérience de l'animation est un atout.

Vous êtes attiré par la pédagogie des adultes et désirez prendre du recul

par rapport à votre fonction actuelle.

Vous êtes un homme de communication, mais également un ingénieur capable de faire passer des messages dans un langage clair et concis. L'anglais est nécessaire, voire indispensable.

Marie-Claire SAN QUIRCE traitera confidentiellement votre candidature, adressée sous référence MON 100 à

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service Recrutement, 2, rue Gaston Crémieux - B.P. 136 - 91004 EVRY Cedex.

Bougez, Vivez...

N° 2 mondial de l'informatique  
**digital**

Dans le cadre de sa très forte expansion, et pour faire face à d'importants projets,



### Ingénieurs Logiciel Expérimentés (3 à 6 ans d'expérience)

Connaissances requises parmi les suivantes :

• UNIX, C, PASCAL, dans un contexte génie logiciel (VAX, SEL 32...)

• MOTOROLA 68000, Assembleur, C, PASCAL, dans le cadre d'applications temps réel.

• VAX, compétences système VMS.

• TEMPS REEL : conception de systèmes embarqués à fortes contraintes.

Chargés de la mise en place de solutions informatiques variées, ils interviendront dans des secteurs de pointe tels que l'aéronautique, les télécommunications, l'ingénierie médicale.

Par ailleurs, parmi les profils recherchés ci-dessus, certains se verront proposer des responsabilités d'encadrement à niveau élevé, s'ils ont prouvé aussi d'aptitudes et de motivations commerciales, justifiant une très forte rémunération.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé, précisant la référence KM 5 N sur l'enveloppe.

ECS INFORMATIQUE  
58, Bd Gouvion Saint-Cyr 75017 PARIS

Institut de Conjoncture Economique de 40 personnes recherche un

### INFORMATICIEN CONFIRMÉ

HF POUR DIRIGER SON INFO-CENTRE

L'Info-centre dispose d'un 4861 sous VM et d'une vingtaine de périphériques divers.

Missions : • Il assure le support des logiciels statistiques, économiques et bureautiques auprès des utilisateurs internes et externes, tant sur le plan technique que pédagogique. • Il participe à la conception et à la mise en place de bases de données économiques distribuées par voie télématique. • Il planifie et optimise la gestion et l'extension des ressources. • Il dirige une équipe de deux informaticiens.

Profil : • Il a une formation scientifique de haut niveau et déjà une expérience professionnelle informatique de quelques années. • Il a le sens de la rigueur et la capacité à communiquer avec les utilisateurs dans un environnement jeune et de très bon niveau.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à la Direction du Personnel

IFECODES 141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS

141, Boulevard Hausmann - 75008 PARIS



# Le Monde

## SECTEURS DE POINTE

**GRACE**

Cette société compte parmi les dix plus grands de la chimie mondiale, employant 80 000 personnes dans le monde et réalisant un C.A. de 6,8 milliards de dollars. Dans le cadre du développement d'importants projets en informatique, bureautique et télécommunications, le siège européen de la division "Technical Products", basé à Suresnes recherche un

### CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Dans un premier temps vous prendrez en charge l'exploitation des systèmes existants. Après en avoir acquis la maîtrise, vous serez responsable de la mise en place d'un système intégré de reporting des filiales européennes.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur en Informatique (MIAGE...) vous justifiez d'une expérience d'environ deux ans en systèmes informatiques (si possible dans une société multinationale), vous parlez couramment l'anglais.

De bonnes opportunités de carrière seront offertes aux candidats à fort potentiel. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 10526 M à Catherine DUBIN.

**Personnel conseil**  
86, rue de Lille 75007 PARIS

**L'AIR LIQUIDE**

L'AIR LIQUIDE spécialiste mondial des gaz industriels - 22000 personnes dans 55 pays

Pour sa division Ingénierie, située en proche banlieue Est, L'AIR LIQUIDE crée la fonction de :

### Chef de service informatique scientifique et technique

Votre formation d'ingénieur et votre expérience informatique d'environ 5 ans font de vous le Généraliste attendu par notre équipe de direction.

Vous aiderez à maîtriser le développement de l'informatique scientifique et technique et animer une équipe de 5 ingénieurs et techniciens du meilleur niveau.

Pour bâtir une politique durable et donner une unité à l'ensemble de ces moyens (calcul, CAO, gestion technique) tant au niveau du siège que de nos sites à l'étranger, vous devrez rapidement assimiler les problèmes d'ingénierie et de réalisation d'usines clés en main. Couvert à l'international, vous irez aux USA et au JAPON rencontrer les responsables des divisions ingénierie de ces pays. Ces échanges vous permettront de coordonner les options informatiques pour l'ensemble de ces divisions. Pour ce poste, de tout premier plan, outre une parfaite connaissance de l'anglais, vos qualités de contact sont nécessaires. Ce poste diversifié et ambieux vous ouvre les portes d'un grand groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous références CS/571 M à notre Conseil, 48 avenue Raymond Poincaré - 75116 Paris.

**DATAID SELECTION**  
GROUPE DATAID

**TYMNET**

Groupe McDONNELL DOUGLAS

Au sein du Groupe McDONNELL DOUGLAS, devenu l'un des leaders dans les télécommunications publiques et la communication d'entreprise depuis l'intégration de TYMSHARE en 1984, nous recherchons plusieurs

### INGENIEURS SYSTEME

pour l'assistance système de nos clients et différents groupes opérationnels répartis dans toute l'Europe, l'implantation et suivi de nouveaux logiciels, les installations et recettes de réseaux d'entreprises et réseaux publics de transmission de données chez nos clients dans toute l'Europe.

Convientrait à ingénieurs ayant acquis une expérience de quelques années en téléinformatique, de préférence au niveau système, chez un constructeur, dans une SSI ou chez un grand utilisateur. Connaissance des procédures de transmission ou d'architecture de réseaux très appréciées. Ces postes sont reliés à des projets importants de dimension internationale. Ils nécessiteront une pratique fréquente de l'anglais pour laquelle une formation complémentaire pourra être donnée si nécessaire.

Nous offrons :

- Une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, de réseaux à valeur ajoutée et de la télématique.
- Une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilité.
- Des possibilités réelles de carrière dans un secteur en pleine expansion.
- Des déplacements de courte durée en Europe et aux USA (Californie).

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. TSG1 à TYMNET, 210 bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD.

**RHÔNE-POULENC**

**Le développement international de la pharmacie :**

tel est l'objectif de la Division Santé du Groupe Rhône-Poulenc (C.A. 51 Milliards Frc dont 70% sur les marchés internationaux). Calculée sur notre politique commerciale, notre informatique décentralisée évolue. C'est pourquoi, le Responsable de l'Organisation et des Systèmes d'Informations de l'international recherche un

### Chef de projets filiales étrangères.

Porte-parole du siège, il conseille et dialogue avec les responsables de nos filiales à l'étranger.

Homme de terrain, il y réalise la mise en place d'applications de gestion sur IBM 34, 36 et micro-informatique. Il intervient à tous les niveaux, assurant également la formation des utilisateurs et la maintenance.

Son action tend à harmoniser les systèmes d'informations des différents sites pour en améliorer les performances.

Ingénieur de formation, il a 2/3 ans d'expérience, de solides compétences sur IBM 34, 36 et en GAP II. Il passe 50% de son temps à l'étranger. Son anglais est très bon, son espagnol perfectible.

Intégrer notre Groupe en développant nos systèmes d'informations est un excellent moyen de nous connaître et de nous apprécier mutuellement. Son évolution n'en sera que plus aisée.

**DATAID SELECTION**  
GROUPE DATAID

Merci d'adresser votre candidature sous réf. FE 577 à notre Conseil DATAID SELECTION  
48, av. Raymond Poincaré 75016 PARIS.

**X, ENSTA, SUPAERO**

**Après-demain, la direction d'une unité de production**

Pour un ingénieur âgé d'environ 35 ans, ayant acquis une solide expérience industrielle dans un contexte allant de la mécanique de précision, automatismes et fiabilité, notre opportunité est exceptionnelle : prendre très rapidement la responsabilité d'un service de fabrication dans un domaine technologique véritablement de pointe et diriger ensuite, si vous êtes bien celui que nous recherchons, l'une de nos unités de production (500 personnes). En échange, nous vous demandons engagement personnel et grande disponibilité à ce poste qui est à pourvoir dans une ville industrielle de la côte ouest.

Si vous pensez avoir le profil de la personne (H/F) que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 522M à

**j.l. parichon**

38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. : 563.03.10



**elf aquitaine**

recherche pour son établissement de LACQ (64)

### INGENIEUR DIPLOME EN TELECOMMUNICATIONS avec connaissances en informatique TEMPS REEL et AUTOMATIQUE

Pour études, mise en service et maintenance des réseaux de communication (téléphone, radio, transmissions numérique et vidéo) de l'établissement. Une expérience de quelques années dans ces domaines sera appréciée, ainsi que le goût pour l'organisation et le travail sur le terrain.

Ecrire avec C.V. et photo sous N° 17754 à SNEAP - Service Recrutement  
26, avenue des Lilas, Bât. mestressat, 64018 PAU Cedex.

Pour son Département Organisation Informatique, le Crédit Commercial de France, importante banque nationalisée regroupant un effectif de 7500 personnes, recherche un

### Jeune Chef de Projet

Le candidat s'intégrera à un nouveau projet. Il participera à l'élaboration du schéma directeur et des spécifications, puis prendra en charge la réalisation.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure (MIAGE, Ecole d'Ingénieur) possédant 2 à 3 années d'expérience acquises dans une banque ou une SSI.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au **Crédit Commercial de France**, Direction des Carrières 103, Champs Elysées 75008 PARIS.

**association française de normalisation**  
recherche

DIVISION INFORMATIQUE  
SECTEUR TERTIAIRE

### INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE intéressé par les technologies de l'information

MISSION -

Au sein d'une petite équipe motivée et dynamique, il s'agit d'apporter le support technique et la connaissance du terrain dans les actions de promotion des Normes Françaises relatives aux technologies de l'information auprès des instances françaises et internationales.

Constitution et animation de groupes de travail chargés d'élaborer, en liaison avec les constructeurs, les utilisateurs, ainsi que les organismes publics, les normes et documents normatifs.

PROFIL -

- Ingénieur ou équivalent - Quelques années d'expérience appréciées.
- Aisance dans les contacts à tous niveaux.
- Capacité de communication tant écrite qu'orale.
- Anglais.
- Excellente culture générale en technologies de l'information (informatique de gestion, génie logiciel, télématique).

Adressez lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et rémunération actuelle sous réf. 740 à la Direction du Personnel AFNOR, Tour Europe, Cedex 07, 92080 Paris La Défense.

PME indépendante de l'est parisien, nous construisons des équipements d'électronique médicale de bonne réputation technique. Notre directeur de production cherche

### un ingénieur, responsable des méthodes et techniques de production

Ingénieur diplômé, vous bénéficiez d'une expérience pratique de 5 ans au moins en études, industrialisation ou fabrication de matériel électronique professionnel. Votre mission va consister à définir notre matériel et nos méthodes de fabrication, de test, de mise au point et de contrôle.

Notre consultant, M. J.P. DOURY vous remercie de lui écrire. (réf. 4680 LM)



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

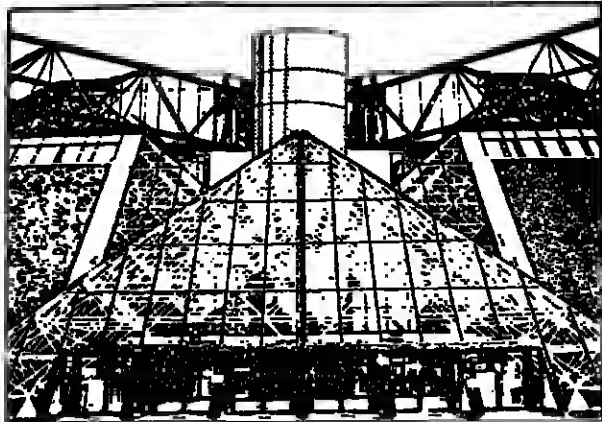
MEMBRE DE SYNTEC



# Le Monde

## SECTEURS DE POINTE

### L'INGENIERIE SANS FRONTIERES



Palais Omnisports de Paris-Bercy  
Architectes M.M. Andrault et Parat  
Ingénierie OTH

**OTH**

Le groupe OTH (1000 collaborateurs) est au premier rang des bureaux d'études européens dans le domaine de l'aménagement, de la construction et de l'infrastructure. Dans un environnement national et international difficile, nous avons misé avec succès sur les hommes et les outils de pointe (informatique, C.A.O., système expert, etc.) et nous avons su préserver notre rentabilité. Afin de poursuivre notre plan de développement, nous recherchons des

#### DIRECTEURS D'AFFAIRES

X, Mines, Centrale, Ponts, ETP, ...

Vous avez 30 ans, une première expérience dans le secteur d'activité et souhaitez prendre tout de suite des responsabilités de haut niveau. Selon vos compétences et affinités, vous prendrez en charge une équipe, soit pour coordonner des projets importants, soit pour diriger des études (en particulier dans le cadre de notre développement informatique). Votre profil de carrière, très ouvert, sera lié à vos capacités d'agir avec autonomie et imagination.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 633 M à Jacques Mimim, Directeur du Développement, OTH 18, Bd de la Bastille 75579 Paris Cedex 12 ou téléphoner au 346.12.10.

### Votre stratégie commerciale : la nôtre

GFI affirme son ambition et sa stratégie : valoriser et développer nos compétences pour acquérir une place prépondérante sur le marché des SSI. Nous avons les atouts et les produits pour réussir. C'est notre stratégie : la vôtre demain.

#### Proiciels : systèmes/génie logiciel

Pour cette activité, sur le marché des entreprises équipées de grands systèmes IBM, nous recherchons :  
• un DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE (Réf. JH1), responsable de la distribution de nos produits (XTOP, système intégré de Génie Logiciel : SCI, système de communication Inter-ordinateurs). Il développera, animera son équipe de vente et s'appuiera sur une solide logistique technique et marketing.  
• des INGENIEURS COMMERCIAUX (Réf. JH2) expérimentés dans la vente aux entreprises de matériels informatiques ou logiciels techniques (Systèmes, Télécom, L4G, Génie Logiciel) désireux de progresser grâce à des produits de pointe.

#### Communication télématique

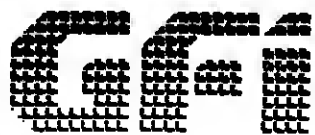
Dans cette activité GFI est le numéro 1 français et renforce sa position. Nous recrutons deux INGENIEURS COMMERCIAUX (Réf. JH3) qui vendront aux grandes entreprises des systèmes de communication (COMUTEX, messagerie électronique, télex, télécopie...).

#### Services de traitement

Une activité centrée sur les services à valeur ajoutée dans l'univers IBM (sécurité Back-up, missions d'expertises de haut niveau, facilités management...) dont vous, INGENIEURS COMMERCIAUX (Réf. JH4), assurerez le développement auprès des utilisateurs finals.

Pour l'ensemble de ces fonctions GFI recherche des profils de formation supérieure mais avant tout des hommes d'action et d'ambition, qui ont déjà prouvé leur réussite sur le terrain. Notre groupe apporte une dimension internationale (SCICON International Limited, groupe BP), une volonté de réussite dans le respect des acquis humains, et des carrières de chacun.

C'est avec la plus grande attention et en toute confidentialité que nous prendrons en compte vos motivations et aspirations (préciser la référence du poste choisi). GFI - Direction du Marketing - Tour Neptune, cedex 20. 92086 Paris-La-Défense 1



GRUPE FRANCAIS D'INFORMATIQUE

### En potentiell high tech pour exprimer le votre



Notre Division Acquisition et Enregistrement, en forte expansion, impliquée dans des projets à l'avant-garde de la technologie, est avant tout une équipe de techniciens et d'ingénieurs compétents et exigeants. Une structure où l'évolution est favorisée par le potentiel humain, la capacité à responsabiliser rapidement par de jeunes ingénieurs, la simplicité des contacts. Notre Département Enregistrement magnétique, situé à VELIZY, recherche un

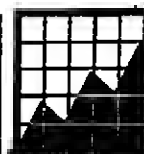
#### INGENIEUR D'ETUDES ELECTRONICIEN DEBUTANT

En liaison avec les services marketing, industrialisation et production, il développera un projet électronique sur des enregistreurs magnétiques d'instrumentation. Il assurera la responsabilité technique et financière du projet. Cet ingénieur grande école d'électronique (ESE, ...) a la maîtrise de l'anglais.

Adresser dossier de candidature complet sous réf. 3088 à ENERTEC, Direction du Personnel, 1 rue Nieuport, 78140 Velizy.

**ENERTEC**  
Schlumberger

REPRODUCTION INTERDITE



## DIRECTIONS

Nationales et Internationales

Dans le cadre de son expansion nationale, une société réputée de construction de Maisons Individuelles en traditionnel, filiale d'un grand groupe de B.T.P., crée le poste de :

### SECRETAIRE GENERAL

Rattaché au directeur général, il prendra en charge, avec l'appui des services homologues de la maison-mère : la gestion financière, la comptabilité, la gestion du personnel, l'informatique et les services généraux. Il mettra en place le contrôle de gestion, synthétisera les prévisions, établira et tiendra à jour les tableaux de bord, les analysera et en fera la synthèse avec ses recommandations. Il fera des audits constructifs auprès des divers centres de profits.

Ce poste convient à un contrôleur de gestion confirmé, très rigoureux, ayant un sens inné des rapports humains, créatif (ouvert aux produits innovants dans son domaine) et désireux de saisir l'opportunité d'élargir ses responsabilités.

POSTE BASE PROCHE BANLIEUE EST DE PARIS AVEC DEPLACEMENTS SUR TOUTE LA FRANCE.

Merci d'adresser CV, photo, salaire actuel et souhaité (sous référence S.G. 10.5) à COFAP 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui assurera la confidentialité.

### Prendre la direction de notre agence de Marseille

220 000 +

Tel est le poste que nous vous offrons dans un contexte un peu particulier et novateur : notre Directeur d'agence a pris une année sabbatique - vous le remplacerez pour 15 mois d'abord - définitivement peut-être...

Filiale de la Compagnie Industrielle, SECAP, avec un C.A. de 240 millions de Francs, fabrique et distribue de la bureautique tant sous forme locative qu'en vente directe.

Appliquer à l'échelon régional la politique commerciale définie au plan national, suivre et gérer l'ensemble des contrats qui nous lient à nos clients, et superviser notre organisation après-vente sont parmi vos priorités d'action : vous animez une équipe de 20 personnes.

Vous êtes si possible un homme de la bureautique. Généraliste, vous êtes à la fois gestionnaire et développeur. Autonome et responsable, vous vous sentez avant tout un patron... avec tout ce que cela implique, même pour 15 mois.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 7257M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



**Bernard Juthier**  
Psycom

Membre de Syntec

Nice Côte d'Azur

### Jeune directeur de travaux

Assumer la pleine responsabilité humaine, technique et financière des programmes aux plans qualité, prix et délais.

Apporter votre compétence à tous les stades de déroulement des opérations (du foncier... au SAV) au niveau des négociations des décisions et du conseil. Coordonner l'activité des 2 conducteurs de travaux en place.

C'est la mission très ouverte que nous proposons Méditerranée construction, promoteur immobilier du groupe Bouygues pour son agence de Nice.

Ingenieur, vous bénéficiez de 7 ans environ d'expérience dans cette activité travaux en France. Vos fonctions vous ont conduit à réaliser des opérations dans leur totalité (collectif, individuel et VRD). Vous pouvez aujourd'hui opposer des résultats tangibles aux plans qualité, niveau d'autonomie et rigueur de gestion. Vous voulez rejoindre une société aux résultats et à l'image particulièrement valorisants.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 1107 A à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

**OC conseil**  
Ressources humaines  
PARIS - LYON

Nous sommes une P.M.E. d'une soixantaine de personnes, filiale d'un groupe Aéronautique. Nous souhaitons accueillir à DINARD dans notre équipe de Direction un

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Collaborateur immédiat de la Direction Générale, vous le seconderez pour l'ensemble de l'administration du personnel, la négociation de ses contrats et les relations avec ses principaux partenaires.

Vous organiserez l'administration du personnel, dirigerez les diverses réunions (D.P., C.E., ...), et assurerez la gestion financière des contrats négociés.

De formation supérieure, économique, juridique et financière, vous possédez une expérience confirmée dans une fonction similaire d'au moins 5 ans.

Une maîtrise parfaite de la langue anglaise est impérative.

Ce poste de confiance nécessite bien entendu des qualités d'organisation, de dynamisme et de diplomatie.

Adresser votre candidature (lettre, c.v., photo et références) s/réf. DA à TAT - B.P. 0237 - 37002 TOURS CEDEX.

Handwritten note in Arabic script at the bottom of the page.



مذكرات الأعمال

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde

## SECTEURS DE POINTE

### GRACE

Un groupe mondial : WR GRACE, 80.000 personnes sur 5 continents.  
Des Divisions Européennes : 9.000 personnes dans 10 pays.  
Une Société française : 1.000 personnes près de RAMBOUILLET, CA 84 : 800 Millions Frs.  
Des produits leaders sur le marché de l'EMBALLAGE ALIMENTAIRE.  
Un centre informatique Européen de haut niveau, des méthodes et techniques avancées qui s'appuient sur un réseau SNA liant nos filiales à notre 3081 IX sous MVS/XA.

Afin de renforcer le Groupe de Gestion de l'Information, nous recherchons

**LE RESPONSABLE ORGANISATION ET METHODES**

**Diplômé(e) grandes écoles d'ingénieur ou de gestion...**

Votre mission :

- optimiser l'utilisation des nouveaux systèmes d'information (applications en temps réel pour secteurs opérationnels, bureautique, systèmes manuels...)
- apporter un soutien efficace à l'utilisateur final
- actions de formation et d'organisation
- évolutions des procédures.

D'un bon niveau technique, vous avez plusieurs années d'expérience de la fonction.

(Réf. MO/582)

**UN ANALYSTE DE GESTION**

**Diplômé(e) grandes écoles d'ingénieur ou de gestion...**

Votre mission :

- contribuer à la définition et l'implémentation des systèmes Européens et locaux.
- Une expérience de 2 ou 3 ans dans le développement de systèmes on-line, de préférence en gestion de Production ou Comptabilité multinationale, est souhaitable, toutefois les candidatures de débutants possédant une formation complémentaire de type MBA seront prises en considération.

(Réf. MO/583)

**CES DEUX POSTES REQUIERENT DE REELLES APTITUDES A COMMUNIQUER A TOUS LES NIVEAUX TANT EN FRANÇAIS QU'EN ANGLAIS.**

**UN ANALYSTE PROGRAMMEUR**

**DUT, Maîtrise informatique ou équivalent**

Votre mission :

- intégrer une petite équipe responsable de l'installation de systèmes Européens et du développement de systèmes locaux.
- Votre expérience des techniques de programmation structurée (Jackson de préférence), de DL1 et CICS, ainsi que votre connaissance de l'Anglais seront des atouts déterminants.

(Réf. MO/583)

Adressez rapidement votre dossier de candidature (sous la référence choisie) à Michèle MOORE  
Relations Humaines - GRACE Sarl - B.P. 10 - 28230 EPERNON

### SODETEG S.T.A.I.

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE ET D'AUTOMATIQUE INDUSTRIELLE**

Nos 500 collaborateurs (plus de la moitié sont Ingénieurs) conçoivent et mettent au point des systèmes Informatiques complexes, de haut niveau technologique dans des domaines variés : production et transport de l'énergie, gestion automatisée, productique (leader français des systèmes de conduite d'ateliers flexibles), réseaux de télécommunications, systèmes transactionnels, ingénierie des courants faibles, etc.

LA PROGRESSION CONSTANTE DE NOTRE C.A., DONT 60% EST RÉALISÉ À L'EXPORT, NOUS CONDUIT À RENFORCER NOS ÉQUIPES.

#### INGÉNIEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

De formation Grandes Écoles, vous avez acquis une expérience de quelques années dans la vente des produits et des services de nos systèmes informatiques.

Vous serez chargé dans le cadre d'un domaine d'activité (messagerie électronique, réseaux de télécommunications, Gestion Technique Centralisée...) de la prospection et du montage des affaires, tant en FRANCE qu'à l'ÉTRANGER. Anglais indispensable. (Réf. 1/M)

#### INGÉNIEURS INFORMATIENS

Ayant de préférence deux ou trois ans d'expérience, vous avez une bonne connaissance de l'un des domaines suivants :  
- Calculateur VAX ou SOLAR ou 6800 ou Mini 6.  
- Langages Pascal et Fortran 77.  
- Systèmes UNIX, RTES, D, GCOS 6.  
- Systèmes de base de données (Socrate apprécié).

Intégrés à l'équipe de projet en vue de réaliser les tâches d'analyse, programmation et tests fonctionnels, vous participerez à la réalisation d'un grand projet à dominante TEMPS-RÉEL dans le domaine de l'énergie. (Réf. 2/M)

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. du poste choisi à la D.A.S. - SODETEG/T.A.I. - 283, rue de la Minière, B.P. 11 - 78530 BUC.

#### INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRE

Vous avez au moins 30 ans et êtes de formation Grandes Écoles.  
Vous avez acquis une expérience significative de la conduite d'affaires clés en main de surveillance technique de grands ensembles industriels et tertiaires.  
Véritable CHEF D'ENTREPRISE vis-à-vis de vos clients et de vos partenaires, vous dirigerez les équipes de développement et de réalisation jusqu'à l'installation sur site. (Réf. 3/M)

#### CHEF DE GROUPE LOGICIEL

Vous avez au moins 30 ans et êtes de formation Grandes Écoles.  
Vous avez acquis une expérience significative des systèmes informatiques TEMPS-RÉEL et des METHODOLOGIES MODERNES de développement de logiciel.  
Correspondant méthodologique de la Direction Technique vous serez chargé de l'encadrement technique des Chefs de projet logiciel. Anglais souhaité. (Réf. 4/M)

#### CHEF DE PROJET LOGICIEL

Vous avez acquis quelques années d'expérience dans les domaines logiciels.  
Vous serez responsable d'une équipe d'ingénieurs de développement de logiciels pour les affaires de trafics ferroviaires à l'exportation. (Réf. 5/M)

**THOMSON**  
INDUSTRIE ET INGENIERIE

... LE MONDE - Mercredi 16 octobre 1985 - Page 23



### emplois régionaux

**LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS**

recherche pour son RESEAU CABLE EXPERIMENTAL de Bleritz

#### INGENIEUR

**RESPONSABLE DE LA REGIE AUDIOVISUELLE DE DIFFUSION**

Il animer une équipe de techniciens supérieurs chargés du lancement puis de l'exploitation de cette régie de diffusion.

Les équipements informatiques et audiovisuels à mettre en œuvre permettront d'offrir pour la 1<sup>re</sup> fois sur un réseau câblé un service de programmation TV par les abonnés.

Il est demandé une première expérience mais les candidatures de débutants présentant une bonne motivation seront examinées.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo à  
CONSILIA, 5, rue Lincoln, 75008 Paris.

### Consilia

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Dans le cadre de son expansion  
une SOCIÉTÉ de PROTECTION JURIDIQUE  
de L'INDIVIDU et de L'ENTREPRISE  
recherche pour renforcer  
sa délégation régionale d'ORLÈANS

#### Diplômé d'études supérieures en droit

Collaborateur immédiat du Responsable de la petite équipe où il sera intégré, il le secondera dans ses actions axées sur l'apport d'une assistance individualisée à la clientèle. Sa mission impliquera traitement et suivi des dossiers juridiques, relations avec les clients, travail administratif dans le cadre de procédures largement informatisées. La pratique de la dactylographie serait appréciée. Ce poste, de statut cadre, est destiné à un candidat possédant de réelles aptitudes à la communication et voulant évoluer vers des actions autonomes et polyvalentes au sein d'une structure à taille humaine particulièrement performante.

Les entretiens auront lieu à ORLÈANS.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 035 M.

Cabinet Gatier



**CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'OISE**

recherche pour BEAUVAIS

#### CHARGE D'ETUDES ECONOMIQUES

pour son service "financement de l'agriculture"

Vous êtes ingénieur agricole, agronome ou équivalent, Vous avez des qualités d'animateur et de formateur, le goût du contact et des relations humaines.

Votre candidature nous intéresse.

Adressez lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions au Service du Personnel - C.R.C.A.M. de l'Oise - BP 311 - 60026 Beauvais Cedex.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE LEADER DANS SON DOMAINE D'ACTIVITÉ**

recherche pour son Usine proche de ROUEN

#### un jeune ingénieur

justifiant d'une première expérience professionnelle dans le domaine de l'EXPLOITATION PETROLIERE OFF-SHORE pour lui confier des responsabilités au niveau du suivi des fabrications, de la réalisation des contrats, et des relations avec la clientèle.

De formation généraliste (A et M, I.N.S.A., E.C.A.M., etc...) le candidat retenu devra impérativement s'exprimer couramment en langue anglaise.

Adressez lettre manuscrite de candidature avec C.V. et photo sous réf. 4486 à Lion Publicité, 8, avenue de Camoëns, 75016 PARIS qui transmettra.

**GRUPE IMPORTANT DU SECTEUR DE L'EMBALLAGE**

recherche pour l'une de ses papeteries intégrées

#### UN RESPONSABLE DE PRODUCTION

INGENIEUR ou TECHNICIEN PAPETIER

Expérimenté ayant une longue pratique de la conduite des machines

Adr. lettre manus. et c.v. à RÉGIE-PRESSE s/r 313 454 M 7, r. de Montesson, 75332 Paris Cedex 07 q. tr.

Important Cabinet d'expertise comptable.

à vocation nationale recherche

#### REVISEURS QUALIFIES

pour région AGEN, TOULOUSE et CLERMONT-FERRAND.

Expérience cabinet DECS ou équivalent.

Ecrire RFA, 5, rue de Téhéran, 75008 PARIS.

**CONCESSIONNAIRE PEUGEOT-TALBOT REGION OUEST**

1300 V.N. / 850 V.O.

recherche

Chef de ventes, expérience indispensable. Bon animateur, bon gestionnaire. Ecrire C.V. + photo à : PEUGEOT-TALBOT, B.P. 1508, 36130 CHANTEPIEL, qui trans. Discr. assurée.

**ANNONCES CLASSÉES**  
TÉLÉPHONÉES

555-91-82





emplois régionaux

emplois régionaux

Nantes

Secteur Financier

## « l'intrapreneur »...



GROUPE CGI

Entreprendre à l'intérieur de l'entreprise, avoir spontanément un comportement de patron, disposer d'une autonomie de moyens et être responsable de ses actes et de ses résultats : c'est précisément ce qui attend le cadre qui ouvrira notre *délégation régionale en Pays de Loire*.  
Déjà bien connu au plan national (98 agences en France) dans le financement de véhicules automobiles, de bateaux de plaisance, d'équipements industriels et informatiques, nous lançons une diversification axée dans le marché des entreprises. Tout est prêt pour réussir : études de marché, stratégie produits, 5 délégations régionales opérationnelles début 86, synergie logistique du Groupe... Pour cette nouvelle entité les projets sont ambitieux mais à la hauteur de nos moyens et de notre créativité.  
Nous vous proposons de vous y associer comme créateur, développeur, puis gestionnaire.  
Vos caractéristiques : le sens du relationnel pour négocier avec des Directions financières, culture économique pour évaluer un projet d'investissement, capacité d'animateur pour constituer une équipe, formation supérieure (économie, gestion, finance...), une expérience commerciale dans la vente aux entreprises (services ou équipement).  
Alain SOMIA traite confidentiellement votre candidature. Il vous remercie de lui écrire sous la référence 5156 LM



DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT  
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS  
Tél. : (1) 227.96.49

PARIS - LILLE - MONTREAL

## Panzani Expert en Pâtes

Panzani Millier Frères (C.A. : 1,7 milliard de F, 1500 personnes) est le leader français de la production de pâtes alimentaires. En amont de ses politiques marketing et commerciale offensives et de techniques industrielles de pointe, PANZANI maintient un niveau élevé d'exigence de qualité pour ses produits. Son usine de Marseille, la plus importante de France avec une production de 100.000 tonnes/an, recherche son **RESPONSABLE CONTRÔLE QUALITÉ**, rattaché au directeur.

Au-delà d'une mission classique de laboratoire pour laquelle il réalisera les différents contrôles prévus, depuis la réception des semoules jusqu'au conditionnement des pâtes, nous attendons de lui qu'il devienne rapidement l'« expert-produit » de l'usine, capable de proposer toute mesure susceptible d'améliorer le produit à toutes les étapes du process et d'être le conseiller écouté de la fabrication et du conditionnement. Il développera ses compétences en prenant en charge l'atelier pilote « pâtes » et assurera la transposition à la dimension industrielle. Il encadrera une petite équipe de techniciens et assurera la liaison avec le laboratoire de recherche de la société.

Ce poste conviendrait à un ingénieur agro-alimentaire disposant d'une expérience réussie de 3 à 5 ans du Contrôle Qualité en usine. Sa personnalité affirmée et une méthodologie rigoureuse lui permettront d'entretenir avec la production un dialogue efficace pour parfaire sans cesse la qualité des produits. A ce poste, il se fera rapidement connaître au sein du Groupe BSN.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. PS M en précisant rémunération actuelle à :  
BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Tolbiac - 75011 PARIS Cedex 06.

# Le Monde

## SECTEURS DE POINTE

Technologies de pointe  
Développement d'applications avancées

### Ingénieurs d'Etudes en Logiciel Temps Réel (HF)

Nous sommes une PMI à taille humaine (1.300 personnes), filiale d'un grand groupe français. Notre savoir faire se situe dans la production d'ensembles industriels alliant étroitement la mécanique, l'électronique et l'informatique industrielle. Nos ingénieurs conçoivent dans des équipes pluridisciplinaires des applications diversifiées : pilotage de machines de tri, algorithmique et simulation, traitement d'image, lecture optique, reconnaissance automatique du manuscrit, systèmes de contrôle industriel en sidérurgie, industrie chimique.

Pour faire face à notre expansion, nous complétons nos équipes en accueillant soit des **INGENIEURS CONFIRMES**, soit des **INGENIEURS DEBUTANTS** (spécialité physique, électronique ou informatique).  
Evolution ultérieure prévue.

Poste basé en proche banlieue Nord de PARIS à 500 mètres du métro.  
Ecrire au **CABINET GATIER**, 91 rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS sous réf. 410/LM

Cabinet Gatier

Plus de 40 ans  
et ingénieur,  
votre expérience  
nous intéresse

Nous recherchons un **INGENIEUR** d'excellent niveau, plus de 40 ans :

— expérience réelle en **GESTION DES COUTS DE PRODUCTION** (de préférence dans le secteur mécanique moyenne série),  
— capable de s'intégrer à une équipe, de participer à ses travaux, d'orienter en souplesse ses activités en conseil compétent.

Le poste consiste à un cadre de valeur, plus orienté vers des activités fonctionnelles que vers des responsabilités de commandement, à la recherche d'une activité lui permettant d'exploiter avec compétence une expérience confirmée acquise en entreprise ou en cabinet.

Adresser lettre manuscrite et C.V. en précisant sur l'enveloppe la référence 7790 à Média System - 2, rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

## OFFRES D'EMPLOIS

Groupe industriel et commercial français  
Premier producteur européen  
Second rang mondial

souhaite recruter deux jeunes

## DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES

intéressés par la

### GESTION ADMINISTRATIVE COMPTABLE ET FINANCIÈRE

de filiales commerciales et industrielles

Une première expérience est souhaitable : au niveau d'un cabinet d'expertise comptable, ou de responsabilités opérationnelles dans les services comptables d'une grande entreprise, ou encore dans l'audit comptable.

Cette offre s'adresse à de jeunes et fortes personnalités capables d'affirmer :

- à la fois leur rigueur d'hommes d'étude et leur pragmatisme d'hommes d'action,
- leur sens de l'animation et leur goût du travail en équipe.

Elle permet de développer une carrière variée et attrayante dans le Groupe, en France et à l'étranger.

Toutes les candidatures retenues seront étudiées au cours d'entretiens particuliers et la plus grande discrétion est assurée.

Ecrire à **INTERMÉDIA** - n° 588 A  
9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra.

## IMPORTANT GROUPE DE PRESSE recherche

### LE REDACTEUR EN CHEF

de son **MAGAZINE INFORMATIQUE** destiné au **Grand Public** leader sur le marché

Fort d'une expérience journalistique, le candidat retenu devra être capable, en adhérant pleinement au produit, d'animer une équipe dont il sera responsable.

De plus, il aura un rôle moteur dans l'orientation de la publication.

Il lui sera offert une rémunération motivante.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous référence 4887

**PUBLICITES REUNIES**  
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Nous sommes une PME de transformation et commercialisation de Matériel d'Isolation Electrique. Notre très forte expansion nous amène à créer un poste de :

### Responsable Administratif et Financier

Paris

Agé d'environ 30/35 ans, titulaire du DECS (ou niveau), familiarisé avec l'outil informatique, votre expérience de la fonction Administrative, Comptable et Financière vous permettra de prendre la responsabilité de ce poste.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience et de votre potentiel. Poste évaluable.

Adresser votre dossier de candidature comprenant CV détaillé, lettre manuscrite, photo (rétournée), rémunération actuelle, sous référence C1910 à Catherine LASSERRE, CNEC Conseil - 105 Av. Victor Hugo - 75116 Paris.

هذه ايامنا



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT**  
BDFPD

Etablissement spécialisé du groupe des BANQUES POPULAIRES recherche dans le cadre du développement de son activité affacturage « FACTORING »

**CADRES COMMERCIAUX**

- Ils établiront et maintiendront des relations personnalisées avec les Banques Populaires afin de favoriser la diffusion du produit.
- Ils seront chargés de l'approche des prospects (PME) et de la négociation des contrats.
- Résidant à Paris ils interviendront régulièrement en province.
- Ils seront responsables de l'étude et du diagnostic des prospects.
- Agés de 25 ans environ, ils auront une formation supérieure en gestion et de bonnes connaissances comptables.
- Ils feront preuve de dynamisme commercial et seront des négociateurs confirmés.
- Ils justifieront d'une expérience de 3 à 5 ans soit dans l'affacturage soit dans la banque ou en entreprise.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à :  
BDFPD - Service du Personnel - réf. 650  
31, quai de Grenelle - 75738 PARIS Cédex 15.

**Jeunes diplômés**  
HF

LICENCE SCIENCES ECO, DROIT  
ECOLE DE COMMERCE, DUT

Organisme central d'un important groupe bancaire recherche pour ses services des Moyens de Paiement, DES JEUNES DIPLOMÉS.

qui viendront renforcer les équipes existantes. Les candidats seront amenés à participer aux études concernant le traitement des chèques, effets de commerce, cartes de paiement, etc. Ils interviendront dans le suivi des produits et des procédures de traitement, dans un contexte très largement informatisé.

Envoyer avec C.V., photo, en précisant sur l'enveloppe la référence 3781/M.A.



Jeune et dynamique banque privée recherche dans le cadre de la réalisation de son nouveau plan informatique

**Organisateur Classe VI ou VII**  
Au sein de son service organisation et informatique

Directement rattaché au responsable du service, vous serez chargé en collaboration avec les services informatique et titres :  
• de la mise en place et du suivi des chaînes informatiques de traitement « titres » et « bourses » ;  
• de l'aide à la conception des procédures du département titres ;  
• du suivi des projets informatiques de la Direction Financière (SICAV, aide à la gestion des valeurs mobilières, trésorerie...).

De formation supérieure, grande école d'ingénieur ou de commerce, vous avez une expérience de 5 ans dans une fonction d'organisation au sein d'une banque ou d'une société de service en informatique travaillant pour un établissement bancaire.

Vous possédez de très bonnes connaissances des valeurs mobilières. De réelles possibilités d'évolution vous sont offertes.

Afin de nous rencontrer au plus vite, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prêt.) sous pli fermé à :  
SICAV ORG 7 à BFA, Direction du Personnel,  
81, boulevard Malesherbes, 75008 Paris.

**Des Consultants d'Avenir... pour devenir Le Leader Européen.**

En 1985, le Groupe EGOR, premier groupe français de conseil en ressources humaines

- a développé ses activités classiques en France et à l'étranger en contribuant à l'engagement de 1500 cadres et dirigeants,
- a ouvert des nouveaux bureaux à Bordeaux (Egor Aquitaine) et à Rome (Egor Roma) pour compléter ses implantations nationales et internationales,
- a créé, à Paris, un département Egor Technologies qui intervient pour toutes les fonctions à dominante technique,
- a démarré une Société AXIS qui offre une nouvelle prestation auprès des industries pharmaceutiques : la mise à disposition de réseaux exclusifs,
- a développé considérablement les moyens de sa Société de recherche par approche directe : "AGORA",
- a mis en place des systèmes d'information faisant appel aux technologies nouvelles.

En 1986, le Groupe EGOR, premier groupe français de conseil en ressources humaines, souhaite :

- développer son département Egor Biomédical,
- ouvrir des bureaux à Lille (Egor Région Nord) et à Metz (Egor Région Lorraine),
- créer, à Paris, un département prenant en charge les recrutements de cadres dans le domaine des services (banques, assurances, etc.),
- conforter sa position dans le domaine de la formation des cadres techniques (de recrutement et d'association),
- développer ses implantations étrangères.

Si vos projets professionnels sont compatibles avec les nôtres, si vous avez des idées originales qui peuvent s'intégrer dans nos programmes, si vous avez des ressources humaines, vous pouvez nous en faire part. Nous sélectionnerons des personnalités de premier plan pour devenir à notre service le leader européen dans notre domaine.

Vous serez recrutés par notre département de recrutement, vous bénéficiez d'une totale discrétion.

Envoyez votre dossier à :  
Egor, 10, rue de Berni, 75001 Paris.

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTRÉAL TOKYO

**egor**

Paris - Ouest de la France

180-220 000 F



**Agent technico-commercial**

Spécialisés dans les pigments minéraux et organiques destinés à l'industrie, nous sommes un des leaders mondiaux dans notre secteur grâce à notre savoir-faire et à la qualité de nos produits.

Rendant compte à la Direction des Ventes FRANCE et dans le cadre d'une approche marketing réaliste et prospective, vous aurez pour mission de :

- détecter les attentes du marché, suivre la concurrence en terme « quantités et prix » ;
- visiter, fidéliser et élargir une clientèle exclusivement industrielle sur Paris et l'Ouest de la France ;
- faire remonter les informations du terrain ;
- mener les négociations techniques et commerciales à partir des directives fixées par le marketing.

Vous avez au moins 30 ans, êtes, de préférence, diplômé d'une école de commerce ou possédez une formation de chimiste. Bon négociateur, rigoureux, à l'écoute du marché, confirmé dans la vente de produits industriels (si possible chimiques), vous désirez relever le défi de développer une région qui est une des pièces maîtresses du marché français.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, sous référence 5155 LM



DÉPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT  
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS.  
Tél. : (1) 227.96.49

PARIS - LILLE - MONTREAL



**emplois régionaux**

**emplois régionaux**

Développer une nouvelle gamme d'équipements électroniques

Aujourd'hui un des leaders mondiaux de l'électronique industrielle, notre volonté d'expansion en France et à l'étranger passe par le développement d'une nouvelle gamme de produits et nécessite un accroissement de notre activité et de nos moyens d'études (20 ingénieurs et techniciens). Pour gérer le développement d'un grand projet d'avenir nous recherchons notre

**Responsable Etudes et Développement** ESE, ENST, ...

Créateur, organisateur et gestionnaire vous animez et coordonnez l'étude et l'industrialisation des produits de la branche. Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien grande école âgé de 30 ans environ, et disposant de 3 à 5 ans d'expérience en tant que chef de projet ou responsable d'un bureau d'études. La réussite dans cette mission vous permettra de prendre à terme des responsabilités plus larges dans un groupe d'envergure internationale. Pour ce poste basé en province, la maîtrise de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. : 3067/M à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

**ingénieur chimiste commercial**

CHIMIE ORGANIQUE FINE  
PARIS

Un Groupe Chimique français de dimension internationale recherche un Ingénieur Chimiste ayant une expérience commerciale ou très attiré par cette activité.

Il sera intégré au sein d'une équipe compétente et aura à animer le développement de produits organiques intermédiaires de synthèse. Il négociera à un haut niveau technique avec des Entreprises importantes Industrie Pharmaceutique, Phytochimie, etc.).

28-30 ans minimum, • diplômé d'une Ecole Supérieure de Chimie, • doté d'une première expérience commerciale ou de recherche-développement, • anglais souhaité.

L'importance du Groupe permet à des candidats de bon potentiel d'évoluer (terme de 3 ans) vers des postes de Responsabilité Opérationnelle ou Fonctionnelle. Une carrière internationale est possible.

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la référence 567-M.



Recherche / Conseil / Cadres  
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

**Analyste Concepteur****Visée : Responsable du Service Informatique**

Notre Entreprise d'Aménagement et de Construction gère un patrimoine important (20 000 logements sociaux). La mise en place d'une structure décentralisée, une gestion par objectifs, ainsi que la volonté de maîtriser les changements organisationnels, amènent notre Direction Financière, Organisation, Informatique à renforcer sa Division Organisation, Informatique, en créant le poste : ANALYSTE CONCEPTEUR au Siège, proche RER Saint-Maur-Créteil.

Vous jouerez un rôle imaginaire et moteur auprès de l'équipe chargée de la conception, la définition de projets d'automatisation reliés à un système d'information intégré. Vous travaillerez en liaison étroite avec tous les services utilisateurs.

De formation de type Grande École ou MIAGE, vous êtes confirmé par une expérience informatique réussie d'environ 6 ans, dont au moins 3 ans dans la conduite de projets, de préférence en secteur tertiaire. La pratique des méthodes MERISE ou AXIAL représenterait un atout supplémentaire. Ce poste doit permettre à un candidat de valeur d'accéder à la responsabilité globale du Service informatique à moyen terme.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci de téléphoner ou d'écrire sous référence 35 9208 M. à Marion OELPARD qui garantira la confidentialité.



**EQUIPES ET ENTREPRISES**  
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

Organisme central  
à un important groupe bancaire privé  
recherche pour son secteur

BOURSE - MARCHÉ FINANCIER

**GRADES**  
**CLASSE III/IV**

Dans le cadre du fort développement des activités financières, nos nouveaux collaborateurs viendront renforcer les équipes existantes et seront chargés du traitement administratif et comptable des opérations sur titres dans un contexte fortement informatisé.

Ils devront également assurer des contacts commerciaux et les relations avec les agents de change, les investisseurs institutionnels et les services internes.

Pour réussir dans ces fonctions, les candidats, âgés de 25 ans au minimum, devront justifier d'une expérience similaire de l'ordre de 5/6 ans et pouvoir rapidement assurer l'encadrement de quelques personnes.

Lieu de travail : Paris 2<sup>e</sup>  
Envoyer CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3790/UM, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Société de gestion de service public structurée en directions régionales et centres d'exploitation en province (1560 personnes, 850 millions de CA), filiale d'un groupe français, nous recherchons :

**Jeune Ingénieur**

(X, ECP, ENPC...)

Formation complémentaire à la gestion, appréciée

Après formation à notre métier, il deviendra l'animateur et le gestionnaire d'un centre d'exploitation avec des responsabilités polyvalentes : commercial, technique, gestion et relations humaines. Une première affectation est possible dans le Sud-Est, le Sud-ouest ou la Bretagne. (réf. 4885 A)

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous référence correspondante à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

**Jeune Ingénieur Chimiste**

(INSA option chimie, ENSCP, ENSCM...)

1<sup>ère</sup> expérience souhaitée

Il participera à :

- la recherche de nouvelles techniques
- l'établissement de projets
- la formation du personnel d'exploitation
- la mise en place de micro-informatique.

Poste basé à Paris avec de courts déplacements en province. (réf. 4885 B)

cisigraph



**Ingénieurs commerciaux**  
**rejoignez le leader de la CFAO !**

Nous avons multiplié notre chiffre d'affaires par 10 en 4 ans et recherchons aujourd'hui pour Paris, et la province (toutes régions) des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX HAUT NIVEAU

De formation grandes écoles d'ingénieurs ou équivalent vous justifiez d'une expérience d'au moins 2 à 3 ans dans la vente ou le support de systèmes en informatique industrielle auprès des PME ou grands groupes.

Intégré à une équipe, vous serez chargé du développement des ventes de notre système CFAO STRIM.

Nous vous offrons une rémunération élevée qui tiendra compte des objectifs fixés et des résultats obtenus.

Si vous voulez rejoindre notre équipe, adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite) à Serge BRAGADO CISIGRAPH Direction Commerciale France 5 place de la Balance Silex 413 95573 Rungis Cedex.

# LA FORMATION SOURCE DE LIBERTÉ

Toutes les enquêtes auprès des jeunes diplômés des grandes écoles concordent : l'acquisition d'une bonne formation de départ figure parmi les principaux critères de choix d'une première entreprise. Nous avons consacré en 1984 plus de 12 % de notre masse salariale à la formation de notre personnel, nous plaçant dans ce domaine au premier rang des entreprises françaises. La formation initiale de nos nouveaux collaborateurs représente une part importante de cet effort.

**POUR NOS COLLABORATEURS...**

Nos nouveaux collaborateurs suivent une formation d'un an, normalement rémunérée, suivant un programme alterné dans nos Centres d'Éducation de la Région Parisienne et sur le terrain dans le cadre d'une agence parisienne ou d'une Direction Régionale. Cette formation est conçue pour permettre à nos futurs INGÉNIEURS COMMERCIAUX ET INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX d'acquies les connaissances professionnelles les plus à jour et les compétences nécessaires à l'exercice de leur métier.

Le paysage informatique change chaque jour : notre activité est en constante évolution, nos métiers se renouvellent sans cesse. Nous offrons à chacun la possibilité de réaliser ses aspirations et son potentiel par un accès à une formation permanente au cours d'une carrière.

**... ET NOS CLIENTS**

Nous formons nos ingénieurs pour qu'ils transmettent leurs connaissances à nos clients. Du cahier des charges initial, à la mise en œuvre d'une solution (matériels et services) nos collaborateurs doivent savoir

s'exprimer dans un langage adapté à des interlocuteurs variés. Ils doivent être de bons pédagogues, c'est-à-dire savoir écouter, expliquer, conseiller et convaincre.

Nos clients deviennent alors des partenaires, plus libres, plus autonomes.

**QUI RECRUTONS-NOUS ?**

**DE JEUNES DIPLÔMÉ(S)**  
**DES GRANDES ÉCOLES ET DES UNIVERSITÉS (Sciences et Techniques, Commerce, Gestion)**  
Bac + 4 minimum,

Pour des postes  
**D'INGÉNIEURS COMMERCIAUX**  
**ET D'INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX.**

Merci d'adresser votre lettre de candidature et un C.V. détaillé à notre Département Recrutement, 2 rue de Marengo, 75001 PARIS, sans oublier de mentionner la référence 231.

Nous la traiterons avec la discrétion qui s'impose et en fonction des exigences et de la variété des postes à pourvoir.

Nous vous rembourserons vos frais de transport éventuels.

**IBM France**  
le bon départ

WARIN FRANCE S.A.R.L.

Négoce de produits alimentaires - agricoles et industriels au niveau international recherche un

## Attaché Commercial

En liaison avec la Direction, ce collaborateur sera chargé du suivi, du développement des affaires sur tout le marché français.

Il sera amené à traiter l'ensemble des dossiers (prospection, étude des besoins, montage financier...).

Diplômé de l'Enseignement Commercial Supérieur, option commerce international, vous avez prouvé lors d'une expérience réussie dans le négoce international, votre dynamisme et votre compétence. Anglais indispensable.

Poste basé à Paris, déplacements fréquents.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 10531 M à Catherine DUBOY.



**Personnel conseil**  
85, rue de Lille 75007 PARIS  
(01) 47 00 00 00

**responsable formation**

La DATAGRAPH, société spécialisée dans l'équipement informatique, recherche pour Paris un responsable formation.

Ce poste requiert de fortes connaissances dans le domaine des technologies avancées (base, électronique et informatique). Outre ses compétences techniques, une expérience réelle du management et des qualités d'encadrement et d'animation sont indispensables. La maîtrise de l'anglais est exigée.

Nous vous offrons :

- une formation complémentaire à l'étranger,
- un salaire correspondant à vos responsabilités,
- une voiture de fonction.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (C.V. + photo + salaire actuel) à DATAGRAPH - B.P. 60023 - PARIS-NORD II 95970 ROISSY-CHARLES-DE-GAULLE Cedex.

**Datagraph**

SOCIÉTÉ DE BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS A VOCATION INTERNATIONALE recherche

## ANALYSTE DE MARCHÉ

**MISSIONS :**

- recherche, analyse et synthèse des informations commerciales et techniques concernant les produits (biens d'équipements industriels et mécaniques) et leurs marchés mondiaux.
- réalisation d'études spécifiques de marché pour permettre l'adaptation de la stratégie marketing, de la politique produit, de la politique commerciale de la société.
- mise en place et suivi permanent d'un système de gestion des informations relatives à la vie des produits et à l'évolution de leurs marchés.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur ou diplômé ESC ayant déjà acquis une expérience de 2 à 4 ans dans le domaine des études de marchés, si possible dans le domaine des biens d'équipements industriels.

Anglais indispensable - déplacements à prévoir.

Poste basé en Région Parisienne.

Envoyer dossier de candidature, CV et photo sous réf. 17685 à CONTESSÉ PUBLICITE 90, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Dans le secteur Santé Sociale, notre Division Informatique recherche pour l'agence de BORDEAUX des

# Analystes-programmeurs

**Débutants ou première expérience**

devant s'intégrer dans une équipe jeune.  
De formation ingénieurs ou niveau maîtrise.  
Vous participerez à des travaux portables sur plusieurs matériels, IBM 43 XX, BULL DPS 7 Contrat à durée déterminée.  
Merci d'envoyer CV + photo + prétentions au CNEH, 2 rue Dubernat, 33400 Talence.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

(filiale du Groupe PRINTEMPS)

recrute dans le cadre d'une restructuration du service juridique un

## COLLABORATEUR H/F

Spécialisé en Droit des Affaires

Ce poste conviendrait à un candidat :  
- de formation supérieure (maîtrise en Droit, DESS spécialisation Droit des Affaires),  
- ayant acquis une expérience professionnelle de 4 années dans le même secteur d'activité ou en cabinet.  
De bonnes connaissances en fiscalité seraient appréciées.  
Il sera chargé au sein du service :  
- de la rédaction des actes et contrats commerciaux ;  
- d'assister et de conseiller tant les responsables des filiales et des services commerciaux que les adhérents dans tous les problèmes relatifs au Droit Commercial.  
Ce poste est basé à ORLY.  
Des déplacements sont à prévoir.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à :

DISCO S.A. Service des Carrières

Sénia 502 - 94577 RUNGIS CEDEX

Appartenant au groupe SYSTEMES ASSISTES PAR ORDINATEUR de SCHLUMBERGER, SENTRY est leader mondial dans le domaine du

## TEST de CIRCUITS INTEGRÉS.

L'organisation Européenne de SENTRY comprend des agences commerciales en Allemagne, France et Angleterre ainsi qu'un Centre d'Etudes et de Production à St-Etienne.

Pour le Service Maintenance France, nous recherchons un

## Ingénieur électronicien

(SUPELEC - ENSAAM - ENSIEG - INSA...)

Débutant à 2 ans d'expérience

Il assurera l'installation, la mise au point de la maintenance des systèmes de tests de circuits intégrés, qui utilisent des technologies avancées (Hybrides, Gate Array...). Une solide formation en électronique ainsi que la connaissance des logiciels de base (PASCAL - BASIC) est nécessaire. Un bon niveau en Anglais est indispensable et des déplacements sont à prévoir.  
Ce poste est à pourvoir à Montigny-le Bretonneux (78).  
Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. et photo à ENERTEC SYSTEMES DE TESTS - Service du personnel - 34, rue Necker, Z.I. de Montreynaud, 92028 St-Etienne cedex.

SENTRY

Schlumberger

IMPORTANT GROUPE BUREAUX D'ETUDE

## COMPTABLE

2<sup>e</sup> dévolution  
Quelques années d'expérience exigées.  
Pour comptabilité générale et les langues française et étrangère.  
Adresser C.V., photo et prétentions à M. MICHAUD, SETEC A.S., 55, quai de la Rapée, 75005 PARIS CEDEX 12.

IMPORTANT STÉ T.P.

## INGÉNIEUR

ÉLECTRICITÉ ou T.P.  
Age min. 35 ans pour animation technique sur nos chantiers.  
Env. lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 00611 à BLEU, 17, r. Labell, 84307 VIN-CENNES CEDEX, qui transmet.

## Organisateur / Système

pour une Entreprise Pilote dans le Logement Social

Notre Entreprise d'Aménagement et de Construction gère un patrimoine important (20 000 logements sociaux). La mise en place d'une structure décentralisée, une gestion par objectifs, ainsi que la volonté de maîtriser les changements organisationnels, amènent notre Direction Financière, Organisation, Informatique à renforcer sa Division Organisation, Informatique, en créant le poste d'ORGANISATEUR/SYSTEME au Siège, proche RER Saint-Maur-Créteil.  
En liaison avec les responsables opérationnels, vous prendrez en charge, suivrez la mise en œuvre de projets retenus dans le cadre du plan d'organisation de l'entreprise. Vous jouerez un rôle important et moteur de coordination, d'animation de groupes opérationnels, de participation dans la mise à jour des plans d'organisation et d'informatique, d'automatisation.  
Ce poste intéresse un diplômé d'une Grande Ecole ou 3<sup>e</sup> cycle universitaire, ayant la rigueur et l'efficacité aux qualités de contact. Il a acquis dans une entreprise très bien gérée du secteur tertiaire ou en Cabinet d'Organisation, une première expérience d'au moins deux ans d'organisation nécessitant une utilisation active de l'informatique et de la bureautique.  
Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et salaire actuel) sous référence 35 7601 M, à notre Conseil.



## EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

Une commune de 45000 habitants,

située en ville nouvelle de la région parisienne, dirigée par une nouvelle équipe municipale depuis 1984, recherche des ATTACHÉS (H/F) pour deux nouveaux postes créés dans le cadre de la restructuration des services municipaux.

## chargé de mission

auprès du secrétaire général

Sous l'autorité directe et exclusive du S.G., ce chargé de mission devra notamment prendre en charge :

- La relance et la coordination des services ;
- La rédaction de rapports, notes et instructions ;
- La préparation et le suivi du conseil municipal, du B.M. et des commissions (notamment délibérations et arrêtés).

## adjoint du directeur

des affaires sanitaires et sociales

Ayant acquis une incontestable compétence technique par une première expérience dans un R.A.S., cet adjoint devra assister le directeur pour l'ensemble des affaires sanitaires et sociales. En outre, il sera chargé de réfléchir à la création de futurs équipements et de nouveaux types de prestations. Il participera de près à leur mise en œuvre et assurera le suivi de leur développement.

Des possibilités d'évolution interne à moyen terme existent pour des candidats de qualité. Le recrutement se fera par voie de mutation ou de détachement.  
Les candidatures qui ne correspondront pas aux exigences statutaires ne seront pas examinées.

Notre conseil Municipal DESCHAMPS qui est chargé d'étudier l'ensemble des candidatures, vous demande d'adresser, avant le 25 Octobre 1985, lettre manuscrite + Curriculum Vitae et photo, sous la référence 61.478 au président le poste choisi : PUBLICITE ROGER BLEY 101 rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

## LA VENTE DES RADIOTÉLÉPHONES

VOUS INTERESSE

Alors et afin de pouvoir développer notre progression

Nous recherchons

## DES ATTACHÉS COMMERCIAUX

Secteurs à pourvoir Paris + R.P.

LA MISSION : Développer le secteur qui sera sous votre responsabilité.

LE PROFIL : Une expérience de la vente est nécessaire et une formation sera assurée.

CV + photo : RADIOTEL - 214, av. du Président Wilson 93210 La Plaine-Saint-Denis.

Société leader dans les systèmes de DISTRIBUTION AUTOMATIQUE recrute un jeune

## INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

même débutant. Connaissance de l'anglais appréciée.

Envoyer C.V. et photo à :

S.T.A. - 308 28000 CHARENTAIS à l'attention de M.-F. TONGHEUX.

Importante société immobilière recherche pour Paris 8<sup>e</sup>

## JEUNE CADRE

Chargé de la mise en copropriété d'ensembles immobiliers et de la vente des locaux.

Agé 30 ans minimum. Formation supérieure. Maîtrise de droit, Sciences Po, I.C.N.

Expérience indispensable de la gestion des ventes en copropriété, en particulier Secteur 10<sup>e</sup> (PAP, PCA, API).

Rémunération : 150 000 F/an + Selon expérience et qualification. Possibilité d'évolution.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ad. C.V., photo, prétentions CONTEXTE PUBL. 5/762 12750 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ville de Fontenay (S.E. Val-d'Oise)

(10 000 habitants)

- 7 écoles

- 1 collège

- 1 L.P.

Recherche

ou REDACTEUR P

Pr la dir. de serv. de l'Enfance

(Enfance + Jeunesse)

Ad. mand. + C.V., détaillé à

M. le Maire, Hôtel de Ville,

95470 FONTENAY.

Frères des Hommes

recherche

pour un an à partir du

1<sup>er</sup> janvier 1985

## UN(E) JEUNE JOURNALISTE

- bonne exp. rédactionnelle ;

- aptitude à l'information ;

- expérience N/A ;

- salaire : environ 7.000 F net sur 15 mois.

Ad. C.V. à Frédéric Moutier,

Frères des Hommes,

20, rue du Refuge,

78000 VERSAILLES.

NOUS RECHERCHONS

## UNE PERSONNE

Niveau DESS Gestion, Contrôle de Gestion, Fiscalité pour

Centre de Gestion Agricole (100 km de Paris)

Env. C.V. avec photo à RÉSE

PROSSE - ss n° 313.611 M.

7, rue de Montreuil - 75332

Paris Cedex 07, q. v.



LA MARQUE DE LA FIABILITÉ

## Responsable du service technique process

Ingénieur de formation ENSP, ESPCL, ESPCI ou équivalent, possédant un DEA,

Agé de 30 ans minimum, maîtrisant les processus de métallisation sous vide ainsi

que les résines de moulage (ou les techniques de sputtering) et pouvant justifier

d'une expérience minimum de 3 ans de management d'équipes en milieu industriel.

Rattaché au Directeur Technique, il sera chargé de suivre les produits existants

(5 familles de produits), de développer et de dynamiser 3 grands produits leaders

(Chips, Gouttes et Moulées Adhésives).

Pour cela, il dirigera une équipe composée d'un Ingénieur et de 4 Techniciens,

qu'il devra manager efficacement vers des objectifs de créativité et d'efficacité.

La rémunération sera négociée en fonction du profil et de l'expérience du candidat

retenu, celui-ci devra pouvoir se libérer rapidement et résider à TOURS ou dans ses environs.

Nous sommes la filiale française du Groupe SPRAGUE US, aussi une parfaite

maîtrise de l'anglais est indispensable.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre C.V. + photo + salaire actuel, sous la

réf. LM/948, à Bernard G. ALLEN, qui traitera confidentiellement toutes les

candidatures qui lui seront adressées au

## CABINET BOTH

Département Sélection Recrutement

3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

## INAP-G

Institut National Agronomique

Paris-Grignon

recrute

## UN PROFESSEUR ASSOCIÉ D'INFORMATIQUE

Ce poste s'adresse à des candidats de formation ingénieur ou universitaire ayant une bonne connaissance des applications de l'informatique.

La notice détaillée décrivant fonctions et charges est disponible au Secrétariat de la Direction de l'INAP-G 16, rue Claude-Bernard, 75005 PARIS.

Tél.: (1) 570-15-50.

Les candidats doivent déposer leurs dossiers AVANT LE 26 OCTOBRE 1985.

## Gilbert CIAVATTI

Conseil de Direction, qui exerce depuis 8 ans

une activité de recherche directe de cadres dirigeants, rejoint les consultants d'Equipes et

Entreprises, cabinet spécialisé en gestion de ressources humaines et recherche de cadres

supérieurs, pour y développer ces fonctions.

EQUIPES ET ENTREPRISES - 11 bis, rue Portalis 75008 PARIS

## TECHNO-COMMERCIAL

Région Parisienne

Clients d'entreprises industrielles

Voie scolaire

- Formation technique

- Exp. ou dipl. de vente

- Sens de l'effort

- Esprit entrepreneurial

- Goût de connaître

- Moins de 30 ans

Nous vous offrons la possib. de

vous réaliser au sein d'une

P.M.E.

Fibre + commissions + frais

Ad. cand. mand. + CV avec

photo et prétentions à M. An

S.M.M.

22, rue Louis-Isidore

93280 THIAULAY-LES-GONNESSE

Hébergement économique

rech. rédacteur pour rubrique

produits de base et matières

premières. Une bonne connais-

sance des marchés et une

expérience prof. de quelques

années seraient appréciées.

Anglais courant, indispensable.

espagnol apprécié.

Env. C.V. et lettre manuscrite à

Marchés Tropicaux, 180, bd

Hausmann, 75008 Paris.

URGENT

Mission Locale

recherche

pour contrat d'un an :











# Acte: un phénomène de société

**V**enu des Etats-Unis, il va prendre de vitesse les vieux dinosaures du business hexagonal. Le "service entreprises" est arrivé.

A tous ceux qui ont soif d'entreprendre, ACTE propose, face à la lourdeur des frais fixes, la souplesse d'une formule locative à la carte. Pour une heure, un mois, un an, de Pau à Francfort, et dans 50 villes en Europe, sur simple coup de fil, la machine se met en place : bureaux équipés, secrétariat, télex, télécopie, photocopie, audio-visuel, informatique, assistance en gestion, recouvrement ; jusqu'à la création et à la domiciliation d'entreprises. Assurant l'infrastructure, ACTE libère vos idées, augmente votre rentabilité et votre efficacité.

ACTE c'est simple comme une envie. Une envie d'entreprendre, de créer, de foncer. On n'enraye pas un phénomène de société.



05.05.06.06

NUMERO VERI

bureaux équipés - secrétariat - télex - télécopie - photocopie - audiovisuel - informatique  
assistance en gestion - recouvrement - création et domiciliation d'entreprises

مكتبة الامم المتحدة



هذه الامتيازات

**ECONOMICS**  
19, rue Louis le Grand - 75002 Paris - Tél : 265.55.60



# LOGEMENT

## ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS ENTRE BAILLEURS ET LOCATAIRES

### Les pouvoirs publics devront fixer l'évolution des loyers en 1986

Mercredi 16 octobre doit avoir lieu la dernière réunion plénière de la Commission nationale des rapports locatifs (CNRL), où régulièrement bailleurs et locataires doivent en principe se mettre d'accord sur la règle du jeu à observer pour l'année 1986, qu'il s'agisse de la location de logements vacants ou du renouvellement des baux. Il est à craindre que cette année aucun accord n'intervienne, à moins qu'à la dernière minute, dans le secteur HLM. Le gouvernement devra donc fixer par décret les hausses autorisées. La négociation entre le ministère de l'Urbanisme, du logement et des transports et le ministère de l'Économie et des finances s'engagera donc sans doute la semaine prochaine, les décrets étant en général publiés au Journal officiel des derniers jours de décembre : la hausse autorisée sera probablement de l'ordre trimestriel du coût de la construction.

On pourrait en conclure que les négociations entre bailleurs et locataires au plan national sont une aberration et que cet échec apporte la preuve du fonctionnement de la loi Quillot dans ce domaine. Ce serait aller un peu vite en besogne. Les obstacles en effet apparus au cours des négociations sont de deux ordres, économic et financier. La proximité des élections législatives a sans aucun doute radicalisé certaines positions : les propriétaires du secteur privé (secteur IV) qui ne cachent pas leurs sympathies pour l'opposition (1) se sont bornés à réclamer la liberté totale des loyers, ce qui est tout à fait irréaliste en période de lutte contre l'inflation. L'an dernier, un accord s'était fait sur la hausse plus forte des logements vacants dont le loyer était manifestement sous-évalué.

#### Le pouvoir rue de Rivoli

Dans le secteur HLM, on assiste au phénomène inverse. Les responsables de HLM réclamaient 5 % de hausse moyenne sur l'ensemble du parc social, et la Confédération nationale du logement (CNL), la plus représentative des associations dans ce secteur, 3,5 %. Entre-temps, l'indice du coût de la construction du deuxième trimestre 1985 a été publié (le Monde daté 13-14 octobre), autorisant 2,96 % de hausse pour la fin de l'année dans tous les secteurs où cet indice est pris pour référence (ce qui n'est pas le cas dans les HLM).

Les organisations d'usagers, rangées derrière la CNL, ont campé sur ce 2,96 %, fort proche il est vrai du taux d'inflation envisagé par le gouvernement pour 1986. Les responsables de HLM ont ramené leurs prétentions à 4 % de hausse, sans que leurs interlocuteurs aient d'un pouce. Relancer le fait que la CNL, qui se veut apolitique, soit dirigée en majorité par des gens proches du PC serait du dernier mauvais goût, et pourtant...

Les HLM ont de redoutables problèmes de dettes à long terme, contractées à une époque où l'inflation gonflait l'importance des remboursements. La désinflation, qui se rajoute souvent à d'incontestables erreurs de gestion, met bien des organismes en difficulté. Les HLM pourraient donc lâcher encore un peu de lest sur les loyers si d'autres recettes venaient leur donner une bouffée d'oxygène. Leurs responsables ont fait quatorze propositions en ce sens au gouvernement. M. Auroux, ministre de tutelle, a déclaré le 9 octobre à l'Assemblée nationale que « des mesures d'accompagnement seront prises au profit de certains organismes ».

Liberté pour l'ouverture des stations-service. — L'ouverture de nouvelles stations-service est désormais totalement libre, afin de permettre à la concurrence de s'exercer dans les meilleures conditions, a annoncé le 14 octobre un communiqué du secrétaire d'État à l'Énergie. Une réglementation de 1959 soumettait l'ouverture d'une station à la fermeture de trois autres. Du fait de la concurrence, cependant, près de 2 000 stations-service devraient disparaître en 1986.

RECTIFICATIF. — Les MCM (montants compensatoires agri-

cules lourdement endettés. Mais chacun sait que le pouvoir en la matière est rue de Rivoli (budget oblige) et non entre les mains de M. Auroux.

Dans le secteur III (sociétés immobilières d'investissement et compagnies d'assurances) on souhaitait la reconduction de l'accord fort compliqué de l'an dernier. Mais son application trop automatique semble s'être traduite par quelques dérapages.

Enfin le secteur II (filiales de la Caisse des dépôts, sociétés d'économie mixte ou SEM) connaît le même genre de difficultés que le secteur HLM. La SCIC (Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts) souhaitait, lors des renouvellements de baux, pouvoir augmenter d'un tiers sur trois ans les loyers sous-évalués (une hausse de 48 % par mois en 1986, dit son PDG, M. Frédéric Pascal pour un loyer de 600 F dans un logement de trois pièces à Créteil). Les sociétés immobilières de la SCIC qui gèrent 180 000 logements locatifs, et notamment la SIRP (Société immobilière de la région parisienne) sont en très graves difficultés financières voire même pour certaines à la veille d'un dépôt de bilan.

Jusqu'ici la Caisse des Dépôts, actionnaire principal financier, en partie sans rémunération 3,2 milliards de francs à la fin 1982, presque 2 milliards à la fin 1983. Le trou de trésorerie dû à la seule gestion du parc locatif sera de l'ordre de 150 millions de francs en 1985. La Caisse des dépôts ne peut plus s'engager à jeter perpétuellement de l'argent dans un gouffre sans fond. Un plan drastique de cinq ans vient d'être annoncé : la SCIC ne construira plus de logements locatifs aidés, sans que l'équilibre des opérations soit assuré par les collectivités locales ou le 1 % logement. Et on vendra une partie du parc locatif 10 000 logements en cinq ans). En succession à la propriété, le maître mot sera « rentabilité ».

Dans le parc HLM, comme à la SCIC, comme dans les SEM, trente ans de politique des loyers souvent irresponsable et très électorale (les responsables locaux de ces organismes sont pour la plupart des élus municipaux, régionaux ou nationaux, ce qui les a incités à ne pas laisser les loyers augmenter pendant la période faste à cause des échéances électorales ont été à la source des graves difficultés actuelles. Les limitations nationales de hausse des loyers, il est vrai au sein de la lutte contre l'inflation, ont fait le reste.

Le résultat des prochaines élections législatives n'a que peu à voir avec les rapports entre bailleurs publics ou privés et les locataires. L'opposition rencontrerait-elle le succès qu'elle espère, elle devra poursuivre la lutte contre l'inflation et donner aux organismes sociaux du logement le moyen de redresser leur gestion et d'assurer leur équilibre financier. Il n'est pas sûr qu'elle se prive tout à fait de cet outil de contrôle de l'évolution des loyers qu'est la Commission nationale des rapports locatifs, qui avait, l'an dernier, prouvé que des débuts d'accords raisonnables étaient possibles.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) A son 76<sup>e</sup> congrès l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI) s'est franchement déclaré pour la « voie libérale » et avait invité non le ministre mais uniquement des dirigeants de l'opposition (le Monde du 15 octobre).

ERRATUM. — Un passage de l'article sur les perspectives de l'économie sociale (le Monde du 15 octobre) a été rendu incompréhensible par des inversions de lignes. Il fallait lire : « Sans doute avec une culture d'entreprise, chaque mise en œuvre à la fois incertaine et prometteuse ».

# ÉTRANGER

## En Norvège

### Le gouvernement présente un budget en forte expansion

De notre correspondant

Stockholm. — Dans le projet de budget pour 1986 présenté le 14 octobre à Oslo, le gouvernement norvégien de centre-droit, de M. Kaare Willoch, a bien été obligé de tenir compte du résultat des récentes élections législatives qui ont marqué une poussée sensible de l'opposition travailliste et socialiste de gauche. La coalition tripartite, sortie affaiblie du scrutin, peut être mise en minorité si la gauche et les populistes du Parti du progrès, à droite, font cause commune.

Alors que la plupart des économistes indépendants et le gouvernement de la Banque centrale recommandent des mesures d'austérité pour éviter une « surchauffe » de l'économie, le gouvernement présente donc un budget en forte expansion, qui risque d'attiser l'inflation. Les dépenses publiques augmentent l'année prochaine de 12,6 %, les recettes de 2,1 % seulement. Les conservateurs, centristes et chrétiens populaires se sont vu reprocher, par la gauche, d'être trop « avares » et de négliger certains problèmes sociaux, comme les listes d'attente dans les hôpitaux et le manque de centres de soins pour personnes âgées en long séjour.

En 1986, afin de calmer le mécontentement qui s'est exprimé dans les urnes le 10 septembre et de ne pas attirer immédiatement les foudres de l'opposition parlementaire, les dépenses du ministère des affaires sociales, qui représentent près de 35 % du budget, progresseront de 11,5 %. Elles pourraient bien d'ailleurs augmenter davantage, car leur montant est toujours jugé « insuffisant » par les travailleurs, qui estiment que la Norvège, avec le pétrole du pétrole, a les moyens de développer son secteur public.

1984 et 1985 auront été deux bonnes années pour l'économie norvégienne. Le gouvernement demeure assez optimiste pour 1986, même si l'État devra sans doute em-

prunter une quinzaine de milliards de couronnes pour boucler le budget. Il table sur une croissance de 2,4 % du produit intérieur brut, une hausse des prix de 5,5 % et un taux de chômage à peu près inchangé, soit 2,1 % de la main-d'œuvre active. De nombreux Norvégiens, en particulier les familles, bénéficieront d'un petit allègement fiscal, si l'inflation est contenue dans les limites mentionnées et si les salaires n'augmentent pas de plus de 4,5 %.

#### Première baisse des revenus du pétrole

Pour ce qui est des activités et du rendement du secteur pétrolier, les prévisions sont plus aléatoires. Les fluctuations rapides du marché international et la chute du dollar américain affectent naturellement la Norvège. Les experts envisagent, dans leurs estimations pour 1986, une baisse d'environ 20 % du prix du baril (25 dollars) et un billet vert d'une valeur de 7,50 couronnes (contre 9,18 en janvier 1985 et 7,90 en octobre). La production restera probablement inchangée par rapport à cette année, soit quelque 63 millions de tonnes d'équivalent pétrole ; mais sa valeur reviendra de 97,3 milliards de couronnes en 1985 à 85,9 milliards en 1986.

Par suite, les recettes de l'État, sous forme de royalties et de taxes, diminueront de quelque 10 milliards, soit 36 milliards de couronnes au lieu de 46 milliards. C'est là un phénomène auquel les Norvégiens ne sont pas du tout habitués et qui explique en grande partie la prudence de la politique économique menée par le gouvernement Willoch ces dernières années. Pour la première fois en effet depuis le début de l'exploitation commerciale, en 1974, des gisements de la mer du Nord, les revenus du Trésor public provenant du gaz et du pétrole vont diminuer.

ALAIN DÉBOVE.

## En Grande-Bretagne

### Le gouvernement ne souhaite pas un financement public d'Eurêka

« Nous sommes décidés à ce que l'Eurêka ne devienne pas un exercice bureaucratique », pour ceux qui, en Grande-Bretagne, pouvaient encore quelques illusions, le chef de la diplomatie britannique, Sir Geoffrey Howe, a remis les choses au point lors de la conférence qu'il tenait à Londres, lundi 14 octobre, les représentants des industriels et des financiers de dix-huit pays européens. En effet, si le gouvernement britannique n'est pas vraiment opposé au programme Eurêka que le président de la République française, M. François Mitterrand, avait proposé à l'Europe comme réponse à l'initiative straté-

gique de défense (IDS) des Américains, il est clair pour lui que le financement de ce programme européen de recherches devra se faire sur fonds privés.

« La plus mauvaise façon d'inciter les entreprises à améliorer leur compétitivité », a déclaré Sir Geoffrey Howe, « est de les rendre dépendantes de subventions publiques ». Londres répète donc le discours tenu depuis plusieurs mois et qui va sembler-t-il à l'écoute des positions allemandes et françaises. Reste que, si l'on remarque le président de la conférence, Sir Peter Carey, direc-

teur de la banque Morgan Grenfell, « le secteur privé se regroupera peut-être plus facilement derrière un projet s'il jouit d'un soutien ministériel ». Le rôle des gouvernements, a-t-on dit à l'occasion de cette réunion, doit être de créer les conditions politiques du développement technologique en assouplissant les régimes fiscaux, pour les projets dont la rentabilité n'est pas acquise mais aussi en favorisant l'urgence d'un véritable marché intérieur européen, facilité par l'abaissement de barrières tarifaires et douanières inutiles et l'harmonisation des normes industrielles.

## Au Japon

### Important plan de relance de la demande intérieure

M. Nakasone, premier ministre japonais, a annoncé lundi 14 octobre un plan important de relance de la demande intérieure. Ce plan devait être adopté mardi 15 en conseil des ministres.

Il s'agit « préserver le libre échange », a déclaré M. Nakasone à l'ouverture d'une session extraordinaire de la Chambre basse, sous peine de « reprendre le chemin menant à la récession généralisée et au chaos ». Le premier ministre a ajouté qu'il demanderait à la Diète d'accroître l'ouverture du marché japonais par rapport aux délais prévus — jusqu'à trois ans — dans le programme gouvernemental d'action rendu public en juillet.

En annonçant des mesures qui vont accroître la consommation intérieure, M. Nakasone cherche en fait à atténuer les critiques de plus en plus virulentes qui sont faites au Japon sur le thème : les énormes surplus commerciaux que vous enregistrez (44,3 milliards de dollars en 1984, 28,5 milliards pour les sept premiers mois de 1985) s'expliquent en grande partie par des importations qui progressent très faiblement. Le principal reproche adressé par les pays occidentaux au Japon n'est pas tant en effet de trop exporter mais d'importer insuffisamment en regard au niveau de développement du pays, à ses besoins et au niveau de vie d'une population qui, éparpillant une part très importante de ses revenus, pourrait accroître sa consommation.

Si les promesses de M. Nakasone sont suivies d'effet — ce qui n'a toujours pas été le cas avec les chefs de gouvernement précédents — c'est une véritable transformation du pays qui est annoncée, du mode de vie des Japonais, du contenu de la croissance économique qui progressivement pourrait être davantage tirée par la demande intérieure.

Le programme de relance de la demande intérieure prévoit un supplément d'investissement de 3 000 milliards de yens (environ 14 milliards de dollars) qui devrait augmenter de 1,3 % le produit national du Japon d'ici à octobre 1986.

Les mesures arrêtées prévoient que les Japonais se logeront plus confortablement, pourront acheter plus facilement les produits manufacturés de grande consommation (automobiles notamment) et travailleront moins.

La construction de logements sera encouragée par des mesures financières : relèvement de 20 000 unités du nombre maximum de logements aidés par des prêts publics, augmentation du montant des prêts et réduction des taux de crédit pour les aspirants propriétaires (2,3 milliards de dollars). En outre, la mise en vente ou en location-vente de 162 hectares de terrains à bâtir appartenant au domaine public devrait entraîner des investissements immobiliers privés de 300 milliards de yens (1,5 milliard de dollars environ).

Les compagnies de distribution d'électricité et de gaz consacreront 1 100 milliards de yens sur trois ans (5,1 milliards de dollars par an) à améliorer les réseaux de distribution.

Toutes les limitations au crédit à la consommation sur les téléviseurs couleur vont être levées. Pour les voitures particulières, la limite du crédit (treize mois) va être supprimée.

Une loi devrait être votée pour permettre un financement plus actif des travaux publics par le secteur privé, qu'il s'agisse de grands projets (comme le pont à travers la baie de Tokyo) ou d'infrastructures locales.

Les vacances des Japonais devront augmenter de dix jours un cours des cinq prochaines années, afin de se rapprocher des normes en vigueur dans les autres pays industrialisés (cent dix à cent quarante jours chômés aux États-Unis et en Europe contre cent deux actuellement au Japon). — (AFP.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SGE

Les conseils d'administration de SOBEA et de SGE/BTP se sont réunis le 10 octobre 1985 et ont conclu à la mise à l'étude d'un rapprochement des deux sociétés.

SGE/BTP et SOBEA exercent des activités à la fois similaires et complémentaires en France et à l'étranger dans le domaine du bâtiment, des travaux publics et des services (distribution et traitement de l'eau notamment). Leur appui mutuel à un même groupe permet de concentrer les moyens dont elles disposent et d'améliorer ainsi la rentabilité de l'ensemble.

Ce projet, qui devrait renforcer les synergies techniques et géographiques, pourrait se concrétiser dans le premier semestre 1986, après consultation des instances représentatives du personnel et décisions des conseils et assemblées concernés.

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La société Énergie du Mali (EDM) lance un appel d'offres international pour la fourniture de matériel électrique et des services en deux lots :

#### LOT 1 :

Compteurs électriques, disjoncteurs, coffres de branchement, etc.

#### LOT 2 :

Compteurs eau et pièces connexes.

Le financement est assuré par un crédit de l'Association internationale de développement (IDA).

Les documents d'appel d'offres sont disponibles à partir du 15 octobre 1985 et peuvent être retirés contre un paiement non remboursable de 100 000 F CFA par exemplaire, chaque visé ou mandat payable à Énergie Mali aux adresses suivantes :

AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI  
89, rue du Cherche-Midi  
75206 Paris - France  
ou  
ÉNERGIE DU MALI  
Square Lamumba  
BP N 69 - Bamako (Mali)

Les plis contenant les offres devront parvenir au directeur général, Énergie du Mali, à l'adresse ci-dessus, au plus tard le 2 décembre 1985 à 8 heures, heure locale, soit par la poste en recommandé avec accusé de réception, soit déposés contre récépissé.

L'ouverture des plis aura lieu de 2 décembre 1985 à 10 heures, heure locale.

**British Caledonian:**  
Paris-Londres plus vite

42 vols par semaine à destination de Gatwick, l'aéroport qui vous permet de rejoindre plus rapidement le centre de Londres (Victoria Station) en 30 minutes par Train Spécial, tous les quarts d'heure. Et le légendaire service British Caledonian.

**British Caledonian**  
Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.



البيان المالي

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

la relance  
interne



FF. 440.000.000  
cession bail

AIRBUS A-310

mis en place par :

CREDIT LYONNAIS

BANQUE DE NEULIZE, SCHLUMBERGER, MALLET  
(Groupe ABN Bank)

financé par :

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT (B.E.I.)

et

- BANQUE ARABE ET INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENT (B.A.I.I.)
- BANQUE HERVET
- BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBIERE PRIVEE (B.I.M.P.)
- BANQUE INTERNATIONALE DE GESTION ET DE TRESORERIE (B.I.G.T.)
- BANQUE LOUIS DREYFUS
- BANQUE de NEULIZE, SCHLUMBERGER, MALLET
- BRED
- CAISSE FEDERALE DU CREDIT MUTUEL DE MAINE-ANJOU et BASSE-NORMANDIE
- CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE
- CREDIT LYONNAIS
- CREDIT PARISIEN
- ELECTRO BANQUE
- LA COMPAGNIE FINANCIERE (GROUPE EDMOND DE ROTHSCHILD)
- MIDLAND BANK PARIS
- MORGAN & Co SA
- SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE

Septembre 1985

Cette annonce est publiée à titre d'information



L'unité d'Italie n'était plus un rêve.  
Le Banco di Sicilia était déjà une réalité.

Héritier de l'expérience, des anciens Comptoirs du Royaume de Sicile, dont l'activité remontait déjà au quinzième siècle, le Banco di Sicilia était déjà en 1860 un des plus importants établissements bancaires du Royaume d'Italie, puisqu'il a continué d'émettre du papier-monnaie pour le compte de l'Etat italien jusqu'en 1926.

Aujourd'hui le Banco di Sicilia est une grande banque tout à la fois régionale, nationale et internationale, comptant 319 agences dans toute l'Italie, des succursales à Frankfurt, Londres, Los Angeles, New York, Paris, des bureaux de représentation à Bruxelles, Budapest, Chicago, Munich, Singapour, Zurich et qui opère aussi bien à court terme qu'à moyen et long terme.

Nos Services Bancaires Internationaux et de Marketing sont à votre disposition pour n'importe quelle opération financière en Italie et dans le monde.

**Banco di Sicilia**  
62, Rue La Boétie, 75008 Paris



CAISSE NATIONALE  
DES AUTOROUTES

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

EMPRUNTS OCTOBRE 1985

EMPRUNT A TAUX FIXE :

750 millions de F

soit 150 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission : 4 985 F

Taux nominal :

11,70 %

Taux de rendement

actuariel brut : 11,75 %

EMPRUNT A TAUX RÉVISABLE :

500 millions de F

soit 100 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission : 4 929 F

Taux d'intérêt

11,20 %

du 1<sup>er</sup> coupon :

payable le 28 octobre 1986

Coupons suivants : taux d'intérêt annuel égal à 95 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés, établi par l'INSEE, pour le mois de septembre précédant la date de révision. Taux minimum 6,50 %.

MODALITÉS COMMUNES AUX DEUX EMPRUNTS

Durée : 10 ans

Amortissement : in fine

Jouissance, règlement : 28 octobre 1985

Souscription auprès des Banques, Bureaux de Poste, Caisse d'Épargne, Agents de Change et Comptables du Trésor.

Une fiche d'information (visa C.O.B. n° 85-304 du 9/10/85) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 28, rue de Lille 75002 Paris et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS DE LA  
pour l'extension du réseau français d'autoroutes.



Le conseil d'administration de la Compagnie La Hélin, réuni le 10 octobre 1985, sous la présidence de M. Dominique Chastillon, a approuvé les comptes de l'exercice 1984-1985, clos le 31 août dernier.

Ceux-ci font ressortir un résultat courant, après impôt et participation des salariés, de 63,3 millions de francs se comparant à 76,6 millions pour l'exercice précédent.

Les produits et charges exceptionnels se soldent par un résultat net très important (230,2 millions de francs contre 1,9 million), largement lié aux plus-values dégagées lors des apports à CEGEP des parts des centres commerciaux que détenait en propre la Compagnie.

Il en résulte un bénéfice de l'exercice de 298,5 millions, contre 74,7 millions l'année précédente.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée qui se tiendra le 10 décembre prochain :

• la distribution d'un dividende en espèces de 58 878 000 F, soit 13,50 F par action assortie d'un avoir fiscal de 6,75 F ;

• la dotation à la réserve spéciale des plus-values à long terme d'une somme de 239 150 000 F ;

• l'affectation du solde au report à nouveau qui passerait ainsi à 42 550 000 F.

Par ailleurs, le conseil a décidé de réunir, le même jour, une assemblée générale extraordinaire aux fins de :

• renouveler l'autorisation qui lui a été donnée de procéder, à tout moment, à une émission d'obligations convertibles en actions ;

• modifier l'article 45 des statuts concernant l'exercice social afin de le faire correspondre, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986, à l'année civile. L'adoption de cette résolution aura pour effet de réduire à quatre mois la durée de l'exercice en cours.

Il devrait résulter à l'avenir de cette mesure une meilleure compréhension des comptes de la Compagnie, qui coïncideront, dans le temps, avec ceux de ses filiales, permettant ainsi de donner une image claire des comptes consolidés du Groupe. Le conseil a précisé qu'en dépit de cette modification il entendait, si les résultats escomptés le justifiaient, distribuer un acompte sur dividende en 1986, afin de n'apporter aucun changement dans le rythme de rémunération des actionnaires.



**Banque Populaire**

1823 guichets à votre service

Situation au 30.9.1985				Répartition de l'actif (en %)			
	Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative de l'action (en francs)	Dernier dividende mis en paiement (en francs)	Valeurs françaises	Valeurs étrangères	Autres emplois	Liquidités
<b>Sicav actions</b>							
Valeurs françaises :							
FRUCTIFRANCE	1 740,38	472,47	25,48 (1985)	93,24	3,21	-	3,55
AAA Actions agro-alimentaires	162,62	493,09	-	84,00	-	-	16,00
Valeurs internationales :							
PLANINTER	341,25	677,03	26,19 (1985)	50,64	39,80	-	9,56
Valeurs diversifiées :							
VALOREM	290,47	365,22	11,07 (1985)	58,58	36,03	-	5,39
FRUCTIVALOR	380,44	360,11	16,16 (1985)	54,27	35,92	-	9,81
<b>Sicav obligations</b>							
Obligations françaises et étrangères :							
FRUCTIDOR	258,73	221,25	20,33* (1985)	89,02	3,42	-	7,56
Obligations françaises :							
SICASDEN (Casden BP)	84,99	665,75	15,00* (1985)	94,19	-	-	5,81
Obligations françaises de première catégorie :							
FRUCTI-PREMIERE	691,25	11 069,16	778,64 (1984/85)	92,84	-	3,16	4,00
<b>Sicav court terme</b>							
FRUCTIVAR	3 597,22	70 514,49	422,39 (1985)	71,94	-	23,09	4,97
FRUCTI-ASSOCIATIONS	1 688,79	1 181,13	2,18 (1984/85)	75,54	-	16,43	8,03
VALORG (Casden BP)	1 111,44	1 321,93	2,93 (1985)	66,29	-	26,12	7,59
PARNASSE VALOR	126,69	1 033,49	-	76,00	-	24,00	-

\* Dernier coupon trimestriel versé



# SOCIAL

## L'individualisation des salaires gagne du terrain

L'individualisation des rémunérations, ce système cher au CNFP et au patronat de la métallurgie où les performances et les mérites de chacun interviennent dans la détermination des salaires, gagne progressivement du terrain. Selon un sondage de la SOFRES réalisé à l'occasion d'un colloque de la Semaine sociale Lamy (1), 85 % des entreprises interrogées pratiquent encore des augmentations générales systématiques. Toutefois, 51 % d'entre elles « associent aux augmentations générales des augmentations personnalisées fondées sur le mérite ». D'après cette même enquête, 88 % des entreprises sont favorables au développement de l'individualisation - 6 % y recourent déjà de manière exclusive - mais 39 % se prononcent pour l'indexation des salaires sur les prix. Une contradiction que l'institut de sondage explique par « des craintes de déstabilisation à l'intérieur de l'entreprise ».

### Une « quasi-méritocratie »

Posant problème aux organisations syndicales, notamment de cadres, l'avancée de l'individualisation des rémunérations semble accompagner le profond mouvement de désindexation amorcé à la fin de 1982 à l'issue du blocage des salaires. Chez Alsthom-Atlantique (36 000 salariés), l'individualisation se met en œuvre depuis 1984. Totale pour les ingénieurs et les cadres, elle touche également les autres catégories de salariés. Ainsi, en 1985, une augmentation minimale étant garantie pour les plus bas salaires, la croissance de la masse salariale (+ 4,5 %) a été répartie en une augmentation générale des salaires des non-cadres de 2,5 % et une enveloppe de 2 % pour des augmentations indivi-

duelisées pouvant aller de + 2,5 % à + 10 %.

Lors du colloque de la Semaine sociale Lamy, d'autres expériences ont été présentées. Chez SCREG Routes (2), une « individualisation forcée », selon l'expression du directeur du personnel, M. Guy Lantier, est pratiquée depuis huit ans. Pour M. Lantier, il faut casser les automatismes d'augmentation salariale, récompenser « l'excellence » et s'opposer à « toute massification ». « On ne peut pas avoir toute automatisation. On ne peut pas payer pour être assidu ou pour être ancien. » Pas question donc d'appliquer « aveuglément » la même augmentation générale à ceux qui tirent l'entreprise et à ceux qui se laissent tirer. Une « quasi-méritocratie », qui repose, pour M. Lantier, sur quatre préalables : convaincre l'encadrement, former les cadres pour qu'ils utilisent un budget global en « osant différencier », persuader le personnel et ses représentants que les « différenciations » sont justes et « équitables », adopter les formes de gestion administrative.

Une individualisation à l'emporte-pièce, qui n'est pas la méthode générale. Chez Carrefour (19 000 salariés, dont 1 200 cadres), le système adopté est prudent et progressif. Pour l'ensemble des salariés, la rémunération est modulée « en fonction des performances de l'entreprise », et donc de ses salariés. Un accord d'intéressement aux résultats est trois fois plus avantageux, selon M. Bernard Dunand, directeur des relations sociales, que la participation légale.

Tous les syndicats, à l'exception de la CGT, ont ratifié un système de prime : si, par exemple, à surface constante, le chiffre d'affaires progresse de 8 %, une prime de 1 % du salaire annuel

est accordée à tous les salariés. Pour les cadres, suivant un accord signé par FO et la CGC, « les rémunérations de base sont totalement individualisées » : les augmentations générales, à chaque niveau hiérarchique, ne jouent que sur le salaire minimum et le salaire maximum.

### « Objectifs particuliers »

« La rémunération individuelle de chaque cadre, explique M. Dunand, se situe à l'intérieur de cette fourchette dont l'amplitude est d'environ 40 % et se fixe suivant les performances de chacun », à partir d'« objectifs particuliers » assignés à chaque poste et évalués lors d'un entretien annuel. Très satisfaits, les cadres ont demandé la généralisation de ce système.

Chez Abex (piquettes de freins à disque), qui emploie sept cents salariés, dont soixante cadres, l'individualisation totale des augmentations de salaires des cadres est pratiquée depuis 1984. Cette « mesure de la performance » a été imposée par les difficultés d'une entreprise, qui, à la fin de 1983, perdait 10 % de son chiffre d'affaires par mois. « On n'a pas pu tergiverser », souligne M. Laffaie, son PDG. Une individualisation, assure-t-il, qui s'est opérée « sans heurts ».

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Sondage réalisé du 26 au 30 août 1985 auprès d'un échantillon national de trois cents entreprises du secteur privé et parapublic de plus de cent salariés (à l'exclusion du BTP, des assurances et des transports).

(2) Le témoignage de M. Lantier se concentrait sur SCREG-Routes (7 000 personnes), mais l'individualisation est pratiquée pour les effectifs employés par l'ensemble du groupe SCREG en France (soixante-cinq mille personnes environ).

## LA MISE EN ŒUVRE D'UNE PROMESSE DE M. MITTERRAND

### Les agriculteurs accueillent sans enthousiasme le projet de retraite à soixante ans

Les agriculteurs vont-ils, après les salariés, les artisans et les commerçants, pouvoir partir à la retraite à soixante ans avec une pension à taux plein ? Le président de la République l'avait promis au cours de son voyage en Picardie, au début de l'année. Pour accomplir cette promesse avant les élections législatives, le ministre de l'Agriculture vient de présenter, le 9 octobre, un projet au Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Aujourd'hui, l'âge normal de départ est de soixante-cinq ans, mais la moitié des exploitants cessent leur activité avant soixante-cinq ans en bénéficiant de pensions d'invalidité ou d'indemnités de départ.

Le système prévu suit celui en vigueur pour les salariés. Une cessation complète d'activité est exigée. Pour obtenir une pension à taux plein, il faudra avoir travaillé sept ans et demi - au lieu de vingt-cinq ans actuellement. Pour ceux qui n'auront pas cette durée complète, des abattements seront effectués sur les deux éléments de la pension - une « retraite forfaitaire », d'un montant maximal de 13 000 francs par an, et une « retraite proportionnelle », calculée en points, variant selon la taille de l'exploitation, et de 27 660 francs par an au maximum.

An total, si 60 % des agriculteurs intéressés partent à la retraite en 1986, comme on le prévoit, le coût final sera de 150 millions de francs : il serait couvert, d'une part, par l'augmentation d'un point des cotisations sociales des agriculteurs (ce qui représente 112,5 millions de francs), d'autre part, par une subvention de l'État, d'un montant de 37,5 millions de francs. Des amendements seront déposés au RAFP (budget annexe des prestations sociales agricoles) et au budget de l'Agriculture.

Carieusement, le projet est accueilli avec des sentiments mitigés par les agriculteurs : ceux-ci ne veulent pas être les seuls à ne pas bénéficier de la retraite à soixante ans, et une pression s'est exercée en ce sens auprès des responsables de la Mutualité sociale agricole. Mais ils auraient préféré que leurs retraites soient d'abord « harmonisées » avec celles des salariés : ainsi, selon la MSA, il y a un écart de 15 % entre la retraite minimale d'un agriculteur et celle d'un « ouvrier ».

### Peint-ils assez ?

Trois points sont particulièrement contestés :

Les conditions de départ : une cessation totale d'activité est exigée par le projet de loi. Dans certaines régions (par exemple en montagne), les exploitants éprouvent certaines difficultés à céder leurs terres. Doivent-ils les laisser en friche ? Les retraités ne pourront-ils plus « donner un coup de main » à leur successeur, si celui-ci est, comme c'est fréquent, leur fils ou leur voisin ? Sur ce point, au ministère de l'Agriculture, on est disposé à prévoir une application souple du principe : ne pas empêcher, évidemment, le « coup de main », et surtout considérer que l'agriculteur peut « garder en état » ses terres en attendant de trouver un acquéreur.

Mais, plus largement, ce qui est posé, c'est le problème des « cumuls » : plus de trois cent mille agriculteurs de plus de soixante-cinq ans cumulent retraite et activité professionnelle. Devront-ils eux aussi

abandonner celle-ci ou, comme les salariés, payer une « contribution de solidarité » ? La FNSEA dit redouter une « désertification » de certaines zones rurales.

Les réductions apportées aux pensions en cas de carrière incomplète. Du côté de la Mutualité sociale agricole, on redoute qu'elles ne restreignent fortement la portée de la mesure. Et si le nombre de candidats à la retraite est inférieur aux prévisions officielles, le mode de financement adopté ne revient-il pas à accroître sournoisement la contribution de la profession ? Or les cotisations sociales ont déjà augmenté de 7,3 % (en masse) en 1985.

En effet, derrière ces discussions, c'est bien la participation des agriculteurs au financement de leur protection sociale qui est en cause. Est-elle suffisante ? Pour les syndicats de salariés, la réponse est négative : ils considèrent que les mécanismes de compensation entre les régimes de sécurité sociale entraînent un transfert de ressources excessif du régime général (des salariés) au régime agricole.

En réalité, le calcul de la participation des agriculteurs est très complexe, et mal connu. Les agriculteurs estiment que l'effort global fait par la profession atteint 85 % de celui des autres catégories, et que le reste relève de la solidarité nationale en raison de la situation démographique de l'agriculture : un actif par personne âgée, au lieu de trois pour les salariés.

Au ministère, on considère, en revanche, que si les cotisations des agriculteurs sont comparables à celles des autres catégories socio-professionnelles pour l'assurance-maladie, elles restent sensiblement plus faibles pour les prestations familiales, et inférieures de moitié à leur niveau normal pour les retraites - si basses soient-elles. On ne cache pas que la mise en œuvre de la retraite à soixante ans doit s'accompagner d'un « rééquilibrage » progressif.

GUY HERZLICH.

(1) IAD, ex « indemnité viagère de départ ».

# DE LA DÉMOCRATIE À LA ZONE

## L'EXPANSION

### MAISON

#### LA FRANCE

1945 - 1985 - 2000

LES SUCCÈS. LES ÉCHECS.  
LES MENTALITÉS. LES CHIFFRES.  
LES PERSONNES.  
LES MÉTAMORPHOSES.

TOUT SUR  
LES RISQUES  
ET LES CHANCES  
DE LA FRANCE  
AVANT LE  
21<sup>e</sup> SIÈCLE.

450 PAGES, 35 F EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

**NUMERO SPECIAL**  
**SORTIE**  
**LE 4**  
**OCTOBRE.**



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

14 octobre

### Forme

La Rue Vienne a tenu ses promesses. Le mouvement de reprise s'y est poursuivi, en accélérant même, de sorte qu'à la clôture l'indice de cotation s'élevait à 14 354,72.

De très belles valeurs ont donné l'exemple de la forme, comme Roussel-Uclaf, Prêt-à-porter, Total, Pernod-Ricard (hausse de 10 % de la cote), L'Oréal, Presses de la ville, Lafarge, etc. Cependant, les investisseurs ont été très réservés, en raison du chômage observé par les banques. L'activité a été faible, et 78,54 millions de titres seulement ont été échangés contre 96,37 millions précédemment. Ce qui a fait dire à de nombreux spécialistes que les bonnes dispositions du marché s'étaient pas très significatives. N'importe.

La réaction très positive de Wall Street vendredi dernier a la publication de très bons indicateurs économiques pour septembre a naturellement encouragé le marché. Mais, sous les lambris, les investisseurs restent très prudents, car la baisse immédiate des taux de base monétaires, qui pourrait être l'ordre d'un quart de point.

Cette perspective a conduit à limiter une assez forte demande sur les obligations renouvelables du Trésor (ORT) et sur les valeurs à taux fixe, en général, au premier étage du Palais Brongniart.

L'opinion d'une détente a encore été renforcée par le léger fléchissement du loyer de l'argent au jour le jour (-1/16 %).

Gaz de France propose d'échanger des obligations 8 1/2 % avril 1971 et 8 1/2 % février 1972 contre des titres participatifs avec bon de souscription et sous-les, différentes selon les options choisies.

Avec l'affrètement du dollar, le prix de l'or s'est relevé à Londres : 326,50 dollars l'once (+1 dollar). A Paris, le lingot a gagné 350 F, à 85 500 F, et le napoléon 3 F, à 539 F.

La devise-titre s'est traitée entre 8,15 F et 8,18 F (contre 8,12 F-8,19 F).

## NEW-YORK

### Nouvelle hausse

Un des rares marchés financiers à fonctionner aux Etats-Unis lundi à l'occasion du Columbus Day, Wall Street a donné la mesure de sa vigueur. Pour la seconde séance consécutive, les cours ont monté, et même bien monté jusqu'à la clôture, l'indice des valeurs industrielles enregistrant une hausse de 14,78, à 1 354,72.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 1 909 valeurs traitées, 974 ont progressé, 448 ont baissé et 487 n'ont pas varié. Selon notre tableau, en raison du chômage observé par les banques, l'activité a été faible, et 78,54 millions de titres seulement ont été échangés contre 96,37 millions précédemment. Ce qui a fait dire à de nombreux spécialistes que les bonnes dispositions du marché s'étaient pas très significatives. N'importe.

Les investisseurs ont, semble-t-il, favorablement réagi aux dernières statistiques économiques (forte progression des ventes au détail en septembre, baisse des prix de gros le même mois). Cependant, les investisseurs restent très prudents, car la baisse immédiate des taux de base monétaires, qui pourrait être l'ordre d'un quart de point.

Cette perspective a conduit à limiter une assez forte demande sur les obligations renouvelables du Trésor (ORT) et sur les valeurs à taux fixe, en général, au premier étage du Palais Brongniart.

L'opinion d'une détente a encore été renforcée par le léger fléchissement du loyer de l'argent au jour le jour (-1/16 %).

Gaz de France propose d'échanger des obligations 8 1/2 % avril 1971 et 8 1/2 % février 1972 contre des titres participatifs avec bon de souscription et sous-les, différentes selon les options choisies.

Avec l'affrètement du dollar, le prix de l'or s'est relevé à Londres : 326,50 dollars l'once (+1 dollar). A Paris, le lingot a gagné 350 F, à 85 500 F, et le napoléon 3 F, à 539 F.

La devise-titre s'est traitée entre 8,15 F et 8,18 F (contre 8,12 F-8,19 F).

## BOURSE DE PARIS Comptant

14 OCTOBRE

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	90	0 115	Fergat Strasbourg	283	288	Ulfco S.M.D.	408	400	Hogson	183	C.B.M.E.	677	687
5 %	40 10	0 816	Fergat	1088	1088	Ulfco	334	314	C. Industrielle	270	C. Engrs. Rest.	268	268
Emp. 7 1/2 1973	8110		Fugère	90	92	Ulfco	133	126	U.L.C. Chérol N.V.	78	C. Océan. Financière	126	126
8 1/2 78/88	88 75	2 881	France L.A.R.D.	248 80	252	G.	6130	6240	U.L.C.	318	Dauphin O.T.A.	230	228
10 20 78/84	108 10	3 488	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Dowling	1601	1601
12 20 78/80	108 10	4 884	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	801	801
13 20 78/80	108 10	5 282	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
14 20 78/80	108 10	5 680	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
15 20 78/80	108 10	6 078	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
16 20 78/80	108 10	6 476	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
17 20 78/80	108 10	6 874	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
18 20 78/80	108 10	7 272	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
19 20 78/80	108 10	7 670	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
20 20 78/80	108 10	8 068	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
21 20 78/80	108 10	8 466	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
22 20 78/80	108 10	8 864	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
23 20 78/80	108 10	9 262	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
24 20 78/80	108 10	9 660	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
25 20 78/80	108 10	10 058	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
26 20 78/80	108 10	10 456	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
27 20 78/80	108 10	10 854	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
28 20 78/80	108 10	11 252	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
29 20 78/80	108 10	11 650	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
30 20 78/80	108 10	12 048	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
31 20 78/80	108 10	12 446	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
32 20 78/80	108 10	12 844	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
33 20 78/80	108 10	13 242	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
34 20 78/80	108 10	13 640	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
35 20 78/80	108 10	14 038	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
36 20 78/80	108 10	14 436	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
37 20 78/80	108 10	14 834	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
38 20 78/80	108 10	15 232	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
39 20 78/80	108 10	15 630	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
40 20 78/80	108 10	16 028	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
41 20 78/80	108 10	16 426	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
42 20 78/80	108 10	16 824	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
43 20 78/80	108 10	17 222	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
44 20 78/80	108 10	17 620	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
45 20 78/80	108 10	18 018	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
46 20 78/80	108 10	18 416	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
47 20 78/80	108 10	18 814	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
48 20 78/80	108 10	19 212	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
49 20 78/80	108 10	19 610	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
50 20 78/80	108 10	20 008	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
51 20 78/80	108 10	20 406	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
52 20 78/80	108 10	20 804	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
53 20 78/80	108 10	21 202	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
54 20 78/80	108 10	21 600	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
55 20 78/80	108 10	22 000	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
56 20 78/80	108 10	22 400	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
57 20 78/80	108 10	22 800	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
58 20 78/80	108 10	23 200	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
59 20 78/80	108 10	23 600	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
60 20 78/80	108 10	24 000	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
61 20 78/80	108 10	24 400	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
62 20 78/80	108 10	24 800	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
63 20 78/80	108 10	25 200	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
64 20 78/80	108 10	25 600	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
65 20 78/80	108 10	26 000	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
66 20 78/80	108 10	26 400	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
67 20 78/80	108 10	26 800	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
68 20 78/80	108 10	27 200	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
69 20 78/80	108 10	27 600	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
70 20 78/80	108 10	28 000	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
71 20 78/80	108 10	28 400	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
72 20 78/80	108 10	28 800	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
73 20 78/80	108 10	29 200	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
74 20 78/80	108 10	29 600	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
75 20 78/80	108 10	30 000	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
76 20 78/80	108 10	30 400	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
77 20 78/80	108 10	30 800	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
78 20 78/80	108 10	31 200	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
79 20 78/80	108 10	31 600	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
80 20 78/80	108 10	32 000	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
81 20 78/80	108 10	32 400	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
82 20 78/80	108 10	32 800	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
83 20 78/80	108 10	33 200	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
84 20 78/80	108 10	33 600	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
85 20 78/80	108 10	34 000	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
86 20 78/80	108 10	34 400	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
87 20 78/80	108 10	34 800	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
88 20 78/80	108 10	35 200	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
89 20 78/80	108 10	35 600	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
90 20 78/80	108 10	36 000	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
91 20 78/80	108 10	36 400	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
92 20 78/80	108 10	36 800	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
93 20 78/80	108 10	37 200	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
94 20 78/80	108 10	37 600	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
95 20 78/80	108 10	38 000	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
96 20 78/80	108 10	38 400	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
97 20 78/80	108 10	38 800	France L.A.R.D.	308 80	310	U.L.C.	402	382	U.L.C.	630	Thomson	716	724
98 20 78/80	108 10	39 200	France L.A.R.D										



# Le Monde

## L'AFFAIRE DE L'ACHILLE-LAURO

### Le président Moubarak exige des « excuses » de Washington

Le président égyptien, M. Moubarak, a sommé lundi 14 octobre les États-Unis de présenter des excuses à l'Égypte pour l'interception par la chasse américaine du Boeing d'Egypt Air transportant les pirates de l'« Achille-Lauro ». « Je n'ai pas reçu d'excuses appropriées, les Égyptiens y ont droit », a déclaré M. Moubarak. Soulignant la tension que cette affaire a provoquée entre Washington et Le Caire, le président égyptien a ajouté : « J'espère que les messages se dissiperont, j'espère que nous arriverons à clarifier la situation. » Cette affaire, a-t-il poursuivi, ainsi que le récent raid israélien contre l'Olp à Tunis représentent « de graves coups portés au processus de paix à un moment où nous faisons tout notre possible pour la réactiver ».

En Italie, nous rapporte notre correspondant Jean-Pierre Clerc, les quatre pirates, jusqu'alors détenus à Syracuse, ont été transférés dans une prison de haute sécurité, plus au nord, près de Gênes, ville où l'« Achille-Lauro » devrait arriver le mercredi 16 en début de soirée. L'équipage, commandant en tête, et les quelques passagers restés à bord seront sans doute aussitôt interrogés par les magistrats enquêtant sur le début de l'affaire : la montée à bord des quatre, ou plutôt, ils en sont pratiquement convaincus, des cinq hommes du commandant le dernier étant descendu à l'échelle d'Alexandrie. Un sixième complice est entre les mains de la justice depuis... le 28 septembre, c'est-à-dire cinq jours avant le détournement. C'est un jeune homme, Mohammed Zahir Kallaf, qui avait été interpellé à Gênes pour avoir été trouvé en possession de deux passeports, un marocain et un iranien : la suite de l'enquête aurait prouvé sa complicité dans la préparation du détournement.

De leur côté, les autorités américaines ont répété, lundi, qu'elles entendaient toujours tout mettre en œuvre pour obtenir l'extradition d'Abou Abbas, le responsable palestinien qu'elles considèrent comme le « cerveau » du détournement de l'« Achille-Lauro » et que les Italiens avaient autorisé, ce week-end, à partir pour Belgrade. « En ce qui nous concerne, a assuré M. Meese, ambassadeur général (secrétaire à la justice), il n'y a pas de sanction. Nous poursuivons M. Abbas comme n'importe quel autre fugitif. Nous voulons toujours l'appréhender et le ramener aux États-Unis pour qu'il réponde des accusations formulées contre lui dans ce pays ».

M. Meese n'a pas indiqué s'il savait où se trouvait encore M. Abbas, dont le mouvement, le FLP, a revendiqué officiellement le détournement de l'« Achille-Lauro ». Selon certaines sources palestiniennes à Belgrade, M. Abbas a déjà quitté la Yougoslavie, et la chaîne de télévision américaine ABC croit savoir qu'il s'est rendu au Sud-Yémen.

Le département d'État, d'autre part, a annoncé que les autorités syriennes avaient fait savoir aux États-Unis qu'elles venaient de découvrir un corps pouvant être celui de Leon Klinghoffer, le paralytique sexagénaire tué par les pirates.

Le corps a été ramené par la mer sur la côte syrienne, non loin du port de Tartous, au large duquel l'« Achille-Lauro », alors aux mains des pirates, avait passé l'essentiel de la journée de mardi dernier. C'est ce jour-là, selon des récits concordants des passagers, que Leon Klinghoffer a été tué d'une balle dans la tête par les pirates, qui ont ensuite jeté son corps par-dessus bord. Le FLP assure, pour sa part, que Leon Klinghoffer est mort de crise cardiaque. — (Reuters, AFP.)

## En Italie

### La coalition gouvernementale à l'épreuve

De notre correspondant

Rome. — Cette journée du mardi 15 octobre devait être consacrée à renouer quelques-uns des fils terriblement distendus par l'affaire de l'« Achille-Lauro » et ses suites. Sur le plan international, M. Giulio Andreotti, ministre des affaires étrangères, projetait de rencontrer longuement à Bruxelles M. Sblut, son homologue américain. Le dirigeant démocrate-chrétien, tout comme d'ailleurs son collègue, le vice-président du conseil, M. Forlani, avait déjà eu un entretien de deux heures à Rome avec l'ambassadeur américain, M. Maxwell Rabb. On ne semble pas douter ici que les choses « s'arrangeront » avec le grand allié d'outre-Atlantique, nonobstant la colère du président Reagan. Par ailleurs, M. Mzali, premier ministre d'une Tunisie qui est l'un des meilleurs amis arabes de Rome, devait rencontrer ce même mardi en Italie le gotha gouvernemental de la péninsule.

En politique intérieure aussi, il y a beaucoup à faire pour panser les plaies. Il y a eu conseil de cabinet lundi soir. Le ministre de la défense, le républicain M. Giovanni Spadolini, une des principales personnalités de la coalition, n'y assistait pas. « J'ai appris, s'est-il plaint dans une conférence de presse, ce que je dois bien appeler la fuite déguisée d'Abou Abbas par la télévision. » Le chef des républicains trouve également tout à fait anormal le fait que la justice n'ait même pas pu entendre le dirigeant du FLP avant son départ d'Italie. Alors la crise ?

Que fera pour sa part le PCI ? Les communistes peuvent en effet éprouver des sentiments mêlés : approbation envers l'attitude « négociatrice » adoptée par le gouvernement, fureur que le président du conseil ait coopéré avec les Américains au détournement de l'avion d'Egypt Air, satisfaction devant le « départ » d'Abou Abbas à la barbe de l'oncle Sam. La formation de M. Alessandro Natta devra se déterminer jeudi à l'heure du vote dans le débat parlementaire.

JEAN-PIERRE CLERC.

Le numéro du « Monde » daté 15 octobre 1985 a été tiré à 500 016 exemplaires

A B C D E F G

## LES CONFLITS SOCIAUX

### Occupation à l'usine Thomson-Téléphone de Colombes

Le personnel de l'usine Thomson-Téléphone de Colombes (Hauts-de-Seine) a décidé, lundi 14 octobre, de continuer à occuper la salle des ordinateurs de l'établissement, à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC, en attendant des négociations tripartites avec la direction et les pouvoirs publics. Celle-ci a présenté, au cours de la réunion des comités centraux d'entreprise de Thomson-Téléphone et de CIT-Alcatel, un projet de restructuration entraînant des mutations pour 2 200 salariés. Selon les syndicats, l'établissement de Colombes serait fermé : 379 personnes doivent être mutées dans les Côtes-du-Nord, à Lannion, Guingamp et Tréguier, 332 à Vélizy (Yvelines), 9 à Orvaux (Loire-Atlantique) et 10 à Eu (Seine-Maritime).

À NANTES. Plusieurs centaines de salariés du chantier naval Dubigeon ont occupé brièvement la mairie lundi pour lancer un appel à la population et protester contre « le silence du maire ». M. Michel Chauty, sénateur RPR, sur les dernières suppressions d'emplois. Pour protester contre 700 départs en cours de conversion, un millier d'ouvriers de Normand, à Dunkerque, à l'issue d'une assemblée réunissant

2 000 salariés, ont à nouveau déposé en ville, devant la sous-préfecture, deux éléments préfabriqués de 18 tonnes chacun provenant du dernier navire en construction.

À GENÈVEVILLIERS (Hauts-de-Seine). Les ouvriers de la Compagnie française d'électronique (batteries pour automobiles, 250 salariés) ont décidé de continuer l'occupation de l'usine, commencée le 3 octobre, en attendant la décision du tribunal de Nanterre sur une demande en référé déposée par la direction contre 33 ouvriers à la suite de cette occupation.

À ROANNE. Après l'ordonnance d'expulsion rendue par le tribunal, le maire de la ville, M. Jean Auroux, ministre des transports, a mis en garde, lundi 14 octobre, les occupants des ARCT (Ateliers roannais de construction textile). « Si la stratégie suicidaire prônée par quelques-uns l'emporte, c'en est fait de la machine textile à Roanne », M. Terrat, PDG de la société ICACB et reprenneur potentiel des ARCT, a annoncé, en effet, que, si les locaux n'étaient pas évacués rapidement, il renoncerait à son projet.

## Selon la SOFRES

### STABILITÉ DES INTENTIONS DE VOTE DES FRANÇAIS

Les intentions de vote des Français pour les élections législatives, telles que les mesure la SOFRES, ne varient guère. D'après le dernier sondage de cet institut, réalisé du 3 au 8 octobre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes et publié ce mardi 15 octobre par le Figaro, la droite, avec le Front national, recueillerait 59 % des suffrages (+1 point par rapport à la précédente enquête de septembre) et la gauche 38 % (comme le mois dernier). Le PC est crédité de 10 % des intentions de vote, au lieu de 9 % précédemment et le PS de 23 % (au lieu de 24 %). L'extrême gauche et le MRG sont respectivement crédités, comme en septembre, de 2 % et 3 % des intentions de vote. Dans l'opposition, l'UDF recueillerait 20 % des suffrages (+1 point) et le RPR, qui reste stable, 25 %. Les divers droite (5,5 %) perdent 1/2 point tandis que le Front national (8,5 %) en gagne 1/2.

Ce sondage indique, d'autre part, qu'une majorité de Français (53 %) souhaitent que les électeurs profitent de ce scrutin pour manifester leur mécontentement à l'égard de M. Mitterrand et du gouvernement. Les Français sont également nombreux (51 %) à souhaiter que, en cas de victoire de l'opposition en mars 1986, M. Mitterrand reste président de la République jusqu'à la fin de son mandat en 1988. 34 % désirent qu'il démissionne.

● Trois officiers soviétiques tués en Afghanistan. — Trois officiers soviétiques sont morts dans l'explosion de leur hélicoptère abattu par les opposants afghans, a rapporté, mardi 15 octobre, la Pravda. Dans un reportage de son envoyé spécial, le quotidien rapporte que l'hélicoptère à bord duquel se trouvaient le commandant A. Malchev, le capitaine V. Isaakov et le lieutenant S. Katchenka « explosa après avoir été touché par un tir de mitrailleuse des combattants » (résistants afghans). — (AFP.)

## Sur le vif

### La ferme !

C'est une Anglaise. Elle est incroyablement bavarde. Elle n'arrête pas de jacasser. Et puis là, elle va se faire opérer : la mûchoire. Ses proches, ses amis, la taquent : sa maladie, c'est de trop l'ouvrir. Alors, pour leur prouver que ce n'est rien à voir, elle prend le pari de la boucler pendant cinq heures d'affilée. Et elle le tient. Tous ceux qui essaieront de lui arracher un mot sans y parvenir y seront de leur poche. Et elle ramasse la mise : 100 livres destinées à l'équipe de foot locale, Middlesbrough, non, cette histoire ? Et vraie, en plus. Je l'ai lue dans le Herald Tribune.

C'est une idée à creuser. Prenez Mitterrand. Qu'est-ce qu'on ne donnerait pas pour le voir s'animer, s'arracher au bronze où son visage s'est figé, et rire de toutes ses dents. C'est assez marrant, d'ailleurs, parce qu'avant, quand elles étaient de travers, il ne pouvait pas s'empêcher de se fendre d'un mince sourire, parcimonieux et papillonnant. Et maintenant qu'il les a fait arracher, raffiné, plus question de les montrer. A croire qu'elles ont repoussé.

Ou Chirac et ses fissions dangereuses. Moi, je suis prête à

casquer pour ne plus l'entendre marquer : et que l'on ne compte pas sur nous pour demeurer à jamais dans des états zinzins zinzins zinzins. Ca m'horripile. Et je ne suis pas la seule. Ses conseils en marketing lui répètent sur tous les tons, ils nous le disent encore l'autre jour à la radio.

Il n'y a rien à faire. C'est plus fort que lui. Remarque, pour son face-à-face résolu avec Fabius, à la fin du mois, c'est pas grave. L'un parle beau. L'autre parle vrai. Les deux sont faux.

Et puis, je me demande si, en y allant tous de notre offrande, on ne pourrait pas persuader le pape de renoncer à s'agenouiller pour embrasser le bitume de tous les aéroports où il débarque. En Pologne, ça avait encore un sens, mais franchement au Liechtenstein... Sans parler de la Belgique, où ça n'a fait des histoires pas croyables entre Flamands et Wallons. Allez, on fait la quête et on lui offre une petite assiette qui lui évite de se basser et lui permet de porter à ses lèvres pour la sanctifier une belle motte de vraie terre.

CLAUDE SARRAUTE.

## Dans les Bouches-du-Rhône

### Le comité directeur du PS ratifie l'accord intervenu entre M. Defferre et M. Pezet

De notre correspondant régional

Marseille. — Réuni, le lundi 14 octobre, sous la présidence de M. Bertrand Delanoë, secrétaire national du PS, délégué aux fédérations, le comité directeur de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a, à l'unanimité, moins dix abstentions, la composition des listes aux élections législatives et régionales de mars 1986 résultant du compromis intervenu, le 9 octobre, à Paris, avec la caution de M. Jospin, entre M. Gaston Defferre, maire de Marseille, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, et M. Michel Pezet, premier secrétaire du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (le Monde du 12 octobre). Ce vote met un terme, provisoire, à la grave crise qui secouait, depuis plusieurs mois, la deuxième fédération socialiste de France.

An lendemain du congrès national du PS, l'esprit de Toulouse a soufflé sur Marseille.

La sévère lutte d'influence qui opposait, au sein du courant mitterrandiste le maire de Marseille au premier secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône a fait place à une trêve dictée par les nécessités des prochaines batailles électorales. Les listes des législatives et des régionales ont, ainsi, été ratifiées par acclamations et devraient être approuvées, sans difficultés, par la base, le 26 octobre, puisque aucune proposition alternative n'a été formulée.

Comme prévu, M. Defferre conduira la liste des législatives sur laquelle figurent, dans l'ordre, M. Michel Pezet, Jacques Siffert, maire et conseiller général d'Istres, et Philippe Sanmarco, député sortant de la

troisième circonscription des Bouches-du-Rhône, conseiller municipal de Marseille. M. Michel Vauzelle, porte parole de la présidence de la République et conseiller municipal d'Arles, n'occupe que la cinquième place devant un autre député sortant, également « sacrifié », M. Jean-Jacques Léonetti.

M. Michel Pezet dirigera la liste des régionales avec, en seconde position, M. Louis Philibert, député sortant — qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat à l'Assemblée nationale — et président du conseil général des Bouches-du-Rhône. Le PS ne peut espérer que douze à quatorze élus au conseil régional. La lutte pour les « bonnes places » a donc été âpre. M. Pezet a encaissé deux candidatures à M. Defferre qui sont, outre M. Philibert, M. Jean-François Fiebert, conseiller général d'Aix-Sud-Ouest (en quatrième position), et M. Pauline Giacometti, secrétaire fédérale à la coordination (9<sup>e</sup>). Il a cependant imposé trois de ses proches, MM. Alain Decamps, adjoint au maire de Marseille (5<sup>e</sup>), François Bernardini, conseiller municipal d'Istres (6<sup>e</sup>) et, au titre du Groupe d'action municipale, économique et sociale (GAMES) de Marseille, M. Alexandre Bizaillon (13<sup>e</sup>).

Quatre mauroyistes, rangés parmi les amis de M. Defferre, MM. Lucien Weygand, maire du premier secteur de Marseille (3<sup>e</sup>), Frédéric Rosmini, trésorier fédéral (7<sup>e</sup>), Charles-Emile Loo, député européen (10<sup>e</sup>), et André Samat, maire de Peynier et conseiller général de Trets (14<sup>e</sup>) sont également en position d'éligibles avec un autre mitterrandiste « neutre », M. Hubert Manaud, maire et conseiller général des Saintes-Maries-de-la-Mer (8<sup>e</sup>), un représentant du MRG à désigner (11<sup>e</sup>) et une rocardienne, M<sup>me</sup> Germaine Pivasset (12<sup>e</sup>).

La principale victime de la composition de ces listes est, sans nul doute, M. René Olmetta, député et conseiller régional sortant, qui paraît avoir payé son combat contre M. Pezet dans l'affaire des cartes. Le premier adjoint au maire de Marseille, M. Jean-Victor Cordouani, a dit, également, accepter une dernière et symbolique quarante-neuvième place sur la liste des régionales alors qu'il caressait l'espoir d'un siège. Le courant « B », par ailleurs, préféré M. Weygand à M. Marius Masse, député sortant de la huitième circonscription, qui est, ainsi, absent des deux compétitions électorales.

GUY PORTE.

## Conséquence du voyage de M. Mitterrand en Bretagne

### DEUX MAIRES SOCIALISTES RETIRENT LEURS DÉLÉGATIONS AUX ADJOINTS COMMUNISTES

Deux maires socialistes de Bretagne viennent de tirer les conséquences des incidents qui ont marqué la visite de M. François Mitterrand dans leur ville. M. Edmond Hervé, secrétaire d'État à la santé et ministre de Rennes, a décidé qu'aucun élu communiste ne pourra désormais représenter ni présider une commission municipale. M. Hervé reproche aux quatre conseillers municipaux communistes d'avoir boycotté la réception donnée le 7 octobre en l'honneur du chef de l'État.

C'est le même motif qui explique la décision de M. Jean-Jacques Cléach, maire socialiste de Morlaix, de suspendre les délégations de ses trois adjoints communistes et de son adjoint PSU. Le conseil municipal, dans lequel le PS ne compte que 14 sièges sur 33 (l'opposition en décompte 8, le PCF 7 et le PSU 4), tiendra une réunion extraordinaire vendredi 18 octobre.

Quant à la dissolution du corps de sapeurs-pompiers professionnels de Lorient, décidée par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, elle est « scandaleuse » et constitue de la part du président de la République « un geste indélicat et mesquin », a estimé M. Henri Krausnick. Le secrétaire général de la CGT, qui appelle tous les travailleurs, tant du secteur public que privé, à une « ample riposte », considère que cette dissolution « fait peser une lourde menace sur l'ensemble des agents de la fonction publique ». Lundi soir 14 octobre, environ un millier de manifestants se sont rassemblés, à l'appel de la CGT et de la FEN, devant l'hôtel de ville de Lorient en signe de soutien aux pompiers de la ville.

## DIPLOME D'ANGLAIS COMMERCIAL

### Une seconde session en novembre 85

La Chambre de Commerce Franco-Britannique ouvre cette année une seconde session d'examen en novembre, à Paris et dans plusieurs autres villes de France. C'est une occasion nouvelle pour les étudiants et salariés d'obtenir ce diplôme très apprécié des entreprises. Langues & Affaires organise d'ici novembre et toute l'année des formations de préparation accessibles à tous, par correspondance et en stages intensifs. Cours tous niveaux (niveau débutant en anglais, allemand, espagnol, italien, russe, grec). Doc. gratuits : Langues & Affaires, service 4380, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél : (1) 270.81.88 (établissement privé).

## Le Monde Infos Spectacles sur Minitel

615.91.77 + I S L M

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS 590 F

A partir de COSTUMES 1 750 F

MESURE

NOUVELLE COLLECTION 3000 tissus Luxueux, draperies anglaises Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

SUR MESURE

UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61.

Ou lundi du samedi de 10 h à 18 h.

VALEURS

ACTUELLES

L'HÉBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE

en kiosque ou par abonnement

SPECIMEN SUR DEMANDE

boîte 8, rue d'Uzès, 75081 Paris cedex 02

PIANO: LE BON CHOIX

• Vente à partir de 8.900 F ou 218,21 F par mois\* (Crédit souple et personnalisé).

• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.

• Location à partir de 235 F par mois.

• Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

Prix comptant 8.900 F

\* sur 84 mois - T.E.G. 23,75 % C.R.E.G.

Coût du crédit : 9429,64 F

La passion de la musique.

hamm

139, rue de Rennes, 75006 PARIS. Tél. 45.44.38.66 Parking à proximité.

Centre culturel latino-américain

Pour travailler avec l'AMÉRIQUE LATINE

Pour mieux connaître les langues, les cultures

Pour établir vos contacts et développer vos projets

Stages d'espagnol, de portugais-brésilien et de quichua - Cours à la carte

CETELAM

Organisme formateur n° 1175022575

6 rue des Fossés-Saint-Marcel 75005 PARIS - Tél. : 43-36-56-04